PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE 1967

et

ANNEXES EXPLICATIVES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT No 5 (A/6305)

NATIONS UNIES

(258 p.)

PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE 1967

et

ANNEXES EXPLICATIVES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT No 5 (A/6305)

NATIONS UNIES

New York, 1966

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

Pages

Avant-propos du Secrétaire général v

Projets de résolution relatifs au projet de budget xi

I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1967 xi

II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967 xiii

III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1967 xiii

IV. — Observations concernant les projets de résolution xiv

A. — Prévisions de dépenses

Tableau récapitulatif. — Comparaison entre les crédits demandés pour 1967, les crédits ouverts pour 1966 et les dépenses effectives de 1965 3

Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités, réunions et conférences spéciales

Chapitres

1. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires 14

2. — Réunions et conférences spéciales 19

Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes

Chapitres

3. — Traitements et salaires 28

4. — Dépenses communes de personnel 56

5. — Frais de voyage du personnel 63

6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation 70

Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services

Chapitres

7. — Bâtiments et amélioration des locaux 71

8. — Matériel et installations 76

9. — Entretien, utilisation et location des locaux 83

10. — Frais généraux 92

11. — Imprimerie 109

Titre IV. — Dépenses spéciales

Chapitre

12. — Dépenses spéciales 117

Titre V. — Programmes techniques (chapitres 13 à 15) 122

Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes

Chapitres

16. — Missions spéciales 123

17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies 132

Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Chapitre

18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés 134

TABLE DES MATIERES (suite)

Titre VIII. — Cour internationale de Justice — *Pages*

Chapitre
19. — Cour internationale de Justice 146

Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Chapitre
20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 149

Annexes aux prévisions de dépenses

I. — Prévisions budgétaires pour l'exercice 1967. Grandes activités et programmes, par objet de dépense 171

II. — Programmes d'information et dépenses y relatives 206

III. — Postes permanents: Répartition par catégorie et par classe 215

IV. — Prévisions de dépenses pour 1967:

A. — Comité central permanent des stupéfiants et organe de contrôle des stupéfiants 215

B. — Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'ONU 215

B. — Prévisions de recettes

Tableau récapitulatif des prévisions de recettes pour 1967, du montant approuvé pour 1966 et des recettes effectives de 1965 219

Titre premier. — Recettes provenant des contributions du personnel

Chapitre des recettes
1. — Contributions du personnel 221

Titre II. — Autres recettes

Chapitres des recettes
2. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires 222

3. — Recettes générales 223

4. — Vente de timbres-poste de l'ONU 225

5. — Vente des publications 226

6. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes 227

Annexes aux prévisions de recettes

A. — Vente de timbres-poste de l'ONU 233

B. — Vente des publications 234

C. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes 236

Prévisions initiales pour 1967

1. Le montant brut des dépenses initialement prévues pour 1967 est de 128 227 800 dollars, alors que les crédits ouverts pour 1966 étaient de 121 567 420 dollars. Les recettes de toutes provenances sont estimées à 21 623 626 dollars, alors que le montant approuvé pour 1966 était de 19 790 700 dollars. Les dépenses nettes pour 1967 sont donc estimées à 106 604 174 dollars, contre 101 776 720 dollars en 1966. Les dépenses brutes dépassent ainsi de 6 660 380 dollars le montant approuvé pour 1966, tandis qu'en chiffres nets l'augmentation est de 4 827 454 dollars.

2. L'augmentation brute de quelque 6,7 millions de dollars des dépenses prévues pour 1967 est imputable, d'une manière générale, aux facteurs ci-après:

	Dollars
a) Dépenses supplémentaires nécessaires au maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966	3 797 000
Dépenses supplémentaires découlant du relèvement des tarifs et des salaires relatifs aux services contractuels et fournitures essentiels	180 000
	3 977 000
b) Dépenses supplémentaires imputables à l'expansion des activités et à de nouveaux besoins	4 741 000
c) Diminution de dépenses découlant de la réduction de certaines activités et de certains besoins	(2 057 000)

3. Les principales augmentations de dépenses, dont le total atteint le montant de 4 741 000 dollars indiqué ci-dessus, à l'alinéa b du paragraphe 2, concernent:

	Dollars
a) Les réunions et conférences spéciales (chap. 2)	273 000
b) L'accroissement de l'effectif du personnel temporaire requis pour les réunions et pour d'autres tâches, et les sommes plus élevées à verser au titre des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (chap. 3)	560 000
c) Les dépenses communes de personnel — programmes de formation (chap. 4)	65 000
d) L'achat et le remplacement de matériel et d'installations (chap. 8)	145 000
e) L'entretien, l'utilisation et la location des locaux (chap. 9)	150 000
f) Les frais généraux (chap. 10)	513 000
g) Les dépenses spéciales (chap. 12)	78 000
h) L'accroissement de l'effectif permanent du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18)	147 000
i) La Cour internationale de Justice (chap. 19)	80 000
j) Le coût accru de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, y compris le coût de la deuxième session de la Conférence (chap. 20)	2 715 000

4. Les principales diminutions de dépenses, dont le total atteint le montant de 2 057 000 dollars indiqué ci-dessus, à l'alinéa c du paragraphe 2, concernent:

	Dollars
a) Les bâtiments et l'amélioration des locaux (chap. 7)	(429 000)
b) Les missions spéciales, en particulier le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (chap. 16)	(1 325 000)
c) Le Service mobile de l'Organisation des Nations Unies (chap. 17)	(273 000)

5. Le projet de budget ci-après est conçu pour faire face, en 1967, à tous les besoins que l'on peut aisément prévoir ou calculer avec quelque précision à l'heure actuelle. Il sera peut-être modifié ultérieurement en fonction des dépenses supplémentaires que pourront entraîner les décisions que le Conseil économique et social prendra à sa quarante et unième session et celles que l'Assemblée générale prendra à sa vingt et unième session. A cet égard, on pourrait

mentionner, en particulier, les dépenses supplémentaires qui pourraient résulter:

a) Des nouvelles propositions consignées dans le rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et qui concernent les programmes régionaux dans le domaine du développement industriel;

b) Des services de conférence accrus à fournir aux colloques internationaux sur le développement industriel;

c) De l'accélération de l'établissement d'une série d'études sur la discrimination et divers aspects des droits de l'homme;

d) De la création d'une nouvelle organisation autonome, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, conformément à la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale. Par cette résolution, l'Assemblée générale a décidé de constituer un Comité spécial concernant l'Organisation pour le développement industriel qui serait composé de trente-six Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et qui aurait pour tâche d'élaborer les procédures de fonctionnement et les dispositions administratives concernant l'ONUDI et de rendre compte à ce sujet au Comité du développement industriel, lors de sa sixième session, au Conseil économique et social, lors de sa quarante et unième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt et unième session. Dans mon projet de budget pour 1966, j'avais proposé un plan pour renforcer considérablement les ressources du Centre de développement industriel au cours des deux ou trois années à venir. Mais, étant donné les décisions ultérieures prises par l'Assemblée aux termes de sa résolution 2089 (XX) et en attendant que l'Assemblée examine à nouveau la question, les crédits que je demande aux chapitres pertinents du projet de budget pour 1967 sont provisoirement maintenus aux chiffres qui ont été approuvés pour 1966 au titre de ces activités;

e) Des recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires soumettra à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, après avoir étudié les plans d'un nouvel agrandissement des salles et installations de conférence au Palais des Nations, à Genève, que le Secrétaire général présentera comme suite aux recommandations consignées dans le rapport[1] de la Cinquième Commission à l'Assemblée générale (vingtième session);

f) Des propositions que le Secrétaire général doit faire au sujet de l'agrandissement éventuel des locaux à usage de bureaux, au Siège;

g) Des propositions que le Secrétaire général doit soumettre pour examen à l'Assemblée générale au sujet de la construction de nouveaux locaux et installations pour la Cour internationale de Justice;

h) De la convocation d'une Conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;

i) De la revision des émoluments et pensions versés aux membres de la Cour internationale de Justice.

6. Le tableau ci-après donne, aux fins de comparaison, la répartition, par titre du budget, des crédits demandés pour 1967 et des crédits correspondants ouverts pour 1966. *(Voir tableau à la page suivante.)*

Ordonnance du budget de 1967

7. L'ordonnance du projet de budget pour 1967, identique à celle du projet de budget pour 1966, répond au vœu de l'Assemblée générale, qui, à sa seizième session, a entériné les recommandations figurant dans le rapport de la Cinquième Commission[2] sur la question. On a ajouté, toutefois, une nouvelle annexe I, qui indique la répartition, par grands secteurs d'activité et par principaux chefs de dépenses, des crédits demandés à tous les chapitres du projet de budget pour 1967. Cette annexe indique aussi comment on prévoyait, au moment de l'établissement du projet de budget, que les postes permanents se répartiraient entre les divers services. Cette nouvelle annexe doit permettre de donner satisfaction aux représentants de plusieurs Etats Membres qui, pendant les débats de la Cinquième Commission lors de la vingtième session de l'Assemblée générale, avaient formulé le vœu de disposer de renseignements plus précis permettant de rattacher les crédits demandés aux programmes de travail et activités. En outre, dans un appendice à cette annexe, on a fait

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 39, c, ii.

2/ Ibid., seizième session, Annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/5075.

Titres	1967	1966	1965
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales	3 096 500	2 848 400	2 501 232
II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes	75 633 300	71 764 700	62 677 137
III. — Locaux, matériel, fournitures et services	15 763 000	15 186 930	15 439 600
IV. — Dépenses spéciales	8 963 500	8 885 800	8 515 731
V. — Programmes techniques	6 400 000	6 400 000	6 393 295
VI. — Missions spéciales et activités connexes	4 826 200	6 424 190	5 393 220
VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3 280 400	3 011 800	2 487 263
VIII. — Cour internationale de Justice	1 164 900	1 074 100	1 111 053
IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	9 100 000	5 971 500	2 592 861
Dépenses brutes	128 227 800	121 567 420	107 111 392
A déduire: Recettes autres que les contributions du personnel	8 273 626	6 675 800	7 067 573
	119 954 174	114 891 620	100 043 819
Recettes provenant des contributions du personnel, à créditer au Fonds de péréquation des impôts	13 350 000	13 114 900	10 327 836
Dépenses nettes	106 604 174	101 776 720	89 715 983

figurer à l'intention des Etats Membres, pour information, un état indiquant le nombre des postes permanents prévus à l'article premier du chapitre 3 dont on aura besoin, à plein temps, pour fournir les services administratifs et services d'appui nécessaires à l'exécution des programmes d'assistance technique des Nations Unies (programme ordinaire faisant l'objet du titre V du budget et élément assistance technique du PNUD). Cet état indique aussi le nombre des postes supplémentaires qui ne sont pas inscrits au chapitre 3 et dont le coût est imputé directement: a) sur la subvention pour frais généraux que l'élément Fonds spécial du PNUD verse à l'ONU en compensation des prestations de services que l'Organisation fournit au Fonds spécial en sa qualité d'agent chargé de l'exécution de projets; b) sur la subvention que le PNUD verse par prélèvement sur son budget d'administration au titre des prestations fournies par les services centraux au secrétariat du PNUD; c) sur diverses subventions, pour frais généraux d'administration, versées au titre de programmes d'assistance technique qui complètent les programmes approuvés ou ne s'inscrivent pas dans le cadre de ces programmes (projets financés à l'aide de funds-in-trust, assistance technique fournie à titre onéreux, experts associés, etc.); d) sur une subvention que le Programme alimentaire mondial verse par prélèvement sur son budget d'administration.

Considérations de principe sur lesquelles se fonde le projet de budget pour 1967

8. Comme la Cinquième Commission en avait formulé le vœu dans son rapport[3] à l'Assemblée générale (vingtième session), je ne demande aucun poste permanent nouveau pour les services du Secrétariat visés au chapitre 3 du projet de budget. Je ne demande non plus aucun reclassement de poste pour les postes dont le coût est inscrit à ce chapitre du budget, en raison des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son sixième rapport[4] à l'Assemblée générale (vingtième session). Le classement des postes dans certains des secteurs principaux (comptabilité, personnel,

[3] Ibid., vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 27.

[4] Ibid., Supplément No 7 (A/6007), par. 180 et 181.

statistiques et services linguistiques, notamment) fait actuellement l'objet d'une étude interorganisations. Je devrais avoir communication, dans le courant de l'année 1966, des résultats de cette étude, qui devraient servir utilement à déterminer les critères à appliquer pour le classement des postes dans ces secteurs d'activité. Il se peut fort bien que l'on envisage une étude identique sur d'autres secteurs, si cela se révèle utile. Ainsi, dans l'ensemble, le tableau d'effectifs du Secrétariat pour 1967 demeure identique à celui que l'Assemblée générale a approuvé pour 1966. Je crois, cependant, que des difficultés surgiront en 1967 dans certains secteurs du Secrétariat, qu'il sera sans doute inévitable de renforcer. Il est dans mes intentions, au cas où ces difficultés se présenteraient, d'y faire face par priorité en utilisant avec souplesse l'ensemble des crédits mis à ma disposition.

9. Dans le cas de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, un certain renforcement des effectifs paraît indispensable eu égard aux décisions que le Conseil du commerce et du développement a prises à sa troisième session, qui s'est tenue, à New York, du 25 janvier au 17 février 1966; on trouvera, au chapitre 20 des prévisions de dépenses, des explications détaillées sur ce renforcement d'effectifs. Dans ses prévisions de dépenses, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés demande aussi un renforcement des effectifs ainsi que le reclassement de certains postes; on trouvera tous les renseignements nécessaires à ce sujet dans le chapitre 18 des prévisions de dépenses.

Accroissement du budget ordinaire et rôle du Secrétariat

10. Dans un rapport[5/] que j'ai présenté plus tôt dans l'année au Comité ad hoc d'experts que l'Assemblée générale a chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies, j'ai exposé assez en détail l'accroissement du budget ordinaire, qui, pendant la période de douze ans allant de 1954 à 1966 inclusivement, a été de l'ordre de 74,7 millions de dollars. J'ai aussi expliqué quels étaient les faits nouveaux les plus importants qui avaient provoqué cet accroissement. Il ressort nettement de ce rapport que pendant les sept premières années, de 1954 à 1961, l'accroissement du budget a été modéré, se chiffrant à 24,3 millions de dollars environ, et a été imputable dans une large mesure, si l'on fait abstraction de la création de la Commission économique pour l'Afrique, aux dépenses accrues qu'il avait fallu faire pour maintenir d'année en année à peu près les mêmes effectifs fondamentaux et pour assurer à l'ONU, sur une base équivalente, les services et fournitures essentiels dont elle avait besoin. Mais pendant la période quinquennale 1961-1966, l'accroissement du budget a été beaucoup plus marqué, se chiffrant à quelque 50,4 millions de dollars, et il a été imputable non seulement à l'augmentation continue des dépenses qu'il fallait faire pour maintenir les effectifs et les fournitures et services au même niveau que pendant la période précédente, mais aussi aux dépenses beaucoup plus élevées qui résultaient de la nécessité d'augmenter considérablement les ressources du Secrétariat. Cet accroissement avait été rendu inévitable par plusieurs faits nouveaux importants, dont je citerai ci-après quelques-uns.

11. Le nombre total des Membres de l'Organisation a augmenté considérablement pendant cette période.

12. L'Assemblée générale a proclamé Décennie du développement la période de dix ans commençant en 1961, décision qui a donné lieu à une réévaluation de l'efficacité des programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social, comme dans les domaines des droits de l'homme et de l'assistance technique. Cette réévaluation a amené les Etats Membres à demander que l'on fasse une plus large place à certains programmes existants et que l'Organisation s'engage fermement dans des domaines nouveaux. Il a fallu, en conséquence, renforcer le personnel et augmenter les autres ressources des services existants, et créer des services entièrement nouveaux.

13. L'apparition, pendant cette période, d'un nombre croissant de nouveaux Etats indépendants a amené l'Organisation à réexaminer ses travaux concernant l'indépendance des pays et des peuples coloniaux et les questions relatives aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes. L'Assemblée a créé un nouveau comité subsidiaire, qui, de son côté, a créé quelque huit sous-comités pour le seconder dans sa tâche. Le volume de travail requis pour le service de ces organes a été et demeure considérable.

5/ A/6289/Add.2.

14. Les progrès extraordinaires de la technique, qui permettent à l'homme d'explorer et d'utiliser l'espace extra-atmosphérique, ont aussi amené l'Organisation à participer à ces nouvelles activités de sorte qu'elles soient exercées à des fins pacifiques dans l'intérêt de l'humanité. L'Assemblée a créé dans ce domaine un comité spécial, qui, comme ses deux sous-comités, se réunit régulièrement chaque année et auquel le Secrétariat fournit les services nécessaires.

15. Par suite du développement des armements nucléaires et thermonucléaires ainsi que des perfectionnements apportés aux armes classiques et de leur prolifération dans le monde, il a fallu s'attacher davantage ces dernières années, par l'intermédiaire des organes de l'ONU, à essayer d'aboutir à un accord sur les phases nombreuses et complexes du désarmement. La Conférence du Comité des Dix-Huit puissances sur le désarmement tient régulièrement à l'Office des Nations Unies, à Genève, des sessions qui durent jusqu'à six mois chaque année, et le coût des services techniques et des services de conférence qui lui sont fournis est imputé sur le budget ordinaire.

16. L'effet cumulatif de tous ces faits nouveaux a eu des répercussions marquées sur le volume de travail des services administratifs qui s'occupent des finances et du personnel, ainsi que sur le volume de travail des services de conférence et des services de bibliothèque et sur celui des services généraux, en particulier au Siège de l'ONU, à New York, et à l'Office des Nations Unies, à Genève. Ces questions sont examinées plus en détail dans les observations qui figurent au début du chapitre 3 des prévisions de dépenses. Ces faits nouveaux ont eu aussi des répercussions importantes sur le volume de travail actuel du Service de l'information, eu égard en particulier à la nécessité de maintenir dans la limite du plafond fixé par l'Assemblée générale le total des dépenses d'information. Je sais bien qu'il est nécessaire de fixer une limite aux dépenses d'information, mais je voudrais néanmoins prier les Etats Membres de bien vouloir ne pas perdre de vue que le plafond fixé ne doit pas être si bas qu'il mette le Service de l'information dans l'impossibilité de rendre compte comme il convient des activités importantes et croissantes de l'Organisation, ou empêche la modernisation des installations actuelles de sorte que l'ONU serait incapable de tirer parti comme il se doit des progrès techniques révolutionnaires que connaissent les moyens d'information de masse.

17. Au stade actuel de l'histoire de l'Organisation et compte tenu de ces considérations, on peut comparer le Secrétariat à un être jeune qui a franchi les années difficiles de l'enfance, puis les années ingrates de l'adolescence au cours desquelles il s'est formé, et qui se trouve maintenant au seuil de l'âge adulte. Il lui faut triompher d'épreuves nouvelles et il ne peut s'attendre, s'il songe à l'avenir, qu'à de plus vastes responsabilités. Le niveau des crédits demandés dans le projet de budget pour 1967 représente une sorte de palier et cet état de choses offre donc aux Etats Membres la possibilité d'examiner de très près le rythme auquel les activités de l'Organisation se sont développées ces dernières années, d'exprimer leur avis à ce sujet et d'indiquer comment ils envisagent l'évolution future de ces activités, compte tenu des ressources financières disponibles dans chaque cas. Comme le succès de l'Organisation dans les nombreux domaines où elle agit est dans une grande mesure fonction de l'efficacité de son Secrétariat, il faudrait aussi que nous nous demandions, au stade actuel de notre histoire, si cet organe principal de l'ONU est bien à même de continuer à s'acquitter dûment de son rôle.

18. Pour établir les programmes et planifier les activités au mieux, le Secrétariat, comme l'Organisation elle-même, doit être sûr de pouvoir faire fond sur des arrangements et un appui financiers solides. Il faut espérer que les délibérations du Comité ad hoc d'experts que l'Assemblée générale, à sa dernière session, a chargé d'examiner les finances de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique permettront à l'Assemblée de trouver une solution aux difficultés financières auxquelles l'Organisation se heurte depuis si longtemps. Il faut espérer, en outre, que ces délibérations donneront des indications sur le montant de l'appui financier qui sera accordé à l'avenir à l'Organisation pour lui permettre de s'acquitter des activités dont le coût est imputé sur le budget ordinaire.

19. Il est tout aussi important que les fonctionnaires, dans l'ensemble du Secrétariat, conservent bon moral. Il est donc essentiel de veiller à réunir tous les éléments

nécessaires pour que cet objectif soit atteint. Outre les éléments matériels, dont l'importance est évidente, tels qu'une rémunération juste et équitable et les autres avantages connexes que constituent de bonnes conditions de travail et des perspectives d'avancement satisfaisantes, il intervient des éléments psychologiques qui constituent autant de besoins qu'il faut aussi satisfaire: il faut que le fonctionnaire puisse éprouver un sentiment de fierté à l'idée d'être membre d'un secrétariat international, et qu'il ait aussi la satisfaction du devoir accompli, le plaisir de savoir qu'autrui apprécie les efforts qu'il fait, la satisfaction de relever de supérieurs qualifiés et justes, et enfin, ce qui n'est pas le moins important, la conviction que l'Organisation des Nations Unies demeure indispensable dans le monde d'aujourd'hui.

20. Enfin, je voudrais dire quelques mots du phénomène le plus récent que constitue la création, au sein du Secrétariat, de services autonomes. Je connais, certes, les considérations qui amènent les Etats Membres à adopter cette solution, mais je me sens obligé d'appeler leur attention sur les conséquences d'ordre administratif qui risquent de s'ensuivre. La création, au sein du Secrétariat, de services autonomes, services qui relèvent donc de moi en ma qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation, pose de graves problèmes sur le plan de la hiérarchie et sur celui des responsabilités. En outre, cette tendance n'est pas entièrement compatible avec la notion d'un Secrétariat unifié dont les membres travaillent en équipe à l'accomplissement des principales fins de l'Organisation. Cette tendance risque, au contraire, d'avoir l'effet fâcheux de dresser un secteur du Secrétariat contre un autre, les deux secteurs entrant en concurrence afin de s'assurer, pour leurs programmes de travail respectifs, l'appui financier et l'appui politique nécessaires. Dans ces conditions, les divers services risquent fort d'être amenés à se préoccuper par trop de leurs besoins futurs au lieu de s'efforcer d'utiliser effectivement et efficacement les crédits et ressources dont ils disposent. En outre, l'expérience pratique acquise au cours des années a révélé que les services organiques du Secrétariat ne peuvent s'acquitter effectivement de leurs tâches sans le concours des services administratifs centraux, du Service des conférences et des services généraux qui les appuient. J'ai délégué aux chefs de ces services certaines responsabilités en matière de contrôle quotidien et de planification des activités, et ces responsabilités ne sauraient être restreintes sans que l'intérêt général de l'Organisation en souffre. Lorsque l'on envisage la création de services autonomes, il faut donc penser non seulement aux avantages qui peuvent en résulter pour tel ou tel programme fonctionnel, mais aussi au fait que le Secrétariat dépend, pour des raisons d'économie et d'efficience administrative, de services centraux d'appui.

21. Cette année, j'ai jugé de mon devoir de faire connaître aux Etats Membres ces observations plus générales, bien que je m'écarte, ce faisant, du mode de présentation que j'ai suivi par le passé dans mon avant-propos au projet du budget. Etant donné l'attention plus soutenue que plusieurs comités ont accordée cette année aux problèmes que posent la coordination des programmes et les ressources financières disponibles pour chacun d'eux, je pense que la vingt et unième session de l'Assemblée générale pourra offrir aux Etats Membres une occasion opportune de réfléchir à ces questions importantes. L'ensemble des Etats Membres se heurtent, me semble-t-il, aujourd'hui à deux problèmes fondamentaux. Il s'agit en premier lieu de concilier le volume des activités que l'on souhaite entreprendre dans le cadre des programmes avec l'apport des ressources financières requises pour exécuter ces activités. Il s'agit en second lieu de veiller à ce que l'Organisation et les effectifs du Secrétariat soient tels que le Secrétariat puisse s'acquitter effectivement et économiquement des tâches qui lui sont assignées.

Le Secrétaire général,

U THANT

Mai 1966

PROJETS DE RESOLUTION RELATIFS AU PROJET DE BUDGET

I. — Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1967

A

OUVERTURE DE CREDITS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967:

1. Un crédit de 128 227 800 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants:

Chapitres	Dollars	Dollars
Titre premier. — Sessions de l'Assemblée générale, des conseils, commissions et comités; réunions et conférences spéciales		
1. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 082 000	
2. — Réunions et conférences spéciales	2 014 500	
TOTAL, titre premier		3 096 500
Titre II. — Dépenses de personnel et dépenses connexes		
3. — Traitements et salaires	59 518 000	
4. — Dépenses communes de personnel	13 873 000	
5. — Frais de voyage du personnel	2 117 300	
6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	125 000	
TOTAL, titre II		75 633 300
Titre III. — Locaux, matériel, fournitures et services		
7. — Bâtiments et amélioration des locaux	3 930 700	
8. — Matériel et installations	670 900	
9. — Entretien, utilisation et location des locaux	4 016 500	
10. — Frais généraux	5 236 900	
11. — Imprimerie	1 908 000	
TOTAL, titre III		15 763 000
Titre IV. — Dépenses spéciales		
12. — Dépenses spéciales	8 963 500	
TOTAL, titre IV		8 963 500
*Titre V. — Programmes techniques**		
13. — Développement économique, activités sociales et administration publique	*	
14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	*	
15. — Contrôle des stupéfiants	*	
TOTAL, titre V		6 400 000*
Titre VI. — Missions spéciales et activités connexes		
16. — Missions spéciales	2 993 000	
17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies	1 833 200	
TOTAL, titre VI		4 826 200
Titre VII. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés		
18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3 280 400	
TOTAL, titre VII		3 280 400
Titre VIII. — Cour internationale de Justice		
19. — Cour internationale de Justice	1 164 900	
TOTAL, titre VIII		1 164 900

*La ventilation entre les chapitres 13, 14 et 15 sera arrêtée par le Conseil économique et social à sa quarante et unième session, compte tenu des nouvelles suggestions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1967.

Chapitres	Dollars	Dollars
Titre IX. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	9 100 000	
TOTAL, titre IX		9 100 000
TOTAL GENERAL		128 227 800

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à l'autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

3. Les crédits ouverts au titre V pour les programmes d'assistance technique seront gérés conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, si ce n'est que, pour la définition des engagements et leur période de validité, il y aura lieu d'appliquer les procédures et pratiques arrêtées pour l'élément Programme élargi du Programme des Nations Unies pour le développement.

4. Les crédits d'un montant total de 192 880 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 5 et 11 pour le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants seront gérés comme un tout.

5. Les crédits d'un montant total de 494 560 dollars ouverts aux chapitres premier, 3, 4, 5, 6 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies seront gérés conformément à l'article XXVII des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

6. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 17 500 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque, et pour les autres dépenses de la bibliothèque du Palais des Nations faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui le régissent.

B

PREVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967:

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 21 623 626 dollars, qui se décomposent comme suit:

Chapitres	Dollars	Dollars
Titre premier. — Recettes provenant des contributions du personnel		
1. — Contributions du personnel	13 350 000	
TOTAL, titre premier		13 350 000
Titre II. — Autres recettes		
2. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	2 196 276	
3. — Recettes générales	2 673 400	
4. — Vente de timbres-poste de l'Organisation des Nations Unies (Administration postale de l'ONU)	1 785 000	
5. — Vente des publications	827 650	
6. — Services destinés aux visiteurs, restaurants et services annexes	791 300	
TOTAL, titre II		8 273 626
TOTAL GENERAL		21 623 626

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

3. Celles des dépenses directes concernant l'Administration postale de l'ONU, les services destinés aux visiteurs, les restaurants et services annexes et la vente des publications pour lesquelles il n'est pas prévu de crédits au budget seront imputées sur les recettes provenant de ces activités.

C

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1967

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice 1967:

1. Les dépenses de 128 227 800 dollars prévues au budget, ainsi que les dépenses additionnelles de_____dollars[1] autorisées pour 1966, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies:

a) Jusqu'à concurrence de 8 273 626 dollars, par les recettes, autres que les contributions du personnel, prévues dans la partie B de la présente résolution;

b) Jusqu'à concurrence de_____dollars[1], par le solde de l'excédent budgétaire pour l'exercice 1965;

c) Jusqu'à concurrence de_____dollars[1], par les contributions des nouveaux Etats Membres pour 1966;

d) Jusqu'à concurrence de_____dollars[1], par les contributions dues par les Etats Membres en application de la résolution 2118 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965, fixant le barème des quotes-parts pour 1967.

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 13 350 000 dollars, correspondant au montant estimatif pour 1967 des recettes provenant des contributions du personnel.

II. — Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967

L'Assemblée générale

1. Autorise le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et des dispositions du paragraphe 3 ci-après, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour:

a) Les engagements, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, qui, suivant l'attestation du Secrétaire général, ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses relatives:

i) A la désignation de juges ad hoc (Article 31 du Statut de la Cour), jusqu'à concurrence de 37 500 dollars;

ii) A la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut) ou à la citation de témoins et à la désignation d'experts (Article 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;

iii) Au maintien en fonctions de juges non réélus (paragraphe 3 de l'Article 13 du Statut), jusqu'à concurrence de 50 000 dollars;

iv) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Article 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;

v) Au paiement de pensions et de frais de voyage et de déménagement aux juges non réélus et de frais de voyage et de déménagement de nouveaux membres de la Cour, jusqu'à concurrence de 58 500 dollars.

2. Décide que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée générale des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements.

3. Décide que, au cas où il faudrait, comme suite à une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars avant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

III. — Projet de résolution relatif au Fonds de roulement pour l'exercice 1967

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit:

1. Le Fonds de roulement sera fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1967.

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1967.

3. Viendront en déduction de ces avances:

a) Les crédits, d'un montant total de 1 079 158 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice

[1] Montant qui sera fixé par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

1966, en application de la résolution 2127 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement:

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution _____(XXI) du _____décembre 1966, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances au-delà du total de 125 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes.

5. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser en 1967 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

IV. — Observations concernant les projets de résolution

1) Projet de résolution concernant le budget de l'exercice 1967

A. — Ouverture de crédits

Aux termes du paragraphe 3 de la partie A du projet de résolution, les crédits ouverts au titre V seraient gérés conformément aux procédures arrêtées pour l'élément Programme élargi du Programme des Nations Unies pour le développement, opération avec laquelle les programmes visés au titre V ont un lien étroit. Plus précisément, les crédits ouverts au titre V resteraient utilisables:

a) Pendant les vingt-quatre mois suivant la fin de l'exercice pour lequel ils ont été ouverts, et ce dans la mesure nécessaire pour régler les engagements concernant les bourses accordées au cours de l'exercice;

b) Pendant les douze mois suivant la fin de l'exercice pour lequel ils ont été ouverts, et ce dans la mesure nécessaire pour régler les engagements concernant les commandes de matériel passées au cours de l'exercice;

c) Pendant les douze mois suivant la fin de l'exercice pour lequel ils ont été ouverts, et ce dans la mesure nécessaire pour régler les dépenses engagées le 30 septembre au plus tard dudit exercice en ce qui concerne les nominations d'agents engagés pour une courte durée au titre de projets, étant entendu que les prestations de services correspondant auxdites dépenses devront avoir été fournies le 30 juin de l'exercice suivant.

B. — Prévisions de recettes

La partie B du projet de résolution, concernant les prévisions de recettes, est présentée de la même manière que les années précédentes.

C. — Exécution du budget

La partie C du projet de résolution, concernant l'exécution du budget, est, d'une manière générale, présentée de la même manière que les années précédentes.

2) Projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 1967

Ce projet de résolution est présenté de la même manière que celui qui concernait l'exercice 1966. Le paragraphe 3 du projet reprend les termes de la résolution 1615 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 21 avril 1961. Il convient à ce sujet de se reporter au rapport [2/] dans lequel la Cinquième Commission recommandait l'adoption de cette résolution. On trouve exposée au paragraphe 5 de ce rapport l'interprétation selon laquelle l'adoption du projet de résolution doit, aux fins de l'Article 20 de la Charte concernant la convocation de sessions extraordinaires, être considérée comme exprimant la volonté de la majorité des Etats Membres de l'ONU de voir réunir une session extraordinaire de l'Assemblée générale si l'éventualité envisagée dans le projet de résolution se produisait, le Secrétaire général étant alors autorisé à agir en conséquence. Si une disposition analogue à celle qui figure au paragraphe 3 du projet de résolution ci-dessus devient une caractéristique permanente de la procédure budgétaire de l'Organisation, l'Assemblée générale voudra peut-être modifier les articles de son règlement intérieur qui concernent la convocation des sessions extraordinaires, de façon à y inclure des dispositions concernant les sessions

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, Quinzième session, Annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/4739.

qui seraient convoquées à cette fin. Au cas où le règlement intérieur ne serait pas modifié, l'interprétation donnée à propos de la résolution 1615 (XV) continuerait à être valable si le projet de résolution était adopté sous sa forme actuelle.

3) Projet de résolution relatif au Fonds de roulement

Le projet de résolution III est présenté de la même manière que la résolution 2127 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.

A. — PREVISIONS DE DEPENSES

TABLEAU RECAPITULATIF. — COMPARAISON ENTRE LES CREDITS DEMANDES POUR 1967, LES CREDITS OUVERTS POUR 1966 ET LES DEPENSES EFFECTIVES DE 1965

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
1. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires	1 163 129	1 107 400	1 082 000	(25 400)	Les principales diminutions que ce chapitre fait apparaître par rapport à 1966 concernent a) la Commission du droit international, qui ne tiendra qu'une session en 1967 alors qu'elle en a tenu deux en 1966 (38 500 dollars), b) la Commission de statistique, qui s'est réunie en 1966 et qui tiendra sa prochaine session bisannuelle en 1968 (16 500 dollars), et c) le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique, qui tiendra moins de réunions qu'en 1966 (20 000 dollars). Les principales augmentations venant compenser ces diminutions concernent a) les frais de voyage des représentants à l'Assemblée générale, le montant prévu répondant davantage aux frais effectifs (19 000 dollars), b) la session bisannuelle de la Commission de la population (10 800 dollars), et c) la Mission de visite dans les Iles du Pacifique, qui n'avait pas d'équivalent en 1966 (39 000 dollars). Les crédits demandés pour un certain nombre d'autres organes permanents accusent de légères augmentations ou de légères diminutions, imputables à des modifications du calendrier des réunions ou à des modifications des déplacements que certains membres seront appelés à faire.
2. — Réunions et conférences spéciales. .	1 338 103	1 741 000	2 014 500	273 500	Les crédits demandés à ce chapitre varient nécessairement d'une année à une autre en fonction du programme des réunions. Le crédit demandé pour 1967 comprend 675 200 dollars pour des conférences et réunions qui n'avaient pas d'équivalent en 1966, y compris 228 250 dollars pour les sessions ordinaires des commissions économiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, l'Amérique latine et l'Afrique, dont le coût, les années précédentes, était réparti entre les chapitres 3, 5 et 10. Ces augmentations sont compensées en partie par le fait a) que le crédit de 266 000 dollars demandé pour 1966 en ce qui concerne le deuxième Congrès mondial de la population était le dernier, et b) que les dépenses prévues pour le Colloque international sur le développement industriel sont inférieures de 130 300 dollars aux dépenses autorisées pour 1966.
3. — Traitements et salaires	48 944 136	56 300 000	59 518 000	3 218 000	Article premier. — Postes permanents. L'augmentation de 2 489 300 dollars que

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
3. — Traitements et salaires (suite)					cet article fait apparaître par rapport à 1966 est attribuable aux facteurs suivants: relèvement des traitements et reclassement de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste (1 057 000 dollars); augmentations périodiques de traitement et de salaire, et fait que le coût des postes nouveaux approuvés pour 1965 et pour 1966 a été calculé pour 1967 sur la base, non de l'échelon III de la classe considérée, mais de la moyenne des traitements et des indemnités de poste, qui est plus élevée (190 500 dollars); réduction, par rapport à 1966, de l'abattement pour mouvements de personnel (1 241 500 dollars). Article II. — Personnel temporaire pour les réunions. Sur l'augmentation de 192 700 dollars que le crédit demandé à cet article fait apparaître par rapport à 1966, 75 000 dollars concernent le relèvement des traitements du personnel engagé à court terme pour les conférences, 60 000 dollars, les modifications apportées au plan des réunions devant se tenir à Genève (du fait, notamment, que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement a décidé qu'une de ses sessions se tiendrait à Genève et non à New York), et 62 700 dollars, le personnel supplémentaire des services de conférence dont on aura besoin pour la session de l'Assemblée générale et les réunions tenues à Genève. Article III. — Autre personnel temporaire. L'augmentation globale de 428 000 dollars que cet article fait apparaître par rapport à 1966 se décompose comme suit: Personnel temporaire affecté à des tâches générales (296 000 dollars). Sur ce chiffre, une somme de 43 000 dollars est destinée à couvrir les dépenses supplémentaires de la Caisse commune des pensions du personnel, qui seront intégralement remboursées par la Caisse, le même montant étant porté en recette au chapitre 2 des prévisions de recettes. Une somme de 125 000 dollars concerne le personnel et les gardes supplémentaires dont la Commission économique pour l'Amérique latine et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale auront besoin au moment où ils s'installeront dans le nouvel immeuble de Santiago. Selon l'entente envisagée entre la CEPAL et l'Institut, le total desdits frais serait réparti entre la CEPAL et l'Institut. La somme correspondant à la part de l'Institut, estimée à 84 700 dollars, est portée en recette au chapitre pertinent des prévisions de recettes. Une somme de 90 000 dollars concerne le personnel temporaire dont le Centre international de calcul électronique et d'autres services auront besoin pour faire face au surcroît de travail. Le solde de l'augmentation — soit

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966; principales causes de variation et remarques diverses
3. — Traitements et salaires (suite)					38 000 dollars — est imputable à des relèvements des traitements dans un certain nombre de bureaux. Experts et consultants engagés à titre personnel (102 000 dollars). Sur cette somme, 66 500 dollars correspondent aux activités supplémentaires prévues dans le domaine économique et social. Le crédit demandé doit aussi permettre de faire appel à un personnel supplémentaire dans le domaine de la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (15 000 dollars) et de faire appel aux services de consultants pour des études concernant des territoires sous tutelle ou non autonomes (20 000 dollars). Le solde de l'augmentation — soit 500 dollars — est imputable à des besoins divers. Groupes spéciaux d'experts (30 000 dollars). L'augmentation que le crédit demandé pour 1967 fait apparaître par rapport à 1966 concerne les activités économiques et sociales. Article IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit. Sur l'augmentation de 108 000 dollars que le crédit demandé à cet article fait apparaître par rapport à 1966, 60 000 dollars sont imputables aux relèvements des traitements. Le solde — soit 48 000 dollars — représente le minimum de ce qu'il faut prévoir, surtout au Siège, pour permettre au Service des conférences et au Bureau des services généraux d'assurer les services qu'ils sont appelés à fournir.
4. — Dépenses communes de personnel.	11 580 810	13 195 300	13 873 000	677 700	Les principaux facteurs de l'augmentation que ce chapitre fait apparaître par rapport à 1966 sont les suivants: 1) relèvements des traitements et salaires; 2) réduction de l'abattement pour mouvements de personnel; 3) relèvement des cotisations à la Caisse des pensions en ce qui concerne les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Article premier. — Indemnités et prestations. Le crédit demandé fait apparaître, par rapport à 1966, une augmentation de 114 000 dollars, dont 26 000 dollars correspondent aux indemnités pour charges de famille, et 88 000 dollars, aux indemnités pour frais d'études et aux frais de voyage connexes. L'augmentation du crédit demandé au titre des indemnités pour charges de famille tient compte de la réduction de l'abattement pour mouvements de personnel appliqué pour 1967. En ce qui concerne les indemnités pour frais d'études, le crédit demandé tient compte des dépenses qu'il faudra faire en 1967 du fait des nominations aux postes nouveaux approuvés pour 1965 et 1966.

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
4. — Dépenses communes de personnel (suite)					Article II. — Sécurité sociale. Le crédit demandé fait apparaître, par rapport à 1966, une augmentation de 570 000 dollars, qui se répartit entre les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (519 700 dollars), les cotisations à l'assurance-maladie (23 000 dollars), les frais supplémentaires d'indemnisation (25 000 dollars) et le bien-être du personnel (2 000 dollars). L'augmentation n'est pas seulement imputable aux facteurs mentionnés plus haut sous 1), 2) et 3), mais elle tient compte des données de l'année 1965 concernant les frais d'indemnisation et de la pratique suivie à Santiago pour les versements au titre du bien-être du personnel. Article III. — Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service. La diminution de 158 000 dollars que le crédit demandé fait apparaître par rapport à 1966 s'explique par la réduction de l'abattement pour mouvements de personnel et par la réduction des dépenses à prévoir pour les frais de voyage et les indemnités d'installation. Article IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service. La diminution nette de 19 000 dollars que le crédit demandé à cet article fait apparaître par rapport à 1966 est attribuable à une diminution de 35 000 dollars du crédit demandé pour les frais de déménagement, diminution qui est contrebalancée en partie par une augmentation de 16 000 dollars du crédit demandé pour les indemnités d'affectation. Dans les deux cas, la différence est imputable à la réduction de l'abattement pour mouvements de personnel. Article V. — Indemnités versées à la cessation de service. Sur les 72 000 dollars d'augmentation que le crédit demandé à cet article fait apparaître, par rapport à 1966, 28 000 dollars correspondent aux relèvements des traitements et salaires. Le solde est imputable à la plus grande ancienneté des fonctionnaires qui cessent leur service. Article VI. — Programmes de formation de personnel. L'augmentation de 99 000 dollars que le crédit demandé à cet article fait apparaître par rapport à 1966 correspond aux dépenses supplémentaires prévues pour les cours de langue (13 000 dollars), pour la formation d'administrateurs subalternes (75 000 dollars), pour la formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe (10 000 dollars) et pour la formation d'adjoints à l'information (1 000 dollars). L'augmentation du coût de la formation d'administrateurs subalternes est imputable, à concurrence de 20 000 dollars, au relèvement des traitements de base des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur.

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
5. — Frais de voyage du personnel	2 039 728	2 144 400	2 117 300	(27 100)	La diminution nette que le crédit demandé fait apparaître par rapport à 1966 s'explique par la réduction des dépenses prévues à l'article premier (Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions) [35 050 dollars] et à l'article III (Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge) [23 400 dollars], réduction qui est contrebalancée par une augmentation des dépenses prévues à l'article II (Frais de voyage du personnel en mission abstraction faite des sessions) [31 350 dollars]. La diminution enregistrée à l'article premier est principalement attribuable à la réduction des dépenses prévues pour la Commission du droit international, qui a tenu deux sessions en 1966 mais n'en tiendra qu'une en 1967 (17 450 dollars), et au fait que le coût de la session ordinaire de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pour laquelle un crédit de 24 000 dollars a été ouvert au chapitre 5, pour 1966, est inscrit au chapitre 2 pour 1967. L'augmentation que fait apparaître le crédit demandé à l'article II comprend 28 850 dollars pour New York — en raison de l'expansion des travaux du Département des affaires économiques et sociales (17 100 dollars) et de l'activité accrue de la Division des droits de l'homme à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme (5 000 dollars) — et 2 500 dollars pour les frais de voyage de fonctionnaires supérieurs d'administration en poste à Genève. Le crédit demandé pour les autres bureaux est maintenu au chiffre qui a été approuvé pour 1966. La diminution que le crédit demandé à l'article III fait apparaître par rapport à 1966 tient à ce que les fonctionnaires ayant droit au congé dans les foyers seront moins nombreux en 1967 qu'en 1966.
6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation	112 463	125 000	125 000	-	Le crédit demandé pour 1967 est maintenu au chiffre approuvé pour 1966.
7. — Bâtiments et amélioration des locaux	5 264 707	4 360 000	3 930 700	(429 300)	La diminution que le crédit demandé fait apparaître par rapport à 1966 s'explique essentiellement par la dépense non renouvelable (1 million de dollars) qui avait été prévue, pour 1966, pour achever la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago. Cette diminution est contrebalancée en partie par une augmentation nette de 570 700 dollars des dépenses prévues pour la transformation et l'amélioration des locaux et les gros travaux d'entretien, à New York et à Genève.

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
8. — Matériel et installations	482 455	525 930	670 900	144 970	L'augmentation, par rapport à 1966, des crédits demandés pour New York (69 900 dollars) et pour Genève (40 000 dollars) est imputable à ce que l'on s'efforce de normaliser les programmes de remplacement, qui, en raison des restrictions budgétaires, ont été fortement comprimés ces dernières années. Dans les commissions économiques régionales, l'augmentation concernant la CEPAL (13 250 dollars) tient à ce que la Commission va s'installer dans le nouveau bâtiment, et l'augmentation concernant la CEA (23 000 dollars) est imputable à l'agrandissement et à l'amélioration proposés des installations destinées à la reproduction des documents.
9. — Entretien, utilisation et location des locaux.	3 771 688	3 800 000	4 016 500	216 500	L'augmentation totale, par rapport à 1966, se répartit comme suit entre les divers bureaux: 101 500 dollars pour New York, 104 000 dollars pour Genève, 2 000 dollars pour les centres d'information, 6 500 dollars pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, 2 000 dollars pour la CEAEO et 2 000 dollars pour la CEA. Le crédit demandé pour la CEPAL est inférieur de 1 500 dollars au crédit approuvé pour 1966. L'augmentation, par rapport à 1966, du crédit demandé pour New York est attribuable aux facteurs suivants: a) un nouvel accord triennal régissant les services contractuels, qui a pris effet le 1er janvier 1966, s'est traduit par une augmentation globale des dépenses de quelque 55 000 dollars, due au relèvement des salaires horaires et prestations connexes; b) un crédit de 11 300 dollars est demandé pour les indemnités de licenciement, du fait que pendant le second semestre de 1967 l'effectif des liftiers et du personnel d'entretien sera réduit en raison de l'automatisation des ascenseurs; c) augmentations diverses du coût des services contractuels et de l'éclairage, du chauffage, de l'énergie et de l'eau, que l'on prévoit en fonction des données de 1965. L'augmentation, par rapport à 1966, du crédit demandé pour Genève tient à ce que l'on prévoit 100 000 dollars pour la location de locaux supplémentaires à l'extérieur à diverses époques de l'année 1967, en raison du lourd calendrier des réunions. L'augmentation, par rapport à 1966, du crédit demandé pour le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth est imputable aux sommes plus élevées à verser, à compter du mois de mai 1966, pour la location de locaux plus appropriés.
10. — Frais généraux. . .	4 567 716	4 701 000	5 236 900	535 900	L'augmentation globale, par rapport à 1966, se répartit comme suit entre les divers articles: article premier (Communications): 156 500 dollars; article II (Location et entretien du matériel): 122 250 dollars; article III (Fournitures et services

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
10. — Frais généraux (suite)					d'information): 86 000 dollars; article IV (Autres fournitures et services): 12 250 dollars; article V (Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents): 133 500 dollars; article VI (Livres, fournitures et services de bibliothèque): 25 400 dollars. Article premier. — L'augmentation de 156 500 dollars que le crédit demandé fait apparaître par rapport à 1966 concerne essentiellement New York (92 000 dollars) et Genève (40 500 dollars). A New York, des dépenses supplémentaires sont prévues en ce qui concerne les communications télégraphiques (13 000 dollars), les communications téléphoniques (48 500 dollars), les services postaux (4 500 dollars) et la valise diplomatique (26 500 dollars), en raison de l'expansion générale des programmes et des activités connexes, particulièrement dans le domaine économique et social. En ce qui concerne Genève, l'augmentation est imputable, à concurrence d'environ 15 000 dollars, au secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; on prévoit aussi un relèvement des tarifs des abonnements téléphoniques et du coût de l'entretien des téléphones, ainsi qu'une augmentation de 5 p. 100 du coût du transport de marchandises. Article II. — L'augmentation de 122 250 dollars concerne essentiellement New York (106 500 dollars) et Genève (13 100 dollars). L'augmentation, par rapport à 1966, du crédit demandé pour New York est imputable, à concurrence de 98 500 dollars, à la prolongation du temps d'utilisation du matériel de traitement des données loué par le Centre international de calcul électronique, l'expérience, dans ce domaine nouveau et hautement spécialisé, ayant prouvé que les dépenses effectives avaient été précédemment sous-estimées. On prévoit aussi une augmentation de 8 000 dollars pour les frais de transports locaux. A Genève, l'augmentation concerne essentiellement la location, en 1966, de matériel supplémentaire de traitement des données (8 000 dollars) pour faire face aux travaux accrus de comptabilité et de statistique, imputables en partie à ce que le siège de l'UNCTAD a été installé à Genève. Article III. — L'augmentation de 86 000 dollars que le coût des fournitures et services d'information fait apparaître par rapport à 1966 est imputable à des relèvements contractuels des traitements des techniciens des télécommunications ainsi qu'à certaines augmentations du coût des biens et services. Article IV. — L'augmentation de 12 250 dollars que cet article fait apparaître par rapport à 1966 est essentiellement imputable à une augmentation de 15 300 dollars des dépenses prévues pour Genève, où

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
10. — Frais généraux (suite)					3 000 dollars sont nécessaires pour les fournitures et services divers, cette somme comprenant 2 000 dollars pour l'UNCTAD; 10 600 dollars concernent la part, à la charge de l'ONU, du coût du Service médical commun, cette part étant fixée à 29 p. 100 du total des dépenses estimatives du Service médical commun. Article V. — L'augmentation de 133 500 dollars par rapport à 1966 concerne essentiellement New York (118 500 dollars) et Genève (7 500 dollars). Les dépenses supplémentaires prévues pour New York comprennent 60 500 dollars pour des formulaires de traitement des données et des fournitures destinés au Centre international de calcul électronique, dont le champ d'activité s'accroît de plus en plus, et quelque 40 000 dollars pour des fournitures destinées à la reproduction, dans les ateliers du Secrétariat, d'une documentation de plus en plus abondante. Article VI. — L'augmentation de 25 400 dollars par rapport à 1966 concerne les livres, fournitures et services de bibliothèque à prévoir pour tous les bureaux, compte tenu de la hausse du prix des livres et des abonnements aux périodiques, de l'expansion des travaux de recherche de l'Organisation et de l'augmentation de ses publications, et du fait que les Etats Membres ont de plus en plus recours aux services de bibliothèque qu'offre l'Organisation.
11. — Imprimerie	1 353 034	1 800 000	1 908 000	108 000	L'augmentation que le crédit demandé fait apparaître par rapport à 1966 est attribuable: a) à une nouvelle augmentation d'environ 5 p. 100 du coût de la main-d'œuvre et des fournitures concernant l'ensemble du programme d'imprimerie (1 908 000 dollars); b) à la complexité croissante des publications statistiques dans les principaux secteurs économiques et à la demande accrue dont ces publications font l'objet; c) au coût croissant des tirages nécessaires pour répondre à l'expansion du programme des ventes. L'augmentation globale — 108 000 dollars — comprend 114 025 dollars pour l'article II (Publications périodiques), en raison surtout des besoins accrus du Département des affaires économiques et sociales (70 485 dollars) et des commissions économiques régionales (36 040 dollars). Les dépenses supplémentaires prévues pour le Département des affaires économiques et sociales concernent une nouvelle augmentation du volume et des frais d'impression des publications statistiques ainsi que le tirage d'un plus grand nombre d'exemplaires pour la vente. Des augmentations sont également enregistrées à l'article IV (Service de l'information) [14 600 dollars], à l'article V (Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants) [140 dollars], et à l'article VI (autres travaux contractuels d'imprimerie)

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
11. — Imprimerie (suite)					[550 dollars]. L'augmentation globale est compensée en partie par de légères diminutions des dépenses inscrites à d'autres articles et par une augmentation — 15 000 dollars — des économies inscrites à l'article VII (Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat).
12. — Dépenses spéciales	8 515 731	8 885 800	8 963 500	77 700	L'augmentation, par rapport à 1966, des dépenses inscrites à ce chapitre concerne essentiellement: a) le Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, pour lequel l'augmentation des dépenses est de 55 700 dollars, dont 51 500 dollars pour la construction de bâtiments permanents (bâtiment administratif et bâtiment pour la machinerie et l'entreposage) au lieu et place des bâtiments temporaires actuels qui sont dans un état de dégradation tel qu'on ne peut plus les réparer; b) une subvention de 30 000 dollars à l'Ecole internationale de Genève; c) le service des intérêts afférents aux obligations émises par l'Organisation des Nations Unies et le remboursement des annuités du principal venant à échéance, pour lesquels il faut prévoir, sur la base du total final des obligations vendues, 49 500 dollars. L'augmentation globale se trouve contrebalancée en partie du fait que la rubrique Ecole internationale des Nations Unies ne figure que pour mémoire, alors que le crédit ouvert pour 1966 comprenait une subvention de 57 000 dollars pour l'Ecole.
13. — Développement économique, activités sociales et administration publique	6 143 606	6 105 000	*		
14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	176 881	220 000	*		
15. — Contrôle des stupéfiants	72 808	75 000	*		
	6 393 295	6 400 000	6 400 000	-	En attendant la recommandation du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, telle qu'elle aura été approuvée par le Conseil économique et social, le crédit demandé pour 1967 au titre V est maintenu au chiffre approuvé pour 1966.
16. — Missions spéciales	3 716 423	4 317 990	2 993 000	(1 324 990)	Les dépenses inscrites à ce chapitre font apparaître, par rapport à 1966, des augmentations en ce qui concerne l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (227 600 dollars), le Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (5 500 dollars) et la Commission des Nations Unies pour l'uni-

*La répartition entre les chapitres 13, 14 et 15 du crédit global demandé au titre V sera arrêtée ultérieurement, compte tenu des recommandations du Comité de l'assistance technique.

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
16. — Missions spéciales (suite)					fication et le relèvement de la Corée (59 100 dollars). L'augmentation des crédits demandés pour l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve et pour la Commission pour l'unification et le relèvement de la Corée est essentiellement imputable à ce que l'on a fait figurer à ce chapitre les traitements des fonctionnaires permanents détachés auprès de ces organismes et les dépenses communes de personnel y relatives, alors que, pour les exercices précédents, les dépenses en question étaient inscrites aux chapitres 3 et 4 du projet de budget; le crédit demandé pour l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve comprend également 51 800 dollars pour l'achat de nouveaux véhicules conformément à la politique établie. Ces augmentations sont plus que compensées: a) par le fait qu'il n'est pas demandé de crédit pour la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, les services du Représentant technique et de ses collaborateurs n'ayant été prorogés que jusqu'au 30 septembre 1966; b) par une réduction de 1 330 300 dollars du crédit demandé pour le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, l'activité du Groupe reprenant son cours normal après le renforcement temporaire d'urgence des effectifs en 1965 et 1966; c) par une réduction de 9 740 dollars des dépenses prévues pour les services du Représentant spécial du Secrétaire général à Amman; d) par le fait que la rubrique "Remplacement des fonctionnaires envoyés en mission", à laquelle un crédit de 130 700 dollars avait été ouvert pour 1966, a été supprimée.
17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies. . . .	1 676 797	2 106 200	1 833 200	(273 000)	La diminution, par rapport à 1966, des dépenses prévues pour 1967 tient à ce que l'effectif global du Service mobile a été réduit de 41 postes, à savoir: a) 7 postes supprimés à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, du fait que le nombre des observateurs militaires a été réduit et que les méthodes de gestion du réseau radio ont été améliorées, et b) 36 postes supprimés au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, l'activité du Groupe reprenant son cours normal après le renforcement temporaire d'urgence des effectifs en 1965 et 1966.
18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	2 487 263	3 011 800	3 280 400	268 600	L'augmentation que le crédit demandé fait apparaître, par rapport à 1966, est imputable presque exclusivement à la création proposée de 5 postes supplémentaires d'administrateur et de 10 postes supplémentaires d'agent des services généraux ainsi qu'au reclassement d'un certain nombre de postes.

Tableau récapitulatif

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitre	Dépenses de 1965	Crédits ouverts pour 1966	Crédits demandés pour 1967	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966: principales causes de variation et remarques diverses
19. — Cour internationale de Justice . . .	1 111 053	1 074 100	1 164 900	90 800	L'augmentation, par rapport à 1966, du crédit demandé pour 1967 concerne essentiellement l'article II (Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe): a) 14 530 dollars sont imputables aux augmentations annuelles des traitements ainsi qu'à un relèvement de 10 p. 100 des traitements des agents des services généraux (opéré le 1er février 1966); b) 87 000 dollars sont imputables au personnel temporaire qu'il faudra engager pour traduire les abondantes plaidoiries écrites concernant des affaires dont la Cour sera saisie en 1967 et pour assurer l'interprétation des audiences publiques, ainsi qu'aux dactylographes et au personnel de service qu'il faudra engager à titre temporaire pour ces délibérations. Ces augmentations sont compensées en partie par des diminutions des dépenses inscrites à un certain nombre d'articles, notamment par une réduction de 9 000 dollars des dépenses prévues pour le matériel.
20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement . . .	2 592 861	5 971 500	9 100 000	3 128 500	L'augmentation globale de 3 128 500 dollars par rapport à 1966 est imputable, à concurrence de 1 833 000 dollars, à la deuxième session de la Conférence, à concurrence de 413 070 dollars, aux dépenses supplémentaires à prévoir pour maintenir en 1967 le tableau d'effectifs approuvé pour 1966, à concurrence de 486 000 dollars, aux postes nouveaux demandés pour 1967, et à concurrence de 396 430 dollars, à une augmentation des dépenses prévues pour les services linguistiques et les services des documents du fait de l'expansion des activités de l'UNCTAD ainsi que du nombre accru des groupes consultatifs d'experts.
Dépenses, montant brut .	107 111 392	121 567 420	128 227 800	6 660 380	
A déduire:					
Recettes autres que les contributions du personnel	7 067 573	6 675 800	8 273 626	1 597 826	
TOTAL	100 043 819	114 891 620	119 954 174	5 062 554	
Contributions du personnel, à créditer au Fonds de péréquation des impôts	10 327 836	13 114 900	13 350 000	235 100	

TITRE PREMIER

SESSIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE, DES CONSEILS, COMMISSIONS ET COMITES, REUNIONS ET CONFERENCES SPECIALES

Chapitre premier. — Frais de voyage et autres frais des représentants et des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires

1 082 000 dollars (1966: 1 107 400 dollars; 1965: 1 163 129 dollars)

Tableau 1-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités			
i) Frais de voyage des représentants à l'Assemblée générale	520 000	501 000	632 500
ii) Frais de voyage et autres frais des membres des commissions, comités et autres organes subsidiaires:			
Comité des commissaires aux comptes	138 200	138 200	143 200
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	49 700	55 800	49 380
Comité des contributions	10 000	6 900	7 664
Tribunal administratif	16 300	13 300	10 331
Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	2 200	6 200	100
Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes	13 300	18 000	17 641
Comité consultatif scientifique des Nations Unies	6 000	4 900	5 836
Commission du droit international	90 000	128 500	73 295
Total, article premier	845 700	872 800	939 947
II. — Le Conseil de séourité, ses commissions et comités	-	-	-
III. — Le Conseil économique et social, ses commissions et comités			
Commission de statistique	-	16 500	15 246
Commission de la population	10 800	-	17 189
Commission des questions sociales	14 000	16 500	20 576
Commission des droits de l'homme	13 000	19 200	12 063
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	29 000	23 000	18 032
Commission de la condition de la femme	14 450	17 400	17 046
Commission des stupéfiants	14 500	14 500	15 153
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	57 000	77 000	39 385
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants	33 050	38 000	19 598
Total, article III	185 800	222 100	174 288
IV. — Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités			
Mission de visite	39 000	-	38 835
Total, article IV	39 000	-	38 835
V. — Organes consultatifs en matière administrative			
Comité des placements	4 500	4 900	2 517
Comité consultatif de la fonction publique internationale	3 500	4 400	4 000
Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions)	1 500	1 600	1 000
Comité d'actuaires	2 000	1 600	2 542
Total, article V	11 500	12 500	10 059
TOTAL, chapitre premier	1 082 000	1 107 400	1 163 129

1.1 Sur recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires[1], l'Assemblée générale a décidé à sa vingtième session, par sa résolution 2128 (XX) du 21 décembre 1965, que le remboursement par l'ONU des frais de voyage visés dans le présent chapitre serait, dans tous les cas, limité au coût des voyages effectués en classe éco-

[1] Sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session), Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 7 (A/6007), par. 95 à 99.

nomie, par avion, ou dans des conditions équivalentes. Le Secrétaire général a établi ses prévisions de dépenses en conséquence.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
L'Assemblée générale, ses commissions et comités	*845 700*
1966:	872 800
1965:	939 947
i) Frais de voyage des représentants à l'Assemblée générale	*520 000*
1966:	501 000
1965:	632 500

1.2 Conformément au paragraphe 3, a, i, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, chacun des Etats Membres a droit au remboursement des frais de voyage, mais non au versement d'une indemnité de subsistance, pour cinq de ses représentants ou représentants suppléants aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale. Pour 585 représentants — 117 Etats Membres — à la vingt-deuxième session, il y a lieu de prévoir une dépense globale de 530 500 dollars, à raison de 906 dollars en moyenne par voyage aller et retour. Toutefois, compte tenu de l'expérience des années précédentes, on a pu fixer une moyenne inférieure, car, en règle générale, les Etats Membres ne se prévalent pas tous intégralement de cette disposition relative aux voyages. Le crédit demandé pour 1967 servirait à donner suite aux demandes de remboursement concernant les vingt et unième ou vingt-deuxième sessions de l'Assemblée générale, étant donné qu'aux termes du paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 1798 (XVII), les demandes de remboursement de frais de voyage doivent être présentées avant le 31 décembre de l'année qui suit la date de clôture de la session de l'organe intéressé.

	Dollars
ii) Frais de voyage et autres frais des membres des commissions, comités et autres organes de l'Assemblée générale	*325 700*
1966:	371 800
1965:	307 447

1.3 Aux termes du paragraphe 2, a, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres des organes subsidiaires énumérés dans le tableau 1-2 sont à la charge de l'ONU. Dans le cas de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, ce principe ne s'applique qu'aux membres représentant l'ONU.

Tableau 1-2

	Nombre de membres	Lieu de réunion	Durée (semaines)	Montant estimatif des frais
				Dollars
Comité des commissaires aux comptes				138 200
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	12	New York	22 (2 sessions)	49 700
Comité des contributions	10	New York	3	10 000
Tribunal administratif	7	New York Genève	4 3	16 300
Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	3	New York Europe	- 1	2 200
Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes	15	Genève	2	13 300
Comité consultatif scientifique des Nations Unies	7	New York Europe	1 1	6 000
Commission du droit international	25	Genève	10	90 000
			TOTAL	325 700

1.4 Le montant estimatif des dépenses que la vérification extérieure des comptes de l'ONU entraînera pour le Comité des commissaires aux comptes, y compris les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des 3 membres du Comité ainsi que les traitements, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de leurs collaborateurs, se fonde sur les chiffres de l'exercice en cours et est donc susceptible d'être revisé une fois que le Comité aura déterminé ses besoins exacts pour 1967. Le crédit demandé doit permettre de couvrir le coût de la vérification extérieure non seulement des comptes du budget ordinaire de l'ONU et des trust funds connexes, mais aussi des comptes des fonds constitués au moyen de contributions volontaires et gérés par le Haut Commissaire pour les réfugiés, des comptes d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des comptes de la participation de l'ONU aux éléments assistance technique et Fonds spécial du PNUD.

1.5 Le coût de la vérification des comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies est estimé à 6 000 dollars (pour plus de précision, voir l'annexe IV du présent projet de budget). Etant donné que ces dépenses sont remboursées par la Caisse, une somme identique est portée en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes.

1.6 Un crédit de 500 dollars est demandé séparément, au chapitre 19, pour la vérification extérieure des comptes de la Cour internationale de Justice.

1.7 Le Comité des commissaires aux comptes procède en outre à la vérification extérieure d'autres comptes de l'ONU, tels que ceux de la Force d'urgence des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies au Congo et de la Force des Nations Unies à Chypre. Les frais de ces vérifications sont imputés sur les budgets spéciaux correspondants.

1.8 Les crédits demandés pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et pour la Commission du droit international comprennent, respectivement, 5 000 et 32 500 dollars destinés au versement de divers honoraires que l'Assemblée générale a approuvés à sa 729ème séance, le 13 décembre 1957[2]. De même, le crédit demandé pour le Tribunal administratif comprend 2 500 dollars d'honoraires, conformément à la décision que l'Assemblée générale a prise à sa 960ème séance plénière, le 20 décembre 1960[3].

1.9 Le crédit demandé pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 3 membres du Comité des pensions du personnel de l'ONU appelés à participer à la session du Comité permanent du Comité mixte qui se tiendra en Europe. Ce crédit doit aussi permettre de couvrir l'indemnité de subsistance des membres du Comité des pensions du personnel de l'ONU élus par l'Assemblée générale, lorsque les intéressés sont appelés à assister aux séances du Comité des pensions et à celles du Comité permanent du Comité mixte qui se tiennent à New York.

1.10 Bien que l'on prévoie que le Comité consultatif scientifique des Nations Unies tiendra deux sessions au moins en 1967, les 6 000 dollars demandés ne concernent que la session de New York. Etant donné que les mêmes personnes sont membres de ce Comité et du Comité scientifique de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ces organes tiennent habituellement une session combinée au cours de laquelle les intéressés siègent successivement en qualité de membres de l'un des organes, puis de l'autre. L'ONU prend à sa charge les frais de voyage pour la session de New York et l'Agence internationale de l'énergie atomique les frais de voyage pour la session qui se tient en Europe; le coût de l'indemnité de subsistance pour les deux sessions est réparti entre les deux organisations en fonction du nombre des jours pendant lesquels chaque Comité se réunit.

1.11 Les crédits demandés pour la Commission du droit international ont été calculés en fonction des membres actuels, dont le mandat arrive à expiration à la fin de 1966. Ils sont donc susceptibles d'être revisés une fois que l'Assemblée générale aura élu les nouveaux membres à sa vingt et unième session. Conformément au paragraphe 3, b, i, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, le crédit demandé comprend 1 700 dollars qui doivent permettre au Président de participer à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale en vue de présenter à l'Assemblée le rapport de la Commission. Le crédit demandé comprend aussi 4 500 dollars qui doivent permettre à la Commission de se faire représenter par un observateur aux réunions du Comité juridique consultatif afro-asiatique, du Comité européen de coopération juridique et du Conseil interaméricain de jurisconsultes conformément aux dispositions de l'article 26 du Statut de la Commission du droit international.

ARTICLE II

	Dollars
Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités	-
1966:	-
1965:	-

1.12 Conformément à l'alinéa b du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, il n'est payé ni frais de voyage ni indemnité de subsistance aux membres du Conseil de sécurité. Dans le cas des membres d'organes subsidiaires créés par le Conseil de sécurité qui, aux termes de cette résolution, peuvent avoir droit au paiement de leurs frais de voyage et d'une indemnité de subsistance, les crédits nécessaires sont demandés au chapitre 16 (Missions spéciales).

ARTICLE III

	Dollars
Le Conseil économique et social, ses commissions et comités	*185 800*
1966:	222 100
1965:	174 288

1.13 Conformément à l'alinéa b du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, il n'est payé ni frais de voyage ni indemnité de subsistance aux membres du Conseil économique et social ou aux représentants qui participent aux réunions des commissions économiques régionales. Les crédits demandés au présent article serviront uniquement à couvrir les versements auxquels les membres de certains organes subsidiaires du Conseil et de plusieurs autres organismes peuvent prétendre en vertu des paragraphes pertinents de cette résolution. Les prévisions de dépenses consignées dans le tableau ci-dessus ont été calculées en fonction de la composition actuelle des organes intéressés et, le cas échéant, en fonction du prix du voyage aller et retour en classe économie par avion à réaction entre la capitale des pays intéressés et le lieu de réunion. Les versements effectifs aux intéressés seront fonction des conditions énoncées dans l'annexe à la résolution.

1.14 A sa quarantième session, le Conseil économique et social a décidé de renvoyer à sa quarante et unième session sa décision concernant une proposition faite officiellement par plusieurs délégations et tendant à augmenter comme suit le nombre des membres des commissions techniques du Conseil: Commission de statistique (+6); Commission de la population (+9); Commission des questions sociales (+6); Commission des droits de l'homme (+6); Commission de la condition de la femme (+6); Commission des stupéfiants (+3). Au cas où ces additions seraient approuvées, le Secrétaire général serait dans l'obligation de présenter en temps voulu une demande de crédit revisée pour couvrir les frais supplémentaires que cette décision entraînerait.

1.15 Aux termes des alinéas ii et iii du paragraphe 3, a, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, l'ONU rembourse les frais de voyage,

2/ Ibid., douzième session, Annexes, point 41 de l'ordre du jour, document A/3766.

3/ Ibid., quinzième session, Annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/4609.

Tableau 1-3

	Nombre de membres	Lieu de réunion	Durée (semaines)	Montant estimatif des frais
				Dollars
Commissions techniques et sous-commissions du Conseil économique et social				
Commission de statistique	18	Pas de session prévue	-	-
Commission de la population	18	Genève	3	10 800
Commission des questions sociales	21	New York	3	14 000
Commission des droits de l'homme	21	Genève	3	13 000
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	18	New York	3	29 000
Commission de la condition de la femme	21	New York	3	14 450
Commission des stupéfiants	21	Genève	3	14 500
Autres organes				
Comité central permanent des stupéfiants	8	Genève	38 jours (3 sessions)	33 050
Organe de contrôle des stupéfiants	4	Genève	30 jours (3 sessions)	
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	18	Vienne New York	2 2	57 000
i) Groupes régionaux	3	Addis-Abéba	3 jours	
	3	Bangkok	3 jours	
	3	Santiago	3 jours	
ii) Groupes techniques	9	Londres	3 jours	
	6	Moscou	3 jours	
iii) Participation à d'autres réunions scientifiques				
			TOTAL	185 800

mais ne verse pas d'indemnité de subsistance, pour un représentant de chacun des Etats Membres qui siègent à la Commission de la population, à la Commission des droits de l'homme, à la Commission de la condition de la femme, à la Commission des questions sociales et à la Commission des stupéfiants. Pour ce qui est de cette dernière Commission, le paiement des frais de voyage s'étend aux représentants d'Etats participants qui ne sont pas membres de l'ONU mais qui, étant parties à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, ont été élus membres de cette Commission conformément à la résolution 845 II (XXXII) du Conseil économique et social.

1.16 Conformément à l'alinéa a du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, l'ONU rembourse les frais de voyage et verse une indemnité de subsistance dans le cas des membres des organes suivants: Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Comité central permanent des stupéfiants, Organe de contrôle des stupéfiants et Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

1.17 Le crédit demandé pour la Commission des droits de l'homme comprend une somme destinée à couvrir le paiement des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance à une représentante de la Commission de la condition de la femme, conformément au paragraphe 3, b, ii, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale et à la résolution 566 (XIX) du Conseil économique et social, et à un rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, conformément au paragraphe 3, b, i, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale et à la décision prise par la Commission des droits de l'homme à sa vingtième session.

1.18 Le crédit demandé pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités tient compte de la décision de porter de 14 à 18 le nombre des membres de cette Sous-Commission, décision que le Conseil économique et social a approuvée le 28 juillet 1965 par sa résolution 1074 G (XXXIX). Ce crédit comprend aussi une somme qui doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'une représentante de la Commission de la condition de la femme qui doit assister à la session de la Sous-Commission, conformément au paragraphe 3, b, ii, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale et à la résolution 48 (IV) du Conseil économique et social. Ce crédit comprend également une somme de 4 500 dollars pour les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de deux rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission.

1.19 Le crédit demandé pour la Commission des stupéfiants est destiné à couvrir les frais de voyage et

l'indemnité de subsistance d'un représentant du Comité central permanent des stupéfiants et d'un représentant de l'Organe de contrôle des stupéfiants, conformément au paragraphe 3, b, ii, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale et à la résolution 201 (VIII) du Conseil économique et social.

1.20 Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a été créé par le Conseil économique et social, aux termes de sa résolution 980 A (XXXVI) du 1er août 1963, pour aider à ce qu'il soit dûment tiré parti des résultats enregistrés par la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Les fonctions du Comité consultatif ont été définies de manière plus précise par l'Assemblée générale dans sa résolution 1944 (XVIII) du 11 décembre 1963. Les prévisions de dépenses ont été établies en fonction des réunions que le Comité envisage actuellement pour 1967:

a) Le Comité plénier tiendra deux sessions de deux semaines chacune, à Vienne et à New York;

b) Chacun des trois groupes régionaux du Comité tiendra une session de trois jours au siège des commissions régionales respectives (Bangkok, Santiago et Addis-Abéba);

c) Chacun des groupes techniques du Comité tiendra une session de trois jours, l'un à Londres, l'autre à Moscou;

d) Des membres du Comité participeront, au nom du Secrétaire général, aux réunions scientifiques et techniques des institutions spécialisées ainsi qu'à celles d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. On estime en effet qu'il y a intérêt à ce que ce soient des membres du Comité plutôt que des fonctionnaires du Secrétariat qui assistent à ces réunions, de caractère parfois hautement technique. Cet arrangement sera aussi plus économique puisque l'on demandera aux membres du Comité de faire en sorte que les voyages qu'ils effectueront pour participer à ces réunions coïncident, dans toute la mesure possible, avec leurs déplacements en vue des sessions ordinaires du Comité.

1.21 Le crédit demandé pour le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants comprend:

a) Une somme de 12 220 dollars destinée à couvrir les frais de voyage des membres se rendant à Genève pour assister à trois sessions du Comité, qui doivent durer au total 38 jours, et à trois sessions de l'Organe de contrôle, qui doivent durer au total 30 jours;

b) Une somme de 4 200 dollars pour le versement d'honoraires aux membres, conformément à la résolution 875 C (IX) de l'Assemblée générale;

c) Une somme de 10 160 dollars pour l'indemnité de subsistance des membres pendant qu'ils se rendent aux sessions, y assistent et en reviennent, selon le barème fixé par la résolution 1588 (XV) de l'Assemblée générale;

d) Une somme de 1 470 dollars devant permettre au Comité de se faire représenter aux séances du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale;

e) Une somme de 5 000 dollars destinée à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance, pendant 15 jours, de trois membres se rendant d'Europe dans un pays choisi par le Comité central permanent pour y effectuer des "enquêtes sur les lieux".

1.22 La somme visée à l'alinéa a ci-dessus tient compte de l'avis du Comité central permanent et de l'Organe de contrôle, qui estiment qu'en raison des fonctions accrues que le Protocole de 1953 leur assigne et de la nécessité de prendre des mesures pour faciliter le passage du régime découlant des anciens traités au régime découlant de la nouvelle convention, une troisième session, d'une durée de 10 jours, sera nécessaire en 1967 comme elle l'a été en 1966. Pour calculer la somme en question, on est parti de l'hypothèse que les quatre membres de l'Organe de contrôle seraient aussi membres du Comité central permanent et que les deux sessions de l'Organe de contrôle précéderaient ou suivraient immédiatement celles du Comité.

1.23 En ce qui concerne la somme visée à l'alinéa e ci-dessus, il convient de noter que, aux termes du paragraphe 1, d, de l'article 11 du Protocole de 1953, le Comité central permanent des stupéfiants est chargé d'entreprendre des "enquêtes sur les lieux" dans les pays ou territoires où la situation, en ce qui concerne l'opium, ne paraît pas satisfaisante et appelle des éclaircissements. Des enquêtes de cette nature seraient utiles dans plusieurs pays, mais le Comité central permanent espère, pour des raisons d'économie, pouvoir n'effectuer en 1967 qu'une seule enquête, là où elle sera à la fois la plus nécessaire et la plus susceptible de provoquer une réelle amélioration de la situation.

ARTICLE IV

	Dollars
Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités	*39 00*
1966:	-
1965:	38 83

1.24 Conformément à l'alinéa b du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, l'ONU ne paie ni frais de voyage ni indemnité de subsistance aux membres du Conseil de tutelle. En application du paragraphe 3, b, iii, de cette résolution, le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Mission de visite qui se rendra en 1967 dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Il est susceptible d'être modifié selon les décisions que le Conseil prendra, à sa trente-troisième session, quant aux modalités d'envoi de ladite mission.

ARTICLE V

	Dollars
Organes consultatifs en matière administrative	*11 50*
1966:	12 50
1965:	10 05

1.25 Le crédit demandé à cet article doit permettre de payer, conformément au paragraphe 2, a, de la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, le

frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres des organes ci-après:

	Dollars
Comité des placements	4 500
Comité consultatif de la fonction publique internationale	3 500
Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions)	1 500
Comité d'actuaires	2 000

1.26 Le crédit demandé doit permettre de couvrir le coût de deux sessions complètes du Comité des placements (l'une à New York et l'autre en Europe), d'une session du Comité consultatif de la fonction publique internationale (à Genève) et d'une session du Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions) [en Europe]. Le crédit demandé comprend également les sommes nécessaires au paiement des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance de trois actuaires indépendants nommés par le Secrétaire général, conformément à l'article XXIX des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et chargés de conseiller la Caisse commune des pensions en ce qui concerne les tables de service, tables de mortalité et autres tables à adopter, ainsi que le taux d'intérêt à appliquer pour chaque évaluation actuarielle de la Caisse.

1.27 Les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres du Comité des placements ainsi que des membres du Comité d'actuaires sont intégralement remboursables par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; la somme correspondante est donc portée en recette au chapitre 2 des prévisions de recettes. Les dépenses relatives au Comité consultatif de la fonction publique internationale et au Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions) sont partagées avec les institutions spécialisées. Le crédit demandé pour ces deux organes ne concerne que les dépenses qui sont à la charge de l'ONU, soit environ 30 p. 100 du total.

Chapitre 2. — Réunions et conférences spéciales

2 014 500 dollars (1966: 1 741 000 dollars; 1965: 1 338 103 dollars)

2.1 Les crédits demandés dans le présent chapitre comprennent pour la première fois les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses des sessions ordinaires de 1967 des commissions économiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pour l'Amérique latine et pour l'Afrique. Au cours des exercices antérieurs, ces dépenses étaient ventilées entre les divers chapitres du budget, suivant leur objet. Cette procédure avait pour effet non seulement d'entraîner des fluctuations, d'une année à l'autre, du niveau des dépenses prévues dans ces chapitres — les sessions ordinaires de la CEPAL et de la CEA étant biennales —, mais aussi de rendre plus difficile la comparaison des coûts totaux des sessions successives des commissions.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement	*906 000*
1966:	900 000
1965:	242 108

2.2 Dans sa résolution 2028 (XX), adoptée le 19 novembre 1965, l'Assemblée générale a instamment demandé à tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour que soit conclu au plus tôt un traité destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires, et elle a demandé à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement d'examiner d'urgence cette question et de se réunir à nouveau le plus tôt possible en vue de négocier un traité international destiné à prévenir la prolifération des armes nucléaires, en présentant à l'Assemblée générale, à une date rapprochée, un rapport sur les résultats de ses travaux.

2.3 Par sa résolution 2031 (XX), adoptée le 3 décembre 1965, l'Assemblée a prié la Conférence de poursuivre ses efforts en vue d'accomplir des progrès substantiels vers la réalisation d'un accord sur la question du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, et de reprendre ses travaux aussitôt que possible, en rendant compte à l'Assemblée générale, comme il conviendrait.

2.4 Enfin, dans sa résolution 2032 (XX), adoptée le 3 décembre 1965, l'Assemblée a demandé instamment que tous les essais d'armes nucléaires soient suspendus, elle a fait appel à tous les pays pour qu'ils respectent l'actuel Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, et elle a prié la Conférence de poursuivre ses travaux sur un traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires et sur des arrangements interdisant effectivement tous les essais d'armes nucléaires dans tous les milieux, et de faire rapport à l'Assemblée générale.

2.5 Un crédit de 900 000 dollars a été ouvert pour les réunions de la Conférence à Genève en 1966, l'hypothèse étant que ces réunions dureraient six mois en tout. Si l'Assemblée générale à sa vingt et unième session décidait que la Conférence poursuivra ses travaux en 1967, le coût estimatif de réunions d'une même durée totale serait de 906 000 dollars, les dépenses prévues se décomposant comme suit:

	Dollars
a) Personnel temporaire	850 000
b) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	20 000
c) Frais généraux	36 000

2.6 Pour établir ces prévisions de dépenses, on a admis que le Secrétariat assurerait l'interprétation de toutes les séances, établirait des comptes rendus sténographiques et fournirait des services de traduction en quatre langues, comme cela a été le cas les années précédentes.

2.7 Pour ses réunions de 1966, la Conférence a accepté, à certaines conditions, que soient prolongés les délais prévus pour la reproduction des comptes rendus sténographiques, provisoires et définitifs, ainsi que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'avait recommandé dans son septième rapport à l'Assemblée générale (dix-neuvième session)[1]. En conséquence, le Secrétaire général a accepté une réduction de ses prévi-

[1] Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément No 7 (A/5807), par. 117.

Tableau 2-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement	906 000	900 000	242 108
II. — Colloque international sur le développement industriel	419 700	550 000 [a]	562 635 [a]
III. — Réunion des sous-comités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	Pour mémoire	-	-
IV. — Conférence internationale des droits de l'homme, y compris les activités se rapportant à l'Année internationale des droits de l'homme	138 950	-	-
V. — Conférence sur la normalisation des noms géographiques	43 000	-	-
VI. — Conférence internationale sur la revision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière	211 000	-	-
VII. — Cinquième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient	54 000	-	-
VIII. — Vingt-troisième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	37 400	- [b]	- [b]
IX. — Douzième session de la Commission économique pour l'Amérique latine	103 850	-	- [b]
X. — Huitième session de la Commission économique pour l'Afrique	87 000	-	- [b]
XI. — Première Conférence cartographique régionale pour l'Afrique	5 100	8 500	-
XII. — Quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient	8 500	8 500	9 471
— Troisième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques	-	-	324 486
— Deuxième Congrès mondial de la population	-	266 000	125 975
— Troisième Congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	-	8 000	73 428
TOTAL, chapitre 2	2 014 500	1 741 000	1 338 103

[a] Les montants indiqués pour 1965 et 1966 comprennent les dépenses relatives aux colloques régionaux sur le développement industriel organisés en Afrique, en Asie et en Extrême-Orient et en Amérique latine. Un montant de 427 875 dollars a été dépensé en 1965 et, pour 1966, un crédit de 191 000 dollars a été ouvert pour ces colloques, ainsi que pour un colloque pour les Etats arabes, organisé au Koweït sous les auspices du gouvernement de ce pays.

[b] Avant 1967, le coût des sessions des commissions économiques régionales était ventilé entre les chapitres 3, 5 et 10. Le coût estimatif des sessions des années antérieures a été le suivant: CEAEO, session de 1965 à Wellington, 52 885 dollars; CEAEO, session de 1966 à New Delhi, 25 730 dollars; CEPAL, session de 1965 à Mexico, 84 370 dollars; CEA, session de 1965 à Nairobi, 71 900 dollars.

sions de dépenses initiales pour 1966. Les crédits demandés actuellement sont fondés sur l'hypothèse que, vu l'expérience de 1966, on pourra continuer d'appliquer le nouveau système.

2.8 Le crédit demandé pour le personnel temporaire doit essentiellement permettre de couvrir la rémunération du personnel ci-après engagé à titre temporaire pour assurer le service de la Conférence pendant six mois, étant entendu que la demande des services en question peut varier en fonction du volume des travaux de la Conférence: 8 interprètes, 24 sténographes de séance, 20 dactylographes pour la transcription des comptes rendus sténographiques, 36 reviseurs et traducteurs, 40 sténographes et dactylographes chargés de dactylographier la documentation et les textes définitifs de la Conférence, 15 agents des services généraux (2 secrétaires d'administrateur, 6 préposés aux documents, 2 commis du Service financier et 5 opérateurs du matériel d'interprétation simultanée) et le personnel supplémentaire voulu pour des tâches telles que la reproduction des documents miméographiés, la sécurité et le nettoyage. Le crédit demandé comprend une somme de 7 200 dollars (600 dollars par mois) pour la rétribution des heures supplémentaires et un montant de 21 000 dollars pour les frais de voyage du personnel recruté. Ces chiffres ont été calculés sur la base des tarifs et traitements en vigueur en Europe lors de l'établissement du présent projet de budget et déterminés, sur le plan interorganisations, par le Comité consultatif pour les questions administratives et le Comité administratif de coordination.

2.9 Le crédit demandé pour les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du personnel doit permettre à 5 fonctionnaires du Siège d'assister aux réunions de la Conférence.

2.10 Le crédit demandé pour les frais généraux (6 000 dollars par mois) vise des postes de dépenses telles que les fournitures (essentiellement le papier pour la reproduction des documents), la location de matériel et de machines de bureau, et les frais supplémentaires de chauffage et d'éclairage.

2.11 Les recettes provenant des contributions du personnel temporaire sont estimées à 15 000 dollars par mois, soit 90 000 dollars pour la période de six mois, somme qui est portée en recettes au chapitre premier des prévisions de recettes.

ARTICLE II

	Dollars
Colloque international sur le développement industriel	*419 700*
1966:	550 000[2/]
1965:	562 635[2/]

2.12 L'Assemblée générale, par sa résolution 1940 (XVIII) du 11 décembre 1963, et le Conseil économique et social, par sa résolution 1030 C (XXXVII) du 13 août 1964, ont autorisé le Secrétaire général à entamer des consultations et des études quant à l'utilité d'organiser un colloque international sur le développement industriel, précédé, le cas échéant, de colloques régionaux et sous-régionaux. A sa vingtième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2089 (XX) du 20 décembre 1965, a exprimé sa satisfaction des décisions prises à ce sujet par le Conseil économique et social à sa trente-neuvième session. Dans sa résolution 1081 B (XXXIX), le Conseil a pris note des résultats des consultations entreprises par le Secrétaire général et l'a prié, notamment, de mener à bien les préparatifs nécessaires pour l'organisation des colloques régionaux et de prendre toutes les mesures voulues, y compris la préparation d'études appropriées, afin qu'un colloque international sur le développement industriel puisse avoir lieu au début de 1967.

2.13 La Conférence asiatique sur l'industrialisation s'est tenue à Manille du 6 au 20 décembre 1965, le Colloque régional sur le développement industriel en Afrique s'est tenu au Caire du 27 janvier au 10 février 1966 et le Colloque régional sur le développement industriel en Amérique latine a eu lieu à Santiago du 14 au 25 mars 1966. Un colloque sur le développement industriel dans les pays arabes s'est tenu au Koweït, sous les auspices du gouvernement de ce pays, du 1er au 10 mars 1966.

2.14 Vu un certain nombre de facteurs tels que, d'une part, les difficultés rencontrées pour recruter des consultants dans les domaines hautement spécialisés qui appellent des études préparatoires, et, d'autre part, le calendrier chargé des grandes conférences prévues pour 1967, on se propose maintenant d'organiser le colloque international pendant le second semestre de 1967, et non au début de l'année, comme on l'avait envisagé précédemment.

2.15 Les difficultés rencontrées pour recruter des consultants, déjà mentionnées ci-dessus, ont retardé en 1965 et 1966 l'achèvement des études nécessaires au colloque international. L'établissement proprement dit des études sera achevé d'ici la fin de 1966, mais la plus grande partie des travaux de traduction, de dactylographie, de reproduction et de distribution des documents destinés au colloque ne sera effectuée qu'en 1967.

2.16 Les dépenses faites en 1965 et les crédits ouverts pour 1966 au titre des colloques régionaux et de la préparation du colloque international ont été les suivants:

	1965 Dépenses	1966 Crédits ouverts
	Dollars	Dollars
Asie et Extrême-Orient	168 405	36 000
Afrique	124 261	86 000
Amérique latine	135 209	53 000
Koweït	-	16 000
Colloque international	134 760	359 000
	562 635	550 000

2.17 Les crédits demandés pour 1967 concernent le coût de la préparation et de la tenue du Colloque international, ainsi qu'une partie des frais de mise au point et d'édition des actes du Colloque avant impression. C'est en 1968 que devra être réglé le coût des derniers travaux d'édition et d'impression proprement dite des actes.

2.18 Le coût de la traduction, de la dactylographie et de la reproduction des documents préparatoires a été évalué en partant de l'hypothèse que ce travail serait exécuté à titre contractuel à l'extérieur. Etant donné que les services intéressés du Secrétariat doivent faire face à une tâche de plus en plus lourde, il est impossible de dire, pour le moment, qu'ils pourront absorber en 1967 une partie quelconque du travail en question.

2.19 Les prévisions de dépenses concernant la réunion du colloque proprement dit ont été établies en fonction des hypothèses ci-après:

a) Le Colloque se tiendrait à l'Office des Nations Unies à Genève pendant le deuxième semestre de 1967;

b) Il durerait trois semaines;

c) Il n'y aurait pas plus de quatre séances par jour, dont deux pourraient avoir lieu simultanément;

d) L'interprétation des débats devrait être assurée dans toutes les langues officielles de l'Organisation;

e) La documentation établie en cours de session ne dépasserait pas 40 pages par jour;

f) Il ne serait pas établi de comptes rendus analytiques;

g) Un rapport d'environ 200 pages serait établi au cours du colloque.

2.20 On trouvera ci-dessous un état détaillé du coût estimatif du colloque, avec ventilation en trois catégories: frais antérieurs à la réunion, frais pendant la réunion et frais postérieurs à la réunion.

I. — Frais antérieurs à la réunion

	Dollars	Dollars
a) Consultants et personnel temporaire		96 400
i) Mise au point des documents et rapports dont le colloque sera saisi: Un Administrateur général (D-1), un Administrateur		

2/ Y compris le coût des colloques régionaux, voir plus haut la note a relative au tableau 2-1.

	Dollars	Dollars
adjoint de 1ère classe (P-2) et 2 secrétaires, pendant sept mois chacun .	36 600	
ii) Consultations avec les gouvernements, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales: Un Directeur (D-2) et une secrétaire, pendant sept mois chacun	25 300	
iii) Tâches administratives: Un Administrateur hors classe (P-5), un Administrateur adjoint de 1ère classe (P-2) et 2 secrétaires et commis, pendant sept mois chacun	34 500	
b) Frais de voyage du personnel et des consultants		12 000
c) Traduction, dactylographie, reproduction et distribution des documents		172 000
i) Documentation générale se chiffrant à environ 2 500 pages en anglais et devant être distribuée en anglais, en espagnol et en français: Traduction	35 000	
Reproduction en anglais, espagnol et français	95 600	
ii) Documentation de référence se chiffrant à environ 3 000 pages et ne devant être distribuée qu'en anglais, mais dont 200 pages environ devront être traduites dans cette langue: Traduction	1 400	
Reproduction	40 000	
II. — Frais pendant la réunion		
a) Consultants		6 500
Traitements, frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance pour un Directeur (D-2) et un Administrateur général (D-1).		
b) Frais de voyage du personnel . .		22 000
Frais de voyage de 16 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 4 agents des services généraux du Siège qui apporteront leur concours à la réunion	17 500	
Frais de voyage d'un représentant de chacun des organes ou services suivants: CEAEO, CEPAL, CEA et Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	4 500	
c) Services de conférence		55 000
Personnel temporaire supplémentaire nécessaire à Genève pour assurer le service du colloque: 20 interprètes, 14 traducteurs, 4 reviseurs, 15 sténographes, 3 secrétaires bilingues, 4 opérateurs du matériel, 7 agents des services de reproduction et de distribution, plantons et préposés au nettoyage et à la sécurité.		
d) Services d'information		
i) Radio et moyens visuels: Frais de voyage depuis le Siège et indemnité de subsistance de 2 fonctionnaires de la radio (pour l'espagnol et le russe) et d'un producteur-metteur en scène de cinéma et de télévision	1 800	
Services contractuels d'équipes de tournage de films et location de matériel . . .	1 800	
Services contractuels d'un photographe et frais de développement et d'impression	500	
Services contractuels d'ingénieurs de radio et de télévision, et frais de studio	1 200	
Fournitures, notamment pellicules et bandes magnétiques	1 000	
ii) Impression d'une brochure d'information sur le colloque, en quatre langues, à raison de 8 000 exemplaires en moyenne dans chaque langue	9 000	
iii) Communications, y compris le télégraphe et le transport de marchandises	1 000	
e) Frais généraux		7 500
Télégraphe, transport de marchandises, éclairage, chauffage, énergie et eau, fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents, etc.		
III. — Frais postérieurs à la réunion		
Consultants et personnel temporaire		32 000
Pendant une période de quatre mois en 1967, les services d'un Directeur (D-2), d'un Administrateur général (D-1), d'un Administrateur adjoint de 1ère classe (P-2) et de 2 secrétaires seront nécessaires pour la mise au point et l'édition des actes du colloque. On prévoit que ce travail se poursuivra pendant deux mois en 1968 et le crédit nécessaire à cet effet (montant estimatif = 17 000 dollars) sera demandé dans le projet de budget relatif à l'exercice 1968.		
IV. — Récapitulation		
a) Frais antérieurs à la réunion		
i) Consultants et personnel temporaire	96 400	
ii) Frais de voyage du personnel et des consultants	12 000	
iii) Traduction, dactylographie, reproduction et distribution des documents	172 000	280 400

	Dollars	Dollars
b) Frais pendant la réunion		
i) Consultants (y compris frais de voyage et indemnité de subsistance)	6 500	
ii) Frais de voyage du personnel	22 000	
iii) Services de conférence	55 000	
iv) Services d'information	16 300	
v) Frais généraux	7 500	107 300
c) Frais postérieurs à la réunion		
Consultants et personnel temporaire	32 000	32 000
TOTAL		419 700

2.21 On estime que l'impression des actes du colloque, qui sera entreprise en 1968, reviendra à 111 000 dollars, montant qui sera demandé dans le projet de budget pour l'exercice 1968. On prévoit qu'il s'agira au maximum de 2 000 pages de texte miméographiées: anglais (4 000 exemplaires), espagnol (2 350), français (1 800) et russe (500).

2.22 Les recettes provenant des contributions des consultants et du personnel temporaire, y compris le personnel chargé d'assurer les services de conférence, sont estimées à 30 000 dollars, somme qui est portée en recettes au chapitre premier des prévisions de recettes.

ARTICLE III

Réunions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses sous-comités	*Pour mémoire*
1966:	-
1965:	-

2.23 Au moment de l'établissement du présent projet de budget, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ne s'était pas encore prononcé sur son programme de réunions pour 1967. La prochaine session du Comité est actuellement prévue pour septembre 1966. Dans ces conditions, ce n'est que pour mémoire que la présente rubrique figure pour le moment dans le projet de budget.

2.24 A sa session de septembre 1966, le Comité examinera également les propositions formulées par un groupe de travail plénier du Comité au sujet de la convocation en 1967 d'une conférence internationale sur l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et il présentera un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale. Si l'Assemblée se prononce pour la réunion de ladite conférence, elle sera saisie d'une demande de crédit revisée.

ARTICLE IV

	Dollars
Conférence internationale des droits de l'homme en 1968, et activités se rapportant à l'Année internationale des droits de l'homme	*138 950*
1966:	-
1965:	-

2.25 Dans sa résolution 1961 (XVIII) du 12 décembre 1963, l'Assemblée générale a désigné l'année 1968 comme Année internationale des droits de l'homme et a prié le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme, avec l'assistance du Secrétaire général, à préparer, à l'intention de l'Assemblée générale, à sa vingtième session: a) un programme de mesures et activités qui soit une contribution durable à la cause des droits de l'homme et que l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres et les institutions spécialisées mèneraient à bien au cours de l'année 1968 pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme; b) des suggestions touchant une liste d'objectifs à atteindre par l'Organisation des Nations Unies, au plus tard à la fin de 1968, dans le domaine des droits de l'homme.

2.26 Après avoir examiné le rapport présenté conformément à cette résolution, l'Assemblée générale a, le 20 décembre 1965, adopté la résolution 2081 (XX), aux termes de laquelle: 1) elle approuvait le programme provisoire de mesures et d'activités que la Commission des droits de l'homme avait recommandé à l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre et priait le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires; 2) invitait tous les Etats Membres à ratifier, avant 1968, les conventions déjà conclues dans le domaine des droits de l'homme; 3) décidait d'accélérer la conclusion des projets de convention relatifs aux droits civils et politiques, aux droits économiques, sociaux et culturels, à l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse et à la liberté de l'information, de sorte que ces instruments puissent être ouverts à la ratification et à l'adhésion si possible avant 1968; 4) décidait d'achever d'ici à 1968 l'examen et l'élaboration des projets de déclaration qui avaient été adoptés par la Commission des droits de l'homme et par la Commission de la condition de la femme; 5) décidait de convoquer, en 1968, une conférence internationale des droits de l'homme chargée:

a) De passer en revue les réalisations enregistrées dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

b) D'évaluer l'efficacité des méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la pratique de la politique d'apartheid;

c) De préparer un programme de nouvelles mesures à prendre après la célébration de l'Année internationale des droits de l'homme.

2.27 L'Assemblée générale a constitué un comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme chargé d'achever les préparatifs de la conférence prévue pour 1968 et notamment de formuler, à l'intention de l'Assemblée, des propositions concernant l'ordre du jour, la durée et le lieu de réunion de la conférence et les moyens de faire face aux dépenses qu'elle entraînera, et d'organiser et de diriger la préparation des études d'évaluation et autres documents nécessaires. Le Secrétaire général a été prié de désigner un Secrétaire exécutif de la Conférence parmi les fonctionnaires du Secrétariat et de prêter toute l'assistance voulue au Comité préparatoire.

2.28 En 1966, le Secrétaire général s'est efforcé de fournir le personnel demandé en le prélevant sur les effectifs dont il disposait, grâce à un remaniement des ordres de priorités. Toutefois, pour l'exercice 1967, il s'estime obligé, vu le surcroît de travail résultant de l'intensification des activités en question, de demander l'ouverture d'un nouveau crédit de 112 950 dollars, se décomposant comme suit:

a) 76 950 dollars pour employer, à titre temporaire, pendant une période de 10 mois, 4 Administrateurs [un administrateur hors-classe (P-5), un administrateur de 1ère classe (P-4) et 2 administrateurs de 2ème classe (P-3)], secondés par 3 agents des services généraux, qui constitueraient un secrétariat temporaire chargé de s'occuper de l'organisation de la conférence, et notamment de la correspondance avec les personnalités officielles, les organisations participantes et les participants, qui aideraient le secrétaire du Comité préparatoire à assurer les services nécessaires à ce comité, qui réuniraient, éditeraient et acheminer aient les documents et publications nécessaires à la conférence et qui prêteraient au Secrétaire exécutif tout le concours utile.

b) 27 000 dollars pour les services, à New York ou à Genève, de 9 consultants chargés de participer à la préparation des études techniques et des analyses des méthodes utilisées par l'ONU et les institutions spécialisées dans leurs programmes, aux fins suivantes: 1) adoption de mesures visant à accélérer l'action entreprise pour assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'application effective de la Déclaration universelle des droits de l'homme; 2) élimination des cas de chevauchement grâce à la coordination et au regroupement des activités relatives aux droits de l'homme menées par l'ONU et les institutions spécialisées; 3) évaluation de la portée et de l'efficacité du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

c) 9 000 dollars pour les services de 3 consultants chargés d'élaborer des suggestions et des propositions concernant un programme de nouvelles mesures à prendre pour assurer le respect et la protection des droits de l'homme après 1968, et, notamment, de formuler des suggestions circonstanciées quant aux questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de la Conférence internationale des droits de l'homme.

2.29 En vue de l'Année internationale des droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme a constitué, conformément à la résolution 1961 (XVIII) de l'Assemblée générale, un groupe de travail chargé de formuler des recommandations sur les mesures et activités que l'ONU, les Etats Membres et les institutions spécialisées entreprendront en 1968 pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Parmi les recommandations du Groupe de travail à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/905), les recommandations suivantes[3/] impliquent l'ouverture de crédits en 1967:

	Dollars
a) Rédaction et publication d'une brochure sur la Déclaration universelle des droits de l'homme	18 000

Traduction et impression d'une brochure de 50 pages, en six langues, tirée à 10 000 exemplaires.

	Dollars
b) Coordination des programmes d'activités entreprises par l'ONU, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales et nationales	8 000

Les services organiques nécessaires seront assurés à l'aide des effectifs approuvés pour 1967. Toutefois, il faudra aussi faire appel aux services d'une secrétaire bilingue supplémentaire (6 000 dollars). En outre, on prévoit que le fonctionnaire des services organiques intéressé sera appelé à se déplacer pour assurer la liaison avec les organisations en cause: un crédit de 2 000 dollars est demandé à cette fin.

2.30 Le montant des recettes provenant des contributions du personnel, soit 12 100 dollars, est porté en recettes au chapitre premier des prévisions de recettes.

ARTICLE V

	Dollars
Conférence des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques	*43 000*
1966:	-
1965:	-

2.31 A sa 1343ème séance, le 6 août 1964, le Conseil économique et social a décidé qu'une conférence internationale pour la normalisation des noms géographiques devrait se réunir en 1967, soit au Siège, soit à l'Office des Nations Unies à Genève, et il a prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa trente-neuvième session, des dispositions prises en vue de cette conférence. A la trente-neuvième session, le Conseil a approuvé une proposition du Secrétaire général tendant à ce que la conférence dure trois semaines et ait lieu à Genève en août 1967.

2.32 On estime que le coût de cette conférence sera de 43 000 dollars, cette somme se décomposant comme suit:

	Dollars
a) Personnel temporaire chargé d'assurer le service de la conférence: 8 interprètes, 7 traducteurs et reviseurs, 9 sténographes et dactylographes et 2 opérateurs du matériel d'interprétation simultanée	26 000
b) Traduction et impression des actes et de l'Acte final dans les langues de travail du Conseil économique et social	13 000
c) Frais de voyage et indemnité de subsistance de 3 fonctionnaires des services organiques du Siège	3 500
d) Fournitures et services divers	500
	43 000

ARTICLE VI

	Dollars
Conférence internationale sur la revision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière	*211 000*
1966:	-
1965:	-

2.33 Par sa résolution 1082 B (XXXIX) du 20 juillet 1965, le Conseil économique et social a décidé: 1) qu'une conférence internationale serait convoquée, en principe en 1967, pour élaborer une convention sur la circulation routière, destinée à remplacer la Convention de 1949, ainsi qu'une autre convention

3/ Voir recommandations B.1, b, et H.

ou un protocole facultatif annexé à la première convention, sur la signalisation routière et les marques routières; 2) de fixer, au cours de sa quarante et unième session en juillet 1966, la date et le lieu de cette conférence, à laquelle seraient invités tous les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que, à titre consultatif, les institutions spécialisées et les organisations internationales non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil.

2.34 Le coût de la tenue de cette conférence à Genève est estimé à 211 000 dollars, en fonction des hypothèses suivantes:

a) La conférence ne durerait pas plus de cinq semaines;

b) Les dates choisies pour la conférence ne coïncideraient pas avec celles d'autres grandes conférences;

c) L'interprétation des débats et la documentation seraient assurées en quatre langues;

d) Il ne sera établi de comptes rendus analytiques que pour les séances plénières;

e) La documentation comprendrait 1 400 pages miméographiées et 130 pages imprimées.

2.35 Les dépenses prévues se décomposent comme suit:

	Dollars
a) Personnel chargé d'assurer le service de la conférence: 16 interprètes, 36 reviseurs et traducteurs, 44 sténographes et dactylographes	142 000
b) Traduction, reproduction et distribution des documents avant et pendant la conférence	24 000
c) Traitement et indemnité journaliers de subsistance de 3 consultants et de 5 secrétaires affectés aux comités de la conférence	10 700
d) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel s'occupant des préparatifs de la conférence	3 800
e) Impression de la convention dans les quatre langues officielles de la conférence et frais de distribution connexes	27 500
f) Fournitures et services divers, notamment communications et transport de marchandises	3 000
	211 000

2.36 Les recettes provenant des contributions du personnel temporaire sont estimées à 12 500 dollars, somme qui est portée en recettes au chapitre premier des prévisions de recettes.

ARTICLE VII

	Dollars
Cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient	*54 000*
1966:	-
1965:	-

2.37 Par sa résolution 1070 (XXXIX) du 16 juillet 1965, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de convoquer une cinquième conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en mars 1967, à Canberra (Australie), le Gouvernement australien ayant proposé d'accueillir cette conférence.

2.38 Le coût de la conférence est évalué à 54 000 dollars, dont 14 500 dollars, représentant les dépenses supplémentaires découlant du fait que la conférence se tiendra à Canberra et non au siège de la CEAEO, seront remboursés par le Gouvernement australien. Cette somme est portée en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes.

2.39 Les dépenses prévues se décomposent comme suit:

	Dollars
a) Personnel temporaire chargé d'assurer le service de la conférence (3 interprètes et 2 agents des conférences)	12 900
b) Frais de voyage et indemnité de subsistance de 2 fonctionnaires des services organiques de New York et d'un fonctionnaire des services organiques de Bangkok	4 600
c) Impression en deux langues de mémoires techniques et des actes (environ 330 pages)	20 000
d) Traduction, dactylographie et reproduction des documents établis avant la conférence (environ 900 pages)	16 000
e) Fournitures et services divers	500
	54 000

ARTICLE VIII

	Dollars
Vingt-troisième session de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	*37 400*

2.40 A sa vingt-deuxième session, la Commission a accepté une invitation du Gouvernement japonais tendant à ce qu'elle tienne sa vingt-troisième session à Tokyo.

2.41 Compte tenu des installations, biens et services que le Gouvernement japonais fournira, conformément à un accord à conclure avec l'ONU, le coût de la session est évalué à 37 400 dollars, cette somme se répartissant comme suit:

	Dollars
a) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	35 400
Il s'agit des frais de voyage (20 660 dollars) et de l'indemnité de subsistance (14 740 dollars) de 40 fonctionnaires (services organiques et personnel de service) de la CEAEO détachés pour la session.	
b) Télégraphe, services postaux et valise diplomatique, transport de marchandises et autres dépenses, y compris dépenses de représentation	2 000

ARTICLE IX

	Dollars
Douzième session de la Commission pour l'Amérique latine	*103 850*

2.42 La Commission, qui se réunit tous les deux ans, a tenu sa onzième session à Mexico, en mai 1965. Au cours de cette session, elle a décidé, par sa résolution 259 (XI), d'accepter une invitation du Gouvernement vénézuélien tendant à ce qu'elle tienne sa douzième session en 1967 à Caracas, pour célébrer le 400ème anniversaire de la fondation de la ville. Le coût estimatif de cette douzième session est indiqué ci-après.

2.43 La onzième session a eu lieu à Mexico dans des conditions improvisées étant donné que les plans

initiaux d'après lesquels elle devait se tenir à Saint-Domingue (République Dominicaine) n'ont été modifiés que quelques semaines avant l'ouverture de la session. En conséquence, le volume de travail de cette session a été réduit, la Commission ne se réunissant qu'en séance plénière. En outre, le Bureau de la CEPAL à Mexico a mis une grande partie de son personnel à la disposition de la Commission pour la session, ce qui a permis de réduire les frais concernant tant le personnel temporaire que les frais de voyages du personnel envoyé à la session. Ces deux facteurs expliquent le coût relativement faible de cette session.

2.44 Les prévisions de dépenses ci-après, concernant la douzième session, ont été établies compte tenu des installations, services et fournitures que le gouvernement hôte mettrait à la disposition de la CEPAL en vertu d'un accord à conclure avec l'ONU.

		Dollars
a) *Traitements et salaires du personnel temporaire*		12 200
i) 9 interprètes pour seconder les 3 interprètes envoyés par le Siège	7 200	
ii) Secrétaires et préposés à la production des documents, recrutés sur place	5 000	
b) *Frais de voyage et indemnité de subsistance*		72 250
i) Personnel des cadres: Frais de voyage de 42 fonctionnaires de Santiago, de 11 fonctionnaires de Mexico et de 20 fonctionnaires de New York, d'un fonctionnaire de Washington et d'un fonctionnaire de Montevideo	35 120	
Indemnité de subsistance	30 530	
ii) Personnel de conférence temporaire		
Frais de voyage	3 290	
Indemnité de subsistance	3 310	
c) *Rémunération des heures supplémentaires du personnel des cadres*		4 000
Heures supplémentaires faites par le personnel des cadres à Santiago et à Mexico pour la préparation des documents nécessaires à la session.		
d) *Frais généraux et autres*		15 400
i) Télégraphe	2 000	
ii) Frais postaux et valise diplomatique	3 000	
iii) Transport de marchandises	4 000	
iv) Location de matériel	4 000	
v) Autres fournitures et services, y compris dépenses de représentation	2 400	
TOTAL		103 850

ARTICLE X

	Dollars
Huitième session de la Commission économique pour l'Afrique	*87 000*

2.45 A sa septième session, en 1965, la Commission a décidé, par sa résolution 130 (VII), de tenir des sessions biennales, et, en conséquence, elle a fixé sa huitième session à 1967. La Commission a accepté une invitation du Gouvernement de la Nigéria tendant à ce qu'elle tienne cette session à Lagos.

2.46 Compte tenu des installations, biens et services que le Gouvernement nigérien fournira, conformément à un accord à conclure avec l'ONU, le coût de la session est estimé à 87 000 dollars, somme qui se répartit comme suit:

		Dollars
a) *Traitements et salaires du personnel temporaire*		17 300
i) 6 interprètes et 7 traducteurs et reviseurs recrutés à Genève pour seconder 11 fonctionnaires des cadres des services linguistiques de la CEA	14 300	
ii) Secrétaires et préposés à la reproduction des documents recrutés sur place	3 000	
b) *Frais de voyage et indemnité de subsistance*		64 700
i) Personnel des cadres		
Frais de voyage de 70 fonctionnaires de la CEA dans un avion affrété coûtant 24 000 dollars de moins que n'avait coûté le voyage sur une ligne commerciale régulière	21 500	
Indemnité de subsistance	29 400	
ii) Personnel temporaire chargé d'assurer le service de la session		
Frais de voyage	7 800	
Indemnité de subsistance	6 000	
c) *Frais généraux et autres*		5 000
i) Papeterie et fournitures pour la reproduction	2 000	
ii) Télégraphe, services postaux et valise diplomatique, transport de marchandises	2 000	
iii) Autres dépenses, y compris dépenses de représentation	1 000	
TOTAL		87 000

ARTICLE XI

		Dollars
Première Conférence cartographique régionale pour l'Afrique		*5 100*
	1966:	8 500
	1965:	-

2.47 Cette conférence s'est tenue à Nairobi (Kenya) en 1963. Un crédit de 8 500 dollars a été ouvert au budget de 1966 pour couvrir les frais de publication en anglais (1 900 exemplaires) et en français (850 exemplaires) des volumes renfermant les mémoires techniques. L'édition anglaise, qui a coûté 6 200 dollars, est achevée, mais la traduction en français ne pourra être terminée à temps pour que les volumes puissent être publiés en 1966. En conséquence, un crédit revisé de 5 100 dollars est demandé dans le présent article.

ARTICLE XII

	Dollars
Quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient	*8 500*
1966:	8 500
1965:	9 471

2.48 Cette conférence s'est tenue à Manille en 1964. La version anglaise des actes de la Conférence a été éditée et imprimée en 1965. Le crédit ouvert au budget pour 1966 avait pour objet de couvrir les frais de publication de la version française des actes; toutefois, les autres tâches que les services linguistiques de la Commission doivent accomplir en 1966 font que la traduction des actes de la conférence d'anglais en français ne sera pas achevée avant la fin de l'année. Il faudra donc ouvrir à nouveau un crédit pour les frais d'impression en 1967.

TITRE II

DEPENSES DE PERSONNEL ET DEPENSES CONNEXES

Chapitre 3. — Traitements et salaires

59 518 000 dollars (1966: 56 300 000 dollars; 1965: 48 944 136 dollars)[1/]

Tableau 3-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Postes permanents	55 811 000	53 321 700	45 668 689[a/]
II. — Personnel temporaire pour les réunions	820 000	627 300	872 376
III. — Autre personnel temporaire	2 154 000	1 726 000	1 666 134[a/]
IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	733 000	625 000	736 937
TOTAL, chapitre 3	59 518 000	56 300 000	48 944 136[b/]

[a/] Pour assurer la comparabilité on a, en ce qui concerne 1965, viré de l'article III à l'article premier du présent chapitre une somme de 324 916 dollars représentant le coût des postes temporaires. Pour 1966 et 1967, les chiffres donnés à l'article premier englobent ces postes temporaires et les dépenses y relatives.

[b/] Voir note 1.

ARTICLE PREMIER

Postes permanents *55 811 000*
1966: 53 321 700
1965: 45 668 689

3.1 Le présent article groupe les demandes de crédits concernant les postes permanents de la totalité des départements et services, à l'exception:

a) Du Service mobile de l'ONU (chap. 17);

b) Du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18);

c) De la Cour internationale de Justice (chap. 19);

d) De la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20).

Organisation du Secrétariat

3.2 Pour faciliter l'examen des demandes de crédits présentées au présent chapitre, on a fait figurer à la fin du chapitre 3 un tableau indiquant l'organisation du Secrétariat par grand service en mai 1966.

Analyse des crédits demandés

3.3 Comme il ressort du tableau 3-2 ci-après, le nombre des postes permanents prévu pour 1967 est identique à celui qui a été approuvé pour 1966. Comme les années précédentes, le coût du maintien en 1967

[1/] Pour assurer la comparabilité, on a, en ce qui concerne 1965, viré de l'article III du chapitre 3 à l'article II du chapitre 10, 105 149 dollars représentant le coût des services contractuels fournis aux fins du traitement électronique des données relatives aux statistiques commerciales.

Tableau 3-2

Nombre de postes permanents		Catégories et classes	Traitements bruts	
			1966 Crédits ouverts	Maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966
1966	1967		Dollars	Dollars
1	1	Secrétaire général		
		Traitement		46 200
		Indemnité		22 500
20	20	Sous-Secrétaire		600 000
49	49	Directeur		1 229 700[a/]
113	113	Administrateur général		2 530 120
		Administrateurs		
292	292	Administrateur hors classe		5 841 060
572	572	Administrateur de 1ère classe		9 183 750
740	740	Administrateur de 2ème classe		9 551 950
459	459	Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe		4 455 170
2 246	2 246		33 395 060	33 460 450
		A ajouter: indemnité de poste[b/]	2 873 810	3 054 590
			36 268 870	36 515 040

Tableau 3-2 (suite)

Nombre de postes permanents 1966	Nombre de postes permanents 1967	Catégories et classes	Traitements bruts 1966 Crédits ouverts	Traitements bruts Maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966
			Dollars	Dollars
		Agents des services généraux (New York et Genève)		
262	262	1ère classe		2 501 400
2 238	2 238	Autres classes		13 791 250
2 500	2 500		15 553 630	16 292 650
			51 822 500	52 807 690
		Crédit pour agents recrutés sur le plan local dans les centres d'information, à la CEA, à la CEAEO, à la CEPAL et au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	2 711 460	2 884 700
		Crédit pour techniciens et travailleurs manuels	1 854 980	1 944 360
			56 388 940	57 636 750
		A déduire: abattement pour mouvements de personnel	3 067 240	1 825 750
			53 321 700	55 811 000

[a] Dont 5 000 dollars pour l' "indemnité de fonctions".

[b] On trouvera à la fin du présent chapitre la liste des différents lieux d'affectation, avec indication de la classe dans laquelle ils ont été rangés aux fins des ajustements (indemnités de poste ou déductions).

de l'effectif approuvé pour 1966 a été essentiellement calculé en fonction des traitements moyens en vigueur lors de l'établissement du projet de budget, ajustés compte tenu des relèvements des traitements et des reclassements de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste, qui sont exposés ci-après.

3.4 Pour tenir compte des économies que permettent de réaliser les mouvements de personnel, on a réduit de 5 p. 100 le coût estimatif de tous les postes d'administrateur ou postes supérieurs. Il convient, toutefois, de noter que ce facteur d'abattement pour mouvements de personnel a, par la force des choses, un caractère provisoire et peut changer dans la mesure où l'on trouve, plus rapidement que prévu, des candidats susceptibles d'être engagés.

3.5 Le crédit de 55 811 000 dollars demandé pour 1967 en ce qui concerne les postes permanents fait apparaître, par rapport au crédit ouvert pour 1966, une augmentation d'environ 2 489 000 dollars, qui se décompose comme suit:

	Dollars
i) Relèvement des traitements et modification du classement de divers lieux d'affectation aux fins des indemnités de poste	1 057 000
ii) Augmentations périodiques de traitement et dépense supplémentaire découlant du fait que le coût des nouveaux postes approuvés pour 1965 et 1966 a été calculé pour 1967 en prenant pour base, au lieu de l'échelon III de la classe considérée, le chiffre moyen des traitements et des indemnités de poste, qui est plus élevé	190 500
iii) Réduction de l'abattement pour mouvements de personnel	1 241 500
	2 489 000

3.6 En ce qui concerne la rubrique i) ci-dessus, l'augmentation de 1 057 000 dollars est imputable en partie à ce qu'il a été décidé d'inscrire au projet de budget non seulement les relèvements des traitements de base et des indemnités de poste qui ont été opérés en 1966, mais aussi les relèvements dont on peut prévoir qu'ils interviendront au début de 1967. L'état ci-après indique séparément les relèvements qui ont été opérés depuis le moment où le budget de 1966 a été voté et ceux que l'on peut prévoir sur la base d'indices statistiques ou autres.

	Relèvements opérés (dollars)	Relèvements prévus (dollars)
Indemnités de poste		
Relèvements concernant les centres d'information, le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et les Commissions économiques pour l'Amérique latine et pour l'Afrique	217 200	-
Traitements des agents des services généraux		
New York — relèvement des traitements bruts à dater du 1er octobre 1966	-	560 000
Genève — relèvement de 4,6 p. 100, à dater du 1er mars 1966, des traitements nets en vigueur au 1er janvier 1962	102 000	-
Autres bureaux permanents, y compris les centres d'information	81 800	22 000
Salaires des travailleurs manuels		
New York		
Dépense supplémentaire découlant en 1967 du relèvement intervenu le 1er avril 1966	14 000	-
Nouveau relèvement prévu pour 1967	-	44 000
Genève — relèvement de 4,6 p. 100, à dater du 1er mars 1966, des salaires nets en vigueur le 1er janvier 1962	16 000	-
	431 000	626 000

3.7 Il y a lieu de rappeler, à propos de la réduction de l'abattement pour mouvements de personnel, que le crédit ouvert pour 1966 en ce qui concerne les postes permanents avait été fixé compte tenu d'une réduction, au titre de l'abattement pour mouvements de personnel, de 25 p. 100 du coût estimatif des postes d'administrateur et postes supérieurs supplémentaires qui avaient été recommandés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour 1965 et dont l'approbation par l'Assemblée générale avait été remise jusqu'en 1966. Dans le cas des autres postes nouveaux approuvés pour 1966, on a appliqué au coût estimatif des postes d'administrateur et postes supérieurs un abattement pour mouvements de personnel de 40 p. 100, et au coût estimatif des postes d'agent des services généraux et des postes d'agent local, un abattement pour mouvements de personnel de 20 p. 100. Etant donné la campagne de recrutement actuellement en cours, on compte que la plupart de ces postes seront pourvus en 1966 et 1967. Par suite, comme aussi du fait qu'aucun poste nouveau n'est demandé pour 1967, le Secrétaire général estime qu'il convient d'appliquer au coût des postes permanents pour 1967 un abattement pour mouvements de personnel plus faible. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 3.4, cet abattement a été calculé pour 1967 sur la base de 5 p. 100 du coût de tous les postes d'administrateur et postes supérieurs.

Etablissement d'un nouveau barème de traitements pour le personnel chargé de la sécurité à New York

3.8 A la suite d'une étude approfondie effectuée pendant le second semestre de l'année 1965 et au début de l'année 1966, le Secrétaire général a décidé qu'il serait de l'intérêt de l'Organisation et du personnel chargé des services de sécurité d'adopter, à compter du 1er juin 1966, dans le cadre de la catégorie des services généraux, un nouveau barème de traitements distinct qui s'appliquerait uniquement au personnel chargé de la sécurité. La décision du Secrétaire général a été motivée essentiellement par la nécessité d'établir un classement des emplois et un barème des traitements qui conviennent mieux aux fonctions du personnel de la Section de la sécurité et de la sûreté.

3.9 Ce nouveau barème des traitements a été établi compte tenu du principe selon lequel ces traitements doivent être fixés sur la base des conditions d'emploi les plus favorables dans la région de New York, eu égard, de façon générale, à la rémunération du personnel chargé du maintien de l'ordre et de la protection des usines dans la région. Le barème de traitements distinct ainsi mis au point et qui est reproduit à la fin du chapitre 3 comporte cinq classes: la classe 1, dans laquelle sont rangés les agents débutants qui sont en période de stage, la classe 2, pour les agents de la sécurité chargés des tâches courantes, la classe 3, pour les agents dont les fonctions exigent une formation spéciale, et les classes 4 et 5, pour le personnel de supervision.

3.10 On estime que l'application du nouveau barème de traitements à quelque 155 agents de la sécurité en 1967 entraînera une dépense de 38 000 dollars environ. Cette dépense supplémentaire n'est pas toutefois entièrement imputable à l'adoption du nouveau barème de traitements, car le même montant environ sera probablement nécessaire pour couvrir le relèvement des traitements de tous les agents des services généraux en poste à New York, relèvement dont il a déjà été tenu compte dans le calcul du coût des postes d'agent des services généraux pour 1967.

Tableau d'effectifs pour 1967

3.11 En application de la décision[2/] prise par l'Assemblée générale à sa vingtième session, le nombre des postes permanents visés à l'article premier du présent chapitre est identique, pour 1967, à celui qui a été approuvé pour 1966. En outre, le Secrétaire général ne demande pas de reclassement de poste en raison des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées aux paragraphes 180 et 181 de son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)[3/]. Le classement des postes dans certains secteurs principaux (comptabilité, budget, personnel, statistiques et services linguistiques, notamment) fait actuellement l'objet d'une étude interorganisations. Le Secrétaire général devrait avoir communication, dans le courant de l'année 1966, des résultats de cette étude, qui devraient servir utilement à déterminer les critères à appliquer pour le classement commun des postes. Il se peut que l'on envisage une étude identique sur d'autres secteurs si cela se révèle utile.

3.12 A l'appui de ses propositions visant à maintenir en 1967 le tableau d'effectifs actuel de l'Organisation, le Secrétaire général tient à appeler l'attention des Etats Membres sur deux états analytiques qui ont été établis et publiés au cours de la présente année:

a) En application de la résolution 1093 (XXXIX) du Conseil économique et social en date du 31 juillet 1965, le Secrétaire général a soumis au Conseil économique et social et à son Comité spécial de coordination un rapport détaillé (E/4179 et additifs) où il exposait les programmes de travail que devaient entreprendre les divers services qui s'occupent des activités économiques et sociales et où il indiquait quelles étaient les ressources budgétaires disponibles à ces fins et comment se répartissaient entre les divers services les postes permanents dont les titulaires s'occupaient desdites activités. Ce rapport donnait des renseignements détaillés sur les activités qui sont de la compétence des services ci-après, dont les effectifs permanents sont visés au présent article du chapitre 3: le Département des affaires économiques et sociales et la Division des droits de l'homme, à New York; la Division des affaires sociales, la Division des stupéfiants ainsi que le Comité central permanent des stupéfiants et l'Organe de contrôle des stupéfiants, à Genève; les quatre commissions économiques régionales; le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth.

b) La répartition, par grands secteurs d'activité et par principaux chefs de dépenses, des crédits demandés à tous les chapitres du projet de budget de 1967 est indiquée à l'annexe I du présent projet de budget. Cette annexe indique aussi comment on prévoyait, au moment de l'établissement du projet

2/ Voir le rapport de la Cinquième Commission, Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/6223, par. 20, 24 et 27.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 7 (A/6007).

de budget, que les postes permanents se répartiraient entre les divers services. Cette nouvelle annexe doit permettre de donner satisfaction aux représentants de plusieurs Etats Membres qui, pendant les débats de la Cinquième Commission lors de la vingtième session de l'Assemblée générale, avaient formulé le vœu de disposer de renseignements plus précis permettant de rattacher les crédits demandés aux programmes de travail. Cette annexe remplace les rapports analogues mais moins détaillés que le Secrétaire général a présentés de temps à autre à l'Assemblée générale et dont le plus récent a été publié le 10 décembre 1965 (A/C.5/1046).

c) Dans un appendice à l'annexe I mentionnée ci-dessus, le Secrétaire général a fait figurer à l'intention des Etats Membres, pour information, un état indiquant le nombre des postes permanents prévus à l'article premier du présent chapitre dont on aura besoin, à plein temps, pour fournir les services administratifs et services d'appui nécessaires à l'exécution des programmes d'assistance technique des Nations Unies (programme ordinaire faisant l'objet du titre V du budget et élément assistance technique du PNUD). Cet état indique aussi le nombre des postes supplémentaires qui ne sont pas inscrits au chapitre 3 et dont le coût est imputé directement: 1) sur la subvention pour frais généraux que l'élément Fonds spécial du PNUD verse à l'ONU en compensation des prestations de services que l'Organisation fournit au Fonds spécial en sa qualité d'agent chargé de l'exécution de projets; 2) sur la subvention que le PNUD verse par prélèvement sur son budget d'administration au titre des prestations fournies par les services centraux au secrétariat du PNUD; 3) sur diverses subventions pour frais généraux d'administration, versées au titre de programmes d'assistance technique qui complètent les programmes approuvés ou ne s'inscrivent pas dans le cadre de ces programmes (projets financés à l'aide de funds-in-trust, assistance technique fournie à titre onéreux, experts associés, etc.); 4) sur une subvention que le Programme alimentaire mondial verse par prélèvement sur son budget d'administration.

3.13 Comme il a fourni les renseignements détaillés susmentionnés et qu'il ne demande aucune augmentation du nombre total des postes permanents, le Secrétaire général se bornera à faire un certain nombre d'observations de caractère général sur les programmes organiques de travail des départements et services autres que ceux qui s'occupent des activités économiques et sociales, et à indiquer les faits nouveaux les plus importants qui intéressent les services administratifs centraux, les services de conférence et les services généraux.

Service juridique

3.14 La plupart des travaux de ce service sont les mêmes d'année en année, puisqu'il est chargé de donner des avis sur les questions juridiques ou constitutionnelles que le Secrétaire général, les services et départements du Secrétariat et d'autres organes lui renvoient, ou de trouver des solutions à ces questions. Le Service juridique s'occupe aussi des questions liées à l'application des Articles 104 et 105 de la Charte concernant la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi qu'à l'application de l'Accord entre l'ONU et les Etats-Unis relatif au Siège et d'autres instruments. Le Service juridique s'occupe de l'enregistrement et de la publication des traités, tâche assignée au Secrétariat par l'Article 102 de la Charte et par les règlements d'application arrêtés par l'Assemblée générale. Ce service s'acquitte aussi des tâches qui incombent au Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de traités multilatéraux, aux termes des dispositions de ces traités et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Le Secrétariat enregistre, classe et inscrit au répertoire 700 traités en moyenne chaque année, ainsi que 500 déclarations certifiées en moyenne qui ont trait aux faits ultérieurs concernant les traités précédemment enregistrés. La publication de ces documents dans le Recueil des Traités des Nations Unies représente 36 volumes en moyenne par an. Le Service juridique est aussi chargé d'aider à rédiger et à interpréter les règlements intérieurs des conférences, commissions et autres organes de l'Organisation, et il s'occupe, en application de la résolution 1898 (XVIII) de l'Assemblée générale, d'établir à intervalles réguliers une étude méthodique des décisions de procédure prises par l'Assemblée générale en séance plénière et par les grandes commissions de l'Assemblée. Le Service juridique a un rôle essentiel à jouer dans les travaux continus que suppose l'établissement du Répertoire de la pratique suivie par les organes de Nations Unies conformément à la résolution 2114 (XX) de l'Assemblée générale. En outre, il fournit des services fonctionnels aux conférences et commissions qui élaborent des conventions multilatérales, prépare des avis juridiques au sujet des résolutions et du mandat d'organes de l'ONU, et donne des avis juridiques ainsi que des conseils en matière de rédaction sur les questions très diverses que pose la gestion courante de l'Organisation. Enfin, le Service juridique fournit les services fonctionnels, les services de secrétariat et la documentation de base nécessaires aux réunions de la Commission du droit international et de la Sixième Commission de l'Assemblée générale.

3.15 Le volume de travail découlant de ces tâches de caractère continu tend généralement à s'accroître en proportion directe de l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation et de l'expansion de ses activités.

3.16 Abstraction faite de ces tâches de caractère continu, il est évident qu'à l'avenir certains faits nouveaux plus récents auront des répercussions croissantes sur le volume de travail du Service juridique. On peut mentionner à cet égard les services et l'appui que le Service juridique doit fournir au Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, les tâches de plus en plus nombreuses à exécuter dans le domaine du commerce international et de l'arbitrage commercial international, le rassemblement et l'analyse de données concernant la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles, et le concours que le Service juridique prête au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. De plus, le Service juridique est chargé de la direction générale et de l'exécution de la majeure partie du programme d'assistance technique dans le domaine du droit international qui a été proposé par le Comité spécial de l'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et la compréhension plus large du droit international, programme

qui a été approuvé par l'Assemblée générale aux termes de ses résolutions 1968 (XVIII) du 16 décembre 1963 et 2099 (XX) du 20 décembre 1965.

Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

3.17 Le programme annuel de travail de ce département est en grande partie fonction des activités des organes délibérants compétents de l'ONU et des services à leur fournir en conséquence. Il faut signaler à cet égard que, au cours des deux dernières années, le nombre des réunions du Conseil de sécurité a eu une tendance marquée à augmenter, puisque ces réunions sont passées de 59 en 1963 à 81 en 1965. Le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement a continué de tenir à Genève des sessions qui durent six mois environ; les travaux du Comité spécial des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses deux sous-comités, ainsi que les travaux du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et ceux des sous-comités de cet organe se sont poursuivis à un rythme correspondant à la priorité que l'Assemblée générale accorde à ces activités. La nature même des activités confiées à ces organes fait qu'il est difficile de prévoir avec une certaine précision quelle sera l'ampleur du programme de travail du Département l'année suivante, puisque les activités en question peuvent augmenter ou diminuer sous l'influence d'événements politiques ou de découvertes techniques que l'on ne peut prévoir. L'expérience a prouvé de manière concluante que les effectifs actuels, s'ils sont suffisants pour que le Département s'acquitte de ses responsabilités courantes et régulières, ne laissent guère de marge, voire aucune, pour faire face à des besoins urgents en période de pointe ou à de nouvelles demandes. Si des situations de ce genre se présentaient en 1967, le Secrétaire général s'efforcerait de renforcer provisoirement l'effectif du Département en puisant dans l'ensemble des ressources dont il dispose.

Département de la tutelle et des territoires non autonomes

3.18 Le programme annuel de travail de ce département est en grande partie fonction des activités du Conseil de tutelle et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de ses huit sous-comités, ainsi que des services à fournir en conséquence à ces organes.

3.19 Le Département est chargé, en outre, d'établir des documents de travail, des études spéciales, des projets de rapports et d'autres documents sur des questions concernant les trois territoires qui demeurent sous tutelle et les cinquante-cinq territoires non autonomes dont le Conseil de tutelle et le Comité spécial s'occupent. Le Secrétariat continue de recevoir de très nombreuses pétitions devant être soumises à l'examen du Conseil de tutelle ou du Comité spécial. Le Département est aussi chargé de gérer les programmes spéciaux de formation à l'intention des habitants du Sud-Ouest africain et des territoires administrés par le Portugal.

3.20 Outre ces tâches de caractère continu, le Département établit de temps à autre, à la demande du Comité spécial, des études détaillées et à long terme sur la situation économique ou sociale ou sur la situation de l'enseignement dans divers territoires. Il terminera vraisemblablement en 1966 une étude sur les intérêts économiques étrangers dans les territoires administrés par le Portugal, qui a été entreprise en 1964. Le Département entame actuellement une étude analogue sur la Rhodésie.

3.21 Le volume de travail du Département demeure à peu près le même pendant toute l'année, puisqu'un ou plusieurs des organes délibérants dont il assure le secrétariat siègent pendant la période qui va de la mi-février à la fin de l'année, si l'on compte les séances de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

Services de conférences à New York et à Genève

3.22 Dans les rapports [4] qu'il a consacrés à l'examen du plan et du programme des réunions et qu'il a présentés à l'Assemblée générale à ses dix-neuvième et vingtième sessions, le Secrétaire général a fourni des données très complètes sur l'expansion du programme annuel des réunions, tant à New York qu'à Genève, ces dernières années. En présentant ces données, le Secrétaire général a signalé de nouveau, comme il l'avait indiqué précédemment dans ses avant-propos aux projets de budget pour 1965 et pour 1966 et dans l'allocution qu'il avait prononcée à la Cinquième Commission au début des travaux de la vingtième session de l'Assemblée générale, l'inquiétude que lui causait l'augmentation alarmante du nombre des réunions tenues chaque année. Bien que le Comité consultatif et la Cinquième Commission aient partagé l'inquiétude du Secrétaire général [5], rien n'indique que des mesures positives aient été prises jusqu'à présent pour enrayer cette augmentation. Tout au contraire, l'ampleur du programme des réunions actuellement prévu pour 1967 dépassera vraisemblablement celle du programme déjà lourd des dernières années. En outre, bien que l'Assemblée générale ait décidé, par sa résolution 2116 (XX) du 21 décembre 1965, qu'il ne devrait pas être prévu plus d'une grande conférence spéciale des Nations Unies par an, on a déjà prévu pour 1967 ou l'on envisage sérieusement de réunir en 1967 les conférences ci-après:

a) Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement;

b) Colloque international sur le développement industriel;

c) Conférence sur la normalisation des noms géographiques;

d) Conférence internationale en vue de la revision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière;

e) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session;

f) Conférence internationale sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

[4] A/5867 et Corr.1; Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, document A/5979.

[5] Voir A/5889; Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, documents A/6162 et A/6214.

3.23 Dans ces conditions, le Secrétaire général, du fait qu'il a pris la décision de ne pas demander d'augmentation du tableau d'effectifs des services de conférence à New York et à Genève pour 1967, sera obligé de demander des crédits supplémentaires pour recruter du personnel temporaire qui puisse seconder les effectifs permanents, à New York et à Genève, en les aidant à assurer le service des réunions dont le nombre dépassera celui des réunions prévues au programme de 1966 et qui puisse assurer la traduction, la reproduction et la distribution de la documentation accrue à laquelle ces réunions donneront lieu. Il y a quelques années, il était encore possible de tenir de temps à autre des réunions supplémentaires au Siège sans prévoir expressément de personnel supplémentaire pour en assurer le service, mais cette possibilité a maintenant pratiquement disparu. Le volume croissant de travail qui découle des réunions ne diminue guère de toute l'année et, même avec les effectifs actuels, il s'accumule des arriérés de traduction dans certaines langues, arriérés qui ne peuvent être résorbés que si l'on recourt à des arrangements contractuels.

3.24 Les effectifs de base de l'Office des Nations Unies à Genève permettent essentiellement d'assurer le service des réunions annuelles prévues au programme de conférences de cet office. Bien que ces effectifs aient été récemment un peu renforcés, notamment par l'adjonction du personnel chargé de fournir une partie des services nécessaires à la nouvelle Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'expansion extraordinaire du programme des conférences à Genève, lequel comprend aussi les réunions de la Conférence sur le commerce et le développement, exige que l'on complète les effectifs permanents en employant beaucoup de personnel temporaire pendant toute l'année.

3.25 Le Secrétaire général tient à rappeler que le recrutement de personnel permanent pour les services linguistiques suscite toujours des difficultés, en particulier à New York, et que le personnel temporaire qualifié auquel on puisse faire appel n'est pas illimité. Le Secrétaire général s'estime donc tenu de signaler que, à moins que les Etats Membres et l'Assemblée générale ne fassent preuve d'une certaine modération lorsqu'ils approuveront le programme annuel des conférences, il arrivera un moment, dans un proche avenir, où il deviendra impossible d'assurer de façon satisfaisante le service de toutes ces réunions, même si les crédits nécessaires à cette fin sont ouverts. Le Secrétaire général tient aussi à ajouter qu'un programme de conférences ayant l'ampleur du programme actuel ne permet pas aux fonctionnaires de disposer d'assez de temps pour établir convenablement la documentation de base nécessaire; il s'ensuit que la qualité de la documentation risque de baisser et qu'il est vraisemblable qu'il arrivera plus souvent que les documents ne soient pas publiés dans toutes les langues en temps voulu pour les réunions. Si les décisions que l'Assemblée générale prendra à sa vingt et unième session, au moment où elle examinera les modalités de fonctionnement et les dispositions administratives concernant la nouvelle organisation pour le développement industriel, demandent une expansion du programme annuel des conférences ou une augmentation du volume de la documentation, le Secrétaire général sera obligé de présenter alors, pour faire face à ces besoins, des demandes de crédits revisées tant en ce qui concerne le personnel que les installations et services.

3.26 Enfin, les crédits demandés pour 1967 en ce qui concerne le personnel du Service des conférences à New York tiennent compte de ce que les postes de président et de secrétaire du Comité des publications et le poste de rédacteur en chef, qui faisaient partie auparavant de l'effectif du Cabinet du Secrétaire général, ont été transférés au Cabinet du Sous-Secrétaire aux conférences.

Services de bibliothèque

3.27 L'expansion générale du nombre des Etats Membres et des activités de l'Organisation qui est mentionnée dans les paragraphes précédents a eu des répercussions directes sur le volume de travail des bibliothèques. En outre, lorsqu'il a accepté le don de la fondation Ford qui a permis de construire et d'équiper la bibliothèque actuelle à New York, le Secrétaire général s'est engagé à développer progressivement les services de bibliothèque selon un plan arrêté par avance. L'Assemblée générale a accepté un modeste renforcement de l'effectif de la bibliothèque pour 1966. Le Secrétaire général s'efforcera, en utilisant les ressources existantes, de faire face à toute tâche essentielle nouvelle dont il y aurait à s'acquitter en 1967.

Services administratifs et services généraux à New York et à Genève

3.28 Le volume de travail du Service financier, du Service du personnel et du Bureau des services généraux est directement influencé par des facteurs tels que l'augmentation du nombre des Etats Membres de l'Organisation et l'accroissement de ses activités organiques au cours des dernières années, en particulier dans le domaine économique et social. Plus précisément, les faits nouveaux qui ont accru sensiblement le volume de travail dans les secteurs de la comptabilité et du budget, du recrutement et de l'administration du personnel, et des services généraux sont la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'expansion des activités relatives au développement industriel et le rôle accru que joue l'ONU en sa qualité d'agent chargé de l'exécution de programmes opérationnels entrepris dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement. Les tâches du Service financier ont aussi augmenté en raison des renseignements particuliers demandés par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale, et, notamment, des renseignements que le Conseil a voulu obtenir au sujet des rapports entre les programmes et le budget ainsi que des statistiques détaillées requises par le Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies.

Répartition des postes par département ou service

3.29 Les tableaux ci-après (3-3 à 3-27) indiquent comment on prévoyait, lors de l'établissement du projet de budget, que les postes permanents se répartiraient entre les divers départements et services pour 1967.

Tableau 3-3. — Répartition géographique des postes permanents pour 1967

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
New York	15	39	74	178	389	484	284	1 463	242	1 674	1 916 a/
Office des Nations Unies à Genève (non compris la CEE)	1	4	9	27	56	81	48	226	18	464	482 b/
Centres d'information	-	-	4	14	16	19	7	60	-	-	- c/
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	-	-	1	2	3	4	2	12	-	-	- d/
Commission économique pour l'Europe	1	2	6	14	21	26	25	95	2	100	102
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	1	2	6	20	29	38	27	123	-	-	- e/
Commission économique pour l'Amérique latine	1	1	7	19	32	40	30	130	-	-	- f/
Commission économique pour l'Afrique	1	1	6	18	26	48	36	136	-	-	- g/
TOTAL	20	49	113	292	572	740	459	2 245	262	2 238	2 500

a/ Plus 203 postes de travailleur manuel.
b/ Plus 75 postes de travailleur manuel.
c/ Plus 230 postes d'agent local.
d/ Plus 14 postes d'agent local.
e/ Plus 199 postes d'agent local.
f/ Plus 228 postes d'agent local.
g/ Plus 235 postes d'agent local.

Tableau 3-4. — Cabinet du Secrétaire général

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
1	3	1	5	5	1	5	21	3	22	25

Tableau 3-5. — Cabinets des sous-secrétaires aux affaires politiques spéciales

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinets des sous-secrétaires	2	1	-	2	-	1	1	7	2	6	8
Secrétariat du Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes	-	-	1	2	-	-	-	3	1	3	4
TOTAL	2	1	1	4	-	1	1	10	3	9	12

Tableau 3-6. — Service juridique

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Conseiller juridique	1	-	1	2	3	2	1	10	3	11	14
Division des questions juridiques générales	-	1	1	3	5	3	2	15	1	8	9
Division de la codification	-	1	1	1	2	2	2	9	-	5	5
Secrétariat du tribunal administratif	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	1
TOTAL	1	2	3	7	10	7	5	35	5	24	29

Tableau 3-7. — Service financier

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	2	2	-	1	1	2	9	2	10	12
Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	-	-	1	-	1	-	1	3	-	1	1
Service organisation et méthodes	-	-	1	1	3	1	-	6	1	2	3
Division du budget	-	1	-	8	6	3	1	19	2	7	9
Trésorerie	-	-	-	2	2	1	1	6	3	6	9
Division de la comptabilité	-	1	-	2	5	9	10	27 [a/]	12	32	44 [a/]
TOTAL	1	4	4	13	18	15	15	70	20	58	78

a/ Compte tenu du transfert au Centre international de calcul électronique (Bureau de statistique) de postes d'administrateur (un P-4 et un P-3) et de 13 postes d'agent des services généraux (3 G-5 et 10 G-3/G-4).

Tableau 3-8. — Service de vérification intérieure des comptes (New York)

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	1	-	2	5	5	3	16	2	8	10

Tableau 3-9. — Service du personnel

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	2	1	1	2	-	-	7	2	6	8
Section des principes et procédures	-	-	-	1	1	1	-	3	1	7	8
Service d'administration du personnel	-	-	1	3	5	3	3	15	3	24	27
Service de recrutement du Secrétariat	-	-	1	1	3	2	1	8	1	17	18
Service de recrutement pour l'assistance technique	-	-	1	2	6	3	1	13	5	15	20
TOTAL	1	2	4	8	17	9	5	46	12	69	81

Tableau 3-10. — Service médical

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	1	-	-	1	1	-	3	1	10	11

Tableau 3-11. — Division des droits de l'homme

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	1	1	7	7	8	11	35	-	21	21

Tableau 3-12. — Secrétariat du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	-	1	1	-	2	1	5	3	12	15

Tableau 3-13. — Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	1	-	-	1	2	1	6	1	3	4
Division des affaires concernant le désarmement	-	-	2	1	3	2	1	9	-	4	4
Service de l'espace extra-atmosphérique	-	-	1	3	1	1	1	7	-	2	2
Groupe des questions africaines	-	-	-	1	2	2	1	6	-	3	3
Division des affaires politiques	-	1	2	4	4	4	2	17	1	8	9
Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques	-	-	2	3	6	3	-	14	1	6	7
TOTAL	1	2	7	12	17	14	6	59	3	26	29

Tableau 3-14. — Département de la tutelle et des territoires non autonomes

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	1	-	2	2	1	1	8	2	6	8
Division de la tutelle	-	-	1	2	1	3	-	7	1	5	6
Division des territoires non autonomes	-	-	1	4	4	4	4	17	-	6	6
TOTAL	1	1	2	8	7	8	5	32	3	17	20

Tableau 3-15. — Département des affaires économiques et sociales: état récapitulatif
(pour le détail, voir plus loin, tableaux 3-15A à 3-15I)

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	-	3	2	3	2	-	11	5	14	19
Cabinet du Sous-Secrétaire adjoint	-	2	1	4	7	6	3	23	2	15	17
Service des questions fiscales et financières	-	-	1	2	3	3	1	10	-	6	6
Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement	-	2	4	5	17	12	2	42	6	30	36
Bureau de statistique	-	1	2	5	12	15	26	61	9	59	68
Division des ressources et des transports	-	1	2	5	10	10	9	37	3	19	22
Centre de développement industriel	1	3	5	20	25	27	27	108	5	70	75
Commissaire au développement social et à l'habitation	1	3	3	15	25	25	14	86	7	45	52
Commissaire à la coopération technique	1	2	4	11	14	16	15	63	7	66	73
TOTAL	4	14	25	69	116	116	97	441	44	324	368

Tableau 3-15 A
CABINET DU SOUS-SECRETAIRE

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	-	1	-	-	-	-	2	1	2	3
Service administratif	-	-	1	1	1	1	-	4	4	9	13
Groupe de la science et de la technique	-	-	1	1	2	1	-	5	-	3	3
TOTAL	1	-	3	2	3	2	-	11	5	14	19

Tableau 3-15 B
CABINET DU SOUS-SECRETAIRE ADJOINT

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire adjoint	-	1	-	-	-	1	-	2	-	2	2
Secrétariat du Conseil économique et social	-	-	1	2	4	2	2	11	2	6	8
Groupe de l'édition	-	-	-	-	1	2	1	4	-	2	2
Groupe des projets spéciaux	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	2
Section des commissions régionales	-	-	-	1	2	1	-	4	-	3	3
TOTAL	-	2	1	4	7	6	3	23	2	15	17

Tableau 3-15 C
SERVICE DES QUESTIONS FISCALES ET FINANCIERES

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	-	1	2	3	3	1	10	-	6	6

Tableau 3-15 D
CENTRE DE LA PLANIFICATION, DES PROJECTIONS ET DES POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Directeur	-	1	-	-	1	-	-	2	1	3	4
Service des études et des politiques économiques	-	-	1	3	5	6	-	15	2	10	12
Service de la planification et des projections	-	-	1	1	5	5	1	13	2	9	11
Service des économies planifiées	-	-	1	-	3	1	-	5	-	4	4
Services consultatifs concernant la planification du développement	-	1	1	1	3	-	1	7	1	4	5
TOTAL	-	2	4	5	17	12	2	42	6	30	36

Tableau 3-15 E
BUREAU DE STATISTIQUE

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Directeur	-	1	-	-	1	-	3	5	1	8	9
Centre international des statistiques du commerce	-	-	-	1	3	2	8	14	1	11	12
Service des statistiques économiques générales	-	-	1	2	2	4	11	20	2	12	14
Service de la comptabilité nationale, des finances et des prix	-	-	1	-	5	3	3	12	-	4	4
Service des statistiques démographiques et sociales	-	-	-	1	-	4	1	6	2	10	12
Centre international de calcul électronique	-	-	-	1	1	2	-	4[a/]	3	14	17[a/]
TOTAL	-	1	2	5	12	15	26	61	9	59	68

a/Compte tenu du transfert de 2 postes d'administrateur (1 P-4 et 1 P-3) et de 13 postes d'agent des services généraux (3 G-5 et 10 G-3/G-4) de la Division de la comptabilité (Service financier).

Tableau 3-15 F
DIVISION DES RESSOURCES ET DES TRANSPORTS

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Directeur	-	1	1	-	-	-	-	2	1	-	1
Section de la géologie et des mines	-	-	-	1	2	3	-	6	-	6	6
Section des ressources hydrauliques	-	-	-	1	1	3	2	7	-	1	1
Section de l'énergie	-	-	-	1	2	1	1	5	-	1	1
Section de la cartographie	-	-	-	1	2	1	-	4	-	2	2
Groupe des études spéciales et de la coordination	-	-	1	-	1	2	4	8	2	6	8
Section des transports	-	-	-	1	2	-	2	5	-	3	3
TOTAL	-	1	2	5	10	10	9	37	3	19	22

Tableau 3-15 G
CENTRE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Commissaire	1	-	2	4	1	2	1	11	2	7	9
Service de la coopération technique	-	1	1	2	1	1	-	6	1	4	5
Division de la technologie	-	1	1	11	12	11	13	49	1	32	33
Division des politiques et de la programmation industrielles	-	1	1	3	11	13	13	42	1	27	28
TOTAL	1	3	5	20	25	27	27	108	5	70	75

Tableau 3-15 H
COMMISSAIRE AU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET A L'HABITATION

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Commissaire	1	-	-	1	-	1	1	4	1	5	6
Division du développement social:											
Cabinet du Directeur	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Section des études sociales	-	-	-	2	1	3	-	6	1	2	3
Section de la planification sociale	-	-	-	1	1	2	-	4	-	4	4
Section du développement rural et communautaire	-	-	-	1	4	2	1	8	-	5	5
Section des services de protection sociale	-	-	1	1	7	1	2	12	-	5	5
Section de la défense sociale	-	-	-	1	3	3	2	9 [a]	-	4	4
Total	-	1	1	6	16	11	5	40	1	20	21
Division de la population:											
Cabinet du Directeur	-	1	1	-	-	-	-	2	1	2	3
Section des études démographiques	-	-	-	1	1	3	4	9	-	3	3
Section des prévisions et des projections	-	-	-	1	1	2	1	5	-	2	2
Section des études sur la fécondité	-	-	-	1	1	-	-	2	-	2	2
Section des opérations et de la coordination	-	-	-	1	1	1	-	3	1	1	2
Total	-	1	1	4	4	6	5	21	2	10	12
Centre de l'habitation, de la construction et de la planification:											
Cabinet du Directeur	-	1	1	-	1	-	2	5	1	2	3
Section de l'habitation	-	-	-	1	1	2	-	4	-	3	3
Section de la construction	-	-	-	1	1	2	-	4	-	2	2
Section de la planification	-	-	-	1	1	2	1	5	1	2	3
Section de la recherche et de la formation	-	-	-	1	1	1	-	3	1	1	2
Total	-	1	1	4	5	7	3	21	3	10	13
TOTAL GENERAL	1	3	3	15	25	25	14	86	7	45	52

[a] Compte tenu du transfert de la Section de la défense sociale (Division des affaires sociales de Genève) [1 P-5, 1 P-4 et 2 P-3].

Tableau 3-15 I
COMMISSAIRE A LA COOPERATION TECHNIQUE

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Commissaire	1	-	-	1	-	-	-	2	1	1	2
Directeur des opérations d'assistance technique:											
Cabinet du Directeur (y compris la Section du contrôle financier)	-	1	1	-	1	-	1	4	2	10	12
Section de l'Afrique	-	-	-	2	2	5	2	11	-	11	11
Section de l'Asie et de l'Extrême-Orient	-	-	-	1	2	2	3	8	-	9	9

Tableau 3-15 I (suite)

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Section de l'Amérique latine	-	-	-	1	1	2	3	7	-	7	7
Section de l'Europe, du Moyen-Orient et des projets interrégionaux	-	-	-	1	2	3	1	7	-	7	7
Service des bourses d'études et de la formation	-	-	1	1	2	1	5	10	2	8	10
Service de l'administration publique	-	-	1	4	4	3	-	12	2	10	12
Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial	-	1	1	-	-	-	-	2	-	3	3
TOTAL	1	2	4	11	14	16	15	63	7	66	73

Tableau 3-16. — Service de l'information

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire et Groupe de l'information économique et sociale	1	-	2	2	1	4	-	10	3	9	12
Division de la presse, des publications et des services à l'intention du public	-	1	2	2	14	6	4	29	2	25	27
Division de la radio et des moyens visuels	-	1	1	2	19	13	18	54	7	42	49
Division des relations extérieures	-	1	1	3	4	1	-	10	1	9	10
TOTAL	1	3	6	9	38	24	22	103	13	85	98

Tableau 3-17. — Service des conférences

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Sous-Secrétaire	1	-	-	-	1	1	-	3	1	1	2
Service administratif	-	-	1	1	-	-	1	3	3	5	8
Contrôle des conférences et des séances (y compris le Journal des Nations Unies)	-	-	1	-	-	2	-	3	2	11	13
Contrôle des documents	-	-	1	-	-	2	-	3	4	14	18
Contrôle de la rédaction	-	-	1	1	5	2	-	9	-	2	2
Total	1	-	4	2	6	7	1	21	10	33	43
Service de traduction	-	1	5	12	73	173	32	296	4	60	64
Service d'interprétation et des procès-verbaux	-	1	1	5	36	53	6	102	18	181	199
Service des publications	-	-	1	1	5	16	26	49	38	158	196
TOTAL GENERAL	1	2	11	20	120	249	65	468	70	432	502[a]

[a] Plus 19 postes de travailleur manuel.

Tableau 3-18. — Bibliothèque

Catégories et classes										
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
-	1	1	2	6	9	22	41	7	48	55[a]

[a] Plus 9 postes de travailleur manuel.

Tableau 3-19. — Bureau des services généraux

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Directeur	1	1	1	1	-	-	1	5	2	5	7
Service spécial	-	-	1	1	1	-	-	3	1	4	5
Service des achats et des transports	-	-	1	2	4	3	4	14	10	38	48
Service des bâtiments	-	-	1	1	4	1	3	10	9	177	186
Service des missions	-	-	1	2	4	4	6	17	6	46	52
Service des communications, des archives et des dossiers	-	-	1	1	6	3	4	15	16	179	195
Service de gestion commerciale	-	-	1	-	-	1	-	2	1	2	3
TOTAL	1	1	7	8	19	12	18	66	45	451	496[a]

[a] Plus 175 postes de travailleur manuel.

Tableau 3-20. — Office des Nations Unies à Genève[a]

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Directeur général	1	1	1	3	1	-	1	8	1	10	11
Bibliothèque	-	-	1	1	2	-	9	13	-	17	17
Services des conférences et services généraux:											
Cabinet du Directeur	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1	1
Division des conférences	-	-	1	-	-	3	1	5	1	12	13
Division linguistique	-	-	1	7	26	59	2	95	1	115	116
Division des documents	-	-	-	1	1	3	14	19	1	90	91
Division des services généraux	-	-	1	1	4	-	5	11	4	119	123
Total	-	1	3	9	31	65	22	131	7	337	344
Services administratifs et financiers:											
Cabinet du Directeur	-	1	1	2	1	1	-	6	-	4	4
Division du budget	-	-	-	1	1	-	1	3	-	1	1
Division des finances	-	-	-	1	-	3	1	5	2	20	22
Division du personnel	-	-	-	2	1	2	3	8	2	21	23
Service de recrutement pour l'assistance technique	-	-	1	2	2	1	-	6	-	6	6
Total	-	1	2	8	5	7	5	28	4	52	56

Tableau 3-20 (suite)

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Service de vérification intérieure des comptes	-	-	-	1	-	1	2	4	2	3	5
Service d'information	-	-	1	2	6	2	-	11	1	8	9
Division des affaires sociales	-	-	-	1	4	-	-	5 [b]	1	7	8
Division des stupéfiants	-	1	-	2	5	4	5	17	-	14	14
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants	-	-	1	-	2	1	3	7	1	5	6
TOTAL	1	4	9	27	56	80	47	224	17	453	470 [c]

[a] Compte non tenu de la CEE, qui fait l'objet du tableau 3-23, et des activités productrices de recettes, qui font l'objet du tableau 3-27.

[b] Compte tenu du transfert de la Section de la défense sociale à New York (1 P-5, 1 P-4 et 2 P-3).

[c] Plus 75 postes de travailleur manuel et de nettoyeur à mi-temps.

Tableau 3-21. — Centres d'information

Catégories et classes								
I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents locaux
S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	
-	-	4	14	16	19	7	60	230

Tableau 3-22. — Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents locaux
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	
Cabinet du Directeur	-	-	1	-	1	-	1	3	3
Section économique	-	-	-	1	1	2	1	5	6
Section sociale	-	-	-	1	1	2	-	4	5
TOTAL	-	-	1	2	3	4	2	12	14

Tableau 3-23. — Commission économique pour l'Europe

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Cabinet du Secrétaire exécutif	1	1	-	-	-	-	1	3	-	5	5
Service de l'assistance technique	-	-	-	1	1	1	1	4	-	12	12
Division des affaires de la Commission et du développement du commerce	-	-	1	1	2	2	1	7	-	7	7
Division des études et programmes	-	1	2	5	10	12	11	41	-	30	30
Division des transports	-	-	1	2	3	1	2	9	1	11	12
Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitation	-	-	1	2	3	5	4	15	-	12	12
Division de l'énergie	-	-	1	3	2	5	2	13	-	14	14
Division CEE/FAO de l'agriculture	-	-	-	-	-	-	2	2	-	5	5
Division CEE/FAO du bois	-	-	-	-	-	-	1	1	1	4	5
TOTAL	1	2	6	14	21	26	25	95	2	100	102

Tableau 3-24. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents locaux
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	
Cabinet du Secrétaire exécutif	1	1	1	-	1	1	3	8	3
Service d'information	-	-	-	1	-	-	-	1	4
Groupe de coordination de l'assistance technique	-	-	-	1	1	-	1	3	2
Services linguistiques et d'édition	-	-	-	-	2	8	-	10	5
Division de la recherche et de la planification:									
Cabinet du Directeur	-	-	1	-	-	-	-	1	1
Service des analyses et enquêtes économiques	-	-	-	2	2	2	2	8	6
Service du développement économique	-	-	-	2	2	3	3	10	3
Statistiques	-	-	-	1	2	3	2	8	19
Division de l'industrie:									
Cabinet du Chef de la Division	-	-	1	1	1	-	1	4	6
Section de l'énergie électrique	-	-	-	1	-	1	-	2	2
Section des métaux et de la mécanique	-	-	-	1	1	-	1	3	1
Section de la mise en valeur des ressources minérales	-	-	-	1	1	1	1	4	1
Section de l'habitation et des matériaux de construction	-	-	-	-	1	2	-	3	1
Section de l'artisanat et de la petite industrie	-	-	-	-	1	1	-	2	1
Section des études industrielles	-	-	-	-	1	1	1	3	2
Division du commerce international	-	-	-	1	3	3	3	10	4
Division de la mise en valeur des ressources hydrauliques	-	-	1	3	-	4	1	9	6
Division des transports et des communications	-	-	1	1	4	3	1	10	10
Division des affaires sociales	-	-	-	1	3	3	1	8	4
Division CEAEO/FAO de l'agriculture	-	-	-	1	-	1	-	2	3
Bureau de l'Agent exécutif chargé du projet du Mékong	-	1	-	-	1	1	-	3	6
Division administrative (y compris les services de reproduction et de sténodactylographie)	-	-	1	2	1	-	3	7	58
Bibliothèque	-	-	-	-	-	-	1	1	5
Services généraux et service des bâtiments	-	-	-	-	1	-	2	3	46
TOTAL	1	2	6	20	29	38	27	123	199

Tableau 3-25. — Commission économique pour l'Amérique latine

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents locaux
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	
Cabinet du Secrétaire exécutif	1	1	1	1	-	1	1	6	5
Groupe de coordination de l'assistance technique	-	-	-	1	-	1	-	2	3
Service d'information	-	-	-	-	1	-	-	1	3

Tableau 3-25. — Commission économique pour l'Amérique latine (suite)

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	II. — Agents locaux
Services linguistiques et d'édition	-	-	-	1	1	6	-	8	5
Division de la recherche et du développement économiques	-	-	1	2	3	3	5	14	4
Centre des projections économiques	-	-	-	1	1	1	2	5	1
Division des affaires sociales	-	-	-	2	3	1	1	7	4
Division de la politique commerciale	-	-	1	1	3	4	1	10	7
Division du développement industriel	-	-	-	2	2	6	-	10	11
Programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie	-	-	1	-	2	1	-	4	4
Division CEPAL/FAO de l'agriculture	-	-	-	1	2	1	-	4	1
Programme relatif aux transports	-	-	1	-	1	-	1	3	2
Division de statistique	-	-	-	1	2	2	3	8	14
Division administrative (y compris les services de reproduction des dooument et de sténodactylographie)	-	-	1	-	2	2	4	9	64
Bibliothèque	-	-	-	-	-	1	-	1	4
Bureau de Washington	-	-	-	1	-	2	1	4	2
Centre CEPAL/BNDE de Rio de Janeiro	-	-	-	1	-	-	1	2	-
Bureau de Bogota	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Bureau de Montevideo	-	-	-	1	-	1	-	2	1
Bureau de Mexico:									
Cabinet du Directeur et Sections organiques	-	-	1	2	8	5	8	24	23
Services administratifs (y compris la bibliothèque et le service de sténodactylographie)	-	-	-	-	1	-	1	2	22
Groupe de coordination de l'assistance technique	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Services des documents (y compris l'édition et la reproduction)	-	-	-	-	-	1	-	1	5
Ensemble des bureaux:									
Services généraux et service des bâtiments	-	-	-	-	-	1	-	1	43
TOTAL	1	1	7	19	32	40	30	130	228

Tableau 3-26. — Commission économique pour l'Afrique

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	II. — Agents locaux
Cabinet du Secrétaire exécutif	1	1	2	1	-	1	1	7	10
Service d'information	-	-	-	-	-	1	-	1	1
Coopération économique	-	-	-	1	1	1	1	4	1
Groupe de coordination de l'assistance technique	-	-	-	-	1	-	1	2	3
Section de la formation	-	-	-	-	-	3	1	4	1
Division de l'industrie	-	-	1	4	3	4	3	15	9

Tableau 3-26. — Commission économique pour l'Afrique (suite)

	Catégories et classes								
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents locaux
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	
Division des ressources naturelles et des transports	-	-	-	1	7	5	3	16	9
Division CEA/FAO de l'agriculture	-	-	1	1	1	4	1	8	4
Division de la recherche	-	-	-	3	4	6	3	16	8
Division de la statistique et de la population	-	-	1	2	1	8	4	16	28
Division du commerce et des questions fiscales et monétaires	-	-	-	2	2	4	4	12	6
Bureaux sous-régionaux:									
Afrique occidentale: Niamey	-	-	-	1	-	2	-	3	5
Afrique au nord du Sahara: Tanger	-	-	1	-	1	1	2	5	8
Afrique orientale: Lusaka	-	-	-	1	-	-	2	3	2
Afrique centrale: Léopoldville	-	-	-	-	1	1	1	3	2
Division administrative (administration, finances et personnel)	-	-	-	1	2	2	3	8	26
Service des documents (y compris l'édition et la traduction)	-	-	-	-	1	4	3	8	52
Bibliothèque	-	-	-	-	-	1	2	3	17
Services généraux et service des bâtiments	-	-	-	-	1	-	1	2	43
TOTAL	1	1	6	18	26	48	36	136	235

Tableau 3-27. — Activités productrices de recettes

	Catégories et classes										
	I. — Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								II. — Agents des services généraux		
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total I	G-5	Autres classes	Total II
Service des visites:											
New York	-	-	-	1	1	1	2	5	3	21	24
Genève	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5
TOTAL	-	-	-	1	1	1	2	5	3	26	29
Vente des publications:											
New York	-	-	-	1	1	1	1	4	2	6	8
Genève	-	-	-	-	-	-	1	1	-	5	5
TOTAL	-	-	-	1	1	1	2	5	2	11	13
Administration postale de l'ONU:											
New York	-	-	-	1	1	1	-	3	3	31	34
Genève	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	2
TOTAL	-	-	-	1	1	2	-	4	4	32	36
TOTAL GENERAL	-	-	-	3	3	4	4	14	9	69	78

ARTICLE II

	Dollars
Personnel temporaire pour les réunions	*820 000*
1966:	627 300
1965:	872 376
i) Assemblée générale	*540 000*
1966:	430 000
1965:	592 826

3.30 Le crédit demandé doit permettre de couvrir la rémunération du personnel temporaire qui sera recruté, à l'occasion de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, principalement pour le Service des conférences (services linguistiques, dactylographie et reproduction des documents) et pour le Bureau des services généraux (plantons, gardes, liftiers, etc.).

3.31 Etant donné le nombre des réunions qui devaient se tenir pendant la vingtième session de l'Assemblée générale et le nombre de fois où le Service des conférences n'a pas pu fournir les services d'interprétation qui étaient demandés pendant cette session, le crédit demandé pour 1967 doit permettre de recruter 12 interprètes supplémentaires (y compris 6 interprètes de langue chinoise) en vue de seconder les 6 interprètes temporaires qui sont normalement engagés pour la session de l'Assemblée générale et l'équipe de 8 interprètes que l'Office de Genève met à la disposition de New York pendant cette même période.

3.32 Le crédit demandé pour 1967 doit aussi permettre de couvrir le coût des relèvements des traitements et salaires du personnel employé à court terme par le Service des conférences (58 000 dollars). Cette somme a été calculée compte tenu du relèvement — intervenu en juillet 1965 — des traitements des administrateurs et des agents des services généraux employés à court terme, relèvement dont le coût avait été inscrit au projet de budget pour 1966 mais avait été contrebalancé du fait que le crédit ouvert à la présente rubrique pour cet exercice était inférieur au crédit demandé par le Secrétaire général. La somme susmentionnée tient compte aussi du relèvement — intervenu en 1966 — de la rémunération des administrateurs employés à court terme, relèvement conforme au barème revisé des traitements que l'Assemblée générale a approuvé pour les administrateurs occupant des postes permanents, et elle tient compte aussi d'un relèvement de la rémunération des agents des services généraux employés à court terme que l'on prévoit pour le milieu de l'année 1967.

ii) Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe *280 000*
1966: 197 300
1965: 279 550

3.33 Le crédit demandé pour 1967 doit permettre de faire face aux dépenses découlant des réunions ci-après qui se tiendront à Genève:

	Dollars
Conseil économique et social et ses comités (5 semaines)	80 000
Commission du droit international (10 semaines)	52 000
Commission des droits de l'homme (4 semaines)	24 400
Commission de la population (2 semaines)	12 900
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (2 semaines)	12 900
Commission des stupéfiants (2 semaines et demie)	17 300
Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (2 semaines et demie)	40 000
Autres réunions, notamment celles du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants, de la Commission économique pour l'Europe, du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation météorologique mondiale et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes	40 500
	280 000

3.34 Il y a lieu de noter que, outre la session de la Commission des stupéfiants, le crédit demandé à la présente rubrique doit permettre de couvrir les dépenses découlant des réunions de deux commissions techniques du Conseil économique et social — la Commission de la population et la Commission des droits de l'homme — ainsi que des réunions du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Conformément aux alinéas d et e du paragraphe 2 de la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale, cependant, les sessions de ces trois derniers organes ne pourront se tenir à Genève que si le Conseil économique et social en décide ainsi à sa quarante et unième session. Le crédit demandé doit aussi permettre de couvrir les dépenses supplémentaires découlant du fait qu'une session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement se tiendra à Genève, le Conseil d'administration ayant décidé, à sa première session, en janvier 1966, qu'il tiendrait chaque année une session à Genève et une session à New York.

3.35 Comme dans le cas du coût de la session de l'Assemblée générale, le crédit demandé pour les réunions qui se tiendront à Genève tient compte du relèvement des traitements (d'un montant estimatif de 17 000 dollars) qui sera appliqué en 1966 aux administrateurs et agents des services généraux des services de conférence.

ARTICLE III

Autre personnel temporaire *2 154 000*
1966: 1 726 000
1965: 1 666 134

3.36 Les crédits demandés au présent article se décomposent comme suit:

	1967 (dollars)	1966 (dollars)	1965 (dollars)
i) Personnel temporaire affecté à des tâches générales	1 056 000	760 000	1 102 222
ii) Experts et consultants engagés à titre personnel	848 000	746 000	498 832
iii) Groupes spéciaux d'experts	250 000	220 000	65 080
	2 154 000	1 726 000	1 666 134

i) Personnel temporaire affecté à des tâches générales *1 056 000*
1966: 760 000
1965: 1 102 222

3.37 Le crédit demandé doit permettre de recruter le personnel temporaire appelé à étoffer les effectifs pendant les périodes de pointe, à remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de

maladie de longue durée, et à exécuter des travaux temporaires spéciaux, comme l'entretien des jardins, qui ne sont ouverts qu'une partie de l'année. Des crédits sont aussi demandés pour rémunérer des services fournis sous contrat, pour ce qui est, par exemple, des conseils en matière de placements et des services d'actuaire pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de l'emploi de médecins pour le Service médical et des travaux contractuels de traduction pour le Service des conférences.

3.38 Le crédit demandé dépasse de 296 000 dollars le crédit ouvert pour 1966. Dans le cas de la Caisse commune des pensions, le Secrétaire général demande, au titre du personnel temporaire, un crédit de 195 700 dollars, soit 43 000 dollars de plus qu'en 1966. Ces dépenses sont intégralement remboursées par la Caisse et le même montant est porté en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes. Un autre crédit de 125 000 dollars est demandé pour recruter le personnel temporaire supplémentaire (personnel affecté à des tâches générales et gardes) dont la Commission économique pour l'Amérique latine et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale auront besoin pour s'installer dans le nouvel immeuble de Santiago. En vertu d'un arrangement prévoyant une répartition des frais entre la Commission et l'Institut, l'Institut rembourserait à l'ONU 84 700 dollars environ, montant porté en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes. Un autre crédit de 90 000 dollars est demandé pour le personnel temporaire auquel il faudra faire appel en raison des lourdes tâches du Centre international de calcul électronique, de la Division des droits de l'homme, du Service de vérification intérieure des comptes et de la Bibliothèque, ainsi que pour divers travaux de traduction qui seront effectués sous contrat. Le reste de l'augmentation, soit 38 000 dollars, est imputable au relèvement des traitements dans un certain nombre de lieux d'affectation.

3.39 Les crédits demandés pour 1967 se décomposent comme suit:

NEW YORK — Dollars

a) *Service financier* 30 700
Personnel temporaire pour les divers groupes de la Division de la comptabilité en vue de faire face aux périodes de pointe, notamment au moment des travaux de fin d'année, et dactylographes temporaires pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pendant ses sessions (20 000 dollars); part incombant à l'ONU des dépenses relatives au poste du fonctionnaire affecté au Comité consultatif pour les questions administratives, dont le coût est réparti entre l'ONU et les institutions spécialisées appliquant le régime commun (10 700 dollars).

b) *Service de vérification intérieure des comptes* 10 700
Secrétaires temporaires pour le Groupe des bureaux extérieurs et pour le Comité des commissaires aux comptes.

c) *Service du personnel*. 18 000
Secrétaires à engager pendant une partie de l'année pour assurer le service du Comité des nominations et des promotions et pour faire face aux périodes de pointe (6 000 dollars); part, à la charge de l'ONU, du coût du secrétariat du Comité consultatif de la fonction publique internationale (12 000 dollars).

d) *Service médical* 14 000
Médecins pour les examens et les consultations.

e) *Division des droits de l'homme*. 15 100
Un administrateur et un agent des services généraux à engager pendant une partie de l'année en vue de faire face au programme accru de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme qui découle des résolutions 2017 (XX) et 2060 (XX) de l'Assemblée générale (13 000 dollars); personnel temporaire appelé à assurer pendant les périodes de pointe le service des réunions de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (2 100 dollars).

f) *Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies*. 195 700
Personnel temporaire pour les services contractuels en matière de placements (153 000 dollars); services d'actuaire et services d'autres consultants (11 900 dollars); services de références pour les placements, examens médicaux concernant les cas d'invalidité et abonnements à des revues techniques (1 100 dollars); recrutement de commis, location de deux perforatrices et location des services de deux opérateurs pour ces machines aux fins de l'établissement des états de fin d'exercice (8 400 dollars); recrutement d'un administrateur adjoint et de deux agents des services généraux temporaires en vue de l'exécution des travaux de plus en plus nombreux et complexes de la Caisse (21 300 dollars).

g) *Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité*. 800
Agent appelé à indexer le Supplément No 3 au Répertoire de la pratique suivie par le Conseil de sécurité (1964-1965).

h) *Département des affaires économiques et sociales* 65 000
Personnel temporaire à recruter pour assurer, pendant les périodes de pointe, le service des commissions techniques et comités du Conseil économique et social, pour aider à établir certaines études importantes (annuaires statistiques divers, Etude sur l'économie mondiale, etc.) et pour remplacer les agents permanents des services généraux en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée (30 000 dollars); recrutement de personnel technique temporaire pour le Centre international de calcul électronique (35 000 dollars).

i) *Service de l'information* 24 500
Exécution sous contrat des travaux de traduction, d'édition et de dactylographie pour les éditions française et espagnole

Dollars

de l'United Nations Monthly Chronicle et autres dépenses relatives à la publication de cette revue (20 300 dollars); secrétaires et commis engagés pour publier l'United Nations Yearbook et pour préparer des textes divers concernant la Journée des Nations Unies et la Journée des droits de l'homme (4 200 dollars).

j) *Service des conférences* 30 000
Personnel temporaire à recruter pour faire face aux périodes de pointe à la section des sténographes-rédacteurs de séance et dans les services de reproduction et de distribution des documents.

k) *Bibliothèque* 20 000
Recrutement de 4 agents temporaires des services généraux pour faire face aux tâches considérablement accrues de la Section de l'index, de la Section de références pour les documents et de la Section des acquisitions.

l) *Bureau des services généraux* 35 000
Gardes supplémentaires pour la période pendant laquelle les jardins sont ouverts (11 000 dollars); jardiniers qui seront employés d'avril à décembre pour l'entretien des jardins (16 000 dollars); recrutement de plantons pour le Programme des Nations Unies pour le développement, en raison de l'installation du PNUD dans ses nouveaux locaux (8 000 dollars).

m) *Autre personnel temporaire* 60 000
Personnel temporaire à recruter pour remplacer les fonctionnaires de New York en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

n) *Travaux contractuels de traduction* 110 000
Un crédit de 60 000 dollars est demandé en vue de reconduire l'arrangement conclu en 1962 avec l'une des principales maisons d'édition de Moscou pour résorber l'arriéré persistant de la traduction en russe des documents officiels de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle. Comme pour les exercices précédents, on prévoit de faire traduire ces documents de l'anglais et du français en russe, au rythme de 10 000 pages par an et à raison de 6 dollars par page de texte original. On estime que les stagiaires du programme de formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe (article VI du chapitre 4) traduiront, à titre d'exercice, 9 000 autres pages de l'arriéré susmentionné. En outre, un crédit de 50 000 dollars est demandé pour d'autres travaux de traduction, en raison du caractère de plus en plus spécialisé des documents techniques à traduire, de l'ampleur du programme des réunions et des difficultés que l'on éprouve toujours à maintenir au complet l'effectif des services linguistiques.

TOTAL, New York — 629 500

GENEVE (y compris la Commission économique pour l'Europe) 111 500
Le crédit demandé doit permettre de faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe, de remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, et de couvrir la part, à la charge de l'ONU, des dépenses de personnel imputables à la gestion du plan d'assurance-maladie et au Service commun de logement; le crédit demandé se répartit comme suit entre les divers services intéressés:

	Dollars
Commission économique pour l'Europe	11 000
Division des affaires sociales	1 000
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants	3 000
Division des stupéfiants	1 000
Service d'information	7 500
Autres services (y compris le Cabinet du Directeur général, la Bibliothèque, le Service des conférences et services généraux et les Services administratifs et financiers)	88 000

CENTRES D'INFORMATION 15 000
Personnel temporaire pour faire face aux périodes de pointe à l'occasion des cérémonies de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme, et pour remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT 15 000
Personnel temporaire pour les réunions des trois principaux comités de la Commission (Comité de l'industrie, Comité du commerce et Comité des transports et communications); personnel temporaire pour faire face aux périodes de pointe et pour remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE 185 000
Le crédit demandé doit permettre de couvrir le coût du traitement électronique des données relatives aux statistiques du commerce (21 000 dollars); il doit aussi permettre de recruter du personnel temporaire pour dactylographier et reproduire l'Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, qui paraît chaque année, de préparer des études à l'intention de groupes de travail sur le développement industriel, et de recruter du personnel temporaire pour préparer des documents spéciaux destinés au Comité du commerce de la CEPAL et aux groupes de travail spéciaux qui en relèvent, pour faire face à d'autres périodes de pointe et pour remplacer les fonctionnaires en congé (39 000 dollars).
Le crédit demandé comprend aussi 125 000 dollars pour le recrutement des agents des services généraux et gardiens supplémentaires dont la Commission et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale auront besoin pour s'installer dans le nouvel immeuble qu'ils vont occuper en commun. En vertu d'un arrangement prévoyant le partage des frais, toutes ces dépenses seraient ré-

Dollars

parties entre la Commission et l'Institut, à proportion de la superficie de plancher que chacun d'eux occupera. C'est ainsi que l'Institut prendra à sa charge environ le tiers du coût de tous les services communs, soit 84 700 dollars environ. Comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 3.38, ce montant est porté en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE 100 000

Le crédit demandé doit permettre d'engager des agents chargés des travaux de nettoyage et des gardiens (22 000 dollars); il doit aussi permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, et de faire face aux périodes de pointe, notamment dans les bureaux sous-régionaux, pendant les réunions et les cycles d'études (28 000 dollars).

Le crédit demandé doit permettre également d'assurer le service des groupes d'experts spéciaux et des groupes de travail. Conformément à la résolution 128 (VII) adoptée par la Commission lors de sa septième session, ces groupes d'experts spéciaux et groupes de travail sont tenus de se réunir chaque année et de faire distribuer leurs rapports avant le 31 octobre (50 000 dollars).

TOTAL, personnel temporaire affecté à des tâches générales 1 056 000

ii) Experts et consultants engagés à titre personnel *848 000*

1966: 746 000

1965: 498 832

3.40 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance ainsi que les honoraires ou la rémunération des personnes qui sont généralement engagées pour des périodes de courte durée à titre d'experts des questions économiques ou sociales ou autres questions techniques.

3.41 Le crédit demandé à la présente rubrique se décompose comme suit:

Dollars

a) *Département des affaires économiques et sociales et commissions économiques régionales* 680 000

Le tableau récapitulatif ci-après permet de comparer les crédits demandés pour 1967 et les crédits ouverts pour 1966:

	1966 Crédits ouverts (dollars)	1967 Crédits demandés (dollars)
Département des affaires économiques et sociales	388 500	445 000
Commission économique pour l'Europe	35 000	45 000
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	55 000	55 000
Commission économique pour l'Amérique latine.	55 000	55 000
Commission économique pour l'Afrique	80 000	80 000
	613 500	680 000

Dollars

Les programmes de développement économique et social exigent que l'on dispose d'avis sur des questions techniques hautement spécialisées et que l'on connaisse des régions qui diffèrent profondément les unes des autres. Comme les années précédentes, on devra faire appel à des consultants et à des experts de l'extérieur qui aideront à établir et à analyser les études et les rapports demandés par les divers organes délibérants. Le crédit demandé doit permettre d'engager de tels consultants ou experts spécialistes de questions scientifiques ou techniques, des statistiques, des ressources naturelles, des transports, des techniques de planification relatives aux projections, du financement du développement économique, des politiques fiscales, du développement social, des questions démographiques, de l'habitation, de l'administration publique et de l'industrie. Un crédit de 295 000 dollars, identique à celui qui a été approuvé en 1966, est demandé à la présente rubrique pour le Centre de développement industriel, pour 1967. Le crédit demandé comprend aussi 20 000 dollars qui doivent permettre d'engager, pour le Centre international de calcul électronique, des consultants spécialistes de la programmation et de l'analyse, afin de fournir les services demandés par des gouvernements, qui sont remboursés par eux. En conséquence, ce dernier montant est porté en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes.

b) *Cabinets des Sous-Secrétaires aux affaires politiques spéciales* 47 000

Services de 5 experts (24 mois au total) à l'occasion des travaux du Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes.

c) *Service juridique* 13 000

Experts et consultants qui seront chargés d'aider à préparer le Supplément No 3 au Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies, conformément à la résolution 2114 (XX) de l'Assemblée générale (8 000 dollars), ainsi que le Répertoire de la pratique suivie par l'Assemblée générale en matière de procédure, conformément à la résolution 1898 (XVIII) de l'Assemblée générale (5 000 dollars).

d) *Service financier* 20 000

Etudes spéciales concernant la gestion et les procédures administratives.

e) *Service du personnel*. 3 500

Services de consultant dans le domaine de l'administration publique.

f) *Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité* 45 000

Services d'expert dans le domaine de la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (30 000 dollars); arrangements contractuels avec le Comité des recherches spatiales (COSPAR) et le Groupe consultatif du COSPAR sur les effets potentiellement néfastes d'expé-

Dollars

riences dans l'espace, en vue de l'élaboration de manuels techniques et de rapports spéciaux ou de la reproduction d'exemplaires de rapports établis par cet organisme à l'intention du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (15 000 dollars).

g) *Département de la tutelle et des territoires non autonomes* 20 000
Services d'expert et études spéciales concernant les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes.

h) *Genève (non compris la CEE)* 19 500
Le crédit demandé pour le Cabinet du Directeur général comprend 4 000 dollars pour les honoraires de la personne chargée de tenir le fichier du Bureau international des déclarations de décès de personnes disparues, et 5 000 dollars pour les services des consultants appelés à s'occuper de questions juridiques et de questions touchant les rapports avec les fonctionnaires locaux, cantonaux et fédéraux; en ce qui concerne la Division des stupéfiants, un crédit de 10 500 dollars est demandé pour l'achèvement du Commentaire relatif à la Convention unique sur les stupéfiants, pour la préparation d'articles spécialisés qui paraîtront dans le Bulletin des stupéfiants, et pour d'autres services d'expert auxquels on devra faire appel en application de résolutions du Conseil économique et social.

TOTAL, experts et consultants engagés à titre personnel 848 000

iii) Groupes spéciaux d'experts *250 000*
1966: 220 000
1965: 65 080

3.42 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance ainsi que, le cas échéant, les honoraires des membres des groupes spéciaux d'experts.

3.43 Les réunions ci-après de groupes spéciaux d'experts sont prévues pour 1967:

Dollars

a) DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Bureau de statistique 15 000
i) Un groupe de 8 experts doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour étudier la revision des systèmes de comptes et bilans nationaux et pour formuler des recommandations sur la version détaillée du Système de comptabilité nationale élargi et modifié qui doit être soumis pour examen à la Commission de statistique, à sa quinzième session (10 000 dollars);
ii) Un groupe de 4 ou 5 experts doit se réunir à New York pendant une semaine pour examiner et reviser les recommandations touchant les moyens pratiques de réunir des données plus complètes sur les voyages sans alourdir les formalités aux frontières (5 000 dollars).

Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement . . . . . .
Un groupe de 12 experts au plus doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour procéder à l'étude critique des techniques de projections économiques à moyen terme et à long terme.

Division des ressources et des transports
i) Un groupe de 8 experts doit se réunir à New York pendant une semaine pour étudier et mettre à jour l'Etude sur les ressources mondiales en minerai de fer, publiée en 1954 (11 500 dollars);
ii) Un groupe de 8 experts doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour étudier les progrès des techniques d'extraction et d'utilisation des schistes bitumineux (13 000 dollars);
iii) Un groupe de 6 experts doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour étudier les techniques et l'économie des distillateurs solaires et leur utilisation dans les pays en voie de développement (9 000 dollars);
iv) Un groupe de 5 experts doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour étudier la mise au point de méthodes adaptées aux besoins des pays en voie de développement, notamment en ce qui concerne les projets polyergiques et projets intégrés de mise en valeur des ressources hydrauliques (8 000 dollars).

Commissaire au développement social et à l'habitation . . . . . .
i) Un groupe de 8 experts au plus doit se réunir à New York pendant 2 semaines pour étudier les principes et méthodes des études sur la répartition du revenu et passer en revue les conclusions des études effectuées récemment dans ce domaine (10 000 dollars);
ii) Un groupe interrégional de 14 experts doit se réunir à New York ou à Genève pendant 2 semaines pour étudier la structure ou les systèmes de l'organisation et de l'administration de la protection sociale à différents stades de développement (15 000 dollars);
iii) Un Comité consultatif spécial d'experts doit se réunir à Genève pendant une semaine pour étudier les mesures internationales en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants. Ce comité a été créé par l'Assemblée générale aux termes de sa résolution 415 (V) et s'est réuni en 1953, 1955, 1958, 1960, 1963 et 1965. Il est proposé que ce comité de 10 experts se réunisse juste avant l'ouverture de la session de 1967 du deuxième Groupe consultatif en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants (7 000 dollars);
iv) Un groupe de 12 experts doit se réunir à New York pendant 5 jours pour donner des avis sur les problèmes techniques et les détails de projets que l'on propose d'inclure dans le programme de travail à long terme concernant les aspects démographiques de l'urbanisation (12 000 dollars);

	Dollars
Centre de développement industriel ..... Le Secrétaire général demande provisoirement un crédit identique à celui qui a été approuvé pour 1966.	50 000
	164 500
b) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE	20 000
i) Un groupe de 12 experts doit se réunir pendant 2 semaines pour donner des avis sur les projections et les politiques économiques, conformément aux résolutions 185 (IX) et 233 (X) de la Commission (6 000 dollars);	
ii) Par la résolution 251 (XI) qu'elle a adoptée le 15 mai 1965, la CEPAL a autorisé le secrétariat à organiser une série de groupes de travail sur le commerce et l'intégration en vue d'examiner les mesures communes qui pourraient être prises à l'avenir en ce qui concerne la politique commerciale, la coordination des investissements agricoles régionaux, la solution des problèmes des paiements et la coordination dans les domaines financier et monétaire, la politique régionale en matière de transports et de communications et les aspects juridiques et institutionnels d'un programme coordonné d'action visant à accélérer le processus d'intégration. On prévoit que deux ou trois de ces groupes se réuniront en 1967 (14 000 dollars).	
c) COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.	47 000
Le crédit demandé (47 000 dollars) doit permettre de couvrir le coût des groupes ci-après de 12 experts qui se réuniront pendant une semaine:	
i) Un groupe d'experts chargé d'étudier les méthodes d'établissement et l'application des statistiques industrielles et statistiques de la distribution;	
ii) Un groupe d'experts chargé de favoriser le développement et d'aider à l'établissement des statistiques de la comptabilité nationale et statistiques connexes dans les pays africains;	
iii) Un groupe d'experts des statistiques du travail;	
iv) Un groupe d'experts des statistiques sanitaires, les frais qu'entraînera la réunion de ce groupe devant être partagés avec l'Organisation mondiale de la santé;	
v) Un groupe d'experts de la planification des programmes de développement africains.	
d) SERVICE DE L'INFORMATION.	18 500
Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de quelque 25 personnalités éminentes des organes d'information des pays d'Amérique latine qui se réuniront à Santiago au cours d'une "table ronde de rédacteurs en chef". Les participants examineront les aspects de l'œuvre de l'ONU et des institutions spécialisées dans les domaines économique et social qui concernent l'information, en insistant particulièrement sur les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et du Programme des Nations Unies pour le développement	
TOTAL, groupes spéciaux d'experts	250 000

ARTICLE IV

Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	*733 000*
1966:	625 000
1965:	736 937

3.44 Sur le total du crédit demandé au présent article, 365 000 dollars, soit environ 50 p. 100, doivent permettre de faire face à des dépenses du Bureau des services généraux et 215 000 dollars, soit quelque 29 p. 100, à des dépenses du Service des conférences à New York. C'est ainsi que 580 000 dollars, soit 79 p. 100 environ du crédit global demandé, sont nécessaires pour que ces deux départements puissent assurer, après les heures normales de travail, le fonctionnement des services linguistiques, des services de dactylographie et de reproduction des documents, des services de sûreté et de sécurité et des services téléphoniques et de télétype, et fournir les services nécessaires lors des séances de nuit ou des séances qui se tiennent le samedi ou le dimanche, et à l'occasion de cérémonies particulières. Le crédit demandé doit aussi permettre de faire face aux besoins minimums qui peuvent se faire sentir dans ces secteurs lorsque des fonctionnaires sont en congé de maladie de brève durée ou sont obligés d'urgence de prendre du congé annuel. Le solde — 153 000 dollars — du crédit demandé pour 1967 doit permettre de couvrir le coût des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit payés au personnel de tours les autres départements et services à New York, à l'Office de Genève, dans les commissions régionales et les centres d'information.

3.45 Le crédit demandé pour 1967 a été calculé compte tenu des relèvements de traitements, estimés à 60 000 dollars. Sur ce montant, 30 000 dollars doivent permettre de faire face à des augmentations de dépenses prévues par le Secrétaire général dans son projet de budget pour 1966 mais qui ont été contrebalancées du fait que le crédit qui a été ouvert au présent article pour cet exercice était inférieur au crédit demandé par le Secrétaire général.

Tableau 3-28. — Répartition géographique des crédits demandés pour 1967

Articles	New York	Genève	Centres d'information	Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	CEAEO	CEPAL	CEA	TOTAL
				Dollars des Etats-Unis				
I. — Postes permanents	37 852 000	8 393 000	1 595 700	212 500	2 369 500	2 659 700	2 728 600	55 811 000
II. — Personnel temporaire pour les réunions	540 000	280 000	–	–	–	–	–	820 000
III. — Autre personnel temporaire:								
i) Personnel temporaire affecté à des tâches générales	629 500	111 500	15 000	–	15 000	185 000	100 000	1 056 000
ii) Experts et consultants engagés à titre personnel	593 500	64 500	–	–	55 000	55 000	80 000	848 000
iii) Groupes spéciaux d'experts	183 000	–	–		–	20 000	47 000	250 000
Total, article III	1 406 000	176 000	15 000	–	70 000	260 000	227 000	2 154 000
IV. — Heures supplémentaires et sursalaire de nuit . . .	663 500	40 000	5 000	–	9 000	12 000	3 500	733 000
TOTAL, chapitre 3	40 461 500	8 889 000	1 615 700	212 500	2 448 500	2 931 700	2 959 100	59 518 000

Tableau 3-29. — Barème des traitements de base au 1er juin 1966

(Dollars des Etats-Unis)

Catégories et classes	Echelons												
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
Sous-Secrétaire													
Traitement brut	30 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traitement net	21 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeur (D-2)													
Traitement brut	24 050	24 700	25 350	26 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traitement net	17 430	17 820	18 210	18 600	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateur général (D-1)													
Traitement brut	20 000	20 650	21 300	21 950	22 600	23 250	23 900	-	-	-	-	-	-
Traitement net	14 800	15 222	15 645	16 067	16 490	16 912	17 335	-	-	-	-	-	-
Administrateurs													
Adm. hors classe (P-5)													
Traitement brut	17 400	17 900	18 400	18 900	19 400	19 900	20 400	29 900	21 400	21 900	-	-	-
Traitement net	13 110	13 435	13 760	14 085	14 410	14 735	15 060	15 385	15 710	16 035	-	-	-
Adm. de 1ère classe (P-4)													
Traitement brut	13 900	14 330	14 760	15 190	15 620	16 050	16 480	16 910	17 340	17 770	18 200	18 630	-
Traitement net	10 730	11 031	11 332	11 633	11 934	12 232	12 512	12 791	13 071	13 350	13 630	13 909	-
Adm. de 2ème classe (P-3)													
Traitement brut	11 270	11 630	11 990	12 350	12 710	13 070	13 430	13 790	14 150	14 510	14 870	15 230	15 590
Traitement net	8 889	9 141	9 393	9 645	9 897	10 149	10 401	10 653	10 905	11 157	11 409	11 661	11 913
Adm. adj. de 1ère classe (P-2)													
Traitement brut	9 050	9 360	9 670	9 980	10 290	10 600	10 910	11 220	11 530	11 840	12 150	-	-
Traitement net	7 287	7 520	7 752	7 985	8 203	8 420	8 637	8 854	9 071	9 288	9 505	-	-
Adm. adj. de 2ème classe (P-1)													
Traitement brut	6 920	7 200	7 480	7 760	8 040	8 320	8 600	8 880	9 160	9 440	-	-	-
Traitement net	5 690	5 900	6 110	6 320	6 530	6 740	6 950	7 160	7 370	7 580	-	-	-
Agents des services généraux (New York) [a/]													
Agent de 1ère classe (G-5)													
Traitement brut	6 650	7 010	7 380	7 750	8 120	8 490	8 860	9 230	9 590	9 960	-	-	-
Traitement net	5 487,50	5 757,50	6 035	6 312,50	6 590	6 867,50	7 145	7 411	7 663	7 922	-	-	-
Agent de 2ème classe (G-4)													
Traitement brut	5 630	5 880	6 130	6 380	6 650	6 930	7 200	7 480	7 750	-	-	-	-
Traitement net	4 704	4 904	5 097,50	5 285	5 487,50	5 697,50	5 900	6 110	6 312,50	-	-	-	-
Agent de 3ème classe (G-3)													
Traitement brut	4 990	5 150	5 310	5 470	5 630	5 790	5 950	6 120	6 290	6 470	-	-	-
Traitement net	4 192	4 320	4 448	4 576	4 704	4 832	4 960	5 090	5 217,50	5 352,50	-	-	-
Agent de 4ème classe (G-2)													
Traitement brut	4 320	4 490	4 660	4 830	4 990	5 150	5 310	5 470	5 630	-	-	-	-
Traitement net	3 656	3 792	3 928	4 064	4 192	4 320	4 448	4 576	4 704	-	-	-	-
Agent de 5ème classe (G-1)													
Traitement brut	3 790	3 960	4 140	4 320	4 490	4 660	4 830	4 990	-	-	-	-	-
Traitement net	3 232	3 368	3 512	3 656	3 792	3 928	4 064	4 192	-	-	-	-	-

Tableau 3-29 (suite)

Catégories et classes	Echelons I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
Service de sécurité													
Agent principal du Service de sécurité (S-5)													
Traitement brut	8 250	8 580	8 910	9 240	9 570	9 900	10 260	10 620	–	–	–	–	–
Traitement net	6 687,50	6 935	7 182,50	7 430	7 677,50	7 925	8 182	8 434	–	–	–	–	–
Agent de 1ère classe du Service de sécurité (S-4)													
Traitement brut	7 060	7 300	7 540	7 780	8 020	8 260	8 530	8 800	–	–	–	–	–
Traitement net	5 795	5 975	6 155	6 335	6 515	6 695	6 897,50	7 100	–	–	–	–	–
Agent de 2ème classe du Service de sécurité (S-3)													
Traitement brut	6 400	6 600	6 800	7 000	7 210	7 420	7 630	7 840	8 070	8 300	–	–	–
Traitement net	5 300	5 450	5 600	5 750	5 907,50	6 065	6 222,50	6 380	6 552,50	6 725	–	–	–
Agent de 3ème classe du Service de sécurité (S-2)													
Traitement brut	5 650	5 810	5 970	6 130	6 300	6 470	6 640	6 810	6 980	7 150	7 350	7 550	–
Traitement net	4 737,50	4 857,50	4 977,50	5 097,50	5 225	5 352,50	5 480	5 607,50	5 735	5 862,50	6 012,50	6 162,50	–
Agent stagiaire du Service de sécurité (S-1)													
Traitement brut	5 300	5 450	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Traitement net	4 475	4 587,50	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Service mobile													
Agent principal hors classe du Service mobile (FS-7)													
Traitement brut	9 230	9 580	9 940	10 300	10 660	11 020	11 380	11 740	12 100	–	–	–	–
Traitement net	7 422,50	7 685	7 955	8 210	8 462	8 714	8 966	9 218	9 470	–	–	–	–
Agent principal du Service mobile (FS-6)													
Traitement brut	7 520	7 860	8 200	8 540	8 880	9 220	9 560	9 910	10 260	–	–	–	–
Traitement net	6 140	6 395	6 650	6 905	7 160	7 415	7 670	7 932,50	8 182	–	–	–	–
Agent de 1ère classe du Service mobile (FS-5)													
Traitement brut	6 160	6 420	6 680	6 940	7 200	7 460	7 720	7 980	8 240	–	–	–	–
Traitement net	5 120	5 315	5 510	5 705	5 900	6 095	6 290	6 485	6 680	–	–	–	–
Agent de 2ème classe du Service mobile (FS-4)													
Traitement brut	5 110	5 280	5 450	5 620	5 790	5 960	6 130	6 300	6 470	–	–	–	–
Traitement net	4 332,50	4 460	4 587,50	4 715	4 842,50	4 970	5 097,50	5 225	5 352,50	–	–	–	–
Agent de 3ème classe du Service mobile (FS-3)													
Traitement brut	4 440	4 600	4 760	4 920	5 080	5 250	5 420	5 590	5 760	–	–	–	–
Traitement net	3 830	3 950	4 070	4 190	4 310	4 437,50	4 565	4 692,50	4 820	–	–	–	–
Agent de sécurité (FS-2)													
Traitement brut	3 780	3 940	4 100	4 260	4 420	4 580	4 750	4 920	5 090	–	–	–	–
Traitement net	3 324	3 452	3 575	3 695	3 815	3 935	4 062,50	4 190	4 317,50	–	–	–	–
Planton (FS-1)													
Traitement brut	3 320	3 480	3 640	3 800	3 960	4 120	4 280	4 440	4 600	–	–	–	–
Traitement net	2 956	3 084	3 212	3 340	3 468	3 590	3 710	3 830	3 950	–	–	–	–

a/ Pour les agents des services généraux en poste ailleurs qu'à New York, le barème des traitements varie selon le lieu d'affectation.

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

JUIN 1966

SECRETARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

SECRETAIRE GENERAL

SERVICE FINANCIER

Sous-Secrétaire Contrôleur
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Service de vérification intérieure des comptes
- Service organisation et méthodes
- Division du budget
- Division de la comptabilité
- Trésorerie
- Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

SERVICE DU PERSONNEL

Sous-Secrétaire Directeur du personnel
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Section des principes et procédures
- Service de recrutement du Secrétariat
- Service de recrutement pour l'assistance technique
- Service d'administration du personnel
- Service médical

SERVICE JURIDIQUE

Sous-Secrétaire Conseiller juridique
- Cabinet du Conseiller juridique
- Division des questions juridiques générales
- Division de la codification
- Secrétariat du Tribunal administratif

CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

Chef de Cabinet et Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale

Chef de Cabinet adjoint

Assistant personnel du Secrétaire général

Collaborateurs du Sous-Secrétaire pour les affaires de l'Assemblée générale

Section du protocole et de la liaison

Division des droits de l'homme

CABINETS DES SOUS-SECRETAIRES AUX AFFAIRES POLITIQUES SPECIALES

Sous-Secrétaires

- Conseiller militaire du Secrétaire général
- Secrétariat du Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes

OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE

Sous-Secrétaire Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
- Cabinet du Directeur général
- Bibliothèque
- Service des conférences et services généraux
- Services administratifs et financiers
- Service d'information
- Division des stupéfiants
- Secrétariat commun du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants
- Division des affaires sociales

Le secrétariat de la CEE est administrativement rattaché à l'Office des Nations Unies à Genève.

Missions spéciales créées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES DANS L'INDE ET AU PAKISTAN

REPRESENTANT DES NATIONS UNIES POUR L'INDE ET LE PAKISTAN

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

ORGANISME DES NATIONS UNIES CHARGE DE LA SURVEILLANCE DE LA TREVE EN PALESTINE

COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR L'UNIFICATION ET LE RELEVEMENT DE LA COREE

SERVICES DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL A AMMAN

MEDIATEUR DES NATIONS UNIES POUR CHYPRE

DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES ET DES AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE

Sous-Secrétaire
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Division des affaires politiques
- Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques
- Division des affaires concernant le désarmement
- Service de l'espace extra-atmosphérique
- Groupe des questions africaines

DEPARTEMENT DE LA TUTELLE ET DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Sous-Secrétaire
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Division de la tutelle
- Division des territoires non autonomes

DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Sous-Secrétaire
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Commissaire à l'assistance technique
- Commissaire au développement industriel
- Direction des opérations d'assistance technique
- Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial
- Bureau de statistique
- Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement
- Centre de développement industriel
- Division des ressources et des transports
- Service des questions fiscales et financières
- Direction des affaires sociales
- Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth

- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE
- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT
- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
- COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

SECRETARIAT DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Secrétaire général de la Conférence
- Cabinet du Secrétaire général
- Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures
- Division de la recherche
- Division des politiques commerciales
- Division des produits de base
- Division des articles manufacturés
- Division des invisibles
- Division des échanges avec les pays socialistes
- Bureau de liaison de New York

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES

SERVICE DES CONFERENCES

Sous-Secrétaire
- Cabinet du Sous-Secrétaire
- Service de traduction
- Service d'interprétation et des procès-verbaux
- Service des publications
- Contrôle de la rédaction
- Bibliothèque

BUREAU DES SERVICES GENERAUX

Sous-Secrétaire Directeur des services généraux
- Service des achats et des transports
- Service des bâtiments
- Service des missions
- Service des communications, des archives et des dossiers
- Service de gestion commerciale
- Service spécial

SERVICE DE L'INFORMATION

Sous-Secrétaire
- Groupe de l'information économique et sociale
- Division de la presse, des publications et des services à l'intention du public
- Division de la radio et des moyens visuels
- Division des relations extérieures
- Centres et services d'information

Centres et services d'information

Abidjan	Colombo	Lima	Rangoon
Accra	Copenhague	Lomé	Rio de Janeiro
Addis-Abéba	Dakar	Londres	Rome
Alger	Dar es-Salaam	Manille	San Salvador
Asuncion	Genève	Mexico	Santiago
Athènes	Kaboul	Monrovia	Sydney
Bagdad	Karachi	Moscou	Tananarive
Bangkok	Khartoum	New Delhi	Téhéran
Belgrade	Khatmandou	Paris	Tokyo
Beyrouth	Kinshasa	Port Moresby	Tunis
Bogota	Lagos	Port of Spain	Washington
Buenos Aires	La Paz	Prague	Yaoundé
Bujumbura	Le Caire	Rabat	

Tableau 3-30. — Barème des ajustements

INDEMNITES DE POSTE[a/]

(Dollars des Etats-Unis)

i) Pour les régions où le coût de la vie est plus élevé qu'au lieu d'affectation[b/]

Classes		Echelons I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
P-1	F	252	264	264	276	288	300	300	312	324	336	-	-	-
	C	168	176	176	184	192	200	200	208	216	224	-	-	-
P-2	F	324	336	336	348	360	372	372	384	396	408	420	-	-
	C	216	224	224	232	240	248	248	256	264	272	280	-	-
P-3	F	384	396	408	420	432	444	456	468	480	492	504	516	528
	C	256	264	272	280	288	296	304	312	320	328	336	344	352
P-4	F	468	480	492	504	516	528	540	552	564	576	588	600	-
	C	312	320	328	336	344	352	360	368	376	384	392	400	-
P-5	F	564	576	588	600	612	624	636	648	660	672	-	-	-
	C	376	384	392	400	408	416	424	432	440	448	-	-	-
D-1	F	624	636	648	660	672	684	696	-	-	-	-	-	-
	C	416	424	432	440	448	456	464	-	-	-	-	-	-
D-2	F	696	708	720	732	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	C	464	472	480	488	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S-S	F	816	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	C	544	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

C = Indemnité de poste pour les fonctionnaires sans charges de famille directes.

F = Indemnité de poste pour les fonctionnaires ayant des charges de famille directes.

a/ Dans chaque cas où le coût de la vie dans la région où le fonctionnaire est en poste dépasse de 5 p. 100 ou d'un multiple de 5 p. 100 le coût de la vie au lieu de base, le traitement de base de l'intéressé est majoré du montant ci-dessus ou du multiple correspondant de ce montant.

b/ En l'espèce, le lieu d'affectation de base est Genève et la date de référence décembre 1965 = 105, le taux de change appliqué étant de 4,32 francs suisses pour un dollar.

DEDUCTIONS[a/]

(Dollars des Etats-Unis)

ii) Pour les régions où le coût de la vie est moins élevé qu'au lieu d'affectation de base[b/]

Classes		Echelons I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII
P-1	C et F	168	176	176	184	192	200	200	208	216	224	-	-	-
P-2	C et F	216	224	224	232	240	248	248	256	264	272	280	-	-
P-3	C et F	256	264	272	280	288	296	304	312	320	328	336	344	352
P-4	C et F	312	320	328	336	344	352	360	368	376	384	392	400	-
P-5	C et F	376	384	392	400	408	416	424	432	440	448	-	-	-
D-1	C et F	416	424	432	440	448	456	464	-	-	-	-	-	-
D-2	C et F	464	472	480	488	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S-S	C et F	544	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

a/ Dans chaque cas où le coût de la vie dans la région où le fonctionnaire est en poste est inférieur de 5 p. 100 ou d'un multiple de 5 p. 100 au coût de la vie au lieu de base, le traitement de base de l'intéressé est diminué du montant ci-dessus ou du multiple correspondant de ce montant.

b/ En l'espèce, le lieu d'affectation de base est Genève et la date de référence décembre 1965 = 105, le taux de change appliqué étant de 4,32 francs suisses pour un dollar.

Tableau 3-31. — Classement des lieux d'affectation au 1er mai 1966

Classe C	Classe B	Classe A	Classe 0 Niveau de base (ni indemnité de poste ni déduction)	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Classe 6
- 15%	- 10%	- 5%		5%	10%	15%	20%	25%	30%
Bogota	Moscou	Belgrade	Asunción	Athènes	Alger	Addis-Abéba	Lomé	Abidjan	Dakar
Prague	Tunis	Kaboul	Beyrouth	Bagdad	Bangkok	Monrovia	New York	Accra	
		Le Caire	Bonn	Bruxelles	Mexico	New Delhi	Paris	Kinshasa	
			Colombo	Buenos Aires	Rabat	Rome			
			Dar es-Salam	Bujumbura	Rio de Janeiro	Tokyo			
			Karachi	Copenhague	Washington	Yaoundé			
			Khartoum	Genève					
			La Haye	Lagos					
			Londres	Lima					
			Port Moresby	Manille					
			Port of Spain	Rangoun					
			San Salvador	Téhéran					
			Santiago						
			Sydney						
			Vienne						

Chapitre 4. — Dépenses communes de personnel

13 873 000 dollars (1966: 13 195 300 dollars; 1965: 11 580 810 dollars)

Tableau 4-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Indemnités et prestations (indemnités pour charges de famille, indemnité pour frais d'études, frais de voyage connexes)	3 047 000	2 933 000	2 720 580
II. — Sécurité sociale (cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel, cotisations à l'assurance-maladie et aux autres assurances-soins médicaux, indemnisation en cas d'accident ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles)	7 366 000	6 796 300	6 075 023
III. — Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	945 000	1 103 000	724 402
IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service.	735 000	754 000	593 775
V. — Indemnités versées à la cessation de service	1 304 000	1 232 000	1 170 807
VI. — Programmes de formation du personnel	476 000	377 000	296 223
TOTAL du chapitre 4	13 873 000	13 195 300	11 580 810

4.1 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les dépenses communes de personnel relatives:

i) Aux services du Secrétariat visés au chapitre 3 (Traitements et salaires), à savoir:
   a) Les départements et services à New York;
   b) L'Office des Nations Unies à Genève, à l'exclusion du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
   c) Les centres d'information;
   d) Le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth;
   e) La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient;
   f) La Commission économique pour l'Amérique latine;
   g) La Commission économique pour l'Afrique;

ii) Aux activités productrices de recettes (service des visites et personnel temporaire).

4.2 Les dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires détachés ou recrutés pour les missions spéciales sont inscrites au chapitre 16 et, pour le Service mobile de l'ONU, sont inscrites au chapitre 17. Les dépenses communes de personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sont inscrites au chapitre 18, celles du Greffe de la Cour internationale de Justice au chapitre 19 et celles de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement au chapitre 20.

4.3 Les dépenses communes de personnel pour 1967 ont été calculées dans la mesure du possible sur la base du coût unitaire en dollars pour chaque poste, ou évaluées en pourcentage des traitements, d'après une analyse statistique de la situation en 1965 et au début de 1966. Ces calculs tiennent compte des mouvements de personnel prévus au chapitre 3.

4.4 Le montant des dépenses communes de personnel est nécessairement lié au coût des postes permanents. Les crédits demandés pour 1967 (13 873 000 dollars) représentent 24,86 p. 100 du montant de 55 811 000 dollars demandé pour ces postes au chapitre 3, contre 24,75 p. 100 en 1966.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Indemnités et prestations	*3 047 000*
1966:	2 933 000
1965:	2 720 580
i) Indemnités pour charges de famille	*2 346 000*
1966:	2 320 000
1965:	2 157 236

4.5 Pour les fonctionnaires appartenant à la catégorie des administrateurs et aux catégories supérieures, les résolutions 1095 (XI) du 27 février 1957 et 1658 (XVI) du 28 novembre 1961 de l'Assemblée générale prévoient des indemnités pour charges de famille aux taux ci-après:

	Dollars
Pour le conjoint à charge	400
Pour chaque enfant à charge	300
Pour une personne "non directement à charge" (sous réserve que l'intéressé ne reçoive pas d'indemnité pour conjoint à charge)	200

4.6 Pour les agents des services généraux, les travailleurs manuels, les agents régulateurs et les guides à New York, les taux sont les suivants:

	Dollars
Pour le conjoint à charge	300
Pour chaque enfant à charge (sauf pour le premier enfant à charge d'un veuf ou divorcé, l'indemnité étant alors portée à 400 dollars)	250
Pour une personne "non directement à charge" (sous réserve que l'intéressé ne reçoive pas d'indemnité pour conjoint à charge)	200

4.7 Les taux applicables à la catégorie des administrateurs et aux catégories supérieures sont les mêmes pour tous les lieux d'affectation. Pour la

catégorie des services généraux et le personnel local, la nature et le montant des indemnités varient selon les usages du lieu d'affectation.

4.8 En janvier 1966, 3 444 fonctionnaires bénéficiaient d'indemnités pour charges de famille pour 8 276 personnes à charge: 2 286 conjoints, 5 434 enfants et 556 personnes "non directement à charge". Compte tenu de la situation actuelle et d'un abattement pour mouvements de personnel moins élevé en 1967 qu'en 1966, le coût de ces indemnités est estimé à 2 346 000 dollars.

	Dollars
ii) Indemnité pour frais d'études; frais de voyage connexes	*701 000*
1966:	613 000
1965:	563 344

4.9 Sous réserve de remplir les conditions fixées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 975 (X) du 15 décembre 1955, 1095 (XI) du 27 février 1957, 1730 (XVI) du 20 décembre 1961 et 2121 (XX) du 21 décembre 1965, les fonctionnaires recrutés sur le plan international qui sont en poste ailleurs que dans leur pays d'origine ont droit à une indemnité pour frais d'études selon les modalités ci-après:

a) Lorsque l'enfant à charge fréquente un établissement d'enseignement situé en dehors de la région du lieu d'affectation, le montant de l'indemnité est le suivant:

i) Si l'enfant est pensionnaire dans l'établissement, 75 p. 100 des frais de scolarité et de pension jusqu'à concurrence de 700 dollars par an au total;

ii) Si l'enfant n'est pas pensionnaire dans l'établissement, 400 dollars plus 75 p. 100 des frais de scolarité jusqu'à concurrence de 700 dollars par an au total;

b) Lorsque l'enfant fréquente, au lieu d'affectation, un établissement d'enseignement autre qu'une université ou un établissement d'enseignement analogue, l'indemnité est égale à 75 p. 100 des frais de scolarité jusqu'à concurrence de 700 dollars par an au total;

c) Lorsque l'enfant apprend sa langue maternelle au lieu d'affectation, l'indemnité est égale à une fraction préfixée du coût de cet enseignement.

4.10 Les frais de voyage connexes comprennent un voyage aller et retour par année scolaire entre le lieu d'affectation et l'établissement d'enseignement situé hors de la région du lieu d'affectation, le voyage se faisant en classe cabine par bateau ou en classe touriste ou économie par avion. Pour évaluer le coût total des voyages en question, on a considéré que ces voyages peuvent souvent se combiner avec les voyages effectués à l'occasion du congé dans les foyers ou bien peuvent n'avoir pas lieu du fait que les parents se rendent auprès de leurs enfants à l'occasion de ce congé.

4.11 En 1965, des indemnités pour frais d'études d'un montant total de 488 080 dollars ont été versées pour 1 177 enfants, tandis que les frais de voyage connexes se chiffraient au total à 72 624 dollars pour 215 enfants. Des dépenses supplémentaires d'un montant de 2 640 dollars ont été engagées pour l'enseignement dans la langue maternelle. En 1964, des indemnités pour frais d'études avaient été versées pour 1 004 enfants. Le crédit de 701 000 dollars demandé pour 1967 sous cette rubrique tient compte d'une augmentation progressive du nombre d'enfants qui donnent droit à cette indemnité, nombre qui doit encore augmenter en 1967 lorsque seront pourvus les nouveaux postes approuvés pour 1966.

ARTICLE II

	Dollars
Sécurité sociale	*7 366 000*
1966:	6 796 300
1965:	6 075 023
i) Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel et autres cotisations de sécurité sociale. . . .	*6 677 000*
1966:	6 157 300
1965:	5 463 827

4.12 Si l'on analyse l'ensemble des traitements et indemnités versés en janvier 1966, on constate qu'à ce moment-là 4 619 fonctionnaires de l'ONU participaient à titre ordinaire à la Caisse commune des pensions du personnel et que le nombre des participants associés était de 539.

4.13 Le 1er mars 1965, la base retenue pour le calcul des pensions de l'ensemble du personnel de l'Organisation des Nations Unies a été majorée conformément à la résolution 2007 (XIX) de l'Assemblée générale, en date des 10 et 18 février 1965, dont le paragraphe 1, a, du dispositif est conçu comme suit:

"Aux fins du paragraphe 3 de l'article premier des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le traitement soumis à retenue du personnel de l'Organisation des Nations sera constitué par la somme des montants ci-après, avec effet au 1er mars 1965:

"a) Le montant du traitement du fonctionnaire fixé conformément à l'article 3.1 du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies et ajusté dans le cas du personnel de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures auquel s'applique le régime des indemnités de poste prévu à l'annexe I du Statut du personnel, par multiple de 5 p. 100 toutes les fois que la moyenne pondérée des indemnités de poste aux sièges ou dans les bureaux régionaux des organisations affiliées varie de 5 p. 100 par rapport au 1er janvier 1962; ces ajustements sont effectués le 1er janvier suivant la date où chacune des variations de la moyenne pondérée a atteint 5 p. 100."

4.14 Aux termes de cette résolution, une augmentation de 5 p. 100 du traitement soumis à retenue pour pension des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur a pris effet le 1er janvier 1965. Une deuxième augmentation de 5 p. 100 aurait pris effet le 1er janvier 1966 si l'Assemblée générale n'avait pas approuvé pour ces fonctionnaires un barème revisé des traitements de base, incorporant les montants afférents à trois classes d'indemnité de poste. Ces montants ont remplacé les deux ajustements de 5 p. 100 prévus par la résolution précitée et le 1er janvier constitue maintenant la date de référence pour tous futurs ajustements de 5 p. 100. Sur l'augmentation de 520 700 dollars enregistrée pour 1967 sous la présente rubrique, 177 000 dollars représentent l'équivalent de la deuxième augmentation susmentionnée de 5 p. 100 du traitement soumis à

retenue pour pension qui aurait dû prendre effet en tout état de cause. Le Secrétaire général n'a pas fait figurer ce dernier montant dans les demandes de crédits revisées qu'il a présentées pour tenir compte de la refonte du régime des traitements, attendu que cet élément de dépense additionnelle ne découlait pas de ladite refonte. En fait, il n'a pas demandé à l'époque de crédits distincts correspondant à la deuxième augmentation de 5 p. 100, car il estimait que, pour 1966, il serait sans doute possible d'imputer ces dépenses supplémentaires sur le total des ressources déjà demandées.

4.15 En outre, 127 000 dollars concernent le relèvement des traitements des agents des services généraux, des travailleurs manuels et des agents locaux. Le solde du montant estimatif des dépenses supplémentaires pour 1967 est imputable à un abattement pour mouvements de personnel plus faible dans le cas des postes permanents visés au chapitre 3 (153 000 dollars) et au pourcentage plus élevé, par rapport aux participants associés, des fonctionnaires participant à titre ordinaire à la Caisse commune des pensions au moment où le présent projet de budget a été établi (63 700 dollars). Les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel représentent donc 11,96 p. 100 du coût des postes permanents, au lieu de 11,55 p. 100 en 1966.

4.16 On a prévu, pour 1967, 8 000 dollars au titre des cotisations que l'ONU verse conformément au régime spécial des pensions qui a été institué pour le personnel employé à temps partiel aux travaux de nettoyage à Genève, et des cotisations qu'elle verse pour ce personnel au plan suisse d'assurance-vieillesse.

	Dollars
ii) Pension annuelle versée aux anciens Secrétaires généraux	*10 000*
1966:	10 000
1965:	10 000

4.17 Le crédit demandé vise le versement d'une pension au premier Secrétaire général en application du paragraphe 32 de la résolution 13 (I) adoptée le 13 février 1946 par l'Assemblée générale.

	Dollars
iii) Cotisations à l'assurance-maladie et aux autres assurances-soins médicaux	*565 000*
1966:	542 000
1965:	484 129

4.18 Par sa résolution 1095 (XI) du 27 février 1957, l'Assemblée générale a décidé que l'ONU supporterait 50 p. 100 du coût d'un système élargi d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation couvrant les gros frais médicaux. A sa douzième session, l'Assemblée générale a approuvé, pour les fonctionnaires de New York, l'institution d'un système d'assurance-groupe soins dentaires, l'ONU devant prendre à sa charge le tiers des frais. Il était proposé dans le projet de budget pour 1964[1] que l'Organisation prenne à sa charge 50 p. 100 du coût de l'assurance-groupe soins dentaires; l'Assemblée générale a approuvé cette proposition à sa dix-huitième session, cette augmentation étant plus que compensée par une réduction du coût de l'assurance-gros frais médicaux.

[1] Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément No 5 (A/5505).

4.19 Les assurances-maladie pour les fonctionnaires en poste à Genève et dans les autres bureaux permanents couvrent approximativement les mêmes risques qu'à New York. En ce qui concerne le personnel des petits bureaux extérieurs — principalement celui des centres d'information et actuellement aussi celui de la CEA - recruté sur le plan local, il existe un plan d'assistance-frais médicaux.

4.20 Le 1er janvier 1966, 2 866 des fonctionnaires visés au présent chapitre bénéficiaient du système d'assurance-maladie de New York et 1 390 fonctionnaires, du système d'assurance-soins dentaires. Mille trois cent vingt-sept fonctionnaires participaient aux systèmes d'assurances dans les autres bureaux permanents.

4.21 Les crédits demandés pour 1967 tiennent compte de la participation des fonctionnaires nommés aux nouveaux postes et du fait que la part des cotisations qui est à la charge de l'Organisation à Genève sera portée de 45 à 50 p. 100, ce qui représente une dépense de 8 000 dollars. Un crédit de 17 000 dollars est également demandé pour couvrir le coût des examens médicaux de classement et des examens médicaux périodiques pour les commissions économiques régionales.

	Dollars
iv) Indemnisation	*100 000*
1966:	75 000
1965:	103 692

4.22 Le crédit demandé doit permettre le versement d'une indemnité aux fonctionnaires, membres de commissions et observateurs militaires, en cas de maladie, d'accident ou de décès survenus dans l'exercice de fonctions officielles. Les frais d'indemnisation comprennent notamment des pensions annuelles aux survivants, des prestations mensuelles en cas de maladie ou de blessure entraînant une invalidité, des indemnités forfaitaires en cas d'invalidité permanente ainsi que les frais médicaux, frais d'hospitalisation et frais connexes.

4.23 Aux termes de la résolution 2122 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965, les pensions et les rentes versées au titre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies doivent être ajustées pour tenir compte des variations du coût de la vie. Cet ajustement a été approuvé, avec effet rétroactif au 1er mars 1965. A la suite de l'adoption de cette résolution, le Secrétaire général a décidé que le montant des indemnités annuelles serait ajusté dans la même proportion et à la même date que celui des prestations versées au titre de la Caisse commune des pensions du personnel. Le Secrétaire général a décidé, en outre, sur la base des principes approuvés par le Comité administratif de coordination en avril 1965, que les pensions de veuve visées sous la présente rubrique seraient majorées le 1er janvier 1966. Comme suite à ces décisions, on estime que le montant des rentes versées augmentera de 5 000 dollars environ, ce qui portera le total annuel à 50 000 dollars. Le crédit demandé comprend également 24 000 dollars pour les frais médicaux, les frais d'hospitalisation et les frais connexes, ainsi que 26 000 dollars pour couvrir les indemnités forfaitaires en cas d'invalidité permanente.

	Dollars
v) Bien-être du personnel	*14 000*
1966:	12 000
1965:	13 375

4.24 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les dépenses relatives au bien-être du personnel à New York, à Genève et dans les commissions économiques régionales. L'augmentation du crédit demandé pour 1967 par rapport au crédit ouvert pour 1966 est due au fait qu'à la Commission économique pour l'Amérique latine, à Santiago, il a fallu verser des indemnités de repas aux agents locaux, conformément à la pratique suivie dans la région.

ARTICLE III

	Dollars
Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	*945 000*
1966:	1 103 000
1965:	724 402

4.25 Il s'agit de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires et des personnes à leur charge, à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service ainsi que les indemnités d'installation auxquelles donnent lieu les nominations et les mutations.

	Dollars
i) Frais de voyage à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	*593 000*
1966:	703 500
1965:	494 454

4.26 En 1965, il y a eu, pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, 198 nominations, 87 mutations et 120 cas de cessation de service qui ont donné lieu au paiement de frais de voyage, et ces dépenses se sont élevées au total à 436 388 dollars. En outre, les voyages de 154 agents des services généraux recrutés sur le plan international ou en dehors du lieu d'affectation (93 nominations, 9 mutations et 52 cas de cessation de service) ont donné lieu au paiement de frais représentant une somme globale de 44 136 dollars. On a engagé en outre des dépenses de 13 930 dollars pour les frais de voyage des candidats convoqués pour une entrevue.

4.27 Les frais de voyage à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service varient beaucoup selon les régions et le nombre de personnes à charge. Le crédit demandé sous cette rubrique a donc été calculé sur la base du montant unitaire moyen des frais de voyage des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et des personnes à leur charge, qui, d'après les données de 1965, est d'environ 1 100 dollars. On demande pour 1967 un crédit de 528 000 dollars représentant les frais de voyage à l'occasion du recrutement de 260 administrateurs, de 90 mutations et de 130 cessations de service. Ce crédit comprend en outre 45 000 dollars pour les frais de voyage des agents des services généraux et 20 000 dollars pour les frais de voyage des candidats convoqués pour une entrevue.

	Dollars
ii) Indemnité d'installation	*352 000*
1966:	399 500
1965:	229 948

4.28 Selon les dispositions en vigueur, les fonctionnaires ont droit, lorsqu'ils sont nommés ou mutés, à une indemnité d'installation équivalant à 15 jours d'indemnité de subsistance s'ils n'ont pas de charges de famille et à 30 jours d'indemnité de subsistance dans le cas contraire, plus la moitié de cette somme pour chaque personne à charge.

4.29 Sur la base des données de 1965, ajustées de manière à tenir compte des modifications des indemnités de subsistance, le montant de l'indemnité d'installation pour les administrateurs et les personnes à leur charge a été évalué à 950 dollars en moyenne. Etant donné qu'on prévoit 350 nominations et mutations, on demande pour 1967 un crédit de 332 500 dollars pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures et de 19 500 dollars pour les agents des services généraux.

ARTICLE IV

	Dollars
Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	*735 000*
1966:	754 000
1965:	593 775

4.30 Le crédit demandé doit permettre de couvrir: 1) les frais de déménagement des fonctionnaires à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service; 2) le versement des indemnités d'affectation au lieu et place du paiement des frais de déménagement. L'indemnité d'affectation concerne surtout les fonctionnaires nommés ou mutés pour une durée déterminée, qui est normalement d'un an ou plus, mais de moins de deux ans, et elle a pour but de compenser les frais supplémentaires dus à l'absence de déménagement, ainsi que les conséquences des affectations pour une durée déterminée, notamment les difficultés matérielles causées par une installation provisoire.

	Dollars
i) Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service	*429 000*
1966:	464 000
1965:	366 985

4.31 En 1965, les frais de déménagement se sont élevés à 329 761 dollars pour 244 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et à 37 224 dollars pour 75 agents des services généraux. Compte tenu des données de 1965 et du recrutement de fonctionnaires pour les nouveaux postes approuvés pour 1966, on prévoit des frais de déménagement de 391 500 dollars pour 290 administrateurs. En outre, 37 500 dollars concernent les frais de déménagement des agents des services généraux.

	Dollars
ii) Indemnité d'affectation	*306 000*
1966:	290 000
1965:	226 790

4.32 En janvier 1966, l'indemnité d'affectation était versée dans 192 cas. On prévoit environ 255 cas pour 1967, à raison d'un versement annuel moyen de 1 200 dollars.

ARTICLE V

	Dollars
Indemnités versées à la cessation de service	*1 304 000*
1966:	1 232 000
1965:	1 170 807

4.33 Le crédit demandé doit permettre le versement aux fonctionnaires quittant l'Organisation: 1) d'indemnités, y compris le paiement des jours de congé non pris; 2) de primes de rapatriement. Conformément à la résolution 1929 (XVIII) adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1963, l'indemnité de non-titulaire versée auparavant, à l'expiration de leur contrat, aux fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas accompli leur service hors du pays d'origine, a été supprimée à compter du 1er janvier 1964, sous réserve de certaines dispositions transitoires pour le personnel déjà en poste. Pour 1967, le montant de ces versements transitoires est compris dans le crédit demandé pour les primes de rapatriement.

4.34 Si l'on analyse les dépenses de 1965 on constate que 767 fonctionnaires ont bénéficié du paiement de jours de congé non pris et d'autres indemnités (au total 656 893 dollars) tandis que des primes de rapatriement et des indemnités de non-titulaire ont été versées à 230 fonctionnaires (513 914 dollars au total).

4.35 Le crédit demandé pour 1967 au titre des indemnités versées à la cessation de service dépasse de 72 000 dollars le crédit ouvert pour 1966. Sur cette somme, 28 000 dollars environ correspondent au relèvement des traitements et salaires, dont il est question au chapitre 3, et le solde à l'augmentation du montant des primes de rapatriement motivée par la plus grande ancienneté des fonctionnaire qui cessent leur service. Le crédit demandé se répartit comme suit:

	Dollars
Paiement des jours de congés non pris et autres indemnités	732 000
Primes de rapatriement (et indemnités de non-titulaire, le cas échéant)	572 000
	1 304 000

Ces versements donneront lieu à des recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel, qui sont estimées à 248 000 dollars et sont inscrites au chapitre premier des recettes.

ARTICLE VI

	Dollars
Programmes de formation du personnel	*476 000*
1966:	377 000
1965:	296 223
i) Cours de langue pour les fonctionnaires et formation de techniciens	*83 000*
1966:	70 000
1965:	64 437

4.36 Le crédit demandé doit permettre de poursuivre les cours de langues à New York; les élèves sont répartis en 57 classes ordinaires et auront trois heures de cours par semaine pendant quinze semaines chaque semestre, soit au total 5 130 heures de cours rémunérées à raison de 10 dollars l'heure. Le crédit couvre également le coût de huit classes de conversation, d'un cours de langue intensif, d'un cours accéléré d'anglais pour débutants et de séminaires de rédaction en anglais à New York. Le coût de ces classes et cours, ainsi que celui, notamment, des examens de connaissances linguistiques, des épreuves de classement pour les nouveaux élèves et du matériel pédagogique spécial, s'élève à 8 700 dollars. L'augmentation concernant New York est imputable à l'accroissement du nombre de fonctionnaires et, par suite, au nombre accru d'élèves qui suivent les cours de langues, ainsi qu'aux besoins d'un Secrétariat où les fonctionnaires sont de diverses nationalités. On estime que les droits d'inscription acquittés par les proches parents des fonctionnaires, les membres des délégations, etc., s'élèveront à 15 000 dollars.

4.37 Le crédit demandé au titre des cours de langues comprend 10 000 dollars pour Genève, y compris une somme de 1 500 dollars pour couvrir le relèvement de la rémunération des professeurs et 11 000 dollars pour la CEAEO, la CEPAL et la CEA.

4.38 Comme en 1966, on demande un crédit de 2 000 dollars pour former, à New York, du personnel, en particulier dans le secteur de la reproduction des documents, à l'application de nouvelles méthodes et à l'utilisation de nouveau matériel.

	Dollars
ii) Formation d'administrateurs subalternes	*275 000*
1966:	200 000
1965:	154 572

4.39 Comme les années précédentes, on demande un crédit pour recruter des stagiaires dans les Etats Membres dont la représentation au Secrétariat est très insuffisante. Ces stagiaires sont généralement recrutés au grade d'administrateur-adjoint de 2ème classe (P-1) ou de 1ère classe (P-2), selon leurs titres et leurs compétences. Ce programme vise à améliorer la répartition géographique du personnel du Secrétariat et notamment la représentation des Etats Membres qui éprouvent des difficultés à se priver de personnel expérimenté. Le critère essentiel qui préside au choix d'un stagiaire est son aptitude à tirer profit de la formation reçue qui lui permettra d'occuper un poste vacant au Secrétariat ou de reprendre un poste dans l'administration de son pays.

4.40 Le crédit demandé doit permettre de couvrir la rémunération des stagiaires, leurs frais de voyage, leurs frais d'installation et les autres indemnités auxquelles ils peuvent prétendre. Il faut prévoir une dépense moyenne de 11 000 dollars par an par stagiaire, compte tenu de certains délais dans le recrutement et des mouvements de personnel.

4.41 Le crédit demandé pour 1967 doit permettre de former en moyenne 27 stagiaires, moyennant une dépense estimative de 275 000 dollars, chiffre qui dépasse de 75 000 dollars le crédit ouvert pour 1966 et qui s'explique, pour 20 000 dollars, par le relèvement du barème des traitements de base des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 2050 (XX) du 13 décembre 1965 et dont il n'était pas tenu compte dans le crédit ouvert pour 1966. Le solde de l'augmentation servira à créer des postes supplémentaires, vu l'intérêt manifesté par les Etats Membres pour ce programme.

4.42 Le programme continue d'être exécuté surtout à New York, mais il y a également des stagiaires à Genève et dans les commissions économiques régionales.

	Dollars
iii) Formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe	*110 000*
1966:	100 000
1965:	73 211

4.43 Pour ce programme, organisé en 1962 en raison des graves difficultés que l'on avait à pourvoir les postes de langue russe du Service de conférences, un accord a été conclu avec l'Institut pédagogique des langues étrangères de Moscou en vue de créer un centre de formation de fonctionnaires de langue russe pour les services linguistiques. On se propose d'en poursuivre l'exécution en 1967.

4.44 Depuis qu'il a été mis en train, ce programme a permis à l'ONU de recruter 45 traducteurs et 10 interprètes qui, à la suite de leurs études, avaient acquis une bonne connaissance des questions, des procédures et de la terminologie de l'ONU au moment où ils ont assumé leurs fonctions. On prévoit que 20 autres traducteurs et interprètes seront recrutés en juillet 1966, à la fin de la présente année universitaire. Le programme en question a aussi permis de remplacer, dans les sections russes de traduction, des fonctionnaires dont certains avaient atteint l'âge de 70 ans. Il demeurera nécessaire, dans l'avenir prévisible, d'opérer des remplacements, la majorité des fonctionnaires en poste ayant des contrats de durée déterminée.

4.45 L'accord conclu avec l'Institut prévoyait la création d'un centre où des traducteurs et des interprètes seraient formés par un personnel enseignant et administratif qualifié. Les candidats sont choisis avec soin parmi les diplômés d'université ayant déjà une certaine expérience des questions linguistiques, ainsi que d'autres questions utiles pour l'ONU, comme les questions économiques, juridiques, politiques et scientifiques. Les étudiants suivent à plein temps un programme approuvé par l'ONU et reçoivent une indemnité de subsistance pour la durée des cours. Pendant cette période et à titre d'exercice, les stagiaires traduisent une partie de l'arriéré des documents officiels et d'autres documents, estimée à 9 000 pages, qui sans cela aurait dû être traduite sous contrat.

4.46 L'Institut de Moscou fournit les locaux et le matériel, et l'ONU prend à sa charge la rémunération du personnel enseignant et administratif, les indemnités de subsistance que les étudiants reçoivent pendant la durée du cours et pendant le bref laps de temps qui s'écoule entre la fin des cours et leur nomination à l'ONU, ainsi que l'achat de certains articles destinés aux stagiaires. Cela étant, l'Organisation a pris à sa charge environ la moitié du coût total, soit 100 000 dollars. Le chiffre était moins élevé en 1965, mais la durée de l'année universitaire a été modifiée sur la demande de l'Institut. En 1967, la part à la charge de l'ONU continuera d'être fixée à 100 000 dollars.

4.47 Le total de 110 000 dollars demandé pour 1967 doit permettre d'assurer la formation de 25 traducteurs et interprètes au lieu de 20, pour tenir compte des besoins accrus des services linguistiques tant à New York qu'à Genève.

	Dollars
iv) Formation d'adjoints à l'information	*8 000*
1966:	7 000
1965:	4 003

4.48 Le crédit demandé couvre les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des adjoints à l'information recrutés dans divers centres d'information et qui recevront une formation spécialisée d'environ un mois à New York ou dans les bureaux extérieurs. Les adjoints à l'information sont choisis parmi les candidats travaillant dans le domaine de l'information ou un domaine voisin.

Tableau 4-2. — Répartition des crédits demandés pour 1967 au chapitre 4, par lieu d'affectation

Articles	New York	Genève	Centres d'information	Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	CEAEO	CEPAL	CEA	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Indemnités et prestations								
i) Indemnités pour charges de famille	1 515 000	353 000	63 000	9 000	115 000	147 000	144 000	2 346 000
ii) Indemnité pour frais d'études; frais de voyage connexes	361 000	126 500	10 000	3 500	95 000	40 000	65 000	701 000
	1 876 000	479 500	73 000	12 500	210 000	187 000	209 000	3 047 000
II. — Sécurité sociale								
i) Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel et autres cotisations de sécurité sociale	4 547 000	1 054 000	196 000	22 000	246 000	335 000	277 000	6 677 000
ii) Pension annuelle versée aux anciens Secrétaires généraux	10 000	–	–	–	–	–	–	10 000
iii) Cotisations à l'assurance-maladie et aux autres assurances-soins médicaux	400 000	83 000	14 000	1 000	20 000	32 000	15 000	565 000
iv) Indemnisation	100 000	–	–	–	–	–	–	100 000
v) Bien-être du personnel	6 000	1 000	–	–	1 000	5 000	1 000	14 000
	5 063 000	1 138 000	210 000	23 000	267 000	372 000	293 000	7 366 000
III. — Voyages à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service								
i) Frais de voyage	343 000	55 000	40 000	5 000	45 000	25 000	80 000	593 000
ii) Indemnité d'installation	213 000	40 000	17 000	5 000	22 000	20 000	35 000	352 000
	556 000	95 000	57 000	10 000	67 000	45 000	115 000	945 000
IV. — Frais de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service								
i) Frais de déménagement	301 000	50 000	15 000	3 000	5 000	10 000	45 000	429 000
ii) Indemnité d'affectation	35 000	18 000	30 000	5 000	70 000	40 000	108 000	306 000
	336 000	68 000	45 000	8 000	75 000	50 000	153 000	735 000
V. — Indemnités versées à la cessation de service								
i) Paiement des jours de congé non pris et autres indemnités	487 000	140 000	16 500	–	20 000	24 500	44 000	732 000
ii) Primes de rapatriement (et indemnités de non-titulaire, le cas échéant)	313 000	160 000	18 500	4 000	24 000	6 500	46 000	572 000
	800 000	300 000	35 000	4 000	44 000	31 000	90 000	1 304 000
VI. — Programmes de formation du personnel								
i) Cours de langues pour les fonctionnaires et formation de techniciens	62 000	10 000	–	–	2 500	3 500	5 000	83 000
ii) Formation d'administrateurs subalternes	275 000	–	–	–	–	–	–	275 000
iii) Formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe	110 000	–	–	–	–	–	–	110 000
iv) Formation d'adjoints à l'information	–	–	8 000	–	–	–	–	8 000
	447 000	10 000	8 000	–	2 500	3 500	5 000	476 000
	9 078 000	2 090 500	428 000	57 500	665 500	688 500	865 000	13 873 000

Chapitre 5. — Frais de voyage du personnel

2 117 300 dollars (1966: 2 144 400 dollars; 1965: 2 039 728 dollars)

Tableau 5-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — *Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions* . .	165 950	201 000	279 097
II. — *Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)*			
i) New York	277 850	249 000	200 678
ii) Genève	27 500	25 000	28 642
iii) Centres d'information	22 000	22 000	21 110
iv) Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	6 000	6 000	4 216
v) Commission économique pour l'Europe	30 000	30 000	25 273
vi) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	83 000	83 000	64 660
vii) Commission économique pour l'Amérique latine .	75 000	75 000	50 539
viii) Commission économique pour l'Afrique	80 000	80 000	97 707
Total, article II	601 350	570 000	492 825
III. — *Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge*			
i) New York	1 008 000	1 071 400	977 764
ii) Genève	75 800	60 600	66 064
iii) Centres d'information	35 000	28 000	19 732
iv) Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	5 000	3 000	1 418
v) Commission économique pour l'Europe	24 200	19 400	19 880
vi) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	50 000	53 000	36 275
vii) Commission économique pour l'Amérique latine .	57 000	48 000	52 448
viii) Commission économique pour l'Afrique	95 000	90 000	94 225
Total, article III	1 350 000	1 373 400	1 267 806
TOTAL, chapitre 5	2 117 300	2 144 400	2 039 728

5.1 Le crédit demandé au présent chapitre doit permettre de couvrir le coût de tous les voyages autorisés des fonctionnaires en poste à New York ou dans des bureaux extérieurs, à savoir: a) frais de voyage du personnel envoyé à des sessions d'organes de l'ONU; b) frais de voyage du personnel lié à d'autres tâches et activités de l'ONU; c) frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge. D'autres crédits sont demandés pour couvrir les frais de voyage des fonctionnaires en question, aux chapitres 2, 16, 17, 18, 19 et 20, qui visent respectivement les réunions et conférences spéciales, les missions spéciales, le Service mobile de l'ONU, le personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Cour internationale de Justice et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

5.2 Conformément à la décision que la Cinquième Commission a prise à ses 1072ème et 1073ème séances les 20 et 21 octobre 1965 et que l'Assemblée générale a approuvée par la suite, le crédit demandé au présent chapitre a été calculé en fonction du tarif des voyages par avion en classe économie dans le cas de tous les fonctionnaires du Secrétariat, à l'exception du Secrétaire général. Pour le calcul des indemnités de subsistance et autres dépenses connexes, on s'est fondé sur le Statut du personnel et sur les dispositions du Règlement du personnel actuellement applicables.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	*165 950*
1966:	201 000
1965:	279 097

5.3 En calculant les frais de voyage des fonctionnaires envoyés à des sessions, on a considéré qu'un certain nombre d'entre eux auraient droit au congé dans les foyers, ce qui a permis de réduire les prévisions de dépenses inscrites au présent article.

5.4 Les crédits demandés pour 1967 sous les rubriques i à xiv du tableau 5-2 ci-dessus doivent permettre de couvrir les dépenses suivantes:

i) *Assemblée générale (28 500 dollars)*

Renforcement de l'effectif des services de conférences du Siège pour la vingt-deuxième session ordinaire: frais de voyage aller et retour Genève-New York de 8 fonctionnaires et indemnité de subsistance de 10 fonctionnaires, 2 des

Tableau 5-2

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Assemblée générale	28 500	26 000	37 686
ii) Tribunal administratif	1 700	1 700	180
iii) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	800	5 000	844
iv) Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes	4 200	-	2 732
v) Comité consultatif scientifique des Nations Unies	700	700	793
vi) Commission du droit international	8 750	26 200	6 688
vii) Groupe consultatif des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants	2 800	-	-
viii) Conseil économique et social	48 000	47 000	45 375
ix) Commission de la population	3 500	-	-
x) Commission des droits de l'homme	5 000	5 000	4 290
xi) Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique	5 000	3 000	5 057
xii) Comités et sous-comités de la CEAEO	15 000	15 000	150
xiii) Comités et sous-comités de la CEPAL	13 000	13 400	8 610
xiv) Comités, groupes spéciaux d'experts et autres groupes de travail de la CEA	29 000	29 000	23 821
- Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	-	-	3 804
- Commission de statistique	-	5 000	-
- Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	-	24 000	50 212
- Commission économique pour l'Amérique latine	-	-	38 983
- Commission économique pour l'Afrique	-	-	49 872
TOTAL, article premier	165 950	201 000	279 097

intéressés devant se rendre alors aux Etats-Unis en congé dans les foyers.

ii) *Tribunal administratif (1 700 dollars)*

Service d'une session de trois semaines à Genève: frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance du secrétaire du Tribunal et de sa secrétaire.

iii) *Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (800 dollars)*

Participation à la réunion du Comité d'actuaires, qui aura lieu en Europe en 1967: frais de voyage et indemnité de subsistance du secrétaire du Comité mixte.

iv) *Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes (4 200 dollars)*

Service de la session de ce Comité, qui se tiendra vraisemblablement à Genève: frais de voyage et indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires.

v) *Comité consultatif scientifique des Nations Unies (700 dollars)*

Service d'une réunion en Europe: frais de voyage aller et retour New York-Europe et indemnité de subsistance pendant une semaine du secrétaire du Comité.

vi) *Commission du droit international (8 750 dollars)*

Service de la session d'été ordinaire de 10 semaines à Genève: frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance de 4 fonctionnaires des services organiques, dont un se rendra alors en Europe en congé dans les foyers.

vii) *Groupe consultatif des Nations Unies en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants (2 800 dollars)*

Service d'une session de trois semaines à Genève: frais de voyage et indemnité de subsistance de 3 fonctionnaires du Siège.

viii) *Conseil économique et social (48 000 dollars)*

Service de la quarante-troisième session du Conseil économique et social: frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance pendant une période maximum de six semaines, pour 54 fonctionnaires des services organiques et du service des conférences, dont 20 se rendront alors en Europe en congé dans les foyers.

ix) *Commission de la population (3 500 dollars)*

Service de la session biennale de la Commission, qui doit avoir lieu à Genève: frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance pendant deux semaines pour le Directeur et le Directeur adjoint de la Division de la population, le secrétaire de la Commission et un fonctionnaire supérieur.

x) *Commission des droits de l'homme (5 000 dollars)*

Service de la session annuelle de la Commission, qui doit avoir lieu à Genève: frais de voyage aller et retour New York-Genève et indemnité de subsistance de 5 fonctionnaires, pendant une période d'un mois pour deux des intéressés et une période de trois semaines pour les trois autres.

xi) *Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique (5 000 dollars)*

Service d'une session du Comité consultatif, qui doit avoir lieu à Vienne: frais de voyage et indemnité de subsistance pendant deux semaines pour le Directeur et un fonctionnaire de la Division des ressources et des transports (New York) et un fonctionnaire supérieur de Genève

(1 600 dollars); frais de voyage New York-Addis-Abéba (Groupe régional africain) et indemnité de subsistance d'un fonctionnaire supérieur pour trois jours (1 100 dollars); frais de voyage New York-Bangkok (Groupe régional asien) et indemnité de subsistance d'un fonctionnaire supérieur pour trois jours (1 700 dollars); frais de voyage New York-Santiago du Chili (Groupe régional latino-américain de Santiago) et indemnité de subsistance d'un fonctionnaire supérieur pour trois jours (600 dollars).

xii) *Comités et sous-comités de la CEAEO (15 000 dollars)*

Service de huit réunions subsidiaires tenues en dehors de Bangkok: frais de voyage et indemnité de subsistance de fonctionnaires selon les besoins.

xiii) *Comités et sous-comités de la CEPAL (13 000 dollars)*

Service de réunions de comités et sous-comités tenues en dehors du Bureau de la CEPAL à Mexico: frais de voyage et indemnité de subsistance de fonctionnaires du Bureau de Mexico selon les besoins.

xiv) *Comités, groupes spéciaux d'experts et autres groupes de travail de la CEA (29 000 dollars)*

Participation à des réunions prévues en dehors d'Addis-Abéba, notamment à des réunions dans chacun des quatre bureaux sous-régionaux: frais de voyage et indemnité de subsistance de 4 fonctionnaires.

ARTICLE II

	Dollars
Frais de voyage du personnel en mission (abstraction faite des sessions)	*601 350*
1966:	570 000
1965:	492 825

5.5 Les crédits demandés au présent article sont destinés à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du personnel envoyé en mission à d'autres fins que des sessions.

5.6 Le crédit total demandé pourrait, d'après le programme de voyages prévu, se répartir entre les divers départements et services comme l'indique le tableau 5-3.

Tableau 5-3

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	Objet des voyages
	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK				
Cabinet du Secrétaire général	40 000	40 000	27 239	Secrétaire général, collaborateurs l'accompagnant et fonctionnaires supérieurs chargés de le représenter à l'occasion de missions déterminées qui sont liées à des responsabilités particulières du Secrétaire général.
Cabinet du Sous-Secrétaire aux affaires politiques spéciales	5 000	3 000	3 784	Missions politiques spéciales.
Service juridique.	500	500	36	Conseiller juridique et fonctionnaires supérieurs: échanges de vues avec les autorités fédérales des Etats-Unis sur des questions juridiques intéressant l'ONU.
Service financier.	10 000	10 000	10 753	Sous-Secrétaire Contrôleur et fonctionnaires supérieurs: activités intéressant la gestion financière et administrative; consultations et coordination interorganisations.
Service de vérification intérieure des comptes	7 000	7 000	5 450	Vérificateurs: inspection et vérification régulières et systématiques des comptes de l'ONU dans les bureaux extérieurs.
Service du personnel	30 000	30 000	33 954	Directeur du personnel et fonctionnaires supérieurs: recrutement, y compris le recrutement pour l'assistance technique par le Service compétent, à New York et à Genève; consultations et coordination interorganisations.
Service médical	500	500	-	Directeur du Service: visite de divers bureaux de l'ONU.
Division des droits de l'homme	5 000	-	237	Echanges de vues avec les autorités gouvernementales touchant l'Année internationale des droits de l'homme; participation à des réunions du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif de l'information.

Tableau 5-3 (suite)

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	Objet des voyages
	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK (suite)				
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité.....	12 250	9 000	8 880	Sous-Secrétaire et fonctionnaires supérieurs: missions politiques spéciales.
Département de la tutelle et des territoires non autonomes.....	5 000	5 000	6 826	Sous-Secrétaire et fonctionnaires supérieurs: visites dans les territoires non autonomes.
Département des affaires économiques et sociales				
Cabinet du Sous-Secrétaire.	7 000	8 000		Sous-Secrétaire: participation aux réunions des commissions économiques régionales; échanges de vues avec les gouvernements et les institutions spécialisées; participation aux réunions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.
Cabinet du Sous-Secrétaire adjoint.....	4 000	4 000		Sous-Secrétaire adjoint: participation aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC); échanges de vues avec les institutions spécialisées; participation aux réunions du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial.
Secrétariat du Conseil économique et social.....	3 000	3 000		Participation de 4 membres de ce secrétariat à la réunion du Comité administratif de coordination et à la session de son Comité préparatoire (durée: trois semaines).
Section des commissions régionales.....	3 000	3 000		Chef de la section: participation aux sessions des commissions économiques régionales.
Groupe de la science et de la technique.....	1 000			Participation d'un fonctionnaire supérieur du Groupe aux réunions du Sous-Comité spécial du CAC pour la science et la technique et, ensuite, à la session du Comité préparatoire du CAC.
Service des questions fiscales et financières	2 000	2 000		Un voyage en Europe d'une durée de trois semaines pour procéder à des échanges de vues avec la Commission économique pour l'Europe, les institutions spécialisées et autres organismes intergouvernementaux; participation d'un fonctionnaire du service à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement.....	7 000	3 700		Directeur et fonctionnaires supérieurs: participation à des conférences de planificateurs économiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine; participation aux réunions du Sous-

Tableau 5-3 (suite)

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	Objet des voyages
	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK (suite)				
Département des affaires économiques et sociales (suite)				Comité du CAC de la Décennie du développement; participation d'un fonctionnaire du Centre à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; voyage à Washington pour échanges de vues avec le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
Bureau de statistique.....	8 000	8 000		Directeur et fonctionnaires supérieurs: participation à des réunions et conférences internationales et régionales; échanges de vues avec des organismes gouvernementaux; participation d'un fonctionnaire du Bureau à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
Division des ressources et des transports.....	3 500	3 000		Directeur et fonctionnaires supérieurs: participation à des réunions et conférences internationales et régionales; échanges de vues avec des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux.
Cabinet du Commissaire à l'assistance technique (y compris la Direction des opérations d'assistance technique et le Service des opérations du Fonds spécial).....	16 600	10 300		Commissaire et fonctionnaires supérieurs: participation aux sessions des commissions économiques régionales et du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement; échanges de vues avec des gouvernements et des institutions spécialisées au sujet des programmes de coopération technique.
Centre de développement industriel	50 000	50 000		(Le crédit demandé est initialement maintenu au niveau approuvé pour 1966.)
Cabinet du Commissaire au développement social et à l'habitation (y compris la Division du développement social, la Division de la population et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification)	19 000	19 000		Commissaire et fonctionnaires supérieurs: participation à des réunions et conférences internationales et régionales; échanges de vues avec les commissions économiques régionales et les autorités gouvernementales.
Rubrique spéciale.....	12 000	5 000		Représentation de l'ONU aux réunions des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales; participation de fonctionnaires du Département à la deuxième session de la Confé-

Tableau 5-3 (suite)

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	Objet des voyages
	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK (suite)				
Département des affaires économiques et sociales (suite)				rence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à d'autres réunions de l'UNCTAD.
TOTAL, Département des affaires économiques et sociales	136 100	119 000	81 434	
Service de l'information	15 500	14 300	15 461	Sous-Secrétaire et fonctionnaires supérieurs: participation à la Table ronde de rédacteurs en chef à Santiago du Chili; visite des centres d'information en Europe (Londres, Paris, Copenhague, Genève, Prague, Moscou, Athènes); participation à des réunions des institutions spécialisées.
Service des conférences (y compris la Bibliothèque) . .	5 500	5 000	5 825	Fonctionnaires supérieurs: déplacements nécessaires au recrutement et à l'occasion d'examens pour le recrutement de personnel qualifié pour les services linguistiques; participation à des cycles d'études, colloques ou conférences internationaux sur des questions relatives aux bibliothèques.
Bureau des services généraux	5 000	5 000	292	Directeur et fonctionnaires supérieurs: visite des missions et des bureaux extérieurs de l'ONU pour le règlement de problèmes administratifs spéciaux; déplacements nécessaires aux achats.
Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'ONU	500	700	507	Secrétaire de la Caisse commune des pensions: échanges de vues avec les autres organisations affiliées.
TOTAL, New York	277 850	249 000	200 678	
GENEVE				
Services généraux	13 000	10 000	13 017	Fonctionnaires supérieurs: visites au Siège pour consultations et coordination; déplacements en Europe pour l'achat de fournitures et de matériel; déplacements du membre suppléant de Genève de la Commission des nominations et des promotions.
Service de l'information	2 000	2 000	1 917	Fonctionnaires supérieurs: déplacements en Europe.
Division des stupéfiants	2 000	2 000	2 450	Directeur: visites au Siège pour consultations; participation aux réunions scientifiques.
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants . . .	2 500	2 500	2 069	Fonctionnaires supérieurs: consultations officielles et coordination des travaux.
Bureau des affaires sociales.	2 000	2 500	2 400	Fonctionnaires supérieurs: échanges de vues avec les institutions spécialisées sur des questions sociales.

Tableau 5-3 (suite)

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses	Objet des voyages
	Dollars	Dollars	Dollars	
GENEVE (suite)				
Service de vérification intérieure des comptes	6 000	6 000	6 789	Vérificateurs: vérification des comptes des divers bureaux de l'ONU en Europe, en Afrique et en Amérique latine.
TOTAL, Genève	27 500	25 000	28 642	
CENTRES D'INFORMATION	22 000	22 000	21 110	Déplacements essentiels dans les régions desservies par les divers centres d'information.
BUREAU DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BEYROUTH	6 000	6 000	4 216	Echanges de vues avec les autorités gouvernementales des pays de la région.
COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES				Secrétaires exécutifs et fonctionnaires supérieurs: déplacements dans chacune des régions pour échanges de vues avec les fonctionnaires des gouvernements; visites à New York et à Genève pour participation à des réunions et consultations.
Commission économique pour l'Europe	30 000	30 000	25 273	
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	83 000	83 000	64 660	
Commission économique pour l'Amérique latine	75 000	75 000	50 539	
Commission économique pour l'Afrique	80 000	80 000	97 707	
TOTAL, Commissions économiques régionales	268 000	268 000	238 179	
TOTAL, article II	601 350	570 000	492 825	

ARTICLE III

	Dollars
Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge	*1 350 000*
1966:	1 373 400
1965:	1 267 806

5.7 Le crédit demandé au présent article a été calculé en fonction des tarifs en vigueur et conformément aux modes de transport et aux conditions de voyage actuellement autorisés.

5.8 Le tableau ci-après indique le nombre des fonctionnaires et des personnes à leur charge qui ont droit au congé dans les foyers en 1967, avec, en regard, le nombre correspondant pour 1966:

Tableau 5-4

	Fonctionnaires		Personnes à charge	
	1967	1966	1967	1966
Départements et services de New York	558	560	916	931
Genève	202	186	267	259
Centres d'information	16	14	44	27
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	4	3	10	7
Commission économique pour l'Europe	46	44	61	59
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	37	44	74	70
Commission économique pour l'Amérique latine	33	35	91	97
Commission économique pour l'Afrique	40	84	115	157
TOTAL	936	970	1 578	1 607

5.9 D'après le nombre des ayants droit indiqué ci-dessus, il faudrait 1 605 300 dollars pour les voyages en question; la réduction opérée sur ce montant tient compte des ajournements volontaires et mouvements de personnel éventuels pour tous les services du Secrétariat.

Chapitre 6. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel; dépenses de représentation

125 000 dollars (1966: 125 000 dollars; 1965: 112 463 dollars)

Tableau 6-1

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel	80 000	80 000	78 666
II. —Remboursement de dépenses de représentation à d'autres fonctionnaires du Secrétariat	30 000	30 000	21 686
III. — Dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale et les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage	15 000	15 000	12 111
TOTAL, chapitre 6	125 000	125 000	112 463

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Versements prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel . . .	*80 000*
1966:	80 000
1965:	78 666

6.1 Le Secrétaire général peut, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel, verser aux sous-secrétaires et directeurs, sur la base de justifications ou données appropriées, des sommes complémentaires "pour les dédommager des dépenses spéciales qu'ils peuvent raisonnablement être appelés à faire dans l'intérêt de l'Organisation, lorsqu'ils s'acquittent de tâches qui leur sont confiées par le Secrétaire général".

ARTICLE II

	Dollars
Remboursement de dépenses de représentation à d'autres fonctionnaires du Secrétariat	*30 000*
1966:	30 000
1965:	21 686

6.2 Le crédit demandé doit permettre de rembourser aux fonctionnaires du Secrétariat qui ne reçoivent pas les versements prévus à l'article premier les dépenses de représentation qu'il leur faut faire dans l'intérêt de l'Organisation lorsqu'ils s'acquittent de leurs fonctions officielles. Pour le calculer, on a tenu compte de tous les départements et services du Siège, de l'Office de Genève (y compris le secrétariat du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants), des secrétariats des commissions économiques régionales et des centres d'information.

ARTICLE III

	Dollars
Dépenses de représentation occasionnées par les sessions de l'Assemblée générale et les réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage.	*15 000*
1966:	15 000
1965:	12 111

6.3 Bien que le montant total du crédit demandé pour 1967 au présent article soit identique à celui du crédit ouvert pour 1966, la structure des dépenses en question ces dernières années a montré qu'une ventilation différente des crédits entre les deux rubriques serait plus réaliste.

	Dollars
i) Réceptions à l'occasion des sessions de l'Assemblée générale.	*9 000*
1966:	5 000
1965:	7 851

6.4 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les dépenses entraînées par la réception annuelle donnée à l'occasion de la session de l'Assemblée générale et par les déjeuners hebdomadaires que le Président de l'Assemblée générale organise et au cours desquels sont examinés la coordination et le déroulement des travaux de l'Assemblée.

	Dollars
ii) Réceptions en l'honneur de chefs d'Etat et d'autres personnalités de passage	*6 000*
1966:	10 000
1965:	4 260

6.5 Il est d'usage que l'Organisation prenne à sa charge le coût des réceptions officielles relativement importantes et de caractère strictement protocolaire — réunions ou dîners, par exemple, donnés en l'honneur de chefs d'Etats et d'autres personnalités de passage. Le coût des réceptions protocolaires de caractère analogue, mais, normalement, de moindre ampleur, est partagé également entre l'Organisation et le Secrétaire général.

TITRE III

LOCAUX, MATERIEL, FOURNITURES ET SERVICES

Chapitre 7. — Bâtiments et amélioration des locaux

3 930 700 dollars (1966: 4 360 000 dollars; 1965: 5 264 707 dollars)

Tableau 7-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies.	2 500 000	2 500 000	2 500 000
II. — Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien	1 430 700	860 000	1 331 241
- Transfert à l'Organisation des Nations Unies des avoirs de la Société des Nations.	-	-	649 466 a/
- Immeuble de l'ONU à Santiago du Chili	-	1 000 000 b/	784 000 c/
TOTAL du chapitre 7	3 930 700	4 360 000	5 264 707

a/ Dernière annuité du montant total de 9 741 994 dollars crédité au cours de la période 1951 à 1965 aux anciens membres de la Société des Nations et relatif au transfert à l'Organisation des Nations Unies des immobilisations de la Société des Nations [résolution 250 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948].

b/ Dernier crédit approuvé par l'Assemblée générale lors de sa vingtième session (voir A/6222, par. 19) pour combler un déficit net de 1,2 million de dollars entraîné par les travaux d'achèvement de l'immeuble; remboursable par le Gouvernement du Chili en 10 annuités.

c/ Dont 200 000 dollars remboursables par le Gouvernement du Chili.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du Siège de l'Organisation des Nations Unies.	*2 500 000*
1966:	2 500 000
1965:	2 500 000

7.1 Le crédit demandé correspond à la dix-septième annuité due pour l'amortissement de l'emprunt de 65 millions de dollars approuvé par la résolution 242 (III) de l'Assemblée générale, en date du 18 novembre 1948.

7.2 Après ce versement, il restera à rembourser 30 millions de dollars, selon le barème suivant:

	Annuités (dollars)
1968-1975	2 500 000
1976-1981	1 500 000
1982.	1 000 000

ARTICLE II

	Dollars
Transformation et amélioration des locaux et installations du Siège, à New York, et de l'Office de Genève, et gros travaux d'entretien	*1 430 700*
1966:	860 000
1965:	1 331 241
1) *New York*	*818 700*

a) *Transformation et amélioration des locaux et installations (551 600 dollars)*

7.3 Le crédit demandé correspond aux projets de transport et d'amélioration suivants:

	Dollars
i) Automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat.	344 235
ii) Amélioration des conditions de travail dans les deuxième et troisième sous-sols	50 000
iii) Installation d'un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences	56 000
iv) Aménagement du dix-neuvième étage du bâtiment du Secrétariat	46 365
v) Remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute dans la salle du Conseil de tutelle.	20 000
vi) Remplacement du matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil de sécurité	35 000
	551 600

i) Automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat

7.4 Lors de sa vingtième session, l'Assemblée générale a autorisé 1/ le Secrétaire général à signer en 1966 un contrat par lequel l'Organisation s'engagerait à faire procéder en 1967 et en 1968 à l'automatisation des ascenseurs du Secrétariat, pour un coût total de 688 470 dollars, 344 235 dollars devant être inscrits

1/ Voir A/6223, par. 41, 42 et 45.

au projet de budget pour 1967 et un montant égal en 1968. Des dispositions formelles ont été prises en conséquence. Les travaux doivent débuter en février 1967 et se terminer en 1968.

ii) Amélioration des conditions de travail dans les deuxième et troisième sous-sols

7.5 La question de l'amélioration des conditions de travail dans les deuxième et troisième sous-sols a fait l'objet de plusieurs études et rapports du Secrétaire général[2/] et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires[3/]. A la suite de l'étude architecturale et technique entreprise en 1963, quatre plans possibles ont été recommandés. Chacun de ces plans reposait sur une extension du système central de climatisation permettant d'assurer une circulation d'air rafraîchi suffisante dans les sous-sols. Cependant, comme le coût à prévoir — plus d'un demi-million de dollars pour chaque plan — était très élevé par rapport à l'utilisation des locaux et au petit nombre de personnel y travaillant en permanence, le Comité consultatif a demandé au Secrétaire général d'étudier toutes les autres solutions possibles avant de demander des crédits fondés sur ces plans[4/]. Il est proposé maintenant que, pour un coût estimatif de 50 000 dollars, des unités de climatisation indépendantes soient installées dans un nombre suffisant de locaux fermés, afin de fournir de l'air rafraîchi à la majorité du personnel travaillant dans les deuxième et troisième sous-sols. Cette solution n'est idéale ni du point de vue technique ni du point de vue de l'entretien, mais elle permettrait d'améliorer la situation du personnel pour un prix raisonnable.

iii) Installation d'un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences

7.6 L'installation d'un système électronique d'avertisseurs d'incendie dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences a été proposée à la suite de l'étude architecturale et technique de 1963. Dans son seizième rapport à l'Assemblée générale (dix-neuvième session)[5/], le Comité consultatif a recommandé que ce projet soit entrepris en 1967. En acceptant cette recommandation, l'Assemblée a ouvert pour 1966 un crédit de 1 500 dollars pour la préparation des plans techniques.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 58 de l'ordre du jour, document A/C.5/993, par. 9; A/C.5/1019, par. 3, C, 24 à 26.

3/ A/5714, par. 16, a, 31 à 39; A/5816, par. 22 à 25.

4/ A/5816, par. 25.

5/ A/5816, par. 9, ii.

iv) Aménagement du dix-neuvième étage du bâtiment du Secrétariat

7.7 Un des points principaux de l'étude architecturale et technique du bâtiment du Siège en 1963 concernait la transformation de la totalité des dix-neuvième et vingtième étages en bureaux à partir de leur destination première, qui était de servir de zones d'entreposage. Avec l'accord du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires[6/], et en vertu des pouvoirs accordés au Secrétaire général par la résolution 2004 (XIX) de l'Assemblée générale sur les dispositions et autorisations financières provisoires pour 1965, l'extrémité nord du vingtième étage a été aménagée en bureaux et la partie du dix-neuvième étage destinée à recevoir le Centre de calcul électronique a été également aménagée, ainsi que certains locaux adjacents qui seront affectés au personnel du Centre. Il reste à l'heure actuelle près de 3 000 pieds carrés du dix-neuvième étage occupés par des bureaux qui ne sont toujours pas complètement terminés. On propose que cette zone soit complètement aménagée grâce à l'installation de plafonds insonorisés, d'un meilleur éclairage, et de systèmes de climatisation et de chauffage. Le crédit de 46 365 dollars demandé pour ce projet couvre les frais de démolition, de plâtrage, d'installation d'un plafond suspendu et de cloisons mobiles, ainsi que la mise en place de systèmes de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'éclairage, et l'installation électrique. Le crédit comprend un montant de quelque 17 000 dollars pour paiement d'heures supplémentaires car on suppose qu'il sera nécessaire d'entreprendre les travaux après les heures normales de bureau. Cependant, au cas où il serait possible de transférer temporairement le personnel dans d'autres locaux pendant les travaux, les crédits correspondant au paiement d'heures supplémentaires ne seraient pas nécessaires.

v) Remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute dans la salle du Conseil de tutelle

7.8 Dans un rapport[7/] à l'Assemblée générale (dix-huitième session) concernant la question de l'agrandissement et de l'amélioration des salles de conférence, le Secrétaire général a proposé le remplacement de l'installation électrique et des dispositifs d'écoute de la zone réservée au public dans la salle de l'Assemblée générale, la salle du Conseil de tutelle et dans les salles de conférence Nos 1, 2, 3 et 4, pour un coût

6/ A/5714, par. 20.

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, point 58 de l'ordre du jour, document A/C.5/991, par. 7 et 8.

Tableau 7-2

Zones réservées au public	Nombre de sièges	Coût estimatif	Année proposée pour le remplacement
		Dollars	
Salle de l'Assemblée générale	492	40 000	1968
Salle du Conseil de sécurité	232[a/]	20 000	1970
Salle du Conseil de tutelle	198	20 000	1967
Salle du Conseil économique et social	402	30 000	1970
Salle de conférence No 1	180	15 000	1969
Salle de conférence No 2	180	15 000	1969
Salle de conférence No 3	180	15 000	1969
	1 864	155 000	

a/ La capacité d'accueil du public, qui est actuellement de 402 sièges, sera ramenée à 232 à la suite des modifications qui doivent être apportées au cours de l'été 1966.

estimatif de 134 250 dollars. A la suite d'une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires[8], l'Assemblée générale a décidé de différer ce remplacement, considérant que, sans entretien excessif, la plus grande partie du matériel pourrait être maintenue en service pendant quelques années encore, en dépit du fait qu'à l'époque il l'était déjà depuis plus de quinze ans et provenait des anciennes installations de Lake Success et de Flushing Meadows. Comme première mesure en vue du remplacement de ce matériel, qui est devenu urgent, le Secrétaire général a demandé un crédit de 15 000 dollars dans le projet de budget pour 1966, pour la salle de conférence No 4. L'autorisation nécessaire ayant été obtenue, l'achèvement de ces travaux est maintenant prévu pour l'année en cours. Pour poursuivre le programme de remplacement systématique du matériel, on propose pour 1967 de remplacer l'installation électrique et les dispositifs d'écoute de la zone réservée au public dans la salle du Conseil de tutelle, pour un coût estimatif de 20 000 dollars. Le remplacement du matériel dans les autres salles de conférence s'étendra sur les trois années suivantes.

Le tableau 7-2 donne les détails du programme complet de remplacement. Les coûts estimatifs doivent être considérés comme de simples indications car les coûts réels dépendront des conditions du marché à l'époque où les travaux seront effectivement réalisés.

vi) Remplacement du matériel d'amplification du son et d'interprétation dans la salle du Conseil de sécurité

7.9 En 1964, à l'époque où le nombre de sièges de l'Assemblée générale et des salles de conférence Nos 1, 2, 3 et 4 a été augmenté, on a estimé qu'il était nécessaire de remplacer le matériel d'amplification du son et d'interprétation dans ces zones. Le Secrétaire général, dans son rapport[9] sur ce sujet, a indiqué qu'une partie importante du matériel alors utilisé provenait des anciennes installations de Lake Success et de Flushing Meadows, et qu'après dix-sept ans d'usage le bon fonctionnement de ce matériel ne pouvait être garanti, que ce soit pour des réunions normales ou pour des émissions radiodiffusées et télévisées, et qu'il devrait de toute façon être remplacé dans un délai de deux à quatre ans. Le Secrétaire général ajoutait que si le remplacement du matériel de la salle du Conseil de sécurité et de la salle du Conseil économique et social n'était pas envisagé pour l'immédiat, les ingénieurs avaient indiqué qu'il devrait néanmoins être effectué dans un délai de deux à quatre ans. En même temps qu'une proposition soumise[10] à l'Assemblée générale à sa vingtième session en vue de l'augmentation du nombre de sièges de la salle du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a demandé un crédit pour le remplacement de l'équipement de télécommunications de cette salle. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son vingt-sixième rapport à la vingtième session[11], a exprimé certaines réserves en ce qui concerne la priorité à donner à cette question. En conséquence, elle est de nouveau présentée en 1967, le coût estimatif étant de 35 000 dollars. Le crédit demandé doit permettre de remplacer l'installation de base de la salle de contrôle et les écouteurs et sélecteurs de l'hémicycle et de la galerie de la presse. Un crédit semblable sera demandé au cours d'une année ultérieure pour renouveler l'équipement de la salle du Conseil économique et social.

b) *Gros travaux d'entretien (267 100 dollars)*

7.10 Dans le projet de budget pour l'exercice 1966, le Secrétaire général a proposé un programme de trois ans, d'un coût total prévu de 515 300 dollars, pour réparer et rénover certaines installations du Siège. Ce programme était établi d'après une étude détaillée qui avait révélé la nécessité d'effectuer des réparations qui, si elles n'étaient pas entreprises, entraîneraient des frais de remplacement et d'entretien sensiblement plus élevés dans l'avenir.

7.11 En présentant ses demandes de crédits pour 1966, le Secrétaire général avait indiqué qu'elles reposaient sur les données et les avis les plus sûrs dont on ait pu disposer, et qu'au cours des travaux de réparation les conditions dans certaines zones pourraient se révéler plus graves qu'il ne paraissait alors. En outre, d'autres défectuosités pourraient apparaître, imposant des dépenses supplémentaires ainsi que l'extension du programme au-delà des trois années prévues.

7.12 La partie de ce programme correspondant à 1967, estimée à 254 100 dollars, ainsi que la phase finale prévue pour 1968 figurent dans le tableau 7-3 ci-dessous. Comme une fraction importante de la partie du programme prévue pour 1966 ne peut être réalisée que si les conditions atmosphériques le permettent, les travaux n'ont pas commencé dès la date de préparation du présent document, pas plus que des soumissions fermes n'ont été reçues pour la totalité des différents projets. En conséquence, les crédits prévus pour 1967 sont établis d'après les données disponibles à l'époque où le programme initial a été élaboré en 1966.

7.13 Un certain nombre de projets prévus pour 1967 ne nécessitent pas d'explications particulières; pour les autres, on trouvera ci-dessous certains renseignements supplémentaires.

Réparation et rejointoiement de la maçonnerie extérieure: bâtiment des conférences

7.14 Depuis la construction des bâtiments du Siège, aucune grosse réparation de maçonnerie n'a été entreprise sauf dans le cas du bâtiment du Secrétariat. Dans certaines zones du bâtiment des conférences, des fuites se sont produites qui, si elles ne sont pas neutralisées, finiront par causer de sérieux dégâts.

Remplacement des serpentins de refroidissement et des pompes dans les installations et le matériel de climatisation

7.15 Les serpentins de refroidissement et les pompes du système de climatisation se corrodent avec l'âge et leur réparation ne peut plus être envisagée dans le cadre de l'entretien normal.

Réparation des trottoirs

7.16 Le programme continu de réparation des trottoirs a été effectué dans le cadre de l'entretien normal; toutefois, la détérioration prend actuellement des proportions telles que leur remplacement sur une grande échelle sera nécessaire.

8/ Ibid., document A/5604, par. 11.
9/ Ibid., document A/C.5/991, par. 5.
10/ A/C.5/1047, par. 11 à 15.
11/ A/6169, par. 18 et 19.

Tableau 7-3

	1967 Crédits demandés	1968 Crédits demandés	Total
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Réparation et rejointoiement de la maçonnerie extérieure:			
Bâtiment des conférences	27 500	-	42 800
Murs de soutènement, rampes, etc.	-	15 300	
ii) Remplacement des serpentins de refroidissement et des pompes dans les installations et le matériel de climatisation	20 000	16 000	36 000
iii) Recalfeutrage des fenêtres, mur nord du bâtiment de l'Assemblée générale	10 000	-	10 000
iv) Réparation des trottoirs	4 000	-	4 000
v) Remplacement du carrelage en bitume	6 000	-	6 000
vi) Réparation et rescellement de toutes les chaussées bitumées	3 000	3 000	6 000
vii) Réparation et peinture du revêtement métallique du surplomb le long de l'East River Drive	-	10 000	10 000
viii) Travaux de peinture dans toutes les salles de conférence, les salles des Conseils et la salle des pas perdus de l'Assemblée générale:			
3 salles de conférence	18 000	-	51 000
1 salle de conférence	-	3 000	
3 salles de conseil	-	18 000	
Salle des pas perdus de l'Assemblée générale	-	12 000	
ix) Installation d'appareils de chauffage le long du mur est du bâtiment des conférences	19 300	29 900	49 200
x) Remplacement de la toiture du bâtiment des conférences	126 300	-	126 300
xi) Remplacement des transformateurs dans les appareils d'éclairage fluorescent	20 000	-	20 000
	254 100	107 200	361 300

Remplacement du dallage en bitume

7.17 Dans certaines zones où la circulation est particulièrement dense, le dallage en bitume s'est dans certains cas complètement usé et laisse apparaître le béton.

Remplacement de la toiture du bâtiment des conférences

7.18 Les toits du bâtiment des conférences sont constitués par des tuiles ou des ardoises, ou par les deux à la fois, posées sur une assise de matériau étanche. A cause de l'alternance du gel et du dégel en hiver et de la dilatation due à la chaleur de l'été, les tuiles et les ardoises se sont desserrées et l'assise a commencé à se décomposer. Eu égard à l'état de ce toit, il sera nécessaire de l'enlever et de le remplacer en entier.

Remplacement des transformateurs dans les appareils d'éclairage fluorescent

7.19 Dans le bâtiment, chaque appareil d'éclairage fluorescent est muni d'un transformateur qui se détériore peu à peu en quelques années et doit être remplacé. Lorsque le transformateur arrive au bout de sa durée d'utilisation, il brûle en émettant de la fumée et laisse fuir du goudron qui tombe sur le mobilier ou sur le parquet. On a pu remplacer un grand nombre de ces appareils dans le cadre du programme d'entretien électrique normal. Toutefois, ce type de défaillance devient si fréquent qu'un programme de remplacement complet est souhaitable.

7.20 Est également comprise dans le présent article une demande de crédit de 13 000 dollars pour poursuivre le programme de remplacement des tapis usés dans les bâtiments de l'Assemblée générale et des conférences et dans certaines zones du bâtiment du Secrétariat.

	Dollars
2) *Genève*	*612 000*

7.21 L'Assemblée générale, à sa vingtième session:

a) A approuvé en principe, sous réserve d'examen annuel, le programme à long terme d'entretien et d'amélioration du Palais des Nations tel qu'il figure au tableau 7-4 ci-dessous;

b) A autorisé le Secrétaire général à accepter l'offre du Gouvernement fédéral suisse d'un prêt sans intérêt de 8,5 millions de francs suisses (1 967 000 dollars) remboursable en cinq ans, de 1970 à 1974, et à entreprendre la réalisation des projets prévus pour 1966, en utilisant les ressources du prêt;

c) A décidé de prévoir le financement du programme en inscrivant aux projets de budgets pour les exercices de la période allant de 1967 à 1974 des crédits annuels égaux de quelque 611 775 dollars;

d) A décidé de créer un compte spécial où seraient déposées toutes les sommes rendues disponibles pour l'exécution du programme et dans lequel entreraient automatiquement les soldes non dépensés des crédits annuels.

7.22 De plus, le Secrétaire général a été autorisé à dépenser jusqu'à 150 000 dollars en 1966 pour des études architecturales et techniques relatives à l'établissement de plans préliminaires en vue d'agrandir les installations de conférence du Palais. Un rapport distinct sur les résultats de ces études sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

7.23 Le crédit demandé pour 1967, soit 612 000 dollars, représente la première annuité au titre du remboursement du prêt et du financement du programme.

Tableau 7-4 — Programme de gros travaux d'entretien et d'amélioration au Palais des Nations

Coût estimatif réparti par années

(Les dépenses sont exprimées en dollars des Etats-Unis et ont été établies d'après les coûts en vigueur en septembre 1965)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971-1974	Total
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
I. — *Améliorations*							
Salle de l'Assemblée générale	54 000	-	-	-	-	-	54 000
Salon du personnel	-	20 000	-	-	-	-	20 000
Salle du Conseil	-	60 000	60 000	-	-	-	120 000
Salle XVI	-	-	30 000	-	-	-	30 000
Hall de l'entrée principale	100 000	120 000	-	-	-	-	220 000
Salle des pas perdus de l'Assemblée générale	-	72 000	-	-	-	-	72 000
Climatisation	50 000	-	200 000	150 000	-	-	400 000
Eclairage	-	-	-	85 700	51 000	120 000	256 700
Interprétation simultanée	-	-	26 000	17 000	-	-	43 000
Dispositions nouvelles pour les agents des conférences et les agents des documents dans les salles de conférence	23 000	-	-	-	-	-	23 000
A ajouter:							
Transfert de l'OMS du Palais	366 000	-	-	-	-	-	366 000
Salle VII	-	43 500	-	-	-	-	43 500
Création de bureaux	20 000	-	-	-	-	-	20 000
Zone réservée à la presse et au public[a/]	-	200 000	212 000	-	-	-	412 000
Interprétation simultanée	56 000	-	-	-	-	-	56 000
Grill-bar supplémentaire	20 000	-	-	-	-	-	20 000
Total I	689 000	515 500	528 000	252 700	51 000	120 000	2 156 200
II. — *Projets de gros travaux d'entretien*							
Routes et parcs de stationnement	80 000	64 000	70 000	71 000	45 000	100 000	430 000
Toits	42 000	-	-	-	-	-	42 000
Ascenseurs	120 000	90 000	80 000	40 000	50 000	-	380 000
Planchers	30 000	40 000	40 000	40 000	50 000	125 000	325 000
Chauffage central	-	148 000	87 000	125 000	-	-	360 000
Façades	-	-	-	50 000	50 000	-	100 000
Villas	150 000	28 000	-	-	-	-	178 000
Laboratoire des stupéfiants	40 000	-	-	-	-	-	40 000
Service médical	33 000	-	-	-	-	-	33 000
Total II	495 000	370 000	277 000	326 000	195 000	225 000	1 888 000
TOTAUX I et II	1 184 000	885 500	805 000	578 700	246 000	345 000	4 044 200
						Réserve pour imprévus (7,5 p. 100)	280 000[b/]
							4 324 200
						Honoraires des architectes, ingénieurs et autres consultants (5 p. 100)	200 000[b/]
						Dépenses administratives	220 000
						Total	4 744 200
						Etablissement de plans pour l'agrandissement du Palais	150 000
						TOTAL GENERAL	4 894 200

[a/] Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a proposé que l'examen de cette question soit différé et repris en 1966 compte tenu des propositions d'agrandissement du Palais des Nations.

[b/] Non compris les coûts relatifs au transfert de l'OMS hors du Palais.

Chapitre 8. — Matériel et installations

670 900 dollars (1966: 525 930 dollars; 1965: 482 455 dollars)

Tableau 8-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Mobilier et matériel de bureau	163 100	169 330	123 844
II. — Machines de bureau	180 400	159 150	161 223
III. — Matériel pour la reproduction des documents	117 400	57 700	62 163
IV. — Matériel de télécommunications	109 900	51 650	65 027
V. — Matériel de transport	53 600	40 900	29 227
VI. — Matériel divers	46 500	47 200	40 971
TOTAL du chapitre 8	670 900	525 930	482 455
Produit de la vente de matériel réformé	52 800	35 840	45 797

8.1 Les crédits demandés au présent chapitre doivent permettre l'achat et le remplacement de mobilier et de matériel pour tous les services de l'ONU, à l'exception de la Cour internationale de Justice et des missions spéciales, dont les besoins sont prévus respectivement aux chapitres 19 et 16. Ils comprennent 6 300 dollars au titre du mobilier de bureau destiné à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, article qui, en 1965 et 1966, figurait au chapitre 20. Conformément à une décision administrative prise au début de 1966, tous les besoins en matériel de bureau autres que les besoins prévus aux chapitres 19 et 16 seront désormais regroupés au présent chapitre. En ce qui concerne l'UNCTAD, seuls les besoins spéciaux continueront à apparaître au chapitre 20.

8.2 Les crédits demandés se fondent sur un état détaillé du coût des divers articles pour chaque service. On reverra cet état en 1967 avant de procéder aux achats, de manière à s'assurer qu'il correspond toujours aux besoins essentiels.

8.3 On trouvera à la fin du présent chapitre un tableau récapitulatif (8-4) qui, pour chacun des bureaux, fait apparaître séparément les crédits demandés pour 1967 au titre des acquisitions nouvelles et ceux qui ont trait au remplacement du matériel usagé. Il ressort de ce tableau que la plus grande partie des crédits demandés pour 1967 concerne le remplacement du matériel usagé plutôt que l'acquisition des divers types de matériel. Ces dernières années, vu les crédits limités disponibles au titre du présent chapitre, le programme de remplacement normal a dû être considérablement réduit, ce qui a entraîné une accumulation importante de matériel vieilli, désuet et hors d'usage. Si ce matériel n'est pas remplacé, on peut prévoir une augmentation des frais d'entretien ainsi que de grosses difficultés dans l'accomplissement du travail. D'autre part, comme le Secrétaire général a décidé de ne pas demander de postes nouveaux au chapitre 3 du projet de budget pour 1967, on a pu limiter le programme d'acquisition pour 1967 aux besoins essentiels indiqués dans le présent chapitre.

8.4 Les crédits demandés sont supérieurs de 144 970 dollars aux crédits ouverts pour 1966. Cette augmentation se répartit entre les divers services comme il est indiqué au tableau 8-2 ci-après:

Tableau 8-2

Bureaux	Augmentation ou (diminution) des crédits demandés pour 1966 par rapport aux chiffres de 1963
	Dollars
New York	69 900
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe)	40 000
Centres d'information	-
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	2 900
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	(4 080)
Commission économique pour l'Amérique latine	13 250
Commission économique pour l'Afrique	23 000
TOTAL	144 970

8.5 On trouvera au tableau ci-après (8-3) un état comparatif des crédits demandés pour 1967, des crédits initialement recommandés pour 1966 et des dépenses effectives de 1965, ainsi que les causes des principales variations, le tout réparti entre les différents articles.

Tableau 8-3. — Matériel et installations

	Dépenses de 1965 (1)	Crédits ouverts pour 1966 (2)	Crédits demandés pour 1967 (3)	Augmentation ou (diminution) entre (2) et (3)	Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK					
Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	52 444	105 900	99 000	(6 900)	Le crédit demandé pour 1967 comprend 60 500 dollars en tout pour les acquisitions et 38 500 dollars pour le remplacement. Le montant prévu pour les acquisitions comprend 35 800 dollars pour l'achat de mobilier de bureau destiné à environ 60 administrateurs et 30 fonctionnaires des services généraux qui doivent être engagés en 1966/1967 pour l'exécution de programmes financés par des fonds extra-budgétaires et des crédits demandés au titre des consultants et du personnel temporaire. Ces besoins n'avaient pas été prévus dans les crédits ouverts pour 1966. Le crédit demandé prévoit également l'achat (14 800 dollars) de matériel de bureau supplémentaire pour les fonctionnaires actuellement en poste. Le programme de remplacement porte sur des types de matériel tels que bibliothèques en bois, classeurs, bureaux et fauteuils, dont la plupart ont été achetés en 1946/1947 et sont hors d'usage.
II. — Machines de bureau	94 137	107 850	107 600	(250)	Le programme d'acquisition prévoit l'achat de machines à calculer et à additionner, d'une machine Varityper pour l'établissement des bordereaux de contrôle, et de machines à écrire électriques (9 100 dollars) destinées à remplacer des machines ordinaires devenues inutilisables. Il est également proposé d'améliorer le matériel de codage grâce à l'achat d'une traductrice automatique à bande (3 500 dollars). Le programme de remplacement porte également sur des machines à calculer (10 000 dollars), des machines à écrire ordinaire (33 000 dollars), des machines à écrire électriques (27 800 dollars) et divers autres appareils qui sont maintenant hors d'usage.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	32 084	30 500	65 700	35 200	La plus grande partie du crédit demandé au présent article doit permettre le remplacement d'un matériel (64 000 dollars) qui, pour des raisons d'âge et d'usure excessive, a atteint un point où il est plus économique de le remplacer que de le réparer et de l'entretenir. Le programme porte sur deux appareils d'enregistrement et de reproduction Justowriter (14 000 dollars); quatre ronéos électriques et quatre duplicateurs à alcool électriques (5 000 dollars); une grande presse offset (38 000 dollars), l'appareil actuel, acheté en 1951 et revisé deux fois, devant, pour des raisons d'efficacité et d'économie, être remplacé en 1967; et une presse Multilith (4 000 dollars).
IV. — Matériel de télécommunications	49 536	43 650	99 900	56 250	Le crédit demandé se répartit comme suit: 10 900 dollars pour le Service des conférences, dont 9 400 dollars pour remplacer les magnétophones, les appareils de contrôle, les amplificateurs et les microphones; 3 000 dollars pour les stations du réseau radio de l'ONU situées à Bangkok et à Genève, afin de remplacer des mâts d'antennes corrodés; 86 000 dollars pour le Service de l'information, destinés essentiellement à remplacer un projecteur, une caméra et des appareils de contrôle de télécinéma, ainsi qu'une caméra de télévision en noir et blanc, qui sont

Tableau 8-3. — Matériel et installations (suite)

	Dépenses de 1965 (1)	Crédits ouverts pour 1966 (2)	Crédits demandés pour 1967 (3)	Augmentation ou (diminution) entre (2) et (3)	Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK (suite)					en service depuis 14 ans, par une nouvelle caméra de télévision en couleur et en noir et blanc d'une valeur de 60 000 dollars, les 26 000 dollars restants devant être consacrés au programme normal d'acquisition et de remplacement du matériel de radio, de cinéma et de traitement des films.
Articles					
V. — Matériel de transport	6 430	9 400	4 600	(4 800)	Il est proposé de remplacer en 1967 deux camionnettes tous usages, dont l'une a été achetée en 1958 et l'autre en 1960, chacune ayant déjà parcouru environ 80 000 miles.
VI. — Matériel divers	25 385	18 600	9 000	(9 600)	Le crédit demandé au présent article doit couvrir le coût de divers types de matériel qui ne sont pas prévus dans les articles précédents. Il concerne essentiellement le remplacement d'un tracteur Ford à usages multiples (5 000 dollars) acheté en 1950, qu'il n'est plus économique de réparer et d'entretenir pour des raisons d'âge et d'usure.
TOTAL, New York	260 016	315 900	385 800	69 900	
GENEVE					
Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	26 175	21 800	25 800	4 000	Le programme d'acquisition pour 1967 tient compte des besoins du secrétariat de l'UNCTAD et des services d'appoint (6 300 dollars). Le crédit demandé au titre du programme normal d'acquisitions (4 000 dollars) porte notamment sur l'achat d'armoires à fournitures et l'aménagement d'une salle de lecture destinée aux boursiers de l'assistance technique. La plus grande partie du crédit demandé pour le programme de remplacement (15 500 dollars) concerne des bureaux, des fauteuils, des bibliothèques et des classeurs, achetés par la Société des Nations entre 1920 et 1925, qui sont hors d'usage.
II. — Machines de bureau	32 746	20 000	40 100	20 100	Les crédits demandés au titre du programme d'acquisitions permettront d'acheter des machines à additionner et des machines à calculer nécessaires au traitement de l'information et à l'établissement de statistiques; des appareils à dicter et des classeurs et casiers spéciaux destinés à faciliter le traitement de l'information. Le crédit permettra aussi de continuer à remplacer les machines à écrire en mauvais état. En outre, 20 machines à additionner, deux machines à calculer et une machine à adresser (9 300 dollars) sont hors d'usage et doivent être remplacées.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	22 010	14 500	7 400	(7 100)	Il est proposé d'acquérir une couseuse de grande capacité (2 600 dollars) pour les documents comportant plus de 200 pages, et de remplacer le matériel de préparation des plaques, qui a besoin d'etre réparé, par un appareil automatique. Le crédit demandé porte également sur le remplacement de 2 ronéos.
IV. — Matériel de télécommunications	7 219	2 300	7 000	4 700	La plus grande partie du crédit demandé au présent article concerne l'acquisition d'appareils d'enregistrement et de reproduction sonores et d'accessoires (5 000 dollars).

V. — Matériel de transport	3 405	1 500	3 800	2 300	Le crédit demandé concerne le remplacement normal d'une fourgonnette achetée en 1955.
VI. — Matériel divers	9 305	10 300	26 300	16 000	Le crédit demandé correspond à l'acquisition d'appareils d'entretien mécaniques pour le jardin et les parcs (1 500 dollars), de deux machines à photocopier (1 300 dollars) et de deux fichiers pour les catalogues de la bibliothèque (1 000 dollars). Quatorze mille dollars sont destinés au remplacement de l'appareil de radiographie acheté en 1949 pour le service médical.
TOTAL, Genève	100 860	70 400	110 400	40 000	

CENTRES D'INFORMATION

Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	13 417	7 000	8 500	1 500	Au titre du mobilier, on prévoit surtout le remplacement des classeurs des 47 centres existants.
II. — Machines de bureau	2 649	5 400	3 800	(1 600)	Le crédit demandé porte notamment sur l'achat de machines à écrire et d'une machine à affranchir ainsi que sur le remplacement de machines à écrire, de machines à additionner et de ventilateurs électriques.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	2 271	3 150	2 300	(850)	Le crédit demandé au présent article concerne le remplacement de ronéos et de duplicateurs à alcool ainsi que l'acquisition de machines à photocopier.
IV. — Matériel de télécommunications	744	300	600	300	Il s'agit d'acquérir deux postes de radio et deux postes de télévision ainsi que de remplacer deux postes de radio.
V. — Matériel de transport	11 478	19 000	18 700	(300)	Il est proposé d'acquérir deux automobiles pour les centres de Kaboul et de Port Moresby et de remplacer six automobiles qui sont en service depuis plus de cinq ans.
VI. — Matériel divers	2 197	3 150	4 100	950	La plus grande partie du crédit demandé au présent article concerne le remplacement de trois projecteurs de cinéma (1 500 dollars).
TOTAL, Centres d'information	32 756	38 000	38 000	-	

BUREAU DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BEYROUTH

Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	2 500	1 800	500	(1 300)	Le crédit demandé porte notamment sur l'acquisition de fauteuils, d'armoires à fournitures et de tableaux d'affichage.
II. — Machines de bureau	2 885	1 500	300	(1 200)	Le crédit demandé doit permettre d'acheter des machines à dicter destinées à accélérer le travail du personnel.
IV. — Matériel de télécommunications	-	-	400	400	Il s'agit d'installer en 1967 un réseau téléphonique intérieur fonctionnant sur piles; les bureaux occupent en effet trois étages entre lesquels il n'existe aucune communication mécanique.
V. — Matériel de transport	-	-	5 000	5 000	Vu le développement des activités du Bureau, il est proposé d'acquérir une deuxième automobile en 1967 et, en même temps, de remplacer le véhicule actuel, acheté en 1962, qui a déjà parcouru 93 000 km.
TOTAL, Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	5 385	3 300	6 200	2 900	

Tableau 8-3. — Matériel et installations (suite)

	Dépenses de 1965 (1)	Crédits ouverts pour 1966 (2)	Crédits demandés pour 1967 (3)	Augmentation ou (diminution) entre (2) et (3)	Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT					
Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	4 275	2 430	3 600	1 170	La plus grande partie du crédit demandé concerne l'acquisition de 42 fauteuils capitonnés pour la grande salle de conférence (1 000 dollars); le reste du crédit doit couvrir le coût de l'achat d'armoires à fournitures, de classeurs et de bibliothèques ainsi que du remplacement de sièges pour dactylographes.
II. — Machines de bureau	7 345	7 900	11 300	3 400	Il s'agit d'acquérir des machines à calculer, des machines à dicter et des climatiseurs et de remplacer des machines à écrire, des machines à calculer et des climatiseurs qui sont en mauvais état.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	-	7 550	-	(7 550)	
IV. — Matériel de télécommunications	87	400	400	-	Le crédit demandé concerne à la fois l'acquisition et le remplacement de matériel d'interprétation.
V. — Matériel de transport	5 551	6 400	6 400	-	Conformément au programme quinquennal normal de remplacement, il est proposé de remplacer deux véhicules officiels en 1967.
VI. — Matériel divers	841	2 500	1 400	(1 100)	Le crédit demandé concerne notamment l'achat d'extincteurs destinés au nouveau bâtiment de reproduction des documents, de fontaines réfrigérées pour boissons et d'aspirateurs.
TOTAL, Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	18 099	27 180	23 100	(4 080)	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE					
Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	16 114	25 600	23 000	(2 600)	La plus grande partie du crédit demandé concerne le remplacement de vieux mobilier inutilisable (17 800 dollars) et l'acquisition de mobilier destiné aux salons et aux bureaux du nouveau bâtiment des Nations Unies à Santiago, où la Commission s'est installée en 1966.
II. — Machines de bureau	12 129	12 300	8 500	(3 800)	Il s'agit de remplacer des machines à écrire, à additionner et à dicter hors d'usage.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	2 688	800	5 400	4 600	Le crédit demandé au présent article porte entièrement sur l'acquisition d'une ronéo et d'une couseuse latérale et sur le remplacement de quatre ronéos.
IV. — Matériel de télécommunications	-	-	1 600	1 600	Vu le coût élevé de l'installation et de la location des appareils téléphoniques, il est proposé de restreindre le nombre d'appareils individuels et d'installer un réseau intérieur de 20 postes.

V. — Matériel de transport	-	2 300	12 700	10 400	Conformément au programme normal de remplacement, on propose de remplacer deux véhicules officiels à Santiago et un véhicule à Mexico en 1967. Le nouveau bâtiment de Santiago étant situé à environ 5 km du centre de la ville, on propose également d'acquérir un petit autobus de 15 à 17 places (4 000 dollars) pour ramener en ville les fonctionnaires qui travaillent le soir.
VI. — Matériel divers	982	1 950	5 000	3 050	On prévoit l'achat d'extincteurs et de dispositifs de sécurité, de machines pour l'entretien des jardins et de rayonnages.
TOTAL, Commission économique pour l'Amérique latine	31 913	42 950	56 200	13 250	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE					
Articles					
I. — Mobilier et matériel de bureau	8 919	4 800	2 700	(2 100)	Le crédit demandé permettra d'acheter des classeurs, des armoires à fournitures et des bibliothèques.
II. — Machines de bureau	9 332	4 200	8 800	4 600	La plus grande partie du crédit demandé au présent article concerne l'acquisition de douze machines à écrire électriques, destinées à remplacer des machines à écrire ordinaires, et des machines à dicter, ainsi que le remplacement d'une machine à adresser devenue inutilisable.
III. — Matériel pour la reproduction des documents	3 110	1 200	36 600	35 400	Sur la demande du Secrétaire exécutif, un expert du Siège a examiné les installations de reproduction des documents de la Maison de l'Afrique en vue d'en améliorer le fonctionnement. Conformément à ses recommandations, on propose d'acquérir en 1967 deux presses offset (18 500 dollars), un appareil photographique pour la préparation des plaques (2 400 dollars), une assembleuse automatique (4 600 dollars), une plieuse (1 300 dollars), un massicot et une couseuse (1 100 dollars) et divers autres accessoires.
IV. — Matériel de télécommunications	7 441	5 000	-	(5 000)	
V. — Matériel de transport	2 363	4 800	2 400	(2 400)	Il est proposé de remplacer en 1967 une voiture de livraison achetée en 1960, qui a déjà parcouru environ 85 000 km et dont l'entretien coûte désormais trop cher.
VI. — Matériel divers	2 261	8 200	700	(7 500)	Le crédit demandé concerne notamment l'achat d'aspirateurs et de fontaines réfrigérées pour boissons.
TOTAL, Commission économique pour l'Afrique	33 426	28 200	51 200	23 000	
TOTAL GENERAL, chapitre 8	482 455	525 930	670 900	144 970	

Tableau 8-4. — Matériel et installations: programme d'acquisition et de remplacement pour 1967

(Dollars des Etats-Unis)

Articles	New York		Genève		Centres d'information		Bureau de Beyrouth		CEAEO		CEPAL		CEA		Total		Total acquisition et remplacement
	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	Acquisition	Remplacement	
I. — Mobilier et matériel de bureau	60 500	38 500	10 300	15 500	3 400	5 100	500	-	2 600	1 000	5 200	17 800	2 500	200	85 000	78 000	163 100
II. — Machines de bureau	28 900	78 700	13 800	26 300	1 400	2 400	300	-	5 600	5 700	1 800	6 700	6 300	2 500	58 100	122 300	180 400
III. — Matériel pour la reproduction des documents	1 700	64 000	3 400	4 000	700	1 600	-	-	-	-	1 300	4 100	36 600	-	43 700	73 700	117 400
IV. — Matériel de télécommunications	19 100	80 800	5 000	2 000	400	200	400	-	200	200	1 600	-	-	-	26 700	83 200	109 900
V. — Matériel de transports	200	4 400	-	3 800	4 600	14 100	2 500	2 500	-	6 400	4 000	8 700	-	2 400	11 300	42 300	53 600
VI. — Matériel divers	3 700	5 300	10 200	16 100	1 500	2 600	-	-	1 400	-	1 300	3 700	700	-	18 800	27 700	46 500
TOTAL	114 100	271 700	42 700	67 700	12 000	26 000	3 700	2 500	9 800	13 300	15 200	41 000	46 100	5 100	243 600	427 300	670 900
Crédit demandé pour 1967	385 800		110 400		38 000		6 200		23 100		56 200		51 200		670 900		
Crédit ouvert pour 1966	315 900		70 400		38 000		3 300		27 180		42 950		28 200		525 930		
Augmentation ou (diminution) du crédit demandé pour 1967 par rapport au chiffre de 1966	69 900		40 000		-		2 900		(4 080)		13 250		23 000		144 970		

Chapitre 9. — Entretien, utilisation et location des locaux

4 016 500 dollars (1966: 3 800 000 dollars; 1965: 3 771 688 dollars)

9.1 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les dépenses d'entretien, d'utilisation et de location des locaux de New York, de Genève, des centres d'information, des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth.

9.2 Le tableau 9-1 ci-après donne, aux fins de comparaison, la répartition, par article, des crédits demandés pour 1967, des crédits ouverts pour 1966 et des dépenses effectives de 1965.

Tableau 9-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Services contractuels	2 210 300	2 145 000	2 100 672
II. — Eclairage, chauffage, énergie et eau	1 056 300	1 022 800	1 043 906
III. — Autres dépenses	749 900	632 200	627 110
TOTAL	4 016 500	3 800 000	3 771 688

9.3 Pour comparer les crédits demandés pour 1967 aux dépenses de 1965, il faut ajuster le montant de ces dernières comme suit:

Tableau 9-2

	Dollars
Dépenses effectives de 1965	3 771 688
Plus: montant estimatif des hausses de prix et de salaires en 1966	105 418
TOTAL ajusté pour 1965	3 877 106

9.4 Par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965, les dépenses prévues pour 1967, qui sont estimées à 4 016 500 dollars, enregistrent une augmentation de 139 394 dollars. Le tableau 9-3 ci-après indique comment cette augmentation se répartit entre les divers bureaux (les diminutions sont indiquées entre parenthèses).

Tableau 9-3

	Augmentation (diminution)
	Dollars
New York	30 982
Genève (y compris la CEE)	126 661
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	4 500
CEAEO	5 094
CEPAL	(27 625)
CEA	1 334
Centres d'information	(1 552)
	139 394

Automatisation des ascenseurs du Siège de l'ONU

9.5 Comme suite à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son seizième rapport à l'Assemblée générale (dix-neuvième session)[1], l'Assemblée générale, à sa vingtième session, a autorisé[2] le Secrétaire général à passer un contrat, en 1966, pour l'automatisation des ascenseurs du bâtiment du Secrétariat, à New York, en 1967 et 1968. On prévoit que les travaux de transformation de deux ascenseurs dans chacun des trois groupes commenceront en février 1967 pour s'achever en octobre de la même année. Les travaux de transformation de six autres ascenseurs commenceront en novembre 1967 et se termineront vers le milieu de 1968. Deux ascenseurs de chaque groupe continueront à être actionnés à la main jusqu'en mai 1968, époque à laquelle commencera l'automatisation des six derniers ascenseurs. Le crédit demandé pour 1967 pour l'utilisation et l'entretien des ascenseurs tient compte du fait qu'il sera possible de réduire le nombre d'opérateurs vers la fin de l'exercice en question.

Eclairage, chauffage, énergie et eau

9.6 Pour calculer le montant demandé au présent article, on s'est fondé sur l'expérience acquise, mais les dépenses effectives dépendent d'un certain nombre de facteurs inconnus, des conditions atmosphériques, ainsi que de la mesure dans laquelle les bâtiments sont utilisés. A titre d'information, on trouvera au tableau 9-4 ci-après les tendances de la consommation, à New York et à Genève, pour certains de ces services.

Commission économique pour l'Amérique latine

9.7 L'Institut latino-américain de planification économique et sociale occupera une partie du nouveau bâtiment de l'ONU à Santiago, dont l'achèvement est prévu pour septembre 1966. La CEPAL et l'Institut sont convenus de partager les dépenses d'entretien en fonction de la superficie des locaux qu'ils utilisent respectivement (en dehors des parties communes du bâtiment): l'Institut prendra à sa charge 32 p. 100 de ces dépenses et la CEPAL le reste. Le crédit demandé correspond à la totalité des dépenses d'entretien, le montant que doit rembourser l'Institut (16 500 dollars) étant inscrit au chapitre 3 des recettes.

Dépenses d'exploitation des centres d'information

9.8 Le Secrétaire général continue à appliquer une politique visant à obtenir des gouvernements hôtes

[1] A/5816.
[2] A/6223, par. 41 à 45.

Tableau 9-4

	1962	1963	1964	1965
New York:				
Electricité (millions de kWh)	31,4	31,4	31,7	32,3
Vapeur (millions de livres anglaises)	309	288	299	300
Genève:				
Electricité (millions de kWh)	2,37	2,59	2,95	2,62
Mazout (tonnes)	1 115	1 138	1 086	1 145
Coke (tonnes)	75	83	63	103

des contributions en espèces ou en nature aux dépenses locales d'exploitation des centres d'information des Nations Unies. Etant donné que dans de nombreux cas les gouvernements hôtes précisent l'affectation à donner aux fonds, on traite ces contributions volontaires comme des trust funds en vertu des articles 6-6 et 6-7 du Règlement financier et on les déduit des dépenses d'exploitation des centres situés dans les pays intéressés. Les crédits demandés pour les centres d'information correspondent donc exclusivement aux dépenses qui ne sont pas couvertes par des contributions.

Location des locaux

9.9 En raison de l'accroissement des activités de l'Office des Nations Unies, à Genève, dû notamment au programme annuel de conférences qui, en 1967, doit être encore plus chargé qu'en 1965 et 1966, on a jugé prudent de continuer à prévoir la location de bureaux à l'extérieur du Palais des Nations. Un petit nombre de bureaux sont maintenant loués à l'année au Palais Wilson; on propose de maintenir le même système ou un système analogue en 1967. Toutefois, on estime nécessaire de louer d'autres bureaux en dehors du Palais, pendant une grande partie de l'année, pour y recevoir le nombreux personnel temporaire qui sera nécessaire pour assurer le service des réunions prévues en 1967. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sera saisi d'un rapport détaillé sur les crédits demandés à ce titre lorsqu'il examinera le projet de budget pour l'exercice 1967.

9.10 Il est apparu au début de 1966 que les bureau du bâtiment de Beyrouth où sont abrités la plupar des services de l'ONU étaient insuffisants pour fair face aux besoins croissants de ces services. E outre, les magasins de stockage et les parcs d stationnement étaient devenus tout à fait insuffisants Aussi des dispositions ont-elles été prises en ma 1966 pour réinstaller dans de nouveaux locaux l Bureau des affaires économiques et sociales ainsi qu le Centre d'information, les services de liaison d la Force d'urgence des Nations Unies et de l'Orga nisme des Nations Unies chargé de la surveillanc de la trêve et le Bureau local de l'Organisation inter nationale du Travail. Ces locaux sont suffisants pou recevoir l'effectif autorisé du Bureau des affaire économiques et sociales ainsi que les conseiller régionaux et leur personnel de secrétariat.

9.11 La diminution du crédit demandé pour 1967 cet article pour la CEPAL est due au fait qu'il ser mis fin aux accords de location de Santiago au momer où le nouveau bâtiment sera occupé, c'est-à-dire e septembre 1966.

9.12 Le tableau 9-5 ci-après indique les loyer effectivement payés pour les locaux occupés par le divers bureaux des Nations Unies. Dans le cas de centres d'information, on a également indiqué le mon tant total de la contribution prévue de la part de gouvernements, qui est à déduire du montant effecti des loyers. Lorsque aucun loyer n'est indiqué, le locaux sont occupés gratuitement.

Tableau 9-5

Bureaux			Montant estimatif total des loyers en 1967
	Dollars	Dollars	Dollars
New York	-	-	-
Genève			120 000
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth			13 450
Bureau de liaison de l'assistance technique (Washington)			1 500
Commission économique pour l'Europe			-
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient			-
Commission économique pour l'Amérique latine:			
Santiago	-		
Mexico	16 730		
Montevideo	2 000		
Washington (D. C.)	4 800		23 530
Commission économique pour l'Afrique			1 000
Centres d'information (47):			
Abidjan	-		
Accra	-		
Alger	-		
Asunción	-		
Athènes [a/]	4 800		
Bagdad [a/]	3 780		
Belgrade	-		
Beyrouth [a/]	3 616		
Bogota [a/]	1 005		
Buenos Aires	3 511		
Bujumbura	2 520		
Colombo	-		
Copenhague [a/]	2 126		

Tableau 9-5 (suite)

Bureaux			Montant estimatif total des loyers en 1967
Centres d'information (suite)	Dollars	Dollars	Dollars
Dakar	-		
Dar es-Salam	-		
Kaboul	-		
Karachi	3 660		
Katmandou	-		
Khartoum [a/]	2 757		
Kinshasa	-		
Lagos	-		
La Paz	-		
Le Caire	560		
Lima	-		
Lomé	-		
Londres	10 400		
Manille	-		
Mexico	5 910		
Monrovia	-		
Moscou	5 889		
New Delhi [a/]	3 276		
Paris	-		
Port Moresby	-		
Port of Spain [a/]	1 411		
Prague	269		
Rabat [a/]	1 195		
Rangoon	-		
Rio de Janeiro [a/]	1 656		
Rome	-		
San Salvador	-		
Sydney	3 575		
Tananarive	-		
Téhéran	-		
Tokyo	8 136		
Tunis	-		
Washington	6 900		
Yaoundé	-	76 952	
A déduire:			
Contributions en espèces, versées ou annoncées, des gouvernements hôtes		22 000	54 952
			214 432

[a/] La contribution du gouvernement hôte couvre une partie ou la totalité du loyer.

Programme des Nations Unies pour le développement

9.13 L'Administration du Programme des Nations Unies pour le développement a occupé ses nouveaux bureaux, à l'extérieur du bâtiment du Secrétariat, à New York, en août 1965. En vertu d'arrangements provisoires convenus pour le second semestre de 1965 et l'année 1966, des dépenses spéciales de nettoyage et d'électricité ont été imputées sur le budget ordinaire. Ces arrangements ne s'appliqueront plus, toutefois, à partir de 1967.

Tableau comparatif

9.14 Le tableau 9-6 permet de comparer, par bureau, les crédits demandés pour 1967 et le montant ajusté des dépenses de 1965 et fournit des explications sur les causes principales des variations enregistrées entre ces deux années. Le cas échéant, il contient également des observations sur les crédits ouverts pour 1966.

Tableau 9-6. — Frais d'entretien, d'utilisation et de location des locaux: ventilation par bureau

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) Augmentation (ou diminution) (5)	Causes principales des variations et autres observations
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
NEW YORK						
I. — *Services contractuels*						Tous les services prévus au présent article sont fournis sous contrat. Les salaires de presque tout le personnel des services contractuels à New York sont négociés pour l'ensemble du secteur à New York et, une fois arrêtés de commun accord par les employeurs et les syndicats, ils s'appliquent automatiquement aux contrats passés par l'ONU. Les crédits demandés pour 1967 tiennent compte d'un nouvel accord de trois ans, entré en vigueur le 1er janvier 1966 et relevant les salaires horaires de même que les avantages sociaux, les prestations de maladie et les cotisations de sécurité sociale des Etats-Unis.
Entretien des installations électriques	303 780	313 890	306 000	342 000	28 110	Dans le chiffre ajusté de 1965 figure un montant de 10 110 dollars correspondant aux hausses de salaires, sursalaires de nuit et cotisations de sécurité sociale des Etats-Unis intervenues en 1966. Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant supplémentaire d'environ 8 400 dollars prévu à des fins analogues et doit en outre permettre de recruter deux électriciens supplémentaires, dont on a besoin en raison de l'accroissement du volume de travail résultant de l'achèvement des nouvelles installations du Service de l'information dans le sous-sol du bâtiment de l'Assemblée générale et de l'aménagement, dans le bâtiment du Secrétariat, du Centre international de calcul électronique.
Utilisation et entretien du matériel de télécommunications pour les conférences	257 997	275 457	260 000	282 000	6 543	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 17 460 dollars correspondant aux hausses de salaires et autres prestations intervenues en 1966 au profit des techniciens des télécommunications employés sous contrat. Le crédit demandé pour 1967 comprend, aux mêmes fins, un montant de 10 920 dollars.
Utilisation et entretien des ascenseurs	393 214	408 896	400 000	347 000	(61 896)	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 15 682 dollars correspondant aux hausses de salaires et autres prestations, qui sont devenues effectives en 1966. Le crédit demandé pour 1967 tient compte de la réduction du nombre d'opérateurs qui résultera de l'automatisation de six ascenseurs au mois d'octobre 1967. Il comprend un montant de 7 860 dollars pour de nouvelles hausses de salaires et autres prestations et un montant de 11 300 dollars pour les prestations de cessation de fonctions.
Nettoyage	1 007 700	1 064 316	1 023 000	1 091 000	26 684	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 56 616 dollars correspondant aux hausses de salaires et autres prestations intervenues en 1966. Le crédit demandé pour 1967 comprend

	TOTAL, article premier	1 962 691	2 062 559	1 989 000	2 062 000	(559)	un montant de 27 877 dollars destiné à couvrir de nouvelles hausses analogues. Les arrangements provisoires relatifs au coût des services spéciaux fournis au PNUD pour le nettoyage, en 1966, de ses locaux à l'extérieur du Secrétariat ne s'appliqueront plus en 1967.
II.	— *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
	Electricité	532 450	532 450	503 000	526 000	(6 450)	En vertu d'arrangements provisoires convenus pour le second semestre de 1965 et l'année 1966, les dépenses du PNUD pour l'électricité consommée dans les locaux qu'il occupe à l'extérieur du Secrétariat ont été imputées sur le budget ordinaire. Ces arrangements, toutefois, ne s'appliqueront plus à partir de 1967. En conséquence, le montant des dépenses prévues pour cet exercice est inférieur au montant ajusté des dépenses de 1965.
	Vapeur	349 723	349 723	348 000	349 000	(723)	
	Divers	20 902	20 902	24 000	24 000	3 098	
	TOTAL, article II	903 075	903 075	875 000	899 000	(4 075)	
III.	— *Autres dépenses*						
	Fournitures pour l'entretien des locaux	236 085	236 085	260 000	260 000	23 915	Le chiffre ajusté de 1965 a été inférieur d'environ 20 000 dollars à celui de 1964 et d'environ 13 000 dollars à celui de 1963. En effet, en 1965, en l'absence d'ouvertures de crédits, il a fallu réduire les dépenses au maximum. Le crédit demandé pour 1967 est le même que le crédit ouvert pour 1966.
	Fournitures pour le matériel de télécommunications et d'enregistrement des salles de conférence	36 050	36 050	40 000	40 000	3 950	
	Services d'entretien divers	49 290	49 290	50 000	53 000	3 710	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant de 3 000 dollars destiné à couvrir le coût d'un contrat de traitement des eaux en vue d'éviter la corrosion du matériel coûteux utilisé pour la climatisation et la ventilation.
	Loyers	1 380	1 380	1 670	1 500	120	Le crédit demandé concerne la location de bureaux à Washington pour le Bureau de liaison de l'assistance technique.
	Petits travaux d'aménagement des locaux	12 706	12 706	14 000	15 500	2 794	
	Résidence du Secrétaire général	13 373	13 373	14 330	14 500	1 127	
	TOTAL, article III	348 884	348 884	380 000	384 500	35 616	
	TOTAL, NEW YORK, chapitre 9	3 214 650	3 314 518	3 244 000	3 345 500	30 982	
GENEVE							
I.	— *Services contractuels*						
	Bâtiments, parcs et jardins	45 836	47 336	54 000	52 000	4 664	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 1 500 dollars correspondant à la hausse des prix de certains services contractuels. Le crédit demandé pour 1967 tient compte de la continuation du programme préventif à long terme d'entretien général entrepris en 1964.

Tableau 9-6. — Frais d'entretien, d'utilisation et de location des locaux: ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) Augmentation (ou diminution) (5)	Causes principales des variations et autres observations
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
GENEVE (suite)						
I. — *Services contractuels (suite)*						
Nettoyage	9 895	10 245	12 000	4 500	(5 745)	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 850 dollars correspondant à des hausses de prix. Le crédit demandé pour 1967 ne s'applique qu'au lavage des vitres. Les dépenses de blanchisserie, de nettoyage à sec et de désinfection antérieurement inscrites au présent article figurent désormais à l'article III (services d'entretien divers), comme pour New York.
Entretien des installations	31 861	32 911	32 000	34 000	1 089	Le chiffre ajusté de 1965 comprend un montant de 1 050 dollars correspondant à la hausse des prix des services contractuels d'entretien.
TOTAL, article premier	87 592	90 492	98 000	90 500	8	
II. — *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
Electricité	49 450	49 450	53 000	52 000	2 550	
Mazout et coke	30 460	30 460	33 000	31 000	540	
Divers	16 345	16 345	16 000	17 000	655	
TOTAL, article II	96 255	96 255	102 000	100 000	3 745	
III. — *Autres dépenses*						
Fournitures pour l'entretien des locaux	32 092	32 092	36 600	36 500	4 408	Le crédit demandé pour 1967 est le même que le crédit ouvert pour 1966.
Utilisation et entretien du matériel de télécommunications	21 791	21 791	26 800	27 000	5 209	Le crédit demandé pour 1967 est le même que le crédit ouvert pour 1966.
Services d'entretien divers	-	-	-	10 000	10 000	A partir de 1967, les dépenses de blanchisserie, de nettoyage à sec et de désinfection antérieurement inscrites à l'article premier, sous la rubrique "Nettoyage", figurent désormais au présent article, conformément à la pratique suivie à New York.
Loyers	20 709	20 709	20 600	120 000	99 291	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant de 20 000 dollars, comme en 1966, pour la location de bureaux du Palais Wilson. Il comprend également un montant de 100 000 dollars destiné à couvrir le coût de la location, en 1967, pour des durées variables, d'autres bureaux à l'extérieur du Palais des Nations, en raison du programme de conférences très chargé qui est prévu. Le Secrétaire général présentera un rapport détaillé sur ces demandes de crédit au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, lors de son examen du projet de budget.

Petits travaux d'aménagement des locaux	-	-	-	4 000	4 000	Le crédit demandé pour 1967 tient compte de la mise en place de cloisons, du remplacement de certaines portes et d'autres petits travaux d'aménagement analogues, rendus nécessaires par l'installation de personnel et de matériel dans de nouveaux locaux.
TOTAL, article III	74 592	74 592	84 000	197 500	122 908	
TOTAL, GENEVE, chapitre 9	258 439	261 339	284 000	388 000	126 661	
CENTRES D'INFORMATION						
III. — *Autres dépenses*						
Services d'entretien divers	42 002	42 002	33 400	35 100	(6 902)	Pour faciliter la comptabilité des centres d'information, les dépenses des centres figurant au présent article comprennent les dépenses concernant les services contractuels et l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau qui, pour les autres bureaux, sont inscrites séparément à l'article premier et à l'article II. Comme pour les exercices précédents, le crédit demandé correspond aux dépenses nettes, déduction faite des contributions reçues des gouvernements hôtes pour l'exploitation et l'entretien des centres situés sur leur territoire. Voir le tableau 9-5 pour la liste détaillée des loyers.
Loyers	49 550	49 550	54 600	54 900	5 350	
TOTAL, CENTRES D'INFORMATION, chapitre 9	91 552	91 552	88 000	90 000	(1 552)	
BUREAU DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BEYROUTH						
I. — *Services contractuels*						
Entretien des locaux	956	956	500	1 300	344	
II. — *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
Electricité et divers	499	499	300	800	301	
III. — *Autres dépenses*						
Loyers	10 545	10 545	9 200	14 400	3 855	Le crédit demandé pour 1967 tient compte de l'augmentation de loyer résultant de la superficie plus grande des locaux qui seront occupés en mai 1966.
TOTAL, BEYROUTH, chapitre 9	12 000	12 000	10 000	16 500	4 500	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT						
I. — *Services contractuels*						
Entretien des locaux	12 553	12 553	14 000	15 000	2 447	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant pour l'emploi de main-d'œuvre temporaire supplémentaire pour des travaux de réparation et de peinture.
II. — *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
Electricité	9 615	9 615	10 000	12 000	2 385	Le crédit demandé pour 1967 tient compte de l'augmentation de la contribution que la CEAEO verse au Ministère des travaux publics du Gouvernement thaïlandais pour couvrir le coût global de l'électricité consommée à Sala Santitham et son annexe, qui est passé de 12 400 dollars en 1958 à 43 000 dollars en 1964.
Divers	962	962	1 000	1 000	38	
TOTAL, article II	10 577	10 577	11 000	13 000	2 423	

Tableau 9-6. — Frais d'entretien, d'utilisation et de location des locaux: ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) Augmentation (ou diminution) (5)	Causes principales des variations et autres observations
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT (suite)						
III. — *Autres dépenses*						
Fournitures pour l'entretien des locaux	9 539	9 539	10 500	9 500	(39)	
Petits travaux d'aménagement	1 237	1 237	1 500	1 500	263	
TOTAL, article III	10 776	10 776	12 000	11 000	224	
TOTAL, CEAEO, chapitre 9	33 906	33 906	37 000	39 000	5 094	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE						Les prévisions de dépenses relatives à 1967 peuvent être considérées comme provisoires du fait que l'on ne possède aucune expérience des dépenses qui seront encourues dans le nouveau bâtiment de Santiago, dont l'occupation est prévue en septembre 1966.
I. — *Services contractuels*						
Entretien des locaux	8 812	11 462	11 500	12 000	538	Le chiffre ajusté de 1965 tient compte d'une augmentation d'environ 30 p. 100 des dépenses relatives aux services contractuels d'entretien, intervenue en 1966.
II. — *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
Electricité	10 052	10 052	7 000	12 000	1 948	
Divers	4 172	4 172	5 500	11 000	6 828	
TOTAL, article II	14 224	14 224	12 500	23 000	8 776	Le crédit demandé pour 1967 prévoit une augmentation de la consommation d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau en raison de la superficie plus grande du nouveau bâtiment et de l'usage accru qui doit être fait de ces installations.
III. — *Autres dépenses*						
Fournitures pour l'entretien des locaux	10 532	10 532	10 000	11 000	468	
Loyers	57 433	57 433	39 000	23 500	(35 933)	Le crédit demandé pour 1967 tient compte du fait qu'il n'y aura plus de loyer à payer à Santiago lorsque le nouveau bâtiment sera occupé. Le crédit doit couvrir le coût des loyers de Mexico (16 700 dollars) de Montevideo (2 000 dollars) et de Washington (4 800 dollars). Le crédit ouvert pour 1966 ne correspondait qu'à environ 6 mois de loyer pour Santiago.
Petits travaux d'aménagement	6 474	6 474	1 000	3 000	(3 474)	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant d'environ 2 000 dollars pour Mexico et 1 000 dollars pour Santiago au titre de modifications indispensables qui n'étaient pas prévues initialement.
TOTAL, article III	74 439	74 439	50 000	37 500	(36 939)	
TOTAL, CEPAL, chapitre 9	97 475	100 125	74 000	72 500	(27 625)	

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE *(y compris les bureaux sous-régionaux de Kinshasa, Lusaka, Niamey et Tanger)*						
I. — *Services contractuels*						
Entretien des locaux	28 068	28 068	32 000	29 500	1 432	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant de 2 000 dollars pour les bureaux sous-régionaux.
II. — *Eclairage, chauffage, énergie et eau*						
Electricité	8 806	8 806	10 000	7 800	(1 006)	
Divers	10 470	10 470	12 000	12 700	2 230	
TOTAL, article II	19 276	19 276	22 000	20 500	1 224	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant de 2 000 dollars pour les bureaux sous-régionaux.
III. — *Autres dépenses*						
Fournitures pour l'entretien des locaux	10 272	10 272	7 300	12 000	1 728	
Loyers	967	967	700	1 000	33	Le crédit demandé correspond à la location d'un petit entrepôt à proximité des bâtiments de la CEA.
Petits travaux d'aménagement des locaux	5 083	5 083	1 000	2 000	(3 083)	
TOTAL, article III	16 322	16 322	9 000	15 000	(1 322)	Le crédit demandé pour 1967 comprend un montant d'environ 2 300 dollars pour les bureaux sous-régionaux.
TOTAL, CEA, chapitre 9	63 666	63 666	63 000	65 000	1 334	
TOTAL GENERAL, chapitre 9	3 771 688	3 877 106	3 800 000	4 016 500	139 394	

Chapitre 10. — Frais généraux

5 236 900 dollars (1966: 4 701 000 dollars; 1965: 4 567 716 dollars)

Tableau 10-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Communications	1 520 500	1 364 000	1 384 914
II. — Location et entretien du matériel	880 300	758 050	617 526 a/
III. — Fournitures et services d'information	1 324 000	1 238 000	1 250 390
IV. — Autres fournitures et services	249 400	237 150	236 631
V. — Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents	1 072 000	938 500	922 509
VI. — Livres, fournitures et services de bibliothèque	190 700	165 300	155 746
TOTAL du chapitre 10	5 236 900	4 701 000	4 567 716

a/ Dont 105 149 dollars imputés en 1965 sur l'article III du chapitre 3 (Autre personnel temporaire), pour les services contractuels fournis aux fins du traitement électronique des données; ce poste de dépense figure maintenant au présent chapitre.

10.1 Les crédits demandés au présent chapitre doivent couvrir le coût de l'ensemble des fournitures et services, ainsi que de la location et de l'entretien du matériel, à New York, à Genève, dans les centres d'information, au Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth et dans les commissions économiques régionales.

10.2 Afin de comparer les crédits demandés pour 1967 avec les dépenses de 1965, il convient d'ajuster ces dernières comme suit:

Tableau 10-2

	Dollars
Dépenses de 1965	4 567 716
A ajouter: Montant estimatif des hausses de salaires et de prix en 1966	32 584
TOTAL ajusté de 1965	4 600 300

10.3 Les dépenses de 1967, évaluées à 5 236 900 dollars, sont de 636 600 dollars supérieures au montant ajusté des dépenses de 1965. Le tableau 10-3 ci-après indique de façon succincte comment cette augmentation nette se répartit entre New York et les divers bureaux extérieurs.

Tableau 10-3

Bureau	Augmentation ou (diminution)
	Dollars
New York	439 312
Genève (y compris la Commission économique pour l'Europe)	86 859
Centres d'information (non compris les services d'information situés à Genève et aux sièges des trois commissions économiques régionales)	25 595
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	2 365
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (y compris le bureau du Mékong)	17 900
Commission économique pour l'Amérique latine (y compris les bureaux sous-régionaux)	44 897
Commission économique pour l'Afrique (y compris les bureaux sous-régionaux)	19 672
TOTAL	636 600

10.4 Le tableau qui figure à la fin du présent chapitre (tableau 10-7) donne une description détaillée des postes de dépenses auxquels ont trait les divers articles qui composent le présent chapitre; il permet de comparer les dépenses prévues pour 1967, les crédits ouverts en 1966 et les dépenses de 1965; il indique en outre les variations entre le montant ajusté de 1965 et les dépenses prévues pour 1967, ainsi que les causes des principales variations.

Communications

10.5 Le tableau 10-4 ci-après indique la répartition, par bureau principal, de l'ensemble des crédits demandés à l'article premier pour les communications télégraphiques et téléphoniques, les services postaux, la valise diplomatique et le transport de marchandises.

10.6 Le tableau ci-après (10-5) indique l'évolution récente de l'utilisation des principaux moyens de communication à New York et à Genève.

Communications téléphoniques

10.7 Pendant le deuxième semestre de 1965, 167 lignes et 267 appareils ont été installés dans les nouveaux locaux du Programme des Nations Unies pour le développement situés dans la 48ème rue Est. Au cours de 1966, 50 lignes et 80 appareils supplémentaires seront installés. A titre provisoire, les frais d'installation et de location ont été absorbés dans le budget ordinaire de ces deux exercices. Toutefois, cet arrangement ne doit pas s'appliquer pour 1967.

10.8 Afin de répondre aux besoins résultant de l'accroissement du personnel et de l'intensification du programme d'activités en 1966, 6 lignes, 200 lignes automatiques, 160 appareils et un standard supplémentaire ont été installés dans le bâtiment du Siège. On se propose d'installer en 1967 200 lignes automatiques, 6 lignes reliées à l'interurbain et 320 appareils supplémentaires; sur ce total, 75 lignes seraient affectées aux consultants, aux experts et aux autres membres du personnel qui ne figurent pas sur le tableau normal des effectifs. Cinquante lignes constituent une réserve.

Tableau 10-4

Bureau	Télégraphe	Téléphone	Services postaux	Valise diplomatique	Transport de marchandises	Total
			Dollars des Etats-Unis			
New York	124 500	409 000	164 000	165 000	50 500	913 000
Genève (y compris la CEE)	32 000	58 500	70 000	20 000	44 000	224 500
Centres d'information	20 200	15 150	35 350	15 150	15 150	101 000
Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	600	800	250	550	300	2 500
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	2 700	9 500	13 000	9 000	6 300	40 500
Commission économique pour l'Amérique latine	25 000	40 000	14 000	16 000	12 000	107 000
Commission économique pour l'Afrique	36 800	22 000	16 200	43 000	14 000	132 000
TOTAL	241 800	554 950	312 800	268 700	142 250	1 520 500

Tableau 10-5

	1963	1964	1965
New York			
Trafic télégraphique (en millions de mots):			
Communications reçues	6,8	7,4	6,9
Communications expédiées	7,3	7,5	8,3
Communications locales en sus du forfait (en millions d'unités)	2,5	2,6	2,8
Envois par la poste (en millions)	1,2	1,1	1,4
Sacs expédiés par la valise et envois par fret aérien:			
Nombre de sacs et d'envois	12 695	15 204	15 592
Milliers de livres	306,8	365,7	402,9
Sacs reçus par la valise et colis reçus par fret aérien:			
Nombre de sacs et de colis	5 587	6 004	6 480
Milliers de livres	128,4	147,1	155,7
Genève			
Trafic télégraphique (en millions de mots):			
Communications reçues	8,8	10,8	12,2
Communications expédiées	9,9	9,9	10,1
Communications téléphoniques locales (en milliers)	754	848	929
Sacs expédiés par la valise:			
Nombre	1 517	1 774	1 825
Milliers de livres	55,3	71,1	70,7

10.9 Les crédits demandés ne couvrent plus le coût des communications téléphoniques du FISE; en effet, il est prévu que cet organisme aura libéré en 1967 les bureaux qu'il occupe à l'heure actuelle dans le bâtiment du Siège.

Centre international de calcul électronique

10.10 Le Centre international de calcul électronique de l'ONU a occupé à la fin de juillet 1965 les installations récemment aménagées au 19ème étage du bâtiment du Siège et a commencé à fonctionner le 15 novembre 1965.

10.11 Le Centre assure le traitement électronique des données et exécute des calculs pour le compte 1) de tous les services de l'Organisation des Nations Unies et 2) des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ainsi que des gouvernements et des organisations et institutions privées qui en font la demande, contre paiement des frais.

10.12 Le Centre est doté d'un ordinateur 1401 depuis mai 1965 et d'un ordinateur plus important, le 7044, depuis novembre de la même année. Les crédits demandés pour 1966 comprenaient une somme de 490 000 dollars pour la location de matériel de traitement des données et une somme d'environ 5 000 dollars pour les machines comptables qui fonctionneraient simultanément pendant une courte période de transition. Il est maintenant évident que les coûts ont été sous-estimés, surtout par suite d'un manque d'expérience dans l'évaluation précise des heures de machine nécessaires pour effectuer les travaux voulus dans ce domaine nouveau et hautement spécialisé. En outre, le passage des machines comptables aux ordinateurs a donné lieu à des difficultés en ce qui concerne certaines données comptables.

10.13 Le crédit de 588 500 dollars qui est demandé pour 1967 a été calculé sur la base de plusieurs mois d'expérience; il constitue une approximation plus

exacte des besoins, mais contient néanmoins un élément d'incertitude.

10.14 D'après les renseignements actuellement disponibles, il semble qu'on doive utiliser l'ordinateur 7044 100 heures par mois pour les applications statistiques, 85 heures pour les travaux de comptabilité, 40 heures pour traiter les données du FISE et 10 heures pour divers besoins, y compris les activités productrices de recettes. On estime donc que l'ordinateur 7044 fonctionnera au total 235 heures par mois.

10.15 La location mensuelle fixée pour l'ordinateur 7044 s'élève à 34 345 dollars pour 176 heures d'utilisation. Au-delà de ces 176 heures de base, la location est calculée au taux de 30 p. 100 de 34 345 dollars. Compte tenu des besoins prévus, soit 235 heures par mois, le coût annuel pour 1967 est donc estimé à 453 345 dollars.

10.16 En ce qui concerne l'ordinateur 1401, 100 heures par mois sont prévues pour les applications statistiques, 170 heures pour les travaux de comptabilité, 60 heures pour les besoins du FISE et 45 heures pour divers besoins, y compris les activités productrices de recettes. On estime donc que cette machine fonctionnera au total 375 heures par mois.

10.17 La location mensuelle fixée pour l'ordinateur 1401 s'élève à 6 195 dollars et donne droit, comme dans le cas de l'ordinateur 7044, à 176 heures d'utilisation. Au-delà des 176 heures de base, la location est calculée au taux de 30 p. 100 de 6 195 dollars. Comme on envisage de remplacer cette machine, vers le milieu de 1967, par un ordinateur 360 modèle 30, qui possède une rapidité, une souplesse et une capacité plus grandes, le crédit demandé ne porte que sur une location de six mois pour un coût total de 49 507 dollars.

10.18 La location de l'ordinateur 360-30, à partir de juin 1967, permettra de réduire d'une vingtaine d'heures le temps total nécessaire pour le traitement des travaux de comptabilité. Pour toutes les autres applications, la durée d'utilisation restera à peu près celle qui est indiquée au paragraphe 10.14 ci-dessus. En outre, ce nouveau matériel permettra au Centre d'établir des rapports spéciaux pour l'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et pour d'autres organisations, moyennant remboursement des frais.

10.19 La location mensuelle fixée pour l'ordinateur 360-30 est estimée à 9 445 dollars pour 176 heures d'utilisation. Au-delà de ces 176 heures de base, la location ne représente que 10 p. 100 de 9 445 dollars. A raison de 355 heures par mois, le coût prévu pour la période de 7 mois allant de juin à décembre est donc de 72 800 dollars environ.

10.20 On aura besoin pendant toute l'année de matériel auxiliaire (perforatrices, vérificatrices et une trieuse-compteuse de cartes), dont la location annuelle est d'environ 12 500 dollars. En outre, une reproductrice modèle 514, qui est la propriété du FISE mais qui est maintenant utilisée exclusivement par le Centre, fait l'objet d'un contrat d'entretien d'un montant de 500 dollars par an.

10.21 Aucun crédit n'est demandé pour le traitement des statistiques du commerce des produits de base par des moyens commerciaux, pour lequel 187 000 dollars environ ont été dépensés en dix mois au cours de 1965, car l'ensemble des besoins du Bureau de statistique peuvent être couverts dans le cadre du temps d'utilisation des ordinateurs prévu dans le projet de budget.

10.22 Les revenus provenant des services fournis par le Centre sont portés en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes. On estime qu'outre les sommes que verseront le FISE et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en contrepartie des travaux exécutés pour leur compte (50 000 dollars et 20 000 dollars respectivement), une somme d'environ 125 000 dollars sera reçue d'autres sources, notamment de l'Administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

10.23 Les crédits demandés au chapitre 20 du budget comprennent un montant de 85 000 dollars pour les frais généraux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Toutefois, certains postes de dépenses relatifs aux activités de l'UNCTAD ne se prêtent pas pour le moment à une comptabilité ou à un contrôle séparé. Pour cette raison, une somme de 19 000 dollars a été incluse dans les crédits demandés au chapitre 10 pour l'Office des Nations Unies à Genève afin de couvrir les dépenses provenant de la création du siège de l'UNCTAD dans cette ville. Cette somme se décompose de la façon suivante: 8 000 dollars pour les communications téléphoniques locales en sus du forfait; 7 000 dollars pour le fret et l'assurance maritime; 2 000 dollars pour la location et l'entretien de matériel de bureau; et 2 000 dollars pour des fournitures et services divers. Il est prévu qu'en 1968 on prendra des dispositions pour inscrire directement toutes ces dépenses au chapitre 20.

Fournitures et services destinés au Service de l'information

10.24 Les crédits demandés à l'article III doivent couvrir le coût des fournitures et services nécessaires au Service de l'information aux fins suivantes: réalisation et distribution des programmes de télévision et de radio; coût des films, photographies et expositions; programmes locaux et programmes spéciaux; frais de publication de plaquettes, brochures, dépliants et auxiliaires visuels.

10.25 Les besoins pour 1967 sont estimés à 1 324 000 dollars, soit une augmentation de 52 660 dollars par rapport au montant ajusté des dépenses de 1965. Cette augmentation est largement imputable aux augmentations des salaires contractuels des techniciens des télécommunications, bien qu'il y ait eu également une certaine augmentation des prix des biens et des services.

10.26 En 1965, le Service de l'information a pris des mesures spéciales pour se conformer à la décision de l'Assemblée générale visant à maintenir les coûts au niveau de 1964. En outre, les dépenses imprévues (environ 26 500 dollars) encourues à l'occasion de la visite au Siège, le 4 octobre 1965, de Sa Sainteté le pape Paul VI ont été absorbées.

10.27 Les recettes brutes ont été considérablement plus élevées en 1965 par suite du très grand nombre

de demandes de services de télévision au cours de la vingtième session de l'Assemblée générale, ainsi que du nombre exceptionnellement élevé de séances ayant donné lieu à reportage.

10.28 Les recettes provenant de programmes de télévision en 1967, qui sont inscrites au chapitre 3 des recettes, sont estimées à 350 000 dollars, et les recettes tirées de la vente des publications considérées à 3 500 dollars.

10.29 Le tableau ci-après indique la répartition des crédits demandés pour 1967, ainsi que le montant des crédits ouverts pour 1966 et des dépenses ajustées de 1965.

Télécommunications

10.30 Les techniciens de télécommunications chargés de l'utilisation et de l'entretien du matériel de télécommunications servant aux productions radiophoniques, cinématographiques et télévisées sont engagés par l'intermédiaire d'un entrepreneur commercial. Le nombre des techniciens ainsi engagés pourra être quelque peu réduit en 1967, mais le coût des salaires s'élèvera à 525 000 dollars, soit une augmentation de 13 400 dollars par rapport au montant des dépenses ajustées de 1965. Les crédits demandés couvrent les besoins suivants:

	Dollars
a) Techniciens de la télévision	323 000
b) Techniciens de la radio	202 000
c) Fournitures	25 000
	550 000

Fournitures et services cinématographiques et photographiques

10.31 Le niveau des dépenses est maintenu sans ajustements importants, en dehors de légères augmentations des coûts occasionnées par les hausses des salaires et des prix relatifs aux travaux de laboratoire effectués à l'extérieur. Le crédit demandé couvre les besoins suivants:

	Dollars	Dollars
a) *Production de films*		
Production de trois films documentaires de base, tirés de films existants provenant de la cinémathèque et de films nouveaux, sur la structure et les organes de l'ONU et des institutions apparentées	20 000	
Reportages filmés sur des thèmes généraux portant sur le développement économique et les principales activités des Nations Unies, dans différentes régions	25 000	
Pellicule vierge, frais de montage et d'enregistrement et dépenses de production	15 000	60 000
b) *Distribution de films*		
Doublage des films en versions multilingues; frais de développement et de tirage de copies distribuées aux centres d'information et aux cinémathèques régionales aux fins d'adaptation dans leur langue propre	27 000	
Reportage cinématographique sur les réunions et manifestations se déroulant au Siège, y compris les frais de laboratoire	15 000	
Frais d'entretien d'une cinémathèque au Siège et aux centres de production régionaux; fourniture de métrages aux producteurs nationaux	18 000	60 000
c) *Photographies*		
Matériel et services techniques destinés au laboratoire photographique (pellicules, papier de tirage, produits chimiques, etc.), pour les reportages photographiques sur les conférences et les manifestations importantes se déroulant au Siège; distribution, par l'entremise des centres d'information et des bureaux régionaux, aux services d'information nationaux officiels, aux journaux et aux périodiques	28 000	
Reportages photographiques sur les activités et conférences des Nations Unies dans les bureaux extérieurs; photothèques régionales	22 000	
Matériel d'exposition	9 000	59 000

Services radiophoniques

10.32 Le crédit demandé pour les services radiophoniques doit permettre de couvrir les besoins suivants:

	Dollars
a) Coût des émissions, y compris les services contractuels (récitants, adaptation en d'autres langues, rédacteurs, etc.)	133 500
b) Location d'installations de radiodiffusion	51 000
c) Programmes régionaux et émissions spéciales	30 500
	215 000

Tableau 10-6

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses ajustées
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Fournitures et services pour les télécommunications	550 000	511 000	541 681
ii) Fournitures et services cinématographiques et photographiques	179 000	171 000	152 983
iii) Services radiophoniques	215 000	215 000	206 589
iv) Services de télévision	256 000	224 000	236 414
v) Services des publications	124 000	117 000	133 673
TOTAL	1 324 000	1 238 000	1 271 340
A déduire: recettes	353 500	315 700	386 700
Montant net des dépenses	970 500	922 300	884 640

10.33 Quatre-vingt seize Etats Membres utilisent à l'heure actuelle les services fournis par le Service de la radio de l'ONU. Ces services sont destinés à offrir, sous différentes formes, une assistance aux organismes nationaux de radiodiffusion qui pourraient en avoir besoin et dont la plupart n'ont pas de correspondants permanents à l'ONU pour assurer des reportages radiophoniques sur les nombreux aspects des activités des Nations Unies à New York et dans le monde entier. La transmission en direct des débats et des bulletins d'information permet aux organismes de radiodiffusion nationaux de les enregistrer ou de les retransmettre. Une phonothèque et des programmes complets en 30 langues environ ont été mis à la disposition des organismes nationaux de radiodiffusion, soit directement, soit par l'intermédiaire de correspondants accrédités. Un certain nombre de programmes différents sont produits afin de répondre à l'évolution des besoins. On continue de s'attacher tout particulièrement à améliorer encore les services destinés aux régions où la radio constitue le principal moyen d'information.

Services de télévision

10.34 Le crédit demandé pour les services de télévision couvre les besoins suivants:

	Dollars
a) Fournitures de laboratoire, y compris pellicule vierge, produits chimiques, boîtes, bobines, etc.	106 000
b) Services contractuels spéciaux: rédacteurs, chargés de recherches, monteurs, réalisateurs, etc.	100 000
c) Programmes d'informations télévisées concernant les activités et projets de l'ONU, réalisés sur le terrain par des équipes de cinéastes, et frais de production régionaux	50 000
	256 000

10.35 Conformément à la politique actuelle, les services et les programmes de télévision du Service de télévision de l'ONU sont mis à la disposition des réseaux nationaux et commerciaux, les frais étant partagés en fonction du nombre de stations et de postes de télévision et de la capacité de paiement des organismes intéressés. Ainsi, les réseaux de télévision qui se trouvent dans des régions où ce moyen d'information est déjà solidement établi supportent la totalité du coût des services de télévision demandés et les réseaux des pays où la télévision est relativement nouvelle ou fonctionne encore à titre expérimental ne paient qu'une partie du coût des services fournis. On estime que les recettes tirées de ces activités atteindront 350 000 dollars pour 1967.

10.36 Le Service assure des reportages télévisés sur les débats de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et des autres principaux organes de l'ONU, ainsi que sur les manifestations importantes se déroulant au Siège. Ces reportages sont envoyés sur demande dans le monde entier, soit par lignes de transmission, y compris les transmissions par satellite, soit sous forme filmée. Les demandes croissantes des organismes de télévision nationaux ou commerciaux désireux d'obtenir des films télévisés afin d'établir des versions régionales des productions de base, en particulier dans les pays en voie de développement, dépassent les ressources disponibles du Service de télévision.

10.37 La série "Zone internationale", dont le succès est avéré et qui comprend des programmes d'une demi-heure destinés à promouvoir le développement économique et social, a été télévisée en 1966 dans les 20 pays suivants: Antilles néerlandaises, Australie, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Ghana, Irlande, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Malte, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, République fédérale d'Allemagne, Singapour, Soudan et Suède. Des adaptations en espagnol et en portugais sont distribuées en Amérique latine et dans les Antilles, ainsi qu'en français, en arabe et en polonais dans les régions intéressées.

10.38 Pendant les sessions de l'Assemblée générale, on prépare en anglais et en arabe des programmes hebdomadaires d'actualités télévisées, couvrant les principaux événements de la semaine, qui sont distribués en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

10.39 Une attention particulière est accordée à la production de programmes destinés à des émissions de télévision éducatives, et des copies sont également distribuées aux bibliothèques des centres d'information, qui les projettent au cours de séances de groupes dans les pays ne possédant pas encore la télévision.

Service des publications

10.40 Le crédit demandé sera affecté aux besoins suivants:

	Dollars
a) Plaquettes et dépliants	109 000
b) Auxiliaires visuels	15 000
	124 000

10.41 Les crédits demandés pour 1967 pour les publications sont inférieurs d'environ 9 600 dollars au montant ajusté des dépenses de 1965, mais supérieurs de 7 000 dollars aux chiffres de 1966. Cette augmentation est entièrement imputable à une augmentation d'environ 6 p. 100 des frais d'impression. Le montant estimatif total de 124 000 dollars prévu pour l'impression de plaquettes, dépliants et auxiliaires visuels comprend 75 000 dollars pour les centres d'information et 49 000 dollars pour New York. Les recettes provenant de la vente des publications couvertes par ces crédits sont évaluées à 3 500 dollars et sont inscrites au chapitre 5 des recettes.

10.42 Les auxiliaires visuels comprennent des panneaux muraux, des montages photographiques et des affiches portant sur les activités des Nations Unies et sont reproduits en grandes quantités en un grand nombre de langues pour être distribués dans le monde entier par l'intermédiaire des centres d'information.

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
NEW YORK	Dollars des Etats-Unis					
Articles						
I. — *Communications*						
i) Télégraphe						
Service de l'information	14 843	14 843	6 500	10 500		
Autres départements et services	49 872	49 872	55 000	59 000		Les crédits demandés pour 1967 tiennent compte d'une augmentation d'environ 8 p. 100 par rapport aux chiffres de 1966, par suite de l'accroissement des activités, en particulier dans les domaines économique et social.
Location du circuit New York-Genève	52 522	52 522	50 000	55 000		Le crédit demandé pour 1967 est maintenu au niveau des crédits ouverts pour 1966, si l'on tient compte d'une somme de 5 000 dollars dont doit être crédité cet article par le débit du compte de la Force d'urgence des Nations Unies.
	117 237	117 237	111 500	124 500	7 263	
ii) Téléphone						
Abonnements	215 075	215 075	220 000	250 000		
Communications locales en sus du forfait	136 633	136 633	120 000	130 000		
Communications régionales et interurbaines	14 383	14 383	12 500	14 500		
Installations et réparations	12 913	12 913	8 000	14 500		
	379 004	379 004	360 500	409 000	29 996	Les détails concernant les communications téléphoniques figurent dans les paragraphes 10.7 à 10.9 ci-dessus.
iii) Services postaux	146 178	146 178	159 500	164 000	17 822	Le montant ajusté des dépenses de 1965 pourrait également comprendre une somme de 21 000 dollars portant sur des bandes pour machines à affranchir achetées en 1964 mais utilisées en 1965. Sur cette base, après déduction d'une somme de 8 000 dollars pour les timbres de ce type achetés en 1965 mais utilisés en 1966, le montant ajusté des dépenses de 1965 serait de 159 178 dollars. L'augmentation d'environ 5 000 dollars des crédits demandés pour 1967 par rapport aux chiffres de 1966 provient de l'accroissement des activités, en particulier dans les domaines économique et social.
iv) Valise diplomatique						
Service de l'information	95 455	95 455	88 500	92 000		
Autres départements et services	67 287	67 287	50 000	73 000		
	162 742	162 742	138 500	165 000	2 258	

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
NEW YORK (suite)	Dollars des Etats-Unis					
Articles						
v) Transport de marchandises						
Service de l'information	7 644	7 644	8 000	7 500		
Autres départements et services	42 512	42 512	43 000	43 000		
	50 156	50 156	51 000	50 500	344	
TOTAL, article premier	855 317	855 317	821 000	913 000	57 683	
II. — *Location et entretien du matériel*						
Location de matériel de bureau	3 694	3 694	5 000	5 000		
Location de matériel de traitement des données	356 317 [a]	356 317 [a]	490 000	588 500		Les détails concernant la location de matériel de tabulation et de calcul électronique figurent dans les paragraphes 10.10 à 10.22 ci-dessus.
Entretien du matériel et du mobilier	27 033	27 033	26 500	30 000		
Location de matériel de conférence	15 000	15 000	10 000	10 000		
Entretien du matériel de reproduction	21 416	21 416	27 000	24 000		
Entretien des caméras du Service de l'information	2 040	2 040	2 000	2 500		
Utilisation du matériel de transport	6 540	6 540	9 500	7 500		
Transports locaux	27 666	27 666	15 000	24 000		
TOTAL, article II	459 706 [a]	459 706 [a]	585 000	691 500	231 794	
III. — *Fournitures et services d'information*						Les détails concernant les crédits demandés pour les fournitures et services d'information figurent dans les paragraphes 10.24 à 10.40 ci-dessus.
i) Fournitures et services pour les télécommunications						
Fournitures	30 084	30 084	30 000	25 000		
Techniciens						
Programmes radiophoniques	188 595	196 137	200 000	202 000		
Programmes de télévision	302 052	315 460	281 000	323 000		
	520 731	541 681	511 000	550 000	8 319	Le montant ajusté des dépenses de 1965 reflète l'augmentation des salaires (20 950 dollars) des techniciens des télécommunications intervenue à compter du 1er janvier 1966. Le crédit demandé pour 1967 tient compte d'une nouvelle augmentation.

ii) Fournitures et services de cinéma et de photographie					
Fournitures et services de cinéma . .	38 187	38 187	59 000	60 000	
Frais de distribution des films	61 128	61 128	56 000	60 000	
Fournitures et services de photographie	53 668	53 668	56 000	59 000	
	152 983	152 983	171 000	179 000	26 017
iii) Services de radio					
Coût des programmes, services contractuels spéciaux	116 681	116 681	112 000	133 500	
Location d'installations de radiodiffusion	40 167	40 167	72 000	51 000	
Programmes régionaux et émissions spéciales	49 741	49 741	31 000	30 500	
	206 589	206 589	215 000	215 000	8 411
iv) Services de télévision					
Services contractuels spéciaux	87 020	87 020	105 000	100 000	
Fournitures supplémentaires	106 919	106 919	69 000	106 000	
Programmes locaux et émissions spéciales	42 475	42 475	50 000	50 000	
	236 414	236 414	224 000	256 000	19 586
v) Publications					
Plaquettes et dépliants	115 741	115 741	103 000	109 000	
Auxiliaires visuels	17 932	17 932	14 000	15 000	
	133 673	133 673	117 000	124 000	(9 673)
TOTAL, article III	1 250 390	1 271 340	1 238 000	1 324 000	52 660
IV. — *Autres fournitures et services*					
Fournitures et services divers	23 865	23 865	17 000	17 000	
Fournitures pour le Service médical	4 507	4 507	5 000	5 500	
Services d'agences d'information.	5 643	5 643	5 700	5 700	
Assurances générales	43 269	43 269	43 000	43 300	
Frais de publicité en vue du recrutement .	13 099	13 099	13 000	14 000	

Le montant des dépenses ajustées de 1965 comprend une somme d'environ 7 900 dollars imputable au déplacement temporaire du Service de la paie, qui s'était installé dans un local situé à l'extérieur du bâtiment du Siège en attendant que le dix-neuvième étage soit aménagé pour recevoir le Centre international de calcul électronique.

a/ Y compris un montant de 105 149 dollars imputé en 1965 sur l'article III du chapitre 3 (Autre personnel temporaire) pour les services, fournis sous contrat, des préposés aux ordinateurs.

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
NEW YORK (suite)			Dollars des Etats-Unis			
Articles						
IV. — *Autres fournitures et services (suite)*						
Frais bancaires	4 904	4 904	5 500	5 000		
Perte au change	12 292	12 292	-	-		
TOTAL, article IV	107 579	107 579	89 200	90 500	(17 079)	Les crédits demandés pour 1967 sont maintenus à peu près au niveau probable des dépenses de 1966. Conformément à la pratique suivie, aucun crédit n'est prévu pour les dépenses correspondant à la perte au change, étant donné qu'elles ne peuvent être prévues.
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*						
Papier	19 308	19 308	20 000	21 000		
Autres fournitures de bureau fongibles	101 411	101 411	95 000	111 000		
Imprimés et fournitures pour le traitement des données	30 107	30 107	36 000	96 500		Le crédit demandé pour 1967 couvre les besoins du Centre international de calcul électronique et comprend une somme de 31 500 dollars pour l'achat de 1 250 bandes magnétiques, dont 550 pour les travaux de comptabilité et 700 pour les statistiques. Les bandes magnétiques ont été imputées en 1966 sur le chapitre 8. Toutefois, aux fins d'amélioration des méthodes comptables, les bandes seront à l'avenir considérées comme faisant partie des fournitures de traitement des données imputées sur le présent chapitre.
Papier pour la reproduction des documents	261 685	261 685	250 000	270 000		
Fournitures de photocopie et de microfilms	3 059	3 059	6 000	6 000		
Stencils, supports et fournitures pour duplicateurs	15 281	15 281	19 000	19 000		
Fournitures diverses pour la reproduction des documents	60 502	60 502	52 000	61 000		
Papier et fournitures de photocopie	59 348	59 348	48 000	60 000		
Clichés et fournitures d'imprimerie	33 635	33 635	40 000	40 000		
TOTAL, article V	584 336	584 336	566 000	684 500	100 164	
VI. — *Livres, fournitures et services de bibliothèque*						
Livres achetés aux Etats-Unis	7 916	8 706	9 500	11 000		
Livres achetés dans d'autres pays	10 162	11 178	11 000	13 000		

Travaux de reliure	10 657	10 657	11 000	14 000		
Versements au titre d'abonnements permanents aux Etats-Unis	20 334	21 757	21 500	24 000		
Versements au titre d'abonnements permanents dans d'autres pays	30 789	32 944	33 500	35 000		
Fournitures de bibliothèque	3 422	3 422	3 500	4 000		
Services contractuels de bibliothèque	9 646	10 246	11 000	12 000		Le crédit demandé couvre les arrangements contractuels, particulièrement ceux qui sont passés avec la Bibliothèque municipale de New York, pour obtenir des facilités de recherche et des services spéciaux.
TOTAL, article VI	92 926	98 910	101 000	113 000	14 090	Si l'on prend 100 comme chiffre de référence pour la période 1957-1959, on constate que l'indice des prix des livres reliés et des abonnements de périodiques publiés aux Etats-Unis est passé d'un minimun de 111,5 en 1962 à un maximum de 141,3 en 1965. Les chiffres concernant les autres pays où existent de nombreuses publications dans des langues largement répandues font apparaître des augmentations analogues. Les autres facteurs qui entraînent un accroissement des dépenses prévues pour 1967 sont les suivants: a) le développement des activités de recherche et de publication des services organiques; b) l'accroissement des achats de publications consacrées à des sujets qui présentent un intérêt permanent pour l'Organisation; et c) l'utilisation de la collection de la Bibliothèque par les Etats Membres qui ne possèdent pas en propre de services de recherche ou de référence. Le crédit demandé comprend une somme d'environ 8 000 dollars correspondant aux frais d'envoi par avion et de fret aérien, en particulier pour les journaux.
TOTAL, NEW YORK	3 350 254 [b]	3 377 188 [b]	3 400.200	3 816 500	439 312	
GENEVE						
Articles						
I. — *Communications*						
Télégraphe	31 682	31 682	23 000	32 000		
Téléphone	46 537	46 537	47 500	58 500		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 8 000 dollars correspondant aux communications locales en sus du forfait, ainsi qu'aux frais d'installation et d'entretien, imputables à l'UNCTAD. Ce crédit comprend en outre une somme de 3 000 dollars destinée à couvrir une augmentation prévue des frais d'abonnement et d'entretien.
Services postaux	67 371	69 371	65 000	70 000		
Valise diplomatique	18 681	18 681	18 500	20 000		

[b] Y Compris une somme de 105 149 dollars imputée sur l'article III du chapitre 3 pour les services, fournis sous contrat, de traitement électronique des données.

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
GENEVE (suite)			Dollars des Etats-Unis			
Articles						
I. — *Communications (suite)*						
Transport de marchandises et assurance maritime	33 398	35 048	30 000	44 000		Le crédit demandé pour 1967 tient compte d'une augmentation prévue de 5 p. 100 des taux de fret et comprend une somme d'environ 7 000 dollars pour l'UNCTAD.
TOTAL, article premier	197 669	201 319	184 000	224 500	23 181	
II. — *Location et entretien du matériel*						
Location et entretien du matériel de bureau	27 898	27 898	22 200	27 000		La réduction, en 1966 et en 1967, du nombre des contrats d'entretien permanents est en partie neutralisée par l'inclusion, dans les crédits demandés pour 1967, d'une somme d'environ 2 000 dollars destinée à l'UNCTAD.
Location de matériel de traitement électronique des données	15 000	15 000	23 000	31 000		Le crédit demandé pour 1967 prévoit la location d'une autre machine magnétique à cartes comptables 6420, d'une lectrice magnétique de cartes 6425 et d'une perforatrice imprimeuse 6426, dont l'installation est prévue au cours du printemps 1966. Ces machines seront équipées des mêmes dispositifs spéciaux que le matériel existant, de sorte qu'elles seront compatibles et que les programmes seront interchangeables. Ce matériel est rendu nécessaire en raison de l'accroissement des travaux comptables et statistiques effectués à l'Office de Genève ainsi que de la décision d'établir le siège de l'UNCTAD dans cette ville.
Entretien et utilisation du matériel de transport	1 869	1 869	2 500	2 500		
Transports locaux	301	301	400	700		
TOTAL, article II	45 068	45 068	48 100	61 200	16 132	
IV. — *Autres fournitures et services*						
Fournitures et services divers	11 112	11 112	11 500	14 500		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 2 000 dollars pour l'UNCTAD.
Frais de publicité en vue du recrutement et autres frais	2 532	2 532	3 500	3 500		
Assurances générales	9 122	9 122	10 000	11 700		
Service médical commun	39 327	39 327	41 000	51 600		La part du coût Service médical commun qui est à la charge de l'ONU représente 29 p. 100 du coût total du service. Sur la base du montant estimatif total des

						dépenses, qui s'élève à 178 000 dollars pour 1967, elle sera de 51 600 dollars. Avec l'installation de l'UNCTAD à Genève, cette part devrait s'accroître au cours des années à venir, mais le crédit demandé pour 1967 ne tient pas compte de cette éventualité.
Frais bancaires	1 933	1 933	2 000	2 000		
TOTAL, article IV	64 026	64 026	68 000	83 300	19 274	
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*						
Papeterie et fournitures de bureau	46 211	46 211	42 000	47 500		
Fournitures pour la reproduction des documents	123 217	123 217	143 000	145 000		Le crédit demandé pour 1967 est maintenu à peu près au niveau des crédits ouverts pour 1966 et tient compte d'une augmentation moyenne de 5 p. 100 du coût du papier pour duplicateurs, prévue pour 1967.
TOTAL, article V	169 428	169 428	185 000	192 500	23 072	
VI. — *Livres et fournitures de bibliothèque*	20 800	20 800	24 000	26 000	5 200	De 1962 à 1966, l'augmentation du prix des livres et des périodiques a été de l'ordre de 20 p. 100 et les frais de reliure ont augmenté d'environ 30 p. 100.
TOTAL, GENEVE	496 991	500 641	509 100	587 500	86 859	
CENTRES D'INFORMATION						
Articles						
I. — *Communications*						
Télégraphe	18 800 c/	18 800 c/	20 200	20 200		
Téléphone	14 100 c/	14 100 c/	15 150	15 150		
Services postaux	32 600 c/	32 600 c/	35 350	35 350		
Valise diplomatique	14 062 c/	14 062 c/	15 150	15 150		
Transport de marchandises et assurance maritime	14 500 c/	14 500 c/	15 150	15 150		
TOTAL, article premier	94 062	94 062	101 000	101 000	6 938	
II. — *Location et entretien du matériel*	29 898	29 898	33 000	33 000	3 102	
IV. — *Autres fournitures et services*	26 691	26 691	33 000	32 000	5 309	
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*	40 466	40 466	47 500	46 000	5 534	
VI. — *Livres, fournitures et services de bibliothèque*	10 288	10 288	12 500	15 000	4 712	
TOTAL, CENTRES D'INFORMATION	201 405	201 405	227 000	227 000	25 595	Le crédit demandé pour 1967 est maintenu au niveau des crédits ouverts pour 1966.

c/ Répartition estimative.

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars des Etats-Unis					
BUREAU DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BEYROUTH						
Articles						
I. — *Communications*	2 062	2 062	2 200	2 500	438	
II. — *Location et entretien du matériel*	752	752	1 150	1 200	448	
IV. — *Autres fournitures et services*	707	707	650	1 000	293	
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*	3 030	3 030	2 000	4 000	970	
VI. — *Livres, fournitures et services de bibliothèque*	484	484	500	700	216	
TOTAL, BUREAU DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE BEYROUTH	7 035	7 035	6 500	9 400	2 365	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT[d]						
Articles						
I. — *Communications*						
Télégraphe	2 211	2 211	2 500	2 700		
Téléphone	8 881	8 881	9 500	9 500		
Services postaux	9 926	11 926	12 500	13 000		Le montant des dépenses ajustées de 1965 tient compte d'une augmentation des tarifs postaux aériens intervenue le 1er janvier 1966, qui s'élève en moyenne à 30 p. 100 pour les imprimés et à 10 p. 100 pour les lettres.
Valise diplomatique	7 707	7 707	9 500	9 000		
Transport de marchandises et assurance maritime	5 907	5 907	6 200	6 300		
TOTAL, article premier	34 632	36 632	40 200	40 500	3 868	
II. — *Location et entretien du matériel*						
Location de matériel de bureau et de traitement électronique des données	12 160	12 160	17 000	17 000		Le crédit demandé pour 1967 tient compte d'une augmentation du nombre d'heures nécessaires pour le traitement des données statistiques et pour les opérations comptables. Il doit également permettre d'utiliser deux perforatrices et deux vérificatrices situées à Sala Santitham, ainsi que du matériel de calcul électronique appartenant au Bureau national de statistique du Gouvernement thaïlandais (pendant 225 heures environ).

Matériel divers	5 792	5 792	8 000	8 000		Le crédit demandé pour 1967 est maintenu au niveau des crédits ouverts pour 1966.
TOTAL, article II	17 952	17 952	25 000	25 000	7 048	
IV. — *Autres fournitures et services*						
Fournitures et services divers	5 394	5 394	6 000	5 700		
Assurances générales	2 235	2 235	2 300	2 700		
TOTAL, article IV	7 629	7 629	8 300	8 400	771	
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*						
Papeterie et fournitures de bureau	9 403	9 403	12 000	13 000		
Fournitures pour la reproduction des documents	14 384	14 384	14 000	15 000		
TOTAL, article V	23 787	23 787	26 000	28 000	4 213	L'augmentation de 2 000 dollars que font apparaître les crédits demandés pour 1967 par rapport aux chiffres de 1966 est imputable à l'accroissement continu des activités de la Commission.
VI. — *Livres, fournitures et services de bibliothèque*	8 000	8 000	9 200	10 000	2 000	L'expansion des programmes de travail de la Commission, en particulier dans les domaines de l'industrialisation, de la gestion, de la protection sociale et de la formation, entraîne des abonnements plus nombreux à des périodiques. Le crédit demandé comprend une somme de 4 500 dollars pour des achats de livres et une somme de 2 000 dollars pour les travaux de reliure et les fournitures de papier destinées à la bibliothèque.
TOTAL, COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT	92 000 [e]	94 000 [e]	108 700 [f]	111 900	17 900	
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE [g]						
Articles						
I. — *Communications*						
Télégraphe	24 177	24 177	24 000	25 000		
Téléphone	13 365	13 365	13 000	40 000		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 11 200 dollars qui représente la part (calculée au prorata) des communications téléphoniques imputable à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale. Le reste de l'augmentation des coûts prévus, par rapport au montant des dépenses ajustées de 1965 et aux crédits ouverts pour 1966, correspond à l'installation d'appareils supplémentaires et à l'utilisation accrue du téléphone que doit entraîner l'occupation des nouveaux locaux.

[d] Y compris le bureau du Mékong.

[e] Le chiffre des dépenses de 1965 comprend une somme estimative de 2 661 dollars pour les frais généraux imputables à la vingt et unième session de la Commission, qui s'est tenue à Wellington.

[f] Les crédits ouverts pour 1966 comprennent une somme de 1 700 dollars pour les frais généraux imputables à la vingt-deuxième session (New Delhi). Les dépenses relatives à la vingt-troisième session, qui se tiendra à Tokyo, sont inscrites au chapitre 2.

[g] Y compris un crédit affecté aux bureaux de la CEPAL à Mexico, Rio de Janeiro, Bogota, Montevideo et Washington (D.C.).

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars des Etats-Unis					
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE (suite)						
Articles						
I. — *Communications (suite)*						
Services postaux	13 283	13 283	15 600	14 000		
Valise diplomatique	16 077	16 077	14 000	16 000		
Transport de marchandises et assurance maritime	11 584	11 584	12 000	12 000		
TOTAL, article premier	78 486	78 486	78 600	107 000	28 514	
II. — *Location et entretien du matériel*						
Location de matériel de bureau et de traitement électronique des données	-	-	1 000	600		
Matériel divers	13 972	13 972	10 000	12 100		
TOTAL, article II	13 972	13 972	11 000	12 700	(1 272)	Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 350 dollars représentant la part de l'Institut calculée au prorata.
IV. — *Autres fournitures et services*						
Fournitures et services divers	13 848	13 848	17 800	15 500		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 640 dollars représentant la part de l'Institut calculée au prorata.
Assurances générales	1 093	1 093	2 200	2 000		
TOTAL, article IV	14 941	14 941	20 000	17 500	2 559	
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*						
Papeterie et fournitures de bureau	20 580	20 580	28 000	30 000		
Fournitures pour la reproduction des documents	16 294	16 294	19 000	20 000		
TOTAL, article V	36 874	36 874	47 000	50 000	13 126	L'augmentation de 3 000 dollars des crédits demandés pour 1967 par rapport aux chiffres de 1966 peut être essentiellement imputée à une augmentation des prix.
VI. — *Livres, fournitures et services de bibliothèque*	8 030	8 030	8 500	10 000	1 970	
TOTAL, COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE	152 303 b/	152 303 b/	165 100	197 200	44 897	La part calculée au prorata de toutes les dépenses inscrites au présent chapitre qui sont remboursables par l'Institut est portée en recettes au chapitre 3 des prévisions de recettes (recettes générales).

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE[1/]

Articles						
I. — *Communications*						
Télégraphe	36 236	36 236	39 000	36 800		
Téléphone	15 931	15 931	22 000	22 000		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 5 000 dollars correspondant à la deuxième annuité à verser aux Services de télécommunications du Gouvernement éthiopien pour deux centraux téléphoniques installés en janvier 1966 dans la Maison de l'Afrique.
Services postaux	15 738	15 738	17 500	16 200		
Valise diplomatique	41 143	41 143	44 000	43 000		
Transport de marchandises et assurance maritime	13 638	13 638	14 500	14 000		
TOTAL, article premier	122 686	122 686	137 000	132 000	9 314	Le crédit demandé pour 1967, bien que supérieur au montant des dépenses ajustées de 1965, est inférieur de 5 000 dollars aux crédits ouverts pour 1966. Les frais relatifs aux communications pour la huitième session de la Commission sont inscrits au chapitre 2.
II. — *Location et entretien du matériel*						
Location de matériel de bureau et de traitement électronique des données	38 329	38 329	30 300	40 000		Le crédit demandé pour 1967 tient compte d'une légère augmentation du montant affecté à la location de matériel de tabulation, résultant de l'accroissement des opérations comptables et statistiques effectuées dans ce bureau.
Matériel divers	11 849	11 849	24 500	15 700		Le crédit demandé pour 1967 comprend une somme d'environ 3 400 dollars pour la location de véhicules de transport locaux, location qui rend inutile l'acquisition de véhicules supplémentaires.
TOTAL, article II	50 178	50 178	54 800	55 700	5 522	Le crédit demandé pour 1967, bien que supérieur de 5 522 dollars au montant des dépenses ajustées de 1965, ne dépasse que de 900 dollars les crédits ouverts pour 1966.
IV. — *Autres fournitures et services*						
Fournitures et services divers	13 026	13 026	10 500	10 200		
Assurances générales	2 032	2 032	7 500	6 500		Le montant de l'assurance couvrant la Maison de l'Afrique a été fixé d'un commun accord en 1966, la prime annuelle étant de 5 870 dollars. Le crédit demandé pour 1967, comprenant l'assurance aux tiers pour les locaux et les véhicules, est inférieur de 1 000 dollars aux crédits ouverts pour 1966.
TOTAL, article IV	15 058	15 058	18 000	16 700	1 642	

h/ Le chiffre des dépenses de 1965 comprend une somme estimative de 18 400 dollars pour les frais généraux imputables à la onzième session de la Commission, qui s'est tenue à Santiago. Les dépenses relatives à la douzième session, qui se tiendra à Caracas, sont inscrites au chapitre 2.

i/ Y compris les bureaux sous-régionaux situés à Kinshasa, Lusaka, Niamey et Tanger.

Tableau 10-7. — Ventilation par bureau (suite)

	1965 Dépenses (1)	1965 Dépenses (chiffres ajustés) (2)	1966 Crédits ouverts (3)	1967 Crédits demandés (4)	Augmentation (ou diminution) (5)	Différence entre 1965 (colonne 2) et 1967 (colonne 4) — Principales causes de variation et remarques diverses
	Dollars des Etats-Unis					
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (suite)						
Articles						
V. — *Fournitures de bureau et fournitures pour la reproduction des documents*						
Papeterie et fournitures de bureau.	26 059	26 059	25 000	27 000		
Fournitures pour la reproduction des documents.	38 529	38 529	40 000	40 000		
TOTAL, article V	64 588	64 588	65 000	67 000	2 412	Les dépenses à prévoir lors de la huitième session de la Commission pour les fournitures de bureau et les fournitures destinées à la reproduction des documents sont inscrites au chapitre 2.
VI. — *Livres et fournitures de bibliothèque*	15 218	15 218	9 600	16 000	782	Le crédit demandé pour 1967 comprend environ 4 000 dollars pour les bureaux sous-régionaux.
TOTAL, COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	267 728 j/	267 728 j/	284 400	287 400	19 672	
TOTAL GENERAL, CHAPITRE 10	4 567 716	4 600 300	4 701 000	5 236 900	636 600	

j/ Le chiffre des dépenses de 1965 comprend une somme estimative de 2 000 dollars pour les frais généraux imputables à la septième session de la Commission, qui s'est tenue à Nairobi. Les frais à prévoir pour la huitième session, qui doit se tenir à Lagos, sont inscrits au chapitre 2.

Chapitre 11. — Imprimerie

1 908 000 dollars (1966: 1 800 000 dollars; 1965: 1 353 034 dollars)

Tableau 11-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Documents officiels	1 020 500	1 020 615	739 555
II. — Publications périodiques	892 300	778 275	752 148
III. — Etudes et rapports	276 000	282 200	153 972
IV. — Service de l'information	113 000	98 400	109 770
V. — Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants	19 000	18 860	16 634
VI. — Autres travaux contractuels d'imprimerie	52 200	51 650	46 078
VII. — Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat	(465 000)	(450 000)	(465 123)
TOTAL, chapitre 11	1 908 000	1 800 000	1 353 034

11.1 Les crédits demandés dans le présent chapitre doivent permettre de couvrir les dépenses relatives aux travaux contractuels d'imprimerie, sauf en ce qui concerne:

a) La Cour internationale de Justice (chap. 19);
b) Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (chap. 18);
c) Les réunions et conférences spéciales (chap. 2);
d) Les missions spéciales (chap. 16);
e) La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (chap. 20);
f) Les bulletins, plaquettes, dépliants et autres imprimés analogues distribués au titre du programme d'information (chap. 10).

11.2 Comme il est indiqué au chapitre 5 des prévisions de recettes (Vente des publications), le coût marginal estimatif des exemplaires des publications de l'ONU destinés à la vente (coût du papier, des travaux d'impression et de la reliure des exemplaires supplémentaires) est inscrit dans les prévisions de dépenses aux articles correspondants du présent chapitre. D'autres travaux contractuels d'imprimerie au titre des activités productrices de recettes sont portés au débit du compte de ces activités, comme l'indiquent les chapitres pertinents des prévisions de recettes.

11.3 L'augmentation de 108 000 dollars des crédits demandés pour 1967 par rapport aux crédits ouverts pour 1966 est imputable aux divers facteurs énumérés ci-après:

a) La tendance à la hausse du coût de la main-d'œuvre et des fournitures dont il avait été fait mention dans le projet de budget pour 1966 s'est maintenue et a eu pour effet d'accroître encore d'environ 5 p. 100 les frais d'imprimerie de l'Organisation.

b) Comme on l'a signalé en 1966, l'expansion des activités de l'ONU ces dernières années, particulièrement dans les domaines économique et social, continue d'influer sur les chiffres inscrits au présent chapitre. Les gouvernements réclament des compilations statistiques de plus en plus abondantes concernant les grands domaines économiques. En raison de l'utilisation d'ordinateurs, qui permet un dépouillement plus détaillé et beaucoup plus rapide des données, les publications statistiques sont plus complexes, plus étoffées et doivent être publiées à intervalles plus fréquents. C'est le cas, en particulier, des statistiques relatives au commerce international.

c) Le coût des tirages nécessaires pour faire face à l'accroissement du programme des ventes est passé de 102 000 dollars en 1960 à un montant estimatif de 286 000 dollars en 1967, soit une augmentation de 184 000 dollars au cours des six dernières années. L'état comparatif ci-après, qui indique le nombre d'exemplaires destinés à la vente pour quelques-unes des publications périodiques, illustre bien cette tendance à l'augmentation des dépenses.

Tableau 11-2

	Année de publication	Tirage destiné exclusivement à la vente
Annuaire statistique 1958	1958	4 870
Annuaire statistique 1965	1966	9 500
Annuaire démographique 1958	1958	2 250
Annuaire démographique 1965	1966	5 500
Yearbook of International Trade Statistics, vol. I, 1958	1959	1 800
Yearbook of International Trade Statistics, 1964	1965	2 500
Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1958	1959	1 500
Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1965	1966	2 500
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1958 (en anglais)	1959	3 600

Tableau 11-2 (suite)

	Année de publication	Tirage destiné exclusivement à la vente
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1965 (en anglais)	1966	4 750
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1958 (en français)	1959	300
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1964 (en français)	1965	300
Economic Survey of Latin America, 1958 (en anglais)	1959	2 000
Economic Survey of Latin America, 1964 (en anglais)	1966	3 500
Economic Bulletin for Latin America, 1958 (en anglais), vol. III, No 1	1958	900
Economic Bulletin for Latin America, 1966 (en anglais)	1966	2 000
Etude sur la situation économique de l'Europe, 1958 (en anglais)	1959	4 000
Etude sur la situation économique de l'Europe, 1964 (en anglais), première partie	1965	4 900
Etude sur l'économie mondiale, 1958 (en anglais)	1959	2 500
Etude sur l'économie mondiale, 1964 (en anglais)	1965	5 000

En conséquence, on constatera au chapitre 5 des prévisions de recettes une augmentation correspondante des recettes provenant de la vente des publications.

11.4 Le coût brut du programme de publications dont le détail est donné aux articles I à VI ci-après est estimé, sur la base des prix extérieurs des travaux d'imprimerie, à 2 523 060 dollars. Pour la raison indiquée plus loin, au paragraphe 11.6, ce montant estimatif a été ramené à 2 373 000 dollars. Pour 1966, le coût brut du programme de publications était estimé à 2 250 000 dollars. Comme les années précédentes, une part importante des travaux prévus dans le programme d'ensemble sera effectuée dans les ateliers du Secrétariat. On évalue à 465 000 dollars ce que coûteraient les travaux d'imprimerie effectués par les soins du Secrétariat en 1967, s'il fallait les confier à des imprimeurs commerciaux. Le montant net des dépenses contractuelles d'imprimerie prévues dans le présent chapitre pour 1967 est donc estimé à 1 908 000 dollars, alors que le crédit ouvert pour 1966 était de 1 800 000 dollars.

11.5 Comme en 1965, il est probable que les commandes passées à des imprimeurs installés hors de la région new-yorkaise représenteront environ 60 p. 100 de l'ensemble des travaux d'imprimerie. Le Secrétariat s'efforce toujours de répartir les contrats sur une base géographique aussi large que possible, en faisant jouer la concurrence pour obtenir les meilleurs prix.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Documents officiels	*1 020 500*
1966:	1 020 615
1965:	739 555

11.6 Pour calculer le coût du programme de publications établi pour 1967 et qui figure au paragraphe 11.7 ci-après, on s'est fondé, comme dans les projets de budget précédents, sur le nombre moyen de réunions qui ont été tenues au cours des trois dernières années et sur le nombre moyen de pages de documents relatifs auxdites réunions qui ont été imprimées pendant cette même période. Pour exécuter ce programme intégralement, il faudrait un crédit de 1 170 560 dollars. Mais au cours des années précédentes, les dépenses effectives se sont révélées être inférieures aux crédits ouverts, en partie parce qu'il n'a pas été possible d'exécuter intégralement le programme de publications au cours de l'exercice pour lequel les crédits avaient été ouverts. Dans ces conditions, le Secrétaire général se borne à demander pour 1967 un crédit identique à celui qui a été ouvert pour 1966, étant entendu que, si tous les documents et publications énumérés dans le programme étaient effectivement terminés et prêts à être imprimés en 1967, avec le nombre de pages qui a été prévu, il lui faudrait soit présenter une demande de crédits additionnels pour 1967, soit remettre à plus tard une partie des travaux en question.

11.7 Sous réserve des observations formulées au paragraphe 11.6 ci-dessus, le programme de publications proposé pour 1967 se décompose comme suit:

		Dollars
i) L'Assemblée générale, ses commissions et comités		*730 100*
	1966:	616 400
	1965:	355 483

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Comptes rendus de séances en cinq langues (600 séances)	4 800	368 000
b) Annexes en cinq langues (75 fascicules)	1 650	179 800
c) Suppléments en cinq langues	1 594	182 300

		Dollars
ii) Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités		*133 200*
	1966:	105 700
	1965:	90 191

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Comptes rendus de séances et suppléments en cinq langues	3 132	133 200

		Dollars
iii) Le Conseil économique et social, ses commissions et comités		*112 950*
	1966:	113 515
	1965:	139 530

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Comptes rendus de séances de deux sessions, en trois langues (60 séances)	440	21 100
b) Annexes relatives aux deux sessions, en trois langues (60 fascicules)	760	33 400
c) Suppléments: rapports de commissions en trois langues et résolutions en cinq langues		58 450

		Dollars
iv) Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités		*8 700*
	1966:	8 000
	1965:	10 402

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Comptes rendus de séances d'une session et annexes y relatives, en deux langues, résolutions en cinq langues et Mission de visite dans les Iles du Pacifique	316	8 700

		Dollars
v) Documents officiels, arriéré		*100 000*
	1966:	97 300
	1965:	117 798
vi) Impression en arabe de certains documents de l'Assemblée générale et d'autres documents en application de la résolution 878 (IX) de l'Assemblée générale		*11 000*
	1966:	10 700
	1965:	9 711
vii) Accords et protocoles		*12 000*
	1966:	11 800
	1965:	713
viii) Documents de la Commission du droit international établis en application de la résolution 987 (X) de l'Assemblée générale		*33 600*
	1966:	30 000
	1965:	12 562

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Volume II des comptes rendus de la dix-huitième session (1966)	350	14 400
b) Volume I des comptes rendus de la dix-neuvième session (1967)	420	19 200

		Dollars
ix) Bibliothèque		*9 810*
	1966:	9 000
	1965:	3 165

		Dollars
x) Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies, publié en application des résolutions 992 (X), 1136 (XII) et 1756 (XVII) de l'Assemblée générale		*19 200*
	1966:	18 200
	1965:	-

	Nombre de pages du texte anglais	Coût estimatif (dollars)
a) Supplément No 3, en anglais	2 000	19 200

11.8 Pour calculer le coût de l'impression des Documents officiels de l'Assemblée générale et des trois conseils (rubriques i à iv du programme), on s'est fondé sur le règlement intérieur de ces organes et, en ce qui concerne le nombre et la longueur des comptes rendus de séances, des suppléments et des annexes, sur l'expérience des trois derniers exercices, en faisant abstraction des facteurs inhabituels et en tenant compte des besoins prévus pour 1967. Le montant total des crédits demandés sur cette base au titre de ces quatre rubriques s'élève à 984 950 dollars, alors que le crédit ouvert pour 1966 était de 843 615 dollars.

11.9 Le crédit relatif à l'impression de l'arriéré des Documents officiels visé à la rubrique v du programme de publications a été fixé à 100 000 dollars. Sur ce montant, 77 000 dollars sont demandés pour l'impression de l'arriéré de Documents officiels en russe conformément à des contrats passés en Union soviétique. Le solde du crédit (23 000 dollars) est réservé à l'impression de l'arriéré de documents en chinois.

ARTICLE II

		Dollars
Publications périodiques		*892 300*
	1966:	778 275
	1965:	752 148

11.10 Le détail du programme de publications prévu au présent article est donné au paragraphe 11.13 ci-après. Pour le coût des publications du Centre de développement industriel, on a prévu initialement le même montant qu'en 1966 (12 900 dollars).

11.11 Le crédit total demandé pour 1967 accuse une augmentation de 114 025 dollars, les augmentations (ou diminutions) pour les divers chefs de dépenses étant les suivantes:

	Augmentations (diminutions) (dollars)
Service juridique	8 400
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	(900)
Département des affaires économiques et sociales	70 485
Office des Nations Unies à Genève	-
Commission économique pour l'Europe	3 350
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	1 370
Commission économique pour l'Amérique latine	16 170
Commission économique pour l'Afrique	15 150
TOTAL	114 025

11.12 L'accroissement substantiel du crédit demandé pour le Département des affaires économiques et sociales est en grande partie imputable à une nouvelle augmentation du volume et des frais d'impression des publications statistiques, qui est due aux raisons indiquées plus haut au paragraphe 11.3. Cet accroissement résulte aussi des dépenses qu'entraîne le tirage d'un plus grand nombre d'exemplaires destinés à la vente.

11.13 Le programme de publications pour 1967 se décompose comme suit:

	Dollars
i) Service juridique	*133 700*
1966:	125 300
1965:	166 591

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Recueil des traités (36 volumes), publication multilingue	15 000	100 000
b) Index cumulatif No 6 du Recueil des traités (vol. 451-500), index chronologique et alphabétique, en français	300	2 300
c) Index cumulatif No 7 du Recueil des traités (vol. 501-550), index chronologique et alphabétique, en anglais	300	3 600
d) Supplément annuel à l'état des conventions multilatérales, No 5, en anglais et en français	440	6 950
e) Recueil des sentences arbitrales internationales, volume XVI	400	4 800
f) Série législative (vol. 15): statut, privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en anglais et en français	600	5 500
g) Annuaire juridique des Nations Unies, 1965, en français et en espagnol	512	6 000
h) Annuaire juridique des Nations Unies, 1965, en anglais	256	4 550

	Dollars
ii) Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	*3 800*
1966:	4 700
1965:	54

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Supplément No 4 au Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité, 1964-1965, en anglais	240	3 800

	Dollars
iii) Département des affaires économiques et sociales	*530 300*
1966:	459 815
1965:	425 199

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Conventions fiscales internationales, volume VII, Supplément No 3, en trois langues	200	7 500
b) Conventions fiscales internationales, volume IX, Supplément No 16, en trois langues	200	6 800
c) Conventions fiscales internationales, volume IX, Supplément No 17, en trois langues	200	6 800
d) Conventions fiscales internationales, volume IX, Supplément No 18, en trois langues	200	6 800
e) Annuaire des droits de l'homme, 1964, en français	480	5 700
f) Annuaire des droits de l'homme, 1965, en anglais	432	7 750
g) Bulletin mensuel de statistiques, volume XXI, 12 numéros, publication bilingue	4 000	103 000
h) Annuaire statistique, 1967, publication bilingue	770	73 300
i) Annuaire démographique, 1967, publication bilingue	752	59 000
j) Yearbook of International Trade Statistics, 1966, en anglais	800	47 200
k) Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1966, publication bilingue	550	30 500
l) Commodity Trade Statistics, en anglais	10 000	101 000
m) Revue internationale de développement social, No 2, en trois langues	100	5 300
n) Revue internationale de politique criminelle, No 25, en trois langues	112	5 750
o) Bulletin des stupéfiants, volume XIX, quatre numéros, en deux langues	58	9 600
p) Résumé des rapports annuels des gouvernements sur les stupéfiants, 1966, première et deuxième parties, en trois langues	80	5 950
q) Index récapitulatif des lois sur les stupéfiants, en trois langues	120	5 300
r) Cartographie mondiale, volume IX, en deux langues	216	6 550
s) Rapport annuel sur l'établissement de la carte du monde au millionième, 1966, publication bilingue	128	1 900
t) Etude sur l'économie mondiale, 1966, deux volumes, en trois langues	216	21 700
u) Bulletin for Industrial Development		12 900

	Dollars
iv) Département de la tutelle et des territoires non autonomes	-
1966:	-
1965:	-

	Dollars
v) Office des Nations Unies à Genève (non compris la Commission économique pour l'Europe)	*10 860*
1966:	10 860
1965:	9 700

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Liste mensuelle des ouvrages catalogués (bibliothèque), 12 numéros, publication bilingue		4 860
b) Liste mensuelle d'articles sélectionnés (bibliothèque), 12 numéros, publication bilingue	352	6 000

vi) Commission économique pour l'Europe *70 400*

1966: 67 050
1965: 64 507

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Normes et études statistiques, Nos 10, 11, 12, 13, en deux langues. . .	50-70	5 040
b) Etude sur la situation économique de l'Europe, 1966, première partie, en trois langues.	140	7 635
Tirage en offset dans les ateliers du Secrétariat à New York, en anglais		1 635
c) Bulletin économique pour l'Europe, volume XIX, No 1, en trois langues	97	8 685
d) Bulletin économique pour l'Europe, volume XIX, No 2, en deux langues	97	5 650
e) Bulletin annuel de statistiques du charbon, publication trilingue . . .	160	7 120
f) Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier, trois numéros, publication trilingue	144	7 130
g) Bulletin du bois pour l'Europe, trois numéros, publication bilingue	96	4 980
h) Bulletin annuel de statistiques des transports européens, publication bilingue	140	7 190
i) Bulletin annuel de statistiques de l'habitation et du bâtiment, publication trilingue	80	3 505
j) Bulletin annuel de statistiques de l'énergie électrique, publication trilingue	145	3 505
k) Bulletin annuel de statistiques du gaz pour l'Europe, publication trilingue	115	6 825
l) Statistics of World Trade in Steel, en anglais	45	1 500

vii) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient *48 420*

1966: 47 050
1965: 30 241

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Economic Bulletin for Asia and the Far East, volume XVIII, trois numéros, en anglais.	390	6 100
b) Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1966, édition de Hong-kong, en anglais	270	4 800
Tirage en offset dans les ateliers du Secrétariat à New York, en deux langues	270	8 800
c) Foreign Trade Statistics for Asia and the Far East, trois numéros, en anglais	1 320	6 100
d) Proceedings of the Seventh Regional Conference on Water Resources Development (Recueil de la mise en valeur des ressources hydrauliques, No 33), en anglais	434	5 175
e) Development of Deltaic Areas in Asia and the Far East (Recueil de la mise en valeur des ressources hydrauliques, No 34), en anglais	260	2 970
f) Water Legislation and Management in Asia and the Far East (Recueil de la mise en valeur des ressources hydrauliques, No 35), en anglais. .	250	2 500
g) Industrial Development News, en anglais	104	1 175
h) Electric Power in Asia and the Far East, 1961-1965, en anglais.	225	2 375
i) Small Industry Bulletin, en anglais	150	1 675
j) Case Histories of Oil and Gas Fields in Asia and the Far East (Recueil de la mise en valeur des ressources minérales, No 29), en anglais	110	1 500
k) Stratigraphic Correlation between Sedimentary Basins of Asia and the Far East (Recueil de la mise en valeur des ressources minérales, No 30), en anglais.	125	1 650
l) Mining Developments of Asia and the Far East (Recueil de la mise en valeur des ressources minérales, No 31), en anglais.	120	1 300
m) Transport and Communications Bulletin, deux numéros, en anglais	160	1 600

viii) Commission économique pour l'Amérique latine. *52 870*

1966: 36 700
1965: 39 726

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Economic Bulletin for Latin America, deux numéros, en deux langues	336	15 000
b) Economic Survey of Latin America, 1966, en deux langues.	580	28 000
c) Statistical Bulletin for Latin America, deux numéros, publication bilingue.	200	5 500
d) Summary of the Economic Survey of Latin America, en deux langues	60	3 870
e) Reproduction de certains articles présentant un intérêt particulier .	160	500

ix) Commission économique pour l'Afrique *41 950*

1966: 26 800
1965: 16 130

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Bulletin économique pour l'Afrique, un numéro, volume VII, en deux langues.	140	13 070
b) Bulletin d'information statistique, trois numéros (Nos 23, 24, 25), en deux langues.	6-8	525
c) Statistiques africaines du commerce extérieur, série A, Echanges par pays, deux numéros (Nos 10 et 11), publication bilingue . . .	100	2 600

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
d) Statistiques africaines du commerce extérieur, série B, Echanges par produits, trois numéros (Nos 13, 14 et 15), publication bilingue	250	4 848
e) Bulletin des affaires commerciales, monétaires et fiscales, trois numéros (Nos 17, 18 et 19), en deux langues	25-50	630
f) Bulletin de l'économie agricole en Afrique, deux numéros (Nos 10 et 11), en deux langues	70-100	1 204
g) Services de protection sociale en Afrique, trois numéros (Nos 8, 9 et 10), en deux langues	110	12 038
h) Répertoire revisé des services sociaux en Afrique, en deux langues	100	4 025
i) Bulletin général de statistiques africaines, un numéro, en deux langues	450	1 350
j) Bulletin d'information sur le développement industriel, deux numéros, en deux langues	70-100	420
k) Statistiques de la production, publication bilingue	50	150
l) Manuel statistique pour l'Afrique, publication bilingue	250	1 090

ARTICLE III

	Dollars
Etudes et rapports	*276 000*
1966:	282 200
1965:	153 972

11.14 Le crédit demandé au présent article doit couvrir le coût de l'impression de certains rapports et études élaborés dans le cadre de programmes de travail autorisés par les organes compétents de l'ONU. Ce crédit a été calculé d'après une liste précise de documents, mais ceux-ci ne sont pas énumérés ci-dessous, le programme de travail pouvant subir des modifications au cours de l'année. Le Comité des publications suit l'exécution du programme et prend une décision distincte pour chaque ouvrage soumis pour impression.

11.15 On a inclus dans le présent article trois nouvelles publications qui doivent être publiées pour répondre aux vœux exprimés par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social dans diverses résolutions, à savoir:

a) Habitation, construction et planification (Research and Training News): résolutions 903 C (XXXIV), 975 F (XXXVI), 976 B (XXXVI), 976 C (XXXVI) du Conseil économique et social;

b) Review of Development Planning, No 1: résolution 1939 (XVIII) de l'Assemblée générale; résolution 979 (XXXVI) du Conseil économique et social;

c) Studies on Techniques and Problems of Planning, No 1: résolution 1939 (XVIII) de l'Assemblée générale; résolution 979 (XXXVI) du Conseil économique et social.

Il se peut que ces publications, si le Conseil économique et social et l'Assemblée générale les accueillent favorablement, deviennent des publications périodiques, auquel cas elles seront incluses à l'avenir dans l'article II.

11.16 Le tableau 11-3 récapitule, par service et département, les crédits demandés pour 1967, les crédits ouverts pour 1966 et les dépenses effectives de 1965.

11.17 Le crédit demandé sous la rubrique viii — Réimpressions — doit permettre de couvrir le tirage, aux fins de distribution et de vente, d'exemplaires supplémentaires des publications antérieures, dont les stocks sont épuisés. Les réimpressions n'ont cessé d'augmenter ces dernières années et sont devenues un élément permanent des travaux d'imprimerie. Il paraît donc souhaitable de demander à cette fin un crédit approprié, calculé en fonction des dépenses moyennes des trois derniers exercices. Comme par le passé, on ne ménagera aucun effort pour que la majeure partie des travaux soit effectuée par les ateliers du Secrétariat, facteur dont il a été dûment tenu compte pour le calcul de la déduction prévue à l'article VII.

Tableau 11-3

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Service juridique	-	-	-
ii) Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	8 750	10 400	-
iii) Département des affaires économiques et sociales	155 800	155 800	41 420
iv) Commission économique pour l'Europe	19 450	16 050	9 952
v) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	15 100	14 050	7 998
vi) Commission économique pour l'Amérique latine	31 600	26 100	29 335
vii) Commission économique pour l'Afrique	15 300	30 600	11 300
viii) Réimpressions	30 000	29 200	53 967
TOTAL	276 000	282 200	153 972

ARTICLE IV

	Dollars
Service de l'information	*113 000*
1966:	98 400
1965:	109 770

11.18 Le coût estimatif des travaux d'imprimerie prévus pour le Service de l'information est le suivant:

	Coût estimatif (dollars)
A. — *DOCUMENTATION PUBLIEE AU SIEGE*	
Périodiques	
United Nations Monthly Chronicle, en anglais, numéros de 120 pages, tirés à 20 000 exemplaires (11 numéros). . .	68 000
Index de l'édition anglaise	2 000
Livres	
Everyman's United Nations, en anglais, 1 500 exemplaires destinés à la distribution officielle.	1 500
United Nations Yearbook, en anglais, 575 exemplaires destinés à la distribution officielle	4 500
B. — *DOCUMENTATION PUBLIEE DANS LES CENTRES D'INFORMATION*	
Périodiques	
ONU - Chronique mensuelle, en français, numéros de 132 pages, tirés à 3 000 exemplaires (11 numéros).	21 800
Index de l'édition française	1 200
ONU Chronica Mensual, en espagnol, numéros de 132 pages, tirés à 2 500 exemplaires (11 numéros).	12 800
Index de l'édition espagnole	1 200

ARTICLE V

	Dollars
Comité central permanent des stupéfiants et Organe de contrôle des stupéfiants . .	*19 000*
1966:	18 800
1965:	16 634

11.19 Pour 1967, le coût estimatif des travaux prévus au présent article est le suivant:

	Nombre de pages du texte original	Coût estimatif (dollars)
a) Rapport au Conseil économique et social sur les travaux du Comité en 1967, en trois langues	135	6 000
b) Statistiques des stupéfiants pour l'année 1965, en deux langues . . .	55	2 100
c) Estimations des besoins mondiaux de stupéfiants et de la production mondiale d'opium en 1968, rapport de l'Organe de contrôle des stupéfiants, en trois langues.	110	4 450
d) Suppléments aux estimations visées à l'alinéa c ci-dessus pour la période 1966-1967, en trois langues	140	2 900
e) Questionnaire à adresser aux gouvernements pour obtenir des renseignements statistiques, en quatre langues	43	3 550

ARTICLE VI

	Dollars
Autres travaux contractuels d'imprimerie	*52 200*
1966:	51 650
1965:	46 078

11.20 Les crédits demandés au présent article doivent permettre de couvrir les besoins suivants:

	Dollars	Coût estimatif (dollars)
i) *Cabinet du Secrétaire général*		
a) Cartes d'invitation, etc.	7 700	
b) Mémoires d'avocats	300	8 000
ii) *Service des conférences* (travaux contractuels extérieurs indispensables pour la reproduction de publications dans les ateliers du Secrétariat)		3 000
iii) *Service financier* (formules, cachets, étiquettes, graphiques, en-têtes de lettres, etc.)		22 700
iv) *Services généraux* (laissez-passer, certificats de famille, etc.).		5 850
v) *Office des Nations Unies à Genève*		
a) Fiches de catalogue pour la Bibliothèque (4 000 titres environ)	4 000	
b) Brochures pour la Bibliothèque, en anglais et en français, 2 000 exemplaires	150	
c) En-têtes de lettres, enveloppes, cartes IBM, etc.	8 500	12 650

11.21 Sur le crédit de 8 500 dollars demandé à la rubrique v ci-dessus, un montant de 4 000 dollars doit permettre, comme en 1966, de couvrir les frais d'impression de formules, enveloppes, en-têtes de lettres, etc., pour l'Office des Nations Unies à Genève. Le solde de 4 500 dollars est nécessaire pour faire imprimer des quittances et reçus spéciaux, des chèques, des formules comptables, etc.

ARTICLE VII

	Dollars
Economies réalisées grâce à la reproduction de certaines publications par les soins du Secrétariat	*(465 000)*
1966:	(450 000)
1965:	(465 123)

11.22 Sur l'ensemble du programme de travaux d'imprimerie visé aux articles I à VI, les travaux qui seront effectués par les ateliers du Siège sont évalués à 355 000 dollars et ceux dont se chargeront les ateliers de Genève à 110 000 dollars. On peut donc déduire 465 000 dollars du total des crédits demandés à ces articles.

11.23 Les possibilités d'utiliser les ateliers du Secrétariat pour réduire le coût des travaux contractuels d'imprimerie imputés sur le présent chapitre dépendent dans une large mesure du volume global de travail auquel les ateliers ont à faire face. Il convient de rappeler, à cet égard, que la documentation reproduite par les ateliers du Secrétariat et destinée aux conférences et réunions spéciales augmente de manière continue en ce qui concerne tant le volume que le nombre des exemplaires requis. Cela

a permis, en dehors des économies prévues au présent chapitre, de réduire de façon sensible les dépenses prévues pour les travaux d'imprimerie au chapitre 2.

11.24 On trouvera ci-après des indications sur les publications et autres documents imprimés reproduits en 1965 par les ateliers du Secrétariat dans le cadre de leurs tâches normales et qui n'apparaissent donc pas dans le programme des travaux contractuels d'imprimerie faisant l'objet des articles I à VI ci-dessus. Le volume de documentation qui peut être reproduit par les soins du Secrétariat dépend, d'une part, du type de documents à imprimer et de la date de leur soumission et, d'autre part, de la possibilité d'avoir des machines libres pour les diverses opérations nécessaires; ce volume est déterminé par un système de "contingents" fondé sur le volume des documents de même nature reproduits en 1955. Les chiffres indiqués ci-après sont une estimation de ce que ces travaux auraient coûté s'ils avaient été confiés à des imprimeurs commerciaux utilisant les mêmes procédés. L'énumération figurant sous chaque rubrique n'est pas exhaustive, mais donne une indication des types de documents classés dans cette catégorie.

	Prix qu'auraient demandés des imprimeurs commerciaux aux tarifs de 1965 (dollars)
Affaires économiques et sociales . . .	60 795
i) *Publications économiques* (5 830 dollars)	
La normalisation industrielle dans les pays en voie de développement — Le dessalement de l'eau	
ii) *Publications sociales* (16 975 dollars)	
Séries du développement communautaire	
Séries démographiques	
Situation du logement dans le monde et évaluation des besoins de logements	
Equipement de base des centres de réadaptation	
Bulletin d'information sur la condition de la femme	
iii) *Publications statistiques* (13 260 dollars)	
Population and Vital Statistics	
Système de comptabilité nationale et tableaux connexes	
Manuel des méthodes d'enquête sur les ménages	
Bibliography of Industrial and Distributive Trade Statistics	
World Energy Supplies 1960-1963	
Rapport du cycle d'études sur les statistiques de l'état civil en Afrique	
iv) *Assistance technique* (24 730 dollars)	
Report on Local Government Study Tour of Yugoslavia and India by Senior Officials of African States	
Report of the Inter-regional Seminar on Social Aspects of Industrialization (Minsk, 11-25 août 1964)	
Rapports de cycles d'études	
Rapports d'experts	
Questions juridiques	7 810
Relevé des traités et accords internationaux	
Bibliothèque Dag Hammarskjöld. . . .	19 935
Index des documents de l'ONU	
Périodiques	
Cabinet du Secrétaire général	10 580
Liste des délégations à l'Assemblée générale (vingtième session)	
Bureau de l'assistance technique . . .	3 570
Bulletin d'information de l'assistance technique	
Service de l'information	28 290
Opuscules, plaquettes, dépliants, etc.	
FISE	8 790
UNICEF News	
Dépliants, brochures, affiches	
Administration postale de l'ONU . . .	2 245
Formules de commandes	
Imprimés publicitaires	
Vente de publications	22 345
Bulletin mensuel de ventes	
Imprimés publicitaires	
Catalogues	
Services destinés aux visiteurs	11 500
Guide à l'intention des visiteurs	
Réimpression de publications de l'ONU à des fins officielles.	12 200
TOTAL	188 060

TITRE IV

DEPENSES SPECIALES

Chapitre 12. — Dépenses spéciales

8 963 500 dollars (1966: 8 885 800 dollars; 1965: 8 515 731 dollars)

Tableau 12-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	96 500	40 800	33 143
II. — Ecole internationale des Nations Unies, New York	Pour mémoire	57 000	45 000
III. — Ecole internationale, Genève	30 000	-	-
IV. — Programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain	30 000	50 000	21 421
V. — Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	8 717 500	8 668 000	8 351 514
VI. — Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal	70 000	50 000	46 620
VII. — Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement (Service de l'information)	19 500	20 000	18 033
TOTAL, chapitre 12	8 963 500	8 885 800	8 515 731

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	*96 500*
1966:	40 800
1965:	33 143

12.1 Aux termes d'un accord que, comme suite à la résolution 977 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955, le Secrétaire général a conclu avec la République de Corée et qui est entré en vigueur le 11 décembre 1959, l'ONU s'est engagée à assurer l'entretien permanent du cimetière situé à Tanggok, près de Pusan, sur le terrain que le Gouvernement coréen lui a concédé à perpétuité. L'ONU a commencé à assurer, le 31 mars 1960, l'entretien du Cimetière, confié jusque-là à l'Armée des Etats-Unis sous la responsabilité du Commandement des forces des Nations Unies en Corée.

12.2 Le secrétaire principal et le fonctionnaire d'administration de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, à Séoul, exercent respectivement les fonctions de conservateur et de conservateur adjoint du Cimetière.

12.3 Une entreprise locale est chargée de tous les travaux d'entretien du Cimetière, comme aussi des services de sécurité et de surveillance. Aux termes du contrat, l'entrepreneur fournit la main-d'œuvre, tandis que l'ONU fournit l'outillage, le matériel et les fournitures, et se charge des transports lourds.

12.4 La gestion du Cimetière, y compris la surveillance des travaux contractuels, les services de guides pour visiteurs et la tenue des registres administratifs et des comptes, est assurée par 3 agents du Service mobile de l'ONU, que secondent 4 agents locaux.

12.5 Le tableau 12-2 ci-après indique le total net des dépenses, après défalcation de certaines recettes, inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de recettes:

Tableau 12-2

	Dollars	Dollars
Crédits demandés pour le Cimetière (tableau 12-3 ci-après)	96 500	
Traitements et dépenses communes de personnel concernant les agents du Service mobile affectés au Cimetière (chapitre 17)	25 470	121 970
Recettes à déduire:		
a) Contributions du personnel	1 930	
b) Produit de la vente de véhicules et de matériel usagés (chapitre 3 des recettes)	2 000	3 930
TOTAL NET des dépenses		118 040

12.6 Le tableau 12-3 ci-après indique les dépenses prévues pour 1967 au présent chapitre, avec, en regard, les crédits ouverts pour 1966 et les dépenses effectives de 1965.

Tableau 12-3

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Traitements et salaires	4 200	3 500	3 488
ii) Frais de voyage et indemnité de subsistance	5 200	5 200	2 667
iii) Entretien des bâtiments	63 500	12 000	4 312
iv) Travaux contractuels d'entretien du Cimetière	12 200	16 200	18 969
v) Achat de véhicules	5 400	-	-
vi) Utilisation et entretien des véhicules	1 300	1 300	683
vii) Frais généraux	3 700	2 600	1 737
viii) Achat de mobilier et de matériel	1 000	-	1 287
TOTAL	96 500	40 800	33 143

	Dollars
i) Traitements et salaires	*4 200*
1966:	3 500
1965:	3 488

12.7 Le crédit demandé doit permettre de couvrir la rémunération des agents locaux ci-après: 1 interprète-traducteur, 2 chauffeurs et 1 mécanicien. Il tient compte d'un relèvement de 30 p. 100 des salaires locaux qui aura vraisemblablement à être opéré dans le courant de 1966. Les traitements et les dépenses communes de personnel concernant les agents du Service mobile chargés de la gestion du Cimetière sont inscrits au chapitre 17.

	Dollars
ii) Frais de voyage et indemnité de subsistance	*5 200*
1966:	5 200
1965:	2 667

12.8 Le crédit demandé doit permettre au conservateur et au conservateur adjoint de se rendre périodiquement au Cimetière en empruntant le chemin de fer ou l'avion entre Séoul et Pusan. Il doit permettre aussi de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des agents du Service mobile.

	Dollars
iii) Entretien des bâtiments	*63 500*
1966:	12 000
1965:	4 312

12.9 Le crédit demandé à la présente rubrique doit normalement permettre de couvrir: a) le coût de l'entretien des bureaux, résidences et autres bâtiments (y compris l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau, le matériel et les fournitures); b) l'achat des outils, des matériaux et des fournitures qui doivent être mis à la disposition de l'entrepreneur assurant l'entretien du Cimetière. Les crédits ouverts pour 1966 comprenaient une somme de 7 000 dollars pour la réparation des bâtiments administratifs temporaires (baraquements quonset). Ces bâtiments servent depuis 10 ans et, vu le climat de la région, ils sont maintenant dans un état de dégradation tel qu'on ne peut plus les réparer. En fait, il a été décidé que les réparations autres que celles qui sont absolument indispensables seraient totalement inutiles, et la majeure partie du crédit ouvert pour 1966 en vue des réparations restera donc inutilisé. On envisage d'édifier deux bâtiments permanents en 1967 pour remplacer les baraquements quonset: un petit bâtiment administratif (27 000 dollars) et un petit bâtiment pour la machinerie et l'entreposage (30 000 dollars). Il ne serait pas rentable d'échelonner l'exécution de ce projet sur 1967 et 1968 parce que le coût de la main-d'œuvre et des fournitures dans la région va en augmentant et qu'il serait vain de continuer à réparer les bâtiments existants.

12.10 Il faudra aussi envisager, le moment venu, d'aménager une salle d'accueil pour les quelque 50 000 personnes qui visitent le Cimetière chaque année. Il faudra également un emplacement approprié pour exposer, comme il est d'usage dans la plupart des cimetières militaires, les divers objets d'intérêt historique appartenant au Cimetière. Le coût d'un bâtiment qui répondrait à ces besoins est estimé à 56 000 dollars, et le Secrétaire général se propose de demander un crédit de ce montant dans le projet de budget pour 1968.

	Dollars
iv) Travaux contractuels d'entretien du Cimetière	*12 200*
1966:	16 200
1965:	18 969

12.11 Si les dépenses prévues pour 1967 sont inférieures à celles des exercices précédents, c'est que l'entrepreneur a réduit les effectifs qu'il emploie au minimum nécessaire pour maintenir le Cimetière en bon état.

	Dollars
v) Achat de véhicules	*5 400*
1966:	-
1965:	-

12.12 Le crédit demandé doit permettre d'acheter deux breaks pour remplacer deux modèles de 1963, conformément à l'usage établi qui veut que l'on remplace les véhicules ayant servi pendant plus de 4 années consécutives.

	Dollars
vi) Utilisation et entretien des véhicules	*1 300*
1966:	1 300
1965:	683
vii) Frais généraux	*3 700*
1966:	2 600
1965:	1 737

12.13 Sont groupées sous cette rubrique les dépenses concernant les communications, le transport de mar-

chandises, le camionnage et les messageries, les fournitures et services divers, l'assurance, ainsi que la papeterie et les fournitures de bureau. L'augmentation des dépenses prévues par rapport à celles des deux exercices précédents est imputable en partie au coût du transport des deux nouveaux véhicules à acheter.

	Dollars
viii) Achat de mobilier et de matériel .	*1 000*
1966:	-
1965:	1 287

ARTICLE II

	Dollars
Ecole internationale des Nations Unies, New York	*Pour mémoire*
1966:	57 000
1965:	45 000

12.14 Des crédits ont été ouverts à la présente rubrique ces dernières années en vue de couvrir le coût des subventions spéciales au Fonds de l'Ecole internationale des Nations Unies qui devaient aider à combler le déficit annuel d'exploitation de l'Ecole et à mettre au point des plans en vue de trouver des locaux permanents pour l'Ecole.

12.15 A sa vingtième session, l'Assemblée générale a pris acte avec reconnaissance de l'offre généreuse de la Ville de New York de mettre à la disposition de l'ONU un site approprié, en vertu d'un bail de longue durée et moyennant un loyer symbolique, ainsi que du don d'un million de dollars consenti par la famille Rockefeller pour aménager ce site. L'Assemblée a en outre noté avec reconnaissance que la Fondation Ford avait offert 7,5 millions de dollars pour construire et équiper l'Ecole sur le nouveau site, à la condition que le Fonds de développement de 3 millions de dollars devant permettre à l'Ecole d'être financièrement indépendante, que l'Assemblée générale avait envisagé dans sa résolution 1982 (XVIII) du 17 décembre 1963, soit constitué à l'aide des contributions de sources appropriées, gouvernementales et non gouvernementales. Par sa résolution 2123 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée a décidé de verser au Fonds de l'Ecole internationale une somme de 57 000 dollars pour résorber le déficit d'exploitation prévu pour l'année scolaire 1965-1966 et pour les années antérieures. Elle a aussi invité instamment les Etats Membres qui ne l'avaient pas encore fait à contribuer au Fonds de développement.

12.16 Le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, un rapport distinct sur l'évolution de la situation et sur la position financière de l'Ecole.

ARTICLE III

	Dollars
Ecole internationale, Genève	*30 000*
1966:	-
1965:	-

12.17 L'Ecole internationale de Genève a été créée il y a une quarantaine d'années sur l'initiative des fonctionnaires de la Société des Nations et du Bureau international du Travail. Elle a depuis répondu, dans une grande mesure, aux besoins du personnel des organisations internationales et, plus récemment, à ceux des membres de quelque 75 missions permanentes.

12.18 Depuis la seconde guerre mondiale, le nombre des élèves inscrits à l'Ecole est passé de 300 à 1 500 environ. Les élèves dont les parents travaillent soit dans les missions permanentes soit dans les organisations internationales représentent environ le tiers de cet effectif. Les enfants de fonctionnaires de l'ONU qui fréquentaient l'Ecole en février 1966 étaient à eux seuls au nombre de 76, ce qui représente près de la moitié du nombre des enfants de fonctionnaires de l'Office des Nations Unies à Genève recrutés sur le plan international qui font leurs études dans des écoles privées de la République et Canton de Genève. Une grande partie de ce dernier groupe d'enfants est inscrite dans des écoles pour jeunes enfants, au-delà du niveau primaire.

12.19 L'Ecole a jusqu'à présent réussi à répondre aux besoins qu'elle était censée satisfaire, grâce à la générosité de certains de ses fondateurs en 1924, aux dons de certains amis de l'Ecole, à l'appui financier de certaines entreprises privées qui se sont établies à Genève ces dernières années et à la générosité de la République et Canton de Genève, qui ont mis à la disposition de l'Ecole la plupart des bâtiments qu'elle occupe.

12.20 L'accroissement rapide des effectifs scolaires a obligé l'administration de l'Ecole à prendre un certain nombre de dispositions provisoires en ce qui concerne les salles de classe et le matériel, et à s'adjoindre un plus grand nombre d'enseignants. Mais il est maintenant indispensable de construire de nouvelles salles de classe, d'aménager de nouvelles installations et de se procurer du matériel supplémentaire si l'on veut que l'Ecole puisse continuer de dispenser à ses 1 500 élèves un enseignement de la même qualité.

12.21 L'administration de l'Ecole a récemment lancé une campagne intensive qui doit permettre de recueillir au cours des dix prochaines années les fonds nécessaires à l'accomplissement de ces fins. Cette campagne était nécessaire car l'Ecole ne dispose actuellement d'aucun fonds de dotation et n'a que peu de capitaux. Les dépenses d'exploitation ont été intégralement couvertes par les droits de scolarité, que l'on a dû majorer de quelque 50 p. 100 ces dernières années pour faire face à l'accroissement des coûts. Il a été fait appel à tous les groupes intéressés, notamment aux parents, aux anciens élèves, à des établissements commerciaux de Genève, suisses ou internationaux, à des fondations et aux organisations internationales elles-mêmes, qui étaient seules, parmi les groupes s'intéressant le plus à l'Ecole, à ne pas lui avoir encore prêté d'appui financier direct.

12.22 La direction de l'Ecole s'efforce d'obtenir des organisations internationales à Genève qu'elles versent une contribution annuelle de 100 000 dollars environ pendant 10 ans, et de recueillir une somme supplémentaire de 200 000 dollars par an pendant la même période auprès des sociétés locales qui emploient des personnes dont les enfants fréquentent l'Ecole. On espère que ces sommes ainsi que les contributions des parents et des anciens élèves inciteront les fondations qui ont fait savoir qu'elles étaient disposées à envisager des contributions correspondantes à verser, elles aussi, des sommes importantes.

12.23 L'Assemblée mondiale de la santé va être priée sous peu d'étudier une proposition en vue de l'octroi d'une subvention de 25 000 dollars pour 1967, l'éventualité de subventions d'un même montant pendant 10 ans étant également envisagée. Cette proposition a été approuvée par le Conseil exécutif de l'OMS à sa trente-septième session, étant entendu que la question serait réexaminée compte tenu des réactions concrètes d'autres donateurs éventuels.

12.24 Le Secrétaire général estime qu'il serait bon que l'ONU verse à l'Ecole une contribution de 30 000 dollars, et il demande en conséquence à l'Assemblée générale d'approuver l'ouverture d'un crédit de ce montant au présent article. Il a l'intention de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-deuxième session, un rapport sur l'évolution de la situation, ainsi que toute nouvelle recommandation qu'il paraîtrait souhaitable de formuler à ce moment-là.

ARTICLE IV

	Dollars
Programme spécial de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain	*30 000*
1966:	50 000
1965:	21 421

12.25 Le crédit demandé doit permettre de poursuivre en 1967 l'exécution du programme spécial de formation que l'Assemblée générale a institué par sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961.

12.26 Trente et une bourses au total ont été offertes et acceptées depuis 1962, année au cours de laquelle l'exécution du programme a commencé. Trois des boursiers ont achevé leurs études et 20 autres ont abandonné en cours d'études, de sorte que 8 boursiers poursuivaient encore leurs études en janvier 1966. Au moment où le présent projet de budget a été établi, les nouvelles demandes en cours d'examen étaient assez peu nombreuses.

12.27 Le tableau ci-après permet de comparer les dépenses et les crédits ouverts, pour la période 1962-1965:

	Crédits ouverts (dollars)	Dépenses (dollars)
1962	50 000	21 500
1963	50 000	48 768
1964	50 000	25 886
1965	36 500	21 421

12.28 Comme il n'y avait aucune raison de supposer que le programme continuerait de perdre de son importance, on avait estimé souhaitable, lors du calcul du crédit à ouvrir pour 1966, de revenir au montant antérieur, soit 50 000 dollars. Mais des faits plus récents donnent à penser qu'un crédit de 30 000 dollars suffira pour le programme en 1967.

ARTICLE V

	Dollars
Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	*8 717 500*
1966:	8 668 000
1965:	8 351 514

12.29 Par sa résolution 1739 (XVI) du 20 décembre 1961, modifiée par la résolution 1878 (S-IV) du 27 juin 1963 et la résolution 1989 (XVIII) du 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à émettre des obligations de l'Organisation des Nations Unies jusqu'à concurrence d'un montant global de 200 millions de dollars et à inscrire chaque année au budget ordinaire, à compter du budget de l'exercice 1963, une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts — au taux de 2 p. 100 par an — afférents aux obligations vendues et le remboursement, conformément au tableau joint en annexe à ladite résolution, des annuités du principal venant à échéance.

12.30 Ces paiements doivent être effectués le 15 janvier de chaque année. En conséquence, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé d'ouvrir un crédit de 8 668 000 dollars pour 1966. Comme le total du produit de la vente des obligations s'est chiffré à 169 905 679 dollars, les paiements effectifs pour 1966 se sont chiffrés à 8 662 218 dollars, à savoir 3 105 382 dollars pour les intérêts et 5 556 836 dollars pour les annuités du principal venant à échéance.

12.31 Le prochain paiement — 15 janvier 1967 — au titre des intérêts et des annuités du principal venant à échéance est estimé à 8 717 459 dollars.

ARTICLE VI

	Dollars
Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal	*70 000*
1966:	50 000
1965:	46 620

12.32 Le crédit demandé doit permettre de poursuivre en 1967 l'exécution du programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal, que l'Assemblée générale a institué aux termes de ses résolutions 1808 (XVII) du 14 décembre 1962 et 1973 (XVIII) du 16 décembre 1963.

12.33 Comme l'exécution de ce programme a commencé à la fin de 1964, 9 700 dollars seulement ont été dépensés au cours de cette première année. En 1965, le nombre des bourses demandées et octroyées s'est nettement accru et, à la fin de l'année, 39 étudiants faisaient effectivement des études et 4 autres devaient commencer leurs études en 1966. En 1965, les dépenses se sont chiffrées au total à 46 620 dollars. Se fondant sur l'expérience, l'Assemblée a ouvert un crédit de 50 000 dollars pour la poursuite du programme en 1966.

12.34 On prévoit qu'en 1966 presque toutes les bourses déjà octroyées seront renouvelées et que 15 à 20 nouvelles bourses seront accordées. On pense qu'il en sera de même en 1967. Mais l'on prévoit aussi d'accorder presque toutes les bourses pour des études en Afrique, ce qui permettra de réduire le coût moyen des bourses puisque 10 boursiers sur 39 au total poursuivent actuellement leurs études en Europe ou aux Etats-Unis. On estime en conséquence qu'un crédit de 70 000 dollars suffira pour défrayer le coût du programme en 1967.

ARTICLE VII

Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement (Service de l'information)	*19 500*
1966:	20 000
1965:	18 033

12.35 Le crédit demandé est destiné à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'une douzaine de spécialistes des pays en voie de développement s'occupant de la rédaction d'articles et de manuels ainsi que de la production d'émissions de radio et de télévision qui seront appelés à participer au Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement, au Siège. La durée de ce programme, que le Service de l'information gère en coopération avec les commissions économiques régionales compétentes, est d'environ 4 semaines.

12.36 En 1967, comme les deux années précédentes, le programme prendra la forme d'un cycle d'études s'adressant aux auteurs de manuels destinés aux pays en voie de développement sur les travaux de l'ONU.

TITRE V

PROGRAMMES TECHNIQUES

6 400 000 dollars (1966: 6 400 000 dollars; 1965: 6 393 295 dollars)

Chapitre 13. — Développement économique, développement social et administration publique
Chapitre 14. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme
Chapitre 15. — Contrôle des stupéfiants

V.1 Les crédits demandés au présent titre doivent permettre de financer celles des opérations d'assistance technique de l'ONU dont le coût est imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation. Ces opérations peuvent se répartir en trois catégories principales:

I. — Développement économique, développement social et administration publique (chapitre 13):

a) Assistance technique concernant le développement économique, telle que l'Assemblée générale l'a envisagée dans ses résolutions 200 (III) du 4 décembre 1948 et 304 (IV) du 16 novembre 1949;

b) Assistance technique concernant différents aspects du développement social telle que l'Assemblée l'a envisagée dans ses résolutions 418 (V) du 1er décembre 1950, 537 (VI) du 2 février 1952, 1042 (XI) du 21 février 1957 et 1838 (XVII) du 18 décembre 1962;

c) Services consultatifs, consultations, formation et recherche en matière d'administration publique, tels que l'Assemblée générale les a envisagés dans ses résolutions 518 (VI) du 12 janvier 1952, 723 (VIII) du 23 octobre 1953 et 1024 (XI) du 21 décembre 1956;

d) Envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration conformément à la résolution 1530 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1960.

II. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (chapitre 14).

III. — Contrôle des stupéfiants (chapitre 15).

V.2 Les dépenses faites au titre du programme de 1965 se répartissent comme suit entre les principaux secteurs d'activité:

	Dollars
Développement économique	3 108 598
Développement social	1 951 698
Administration publique	1 083 310
Droits de l'homme	176 881
Contrôle des stupéfiants	72 808
TOTAL	6 393 295

V.3 Selon la procédure que l'Assemblée générale a établie par sa résolution 1768 (XVII) du 23 novembre 1962 et que le Conseil économique et social a développée par ses résolutions 953 (XXXVI) du 5 juillet 1963 et 1008 (XXXVII) du 21 juillet 1964, l'Assemblée générale fixe chaque année le montant des crédits à ouvrir au titre V du budget, en se fondant sur les recommandations du Comité de l'assistance technique telles qu'elles ont été approuvées par le Conseil économique et social. Conformément à la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale en date du 22 novembre 1965, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement s'acquitte dorénavant des fonctions précédemment exercées par le Comité de l'assistance technique.

V.4 Le Comité de l'assistance technique a recommandé, à sa session de juin 1965, d'inscrire provisoirement au titre V une dépense globale de 6 400 000 dollars pour 1967. A sa session d'été de 1966, après avoir examiné des propositions détaillées concernant le programme et d'autres facteurs pertinents, le CAT formulera des recommandations définitives quant au volume et à la teneur du programme dont il conviendra d'imputer le coût sur le budget ordinaire. Le chiffre provisoire pour 1967 a été approuvé par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 1062 (XXXIX) du 13 juillet 1965. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement procédera au réexamen des prévisions budgétaires à sa session de juin 1966. Le Secrétaire général a soumis au Conseil d'administration (document DP/RP/1/Add.2) les propositions relatives au programme pour 1967.

V.5 En conséquence, un crédit de 6 400 000 dollars est demandé provisoirement pour l'ensemble du titre V. La ventilation de ce total entre les chapitres 13, 14 et 15 sera présentée en temps voulu, une fois que le Conseil d'administration et le Conseil économique et social auront formulé des recommandations concernant le niveau souhaitable des ressources du programme ordinaire et leur utilisation pour 1967.

TITRE VI

MISSIONS SPECIALES ET ACTIVITES CONNEXES

Chapitre 16. — Missions spéciales

2 993 000 dollars (1966: 4 317 990 dollars; 1965: 3 716 423 dollars)

Tableau 16-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine.	2 033 000	1 805 400	1 768 223
II. — Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (Services du représentant technique)	-	16 450	34 101
III. — Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.	716 300	2 046 600	1 225 509
IV. — Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan	46 100	40 600	40 704
V. — Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	182 200	123 100	110 796
VI. — Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman	15 400	25 140	26 667
VII. — Remplacement des fonctionnaires envoyés en mission.	-	130 700	118 604
- — Missions antérieures ne faisant l'objet d'aucune demande de crédit pour 1967.	-	130 000	391 819[a]
TOTAL	2 993 000	4 317 990	3 716 423

[a] Règlements et ajustements divers concernant des missions et des commissions d'années antérieures (796 dollars), Médiateur des Nations Unies pour Chypre (31 974 dollars), surveillance des élections dans les îles Cook (37 598 dollars), Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (115 647 dollars), représentant du Secrétaire général dans la République Dominicaine (205 804 dollars).

16.1 Dans les budgets précédents, les montants correspondant aux traitements, aux salaires et aux dépenses communes de personnel des membres des diverses missions spéciales ne concernaient que le personnel spécialement recruté, sur le plan local ou sur le plan international, pour une mission particulière. Les dépenses concernant le personnel temporairement détaché auprès d'une mission étaient inscrites selon qu'il convenait aux chapitres 3, 4 et 17 et n'étaient indiquées dans le chapitre 16 qu'à titre d'information.

16.2 En même temps, un crédit global était demandé dans un article distinct du chapitre 16 pour couvrir les dépenses relatives au personnel temporaire qu'il faudrait, le cas échéant, recruter pour remplacer le personnel détaché auprès de missions. Les demandes de remplacement étaient examinées dans chaque cas d'espèce et limitées au strict minimum. Il est récemment apparu qu'à la suite de l'augmentation générale des activités de la plupart des secteurs du Secrétariat, il ne sera dorénavant plus possible, dans la plupart des cas, aux départements et services de détacher du personnel pour de longues périodes sans demander de remplacements.

16.3 En conséquence, il est proposé qu'à partir de 1967 on prenne des dispositions plus appropriées à cet égard. A cet effet, les modifications suivantes ont été introduites dans l'ordonnance du budget:

a) Les crédits demandés dans le présent chapitre pour chacune des missions sont destinés à couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel concernant tous les postes inscrits au tableau d'effectifs de la mission, y compris les postes occupés par le personnel détaché mais non compris les postes occupés par des agents du Service mobile, qui font l'objet du chapitre 17;

b) Les remplacements de personnel détaché qui seront autorisés dans chaque cas d'espèce seront imputés sur les chapitres 3 et 4;

c) Au chapitre 16, l'article relatif aux dépenses entraînées par les remplacements a été supprimé.

ARTICLE PREMIER

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine *2 033 000*
1966: 1 805 400
1965: 1 768 223

16.4 Les crédits demandés au présent chapitre sont destinés à assurer la poursuite des opérations de

l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, qui a été créé par le Conseil de sécurité aux termes de la résolution S/1376, du 11 août 1949.

16.5 Le total estimatif des dépenses nettes de la mission en 1967, compte tenu des agents du Service mobile visés au chapitre 17 et de certaines prévisions de recettes, est indiqué dans le tableau 16-2 ci-après.

16.6 Le montant estimatif des dépenses de la mission inscrites au présent chapitre est indiqué dans le tableau 16-3 ci-après.

	Dollars
i) Traitements et salaires	*383 000*
1966:	229 900
1965:	193 355

16.7 Le tableau 16-4 ci-après indique l'effectif proposé pour 1967 ainsi que les chiffres correspondants pour 1966.

Tableau 16-2

	Dollars	Dollars
Dépenses inscrites au chapitre 16 et dont le détail figure dans le tableau 16-3 ci-après		2 033 000
Traitements et dépenses communes de personnel pour les agents du Service mobile affectés à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (chap. 17)		1 362 400
		3 395 400
Recettes à déduire:		
a) Contributions de personnel (chapitre premier des prévisions de recettes)	69 000	
b) Vente de véhicules et de matériel usagé (chap. 3 des prévisions de recettes)	24 000	93 000
TOTAL DES DEPENSES NETTES		3 302 400

Tableau 16-3

	1965 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Traitements et salaires (ensemble du personnel, à l'exception des agents du Service mobile)	383 000	222 900	195 355
ii) Dépenses communes de personnel	101 700	-	-
iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	394 000	393 300	367 575
iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires et de l'équipage de l'avion	549 600	585 700	546 767
v) Entretien et location des locaux et du matériel	96 200	109 000	108 575
vi) Utilisation et entretien des véhicules	120 000	140 000	115 366
vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services	127 300	129 400	117 834
viii) Location d'un avion	80 400	80 400	80 000
ix) Achat de mobilier et de matériel	15 700	31 400	73 548
x) Achat de véhicules	165 100	113 300	163 203
TOTAL	2 033 000	1 805 400	1 768 223

Tableau 16-4

	1966	1967
I. — *Personnel recruté sur le plan international et personnel détaché*		
Chef d'état-major (S/S)	1	1
Conseiller spécial/consultant (D-2)	1	1
Fonctionnaire principal d'administration (D-1)	1	1
Conseiller politique principal (D-1)	1	1
Conseiller juridique principal (D-1)	1	1
Fonctionnaire de l'information (P-5)	1	1
Spécialiste des questions politiques et juridiques (P-3)	1	1
Archiviste (P-3)	1	-
Traducteur-interprète (P-2)	1	1
Préposé à l'enregistrement (G-5)	-	1
Secrétaire (G-5)	1	1
Secrétaire bilingue (G-4)	4	4
Secrétaire (G-3)	5	5
	19	19
II. — *Personnel recruté sur le plan local*	79	93
III. — *Observateurs militaires* (y compris les 4 membres de l'equipage de l'avion)	140	132
IV. — *Agents du Service mobile* (voir détail au chapitre 17)	167	160
	405	404

16.8 Le crédit demandé sous la présente rubrique vise à couvrir les traitements et salaires de tout le personnel de la mission recruté sur le plan international, du personnel détaché et du personnel local. La rémunération des agents du Service mobile est inscrite au chapitre 17. Le crédit demandé comprend les traitements de 4 administrateurs et de 11 agents des services généraux détachés auprès de la mission, qui étaient antérieurement imputés sur le chapitre 3.

16.9 Comme il est prévu que la réorganisation des archives de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve sera terminée en 1966, le poste d'archiviste a été supprimé. Le poste de préposé à l'enregistrement, antérieurement occupé par un agent du Service mobile, a été confié à un agent des services généraux détaché de New York, d'où une diminution d'un poste dans le tableau d'effectifs des agents du Service mobile pour 1967.

16.10 L'augmentation de 14 travailleurs manuels recrutés localement s'explique non par la création de nouveaux postes, mais simplement par la régularisation de la situation administrative de certains travailleurs déjà en poste, qui avait pour objet de se conformer à la réglementation locale sur le travail. Depuis quatre ans, ces travailleurs étaient payés à la journée et leur rémunération était imputée sur la rubrique location et entretien des locaux.

16.11 On prévoit que le nouveau réseau interne de communications sera terminé au cours de l'année 1966, ce qui permettra de se passer des services de 6 opérateurs radio du Service mobile. A la suite de la réduction du nombre des observateurs militaires, qui est passé de 140 à 132, 2 postes d'agent de sécurité pourront être supprimés. En revanche, on aura besoin de 2 techniciens radio supplémentaires pour faire fonctionner le matériel plus complexe.

	Dollars
ii) Dépenses communes de personnel . .	*101 700*
1966:	-
1965:	-

16.12 Le crédit demandé est destiné à couvrir, dans le cas des administrateurs et des agents des services généraux, les indemnités pour charges de famille (6 600 dollars), les indemnités pour frais d'études et frais de voyages connexes (10 000 dollars), les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (31 000 dollars), les cotisations à l'assurance-maladie et à l'assurance-soins dentaires (1 950 dollars), les indemnités d'installation (6 850 dollars), les indemnités d'affectation (8 100 dollars) et les indemnités versées à la cessation de service (37 200 dollars). Ces dépenses étaient auparavant comprises dans les montants globaux prévus au chapitre 4. Les dépenses correspondantes pour les agents du Service mobile sont inscrites au chapitre 17.

	Dollars
iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	*394 000*
1966:	393 300
1965:	367 575

16.13 Le crédit demandé est destiné à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de tous les fonctionnaires et des personnes à leur charge, compte non tenu des congés dans les foyers des agents du Service mobile, qui sont prévus au chapitre 17. Sur les 394 000 dollars demandés, 366 000 concernent les indemnités mensuelles de subsistance des 172 agents des services généraux et du Service mobile, à raison de 180 dollars pour les agents ayant des personnes à charge et de 120 dollars pour les autres, ainsi que le versement d'indemnités journalières supplémentaires à ces mêmes catégories d'agents pendant le premier mois de leur affectation à la mission. Les frais de voyage sont estimés à 26 000 dollars, soit 1 500 dollars pour un voyage du chef d'état-major au Siège de l'ONU, 2 000 dollars pour le voyage en congé dans les foyers d'un administrateur et 22 500 dollars pour les voyages occasionnés par les remplacements. Le programme de remplacements est calculé en fonction d'une affectation de deux ans à la mission. Si l'affectation est prolongée au-delà de deux ans, l'intéressé prend son congé dans les foyers, s'il y a lieu.

	Dollars
iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires et de l'équipage de l'avion . .	*549 600*
1966:	585 700
1965:	546 767

16.14 Le crédit demandé comprend 77 200 dollars pour les frais de voyage qu'entraînera le remplacement de 87 des observateurs militaires. Les observateurs sont normalement affectés à la mission pour un an. D'après l'expérience acquise, on pense qu'environ le tiers des 132 observateurs actuellement en poste demandera une prolongation d'un an. Le crédit demandé comprend également 472 400 dollars pour les indemnités de subsistance, y compris l'indemnité quotidienne de 10 dollars versée à chaque observateur pendant son affectation à la mission.

16.15 La diminution par rapport à 1966 s'explique par la réduction du nombre autorisé d'observateurs (132 au lieu de 140).

	Dollars
v) Entretien et location des locaux et du matériel	*96 200*
1966:	109 000
1965:	108 575

16.16 Le crédit demandé est destiné à couvrir les dépenses normales prévues, compte tenu de l'expérience acquise, pour la location et l'entretien des locaux et du matériel: 22 200 dollars pour l'électricité, l'eau et le chauffage; 17 000 dollars pour la location des postes opérationnels et des locaux spéciaux pour les réunions des commissions mixtes d'armistice; 8 000 dollars pour les travailleurs payés à la journée; 49 000 dollars pour fournitures et services divers d'entretien et de réparation, dont 15 000 dollars pour des pièces de rechange destinées aux installations de radio. La diminution par rapport à 1966 est due en partie à l'inscription au tableau d'effectifs normal de 14 postes de travailleurs manuels recrutés sur le plan local, dont les salaires étaient auparavant imputés sur la présente rubrique.

	Dollars
vi) Utilisation et entretien des véhicules.	*120 000*
1966:	140 000
1965:	115 366

16.17 La réduction des crédits demandés pour 1967 par rapport à 1966 résulte d'une réduction du parc automobile (195 véhicules au lieu de 209), elle-même due au fait que la mission compte 8 observateurs militaires et 7 agents du Service mobile de moins.

	Dollars
vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services	*127 300*
1966:	129 400
1965:	117 834

16.18 Le crédit demandé se répartit comme suit: 9 600 dollars pour les communications; 66 500 dollars pour le transport de marchandises (y compris 30 500 dollars pour le transport des véhicules), le camionnage et les messageries; 43 200 dollars pour les fournitures et services divers; 8 000 dollars pour les assurances. Le crédit demandé est fondé sur les dépenses effectives de 1965.

	Dollars
viii) Location d'un avion	*80 400*
1966:	80 400
1965:	80 000

16.19 Le crédit demandé est fondé sur le coût de la location de l'avion qui est mis à la disposition de la mission à un tarif fixe par heure de vol, le coût de la location étant au minimum de 2 heures de vol par jour. On a tenu compte d'un certain nombre de jours pendant lesquels on prévoit que l'avion ne sera pas disponible à cause des travaux de revision et d'entretien et pendant lesquels la mission n'a pas à acquitter de frais de location.

	Dollars
ix) Achat de mobilier et de matériel	*15 700*
1966:	31 400
1965:	73 548

16.20 Ce crédit est destiné à couvrir l'achat de matériel de bureau et de matériel radio pour remplacer les articles qui sont abîmés ou hors d'usage. La diminution par rapport aux crédits ouverts pour 1966 et aux dépenses de 1965 tient au fait que l'on ne prévoit pas d'acheter en 1967 de pièces de matériel radio coûteuses. Le matériel du nouveau réseau de communications radio interne de la mission a été acheté en 1965 et l'installation en sera terminée au cours de 1966.

	Dollars
x) Achat de véhicules	*165 100*
1966:	113 300
1965:	163 203

16.21 Ce crédit est destiné à couvrir le remplacement de 61 des 195 véhicules que comprend le parc automobile de la mission. Le programme de remplacement est conforme au principe institué en 1964 pour l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, qui veut que les véhicules soient remplacés après 4 ans d'utilisation.

ARTICLE II

	Dollars
Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (Services du représentant technique)	-
1966:	16 450
1965:	34 101

16.22 Jusqu'au 1er mai 1964, les crédits ouverts au présent article étaient destinés à couvrir les dépenses relatives au personnel et aux services que, à la demande de l'Assemblée générale, le Secrétaire général fournissait à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, créée par la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1948. Il s'agissait d'aider la Commission à identifier et à évaluer les biens immobiliers arabes en Israël en vue du paiement, conformément aux dispositions du paragraphe 11 de ladite résolution, d'indemnités aux réfugiés arabes qui ne sont pas rapatriés.

16.23 Les opérations d'identification et d'évaluation des biens ont été achevées à la fin de l'année 1963. A ce moment-là, l'Assemblée générale, par sa résolution 1912 (XVIII) du 3 décembre 1963, a demandé à la Commission de poursuivre ses efforts pour l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) et a prié le Secrétaire général de fournir à la Commission le personnel et les services dont elle pouvait avoir besoin pour accomplir sa tâche.

16.24 Sur les 28 fonctionnaires affectés à l'identification et à l'évaluation des biens en 1963, 5 ont été maintenus en fonctions jusqu'à la fin du mois d'avril 1964 pour organiser les archives de manière qu'elles puissent être aisément consultées à l'avenir. Les dépenses correspondantes se sont élevées au total à 21 570 dollars en 1964. La Commission a prié le Secrétaire général de nommer, à partir du 1er mai 1964, un représentant technique, assisté de quelques agents des services généraux au Siège et d'un fonctionnaire recruté localement et attaché à l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, à Jérusalem, pour répondre aux demandes de renseignements ou d'explications touchant ces archives. En 1964, les dépenses qui en ont découlé se sont élevées à 20 243 dollars.

16.25 Le moment venu, la Commission a demandé que le représentant technique et ses collaborateurs demeurent en fonctions jusqu'au 31 mars 1966. Les dépenses à ce titre ont été en 1965 de 34 101 dollars et un crédit de 16 450 dollars a été ouvert pour 1966 afin de couvrir les dépenses prévues pour la période supplémentaire de trois mois, y compris les frais de rapatriement et autres frais de cessation de service.

16.26 Toutefois, conformément à une demande présentée par la Commission en mars 1966 et tendant à ce que l'on prolonge ces services d'une période supplémentaire de six mois jusqu'au 30 septembre, l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été obtenu pour couvrir les dépenses additionnelles en question (montant estimatif: 21 000 dollars), en application du paragraphe 1 de la résolution 2126 (XX) concernant les dépenses imprévues et extraordinaires pour 1966. Le Secrétaire général saisira l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, dans la mesure nécessaire, des demandes de crédits additionnels voulues à cet égard.

ARTICLE III

	Dollars
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	*716 300*
1966:	2 046 600
1965:	1 225 509

16.27 Le crédit demandé est destiné à assurer le maintien en fonctions du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, créé par le Conseil de sécurité aux termes de sa résolution S/1469, du 14 mars 1950.

16.28 Sur le crédit total de 2 046 600 dollars ouvert pour 1966, 605 600 dollars correspondaient aux dépenses normales de la mission telles qu'elles avaient été estimées à l'origine et 1 441 000 dollars

représentaient les crédits supplémentaires que l'Assemblée générale avait ouverts pour renforcer d'urgence le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan comme suite à la résolution 210 (1965) adoptée le 6 septembre 1965 par le Conseil de sécurité. Pour la même raison, la somme de 600 100 dollars demandée à l'origine pour 1965 a été augmentée de 728 000 dollars, ce qui a porté le total du crédit ouvert pour cette année-là à 1 328 100 dollars. La situation s'étant améliorée dans la région, il n'y a pas eu en fait à appliquer un certain nombre des mesures d'urgence envisagées. En conséquence, 102 591 dollars n'ont pas été dépensés pour l'achat de véhicules et de matériel radio, les frais de voyage et les indemnités de subsistance du personnel, l'entretien des locaux et du matériel, l'utilisation et l'entretien des véhicules, la location de l'avion et les frais généraux. On peut s'attendre à une réduction sensible des dépenses initialement prévues pour 1966. Le crédit demandé pour 1967 représente donc en grande partie un retour à la normale.

16.29 Le total estimatif des dépenses nettes de la mission en 1967, compte tenu des agents du Service mobile visés au chapitre 17 ainsi que des prévisions de recettes inscrites aux chapitres premier et 3 des prévisions de recettes, est indiqué dans le tableau 16-5 ci-après.

16.30 Le montant estimatif des dépenses de la mission en 1967 inscrites au chapitre 16 est indiqué dans le tableau 16-6 ci-après.

Tableau 16-5

	Dollars	Dollars
Dépenses inscrites au chapitre 16 et dont le détail figure dans le tableau 16-6 ci-après		716 300
Traitements et dépenses communes de personnel pour les agents du Service mobile affectés à la mission (chap. 17)		275 210
		991 510
Recettes à déduire:		
a) Contributions du personnel (chapitre premier des prévisions de recettes)	21 930	
b) Vente de véhicules et de matériel (chap. 3 des prévisions de recettes)	12 050	33 980
TOTAL DES DEPENSES NETTES		957 530

Tableau 16-6

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Traitements et salaires (ensemble du personnel, à l'exception des agents du Service mobile)	105 400	67 000	56 727
ii) Dépenses communes de personnel	12 400	-	-
iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	113 400	283 600	124 501
iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires et de l'équipage de l'avion	302 000	684 400	431 475
v) Entretien et location des locaux et du matériel	46 800	116 850	45 299
vi) Utilisation et entretien des véhicules	22 800	78 400	25 288
vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services divers	53 500	157 800	118 279
viii) Location d'un avion	58 000	388 500	176 765
ix) Achat de mobilier et de matériel	2 000	247 750	133 422
x) Achat de véhicules	-	22 300	113 753
TOTAL	716 300	2 046 600	1 225 509

	Dollars
i) Traitements et salaires du personnel	*105 400*
1966:	67 000
1965:	56 727

16.31 Le crédit demandé sous cette rubrique est destiné à couvrir les traitements et les indemnités du chef du Groupe d'observateurs militaires, recruté pour la mission sur le plan international, des 2 administrateurs détachés et du personnel recruté sur le plan local. Dans les budgets antérieurs, les traitements des 2 administrateurs étaient inscrits au chapitre 3. La rémunération des agents du Service mobile est inscrite au chapitre 17.

16.32 Comme l'indique le tableau 16-7 ci-après, le tableau d'effectifs proposé pour 1967 reflète un retour au volume d'opérations antérieur à septembre 1965, étant toutefois entendu qu'un administrateur supplémentaire aidera le chef de mission, et que le personnel du Service mobile et l'équipage de l'avion sont un peu renforcés.

Tableau 16-7

	1965[a/]	1966	1967
I. — *Personnel recruté sur le plan international et personnel détaché*			
Chef du Groupe d'observateurs militaires (S/S)	1	1	1
Fonctionnaire principal d'administration (P-5)	1	1	1
Assistant spécial du chef du Groupe d'observateurs militaires (P-5)	-	1	1
II. — *Personnel recruté sur le plan local* (commis, techniciens et travailleurs manuels)	34	45	34
III. — *Observateurs militaires*	45	105	44
IV. — *Equipage de l'avion*	7	7	8
V. — *Agents du Service mobile* (voir détail au chapitre 17)	26	65	29
TOTAL	114	225	118

[a/] Effectifs antérieurs au renforcement d'urgence.

ii) Dépenses communes de personnel — Dollars
12 400
1966: -
1965: -

16.33 Le crédit demandé est destiné à couvrir, pour le chef du Groupe d'observateurs et les 2 administrateurs, les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour frais d'études et frais de voyage connexes, les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les cotisations à l'assurance-maladie et à l'assurance-soins dentaires. Ces dépenses étaient auparavant comprises dans les montants globaux prévus au chapitre 4. Les dépenses correspondantes pour les agents du Service mobile sont inscrites au chapitre 17.

iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel — Dollars
113 400
1966: 283 600
1965: 124 501

16.34 Le crédit demandé est destiné à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du chef du Groupe d'observateurs, des 2 administrateurs et des agents du Service mobile. Le montant demandé comprend 7 100 dollars pour les frais de voyage occasionnés par les remplacements, les voyages autorisés et, sauf dans le cas des agents du Service mobile, les congés dans les foyers; 102 300 dollars pour les indemnités d'affectation, au taux fixé pour la région; 4 000 dollars pour indemnité de logement double et participation aux frais de loyer dans le cas des locaux conservés à Rawalpindi pendant l'été, époque où le siège de la mission est transféré à Srinigar.

iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires et de l'équipage de l'avion — Dollars
302 000
1966: 684 400
1965: 431 475

16.35 Le crédit demandé concerne les frais de voyage qu'entraînera le remplacement des observateurs militaires. Ces observateurs sont normalement affectés à la mission pour une période d'un an. On pense que l'on prolongera d'un an l'affectation de 15 des 44 observateurs. Le crédit demandé couvre également l'indemnité journalière de subsistance versée aux 44 observateurs militaires et aux 8 membres de l'équipage de l'avion pendant leur affectation à la mission.

v) Entretien et location des locaux et du matériel — Dollars
46 800
1966: 116 850
1965: 45 299

16.36 Le crédit demandé est destiné à couvrir la location et l'entretien du bâtiment de la mission à Rawalpindi (26 650 dollars), du bureau de Srinagar (6 150 dollars), du bureau de liaison à New Delhi (800 dollars) et des 10 postes de secteur (1 200 dollars). Il comprend également le coût des pièces de rechange et de l'entretien des réseaux de radio intérieur et international de la mission (12 000 dollars).

vi) Utilisation et entretien des véhicules — Dollars
22 800
1966: 78 400
1965: 25 288

16.37 Le crédit ouvert pour 1966 concernait un parc automobile porté à 68 véhicules. Le crédit demandé pour 1967 est fondé sur le chiffre antérieur de 25 véhicules, auquel on compte revenir.

vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services — Dollars
53 500
1966: 157 800
1965: 118 279

16.38 Le crédit demandé comprend 17 920 dollars pour les communications, 11 780 dollars pour le transport de marchandises, 16 500 dollars pour les fournitures et services divers, 5 300 dollars pour l'assurance et 2 000 dollars pour les fournitures de bureau. Ces chiffres sont identiques à ceux des montants initialement demandés pour 1965, si ce n'est que le montant concernant les communications télégraphiques a été réduit de 4 000 dollars environ à la suite de la décision d'utiliser le réseau de l'ONU au lieu des réseaux commerciaux pour toutes les communications de l'ONU destinées à New Delhi.

viii) Location d'un avion — Dollars
58 000
1966: 388 500
1965: 176 765

16.39 Le crédit demandé a été calculé sur la base de 50 heures de vol par mois, à raison de 95 dollars de l'heure pour un avion du type Caribou.

	Dollars
ix) Achat de mobilier et de matériel . .	*2 000*
1966:	247 750
1965:	133 422

16.40 On prévoit qu'il ne sera pas nécessaire de faire des achats importants de matériel radio en 1967. D'autre part, le mobilier et le matériel supplémentaires achetés lors du renforcement d'urgence de la mission en 1965 serviront à remplacer les articles abîmés ou hors d'usage.

	Dollars
x) Achat de véhicules	-
1966:	22 300
1965:	113 753

16.41 Le principe institué en matière d'achats prévoit le remplacement des véhicules utilisés depuis quatre ans. Le parc automobile de la mission, qui pendant la crise de 1965 avait été porté à 68 véhicules, a été ramené en 1966 à 25 véhicules, après une enquête qui a conduit à se défaire de 43 véhicules, dont les plus anciens. On prévoit donc qu'à la fin de l'exercice, aucun des 25 véhicules de la mission n'aura été utilisé pendant 4 ans, ce qui dispense de procéder à des remplacements en 1967.

ARTICLE IV

	Dollars
Représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan	*46 100*
1966:	40 600
1965:	40 704

16.42 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les traitements et indemnités et les dépenses communes de personnel du représentant des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan nommé aux termes des résolutions du Conseil de sécurité S/1469 du 14 mars 1950 et S/2883 du 23 décembre 1952, ainsi que ceux de son secrétaire (classes Sous-Secrétaire et G-5 respectivement). Une somme de 11 000 dollars au titre des recettes provenant des contributions du personnel est inscrite au chapitre premier des prévisions de recettes.

16.43 L'augmentation du crédit demandé pour 1967 par rapport aux dépenses de 1965 est due au reclassement à l'échelon Sous-Secrétaire du poste de Représentant (entrée en vigueur: 1er janvier 1966), à l'augmentation périodique sans changement de classe dans le cas du poste des services généraux et à l'inclusion des dépenses communes de personnel qui, les années antérieures, étaient inscrites au chapitre 4.

ARTICLE V

	Dollars
Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	*182 200*
1966:	123 100
1965:	110 796

16.44 Le crédit demandé doit permettre la poursuite des opérations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, qui a été créée par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 376 (V), du 7 octobre 1950.

16.45 Le total estimatif des dépenses nettes de la mission en 1967, compte tenu des agents du Service mobile visés au chapitre 17 et de certaines prévisions de recettes, est indiqué dans le tableau 16-8 ci-après.

16.46 Le montant estimatif des dépenses de la mission inscrites au présent chapitre est indiqué dans le tableau 16-9 ci-après.

Tableau 16-8

	Dollars
Dépenses inscrites au chapitre 16 et dont le détail figure dans le tableau 16-9 ci-après	182 200
Traitements et dépenses communes de personnel pour les agents du Service mobile affectés à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (chap. 17)	51 170
	233 370
Recettes à déduire:	
Contributions du personnel (chapitre premier des prévisions de recettes)	15 119
TOTAL DES DEPENSES NETTES	218 251

Tableau 16-9

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Traitements et salaires (ensemble du personnel, à l'exception des agents du Service mobile)	84 000	31 900	30 652
ii) Dépenses communes de personnel	18 400	-	-
iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	29 900	26 200	38 272
iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des membres de la Commission	17 600	21 000	9 779
v) Entretien des locaux et du matériel	10 600	12 600	11 027
vi) Utilisation et entretien des véhicules	4 500	6 000	4 598
vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services	15 800	16 500	15 060
viii) Achat de mobilier et de matériel	1 400	1 400	1 408
ix) Achat de véhicules	-	7 500	-
TOTAL	182 200	123 100	110 796

	Dollars
i) Traitements et salaires	*84 000*
1966:	31 900
1965:	30 652

16.47 Le tableau 16-10 ci-après indique l'effectif proposé pour 1967, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966.

16.48 Le crédit demandé sous cette rubrique est destiné à couvrir les traitements et salaires de tout le personnel, sauf ceux des agents du Service mobile, qui sont inscrits au chapitre 17. Le crédit demandé comprend un montant de 49 740 dollars pour les traitements et indemnités des 3 administrateurs détachés, qui étaient antérieurement imputés sur le chapitre 3. Le personnel recruté sur le plan local a été ramené de 33 à 30 personnes, à la suite de la réduction du nombre des véhicules et des chauffeurs affectés aux membres de la Commission. A la suite de l'enquête entreprise sur la situation des salaires en Corée, le crédit demandé tient compte d'une augmentation de 33 p. 100 des salaires du personnel de la mission recruté sur le plan local.

	Dollars
ii) Dépenses communes de personnel	*18 400*
1966:	-
1965:	-

16.49 Le crédit demandé est destiné à couvrir, dans le cas des 3 administrateurs, les indemnités pour charges de famille, les indemnités pour frais d'études et frais de voyage connexes, les cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, les cotisations à l'assurance-maladie et à l'assurance-soins dentaires, les indemnités d'affectation et les indemnités d'installation. Antérieurement, ces dépenses étaient imputées sur le chapitre 4.

	Dollars
iii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	*29 900*
1966:	26 200
1965:	38 272

16.50 Le crédit demandé est destiné à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de tous les fonctionnaires et des personnes à leur charge et a été calculé en fonction des prévisions concernant les voyages occasionnés par les remplacements, les voyages autorisés et les congés dans les foyers.

	Dollars
iv) Frais de voyage et indemnité de subsistance des membres de la Commission	*17 600*
1966:	21 000
1965:	9 779

16.51 Le crédit demandé est fondé sur l'hypothèse que toutes les réunions de la Commission se tiendront à Séoul, conformément à une proposition du Secrétaire général qui a été suivie en 1966.

16.52 Le crédit demandé est destiné à couvrir:

a) Les indemnités de subsistance de 7 membres en poste dans l'ambassade de leur pays à Séoul, pendant les réunions de la Commission: Australie (2), Thaïlande (2), Turquie (2) et Philippines (1);

b) Les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 3 membres de la Commission en poste comme ambassadeurs de leur pays au Japon: Chili, Pakistan et Pays-Bas;

c) Frais de voyage et indemnité de subsistance d'un représentant de la Commission à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale;

d) Frais de voyage et indemnité de subsistance de 5 membres de la Commission résidant au Japon qui aideront à observer les élections présidentielles et les élections à l'Assemblée nationale qui se dérouleront en 1967 en Corée.

	Dollars
v) Entretien des locaux et du matériel	*10 600*
1966:	12 600
1965:	11 027

16.53 Le crédit demandé est destiné à couvrir les frais d'entretien et de réparation du bâtiment de la Commission, qui est mis gracieusement à la disposition de l'ONU. Il couvre également l'entretien du matériel radio. Des modifications découleront peut-être de tout changement éventuel entraîné par la destruction de la majeure partie des locaux par un incendie en avril 1966.

	Dollars
vi) Utilisation et entretien des véhicules	*4 500*
1966:	6 000
1965:	4 598

16.54 Le crédit demandé a été calculé en fonction de la moyenne mensuelle antérieure des dépenses. En 1967, le nombre de véhicules affectés à la mission aura été ramené de 11 à 8. Le crédit demandé concerne le carburant, l'huile et les pièces détachées pour les véhicules ainsi que les uniformes des chauffeurs et des mécaniciens. On est parti de l'hypothèse que l'on continuerait d'acheter le carburant, l'huile et certaines des pièces détachées à l'armée des Etats-Unis à des prix inférieurs aux prix du marché local, conformément à un accord spécial actuellement en vigueur. Il a été tenu compte du kilométrage supplémentaire qu'il faudrait parcourir pour observer les élections présidentielles et les élections à l'Assemblée nationale qui se dérouleront en Corée en 1967.

	Dollars
vii) Communications, transport de marchandises, fournitures et services	*15 800*
1966:	16 500
1965:	15 060

Tableau 16-10

	1966	1967
I. — *Personnel recruté sur le plan international et personnel détaché*		
Secrétaire principal (P-5)	1	1
Spécialiste des questions politiques (P-4)	1	1
Economiste (P-3)	1	1
II. — *Personnel recruté sur le plan local*	33	30
III. — *Agents du Service mobile* (voir détail au chapitre 17)	6	6
TOTAL	42	39

16.55 Le crédit demandé se décompose comme suit: 4 800 dollars pour les communications, 4 200 dollars pour le transport de marchandises, 400 dollars pour les assurances, 4 600 dollars pour les frais généraux et 1 800 dollars pour les fournitures courantes.

16.56 Le crédit demandé pour les communications reflète le relèvement du tarif des communications téléphoniques locales entré en vigueur le 1er janvier 1966. Le crédit demandé pour le transport de marchandises a été calculé d'après les dépenses effectives de 1965, compte tenu de l'expédition régulière par la valise diplomatique de documents dont la Commission a besoin.

	Dollars
viii) Achat de mobilier et de matériel .	*1 400*
1966:	1 400
1965:	1 408

16.57 Le crédit demandé doit permettre de remplacer le mobilier et le matériel de bureau devenus inutilisables.

	Dollars
ix) Achat de véhicules	-
1966:	7 500
1965:	-

16.58 Conformément au principe qui veut que l'on ne remplace que les véhicules utilisés de façon continue pendant quatre ans, aucun véhicule ne sera acheté en 1967.

ARTICLE VI

	Dollars
Services du Représentant spécial du Secrétaire général à Amman	*15 400*
1966:	25 140
1965:	26 667

16.59 Le crédit demandé est destiné à assurer le maintien des services du Représentant spécial du Secrétaire général à Amman, qui ont été créés par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 1237 (ES-III) du 21 août 1958.

16.60 Il n'est pas demandé ici de crédit pour le Représentant spécial du fait que le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève remplit cette fonction et se rend périodiquement sur les lieux lorsque le besoin s'en fait sentir. Le traitement et les dépenses communes de personnel de l'agent du Service mobile remplissant les fonctions d'adjoint administratif sont inscrits au chapitre 17. Les recettes provenant des contributions du personnel sont inscrites dans le chapitre correspondant des prévisions de recettes. Le total estimatif, ainsi entendu, des dépenses nettes de la mission en 1967 est indiqué dans le tableau 16-11 ci-après.

16.61 La réduction du total est surtout due au fait que l'effectif a été ramené de 8 à 4, comme l'indique le tableau 16-12 ci-après.

16.62 Le montant estimatif des dépenses de la mission inscrites au présent chapitre est indiqué dans le tableau 16-13 ci-après *(voir p. 132)*.

16.63 Etant donné qu'il n'y aura pas d'administrateur affecté de façon continue à la zone de la mission, on prévoit que le Représentant spécial s'y rendra plus souvent. En conséquence, le crédit demandé est destiné à couvrir cinq de ces visites.

Tableau 16-11

	Dollars
Dépenses inscrites au chapitre 16 et dont le détail figure dans le tableau 16-12 ci-après	15 400
Traitements et dépenses communes de personnel de l'adjoint administratif (chap. 17)	8 110
	23 510
Recettes à déduire:	
Contributions du personnel (personnel recruté sur le plan local)	420
TOTAL DES DEPENSES NETTES	23 090

Tableau 16-12

	1966	1967
I. — *Personnel recruté sur le plan international et personnel détaché*		
Représentant spécial (S/S)	1	1
Fonctionnaire principal d'administration (D-1)	1	-
Adjoint administratif (G-5)	1	-
II. — *Personnel recruté sur le plan local*	4	2
III. — *Agents du Service mobile*		
Fonctionnaire des finances	1	-
Adjoint administratif	-	1
TOTAL	8	4

Tableau 16-13

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Traitements et salaires	4 200	10 500	10 471
ii) Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	6 200	8 300	9 773
iii) Location et entretien des locaux et du matériel	2 200	3 600	3 531
iv) Utilisation et entretien des véhicules	700	600	723
v) Communications, transport de marchandises, fournitures et services	2 100	2 140	2 169
TOTAL	15 400	25 140	26 667

Chapitre 17. — Service mobile de l'Organisation des Nations Unies

1 833 200 dollars (1966: 2 106 200 dollars; 1965: 1 676 797 dollars)

Tableau 17-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Postes permanents	1 159 200	1 268 000	1 045 933
II. — Dépenses communes de personnel	653 000	814 000	609 548
III. — Frais généraux	21 000	24 200	21 316
TOTAL	1 833 200	2 106 200	1 676 797

17.1 Le Service mobile de l'Organisation des Nations Unies constitue une catégorie distincte de personnel administratif et technique spécialement formé en vue des missions spéciales et activités connexes. Ce personnel comprend des agents de sécurité et du personnel auxiliaire, des fonctionnaires des finances et des commis, des mécaniciens, des opérateurs et des techniciens radio et des adjoints administratifs.

17.2 Les crédits demandés au présent chapitre ne concernent que les agents du Service mobile qui sont affectés à des missions dont le coût est imputé sur le budget ordinaire. Les dépenses concernant les agents affectés à la Force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient (FUNU) et à la Force des Nations Unies à Chypre sont imputées sur les comptes extrabudgétaires relatifs à ces opérations; les dépenses concernant les agents détachés auprès des bureaux extérieurs du Programme des Nations Unies pour le développement sont imputées sur les fonds correspondants provenant de contributions volontaires.

17.3 Le tableau 17-2 indique l'affectation et les attributions du personnel visé au présent chapitre.

Tableau 17-2

Affectation	Adjoints administratifs	Opérateurs et techniciens radio	Mécaniciens	Secrétaires	Service de sécurité et personnel auxiliaire	Total 1967	Total 1966
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine	4	39	14	15	88	160	167
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	2	16	2	4	5	29	65
Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée	1	1	-	3	-	5	5
Services du représentant spécial du Secrétaire général à Amman	1	-	-	-	-	1	1
Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	-	-	-	-	3	3	3
Office de Genève	-	11[a]	-	-	-	11	9
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	-	3[a]	-	-	-	3	3
Commission économique pour l'Afrique	-	2[a]	-	-	-	2	2
Divers[b]	1	2	-	-	-	3	3
	9	74	16	22	96	217	258

[a] Personnel chargé du fonctionnement et de l'entretien du réseau radio de l'ONU.

[b] Un adjoint administratif suit un stage et n'a pas encore reçu d'affectation; 2 opérateurs radio sont affectés à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et leur traitement est remboursé.

17.4 Le nombre total de postes indiqué pour 1967 est inférieur de 41 au nombre approuvé pour 1966, du fait d'une réduction des effectifs du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine. On a pu, dans le cas des deux missions, réduire le nombre des observateurs militaires, et, dans le cas de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, le réseau radio est exploité selon des techniques améliorées.

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Postes permanents	*1 159 200*
1966:	1 268 000
1965:	1 045 933

Tableau 17-3

Nombre de postes 1967	Nombre de postes 1966	Catégories et classes	Traitements bruts (Dollars)
3	3	Agent principal hors classe	30 900
10	10	Agent principal	95 600
22	22	Agent de 1ère classe	169 800
60	64	Agent de 2ème classe	367 800
102	120	Agent de 3ème classe	535 500
20	39	Agent de sécurité	88 400
217	258		1 288 000
		A déduire: 10 p. 100 pour mouvements de personnel	128 800
		TOTAL	1 159 200

17.5 Les crédits demandés ont été calculés en fonction des traitements moyens effectivement versés lors de l'établissement du présent projet de budget. Quarante et un postes sont supprimés, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 17.4 ci-dessus, mais il y a eu, à compter du 1er janvier 1966, un relèvement de 5 p. 100 des traitements des agents du Service mobile, que le Secrétaire général a approuvé en vertu du pouvoir que lui confère le paragraphe 6 de l'annexe I du Statut du personnel.

ARTICLE II

	Dollars
Dépenses communes de personnel	*653 000*
1966:	814 000
1965:	609 548

17.6 La diminution par rapport aux crédits ouverts pour 1966 reflète la réduction d'effectifs proposée à l'article précédent:

	Dollars
i) Indemnités pour charges de famille	*135 000*
1966:	157 400
1965:	128 150
ii) Indemnités pour frais d'études; frais de voyage connexes	*55 000*
1966:	56 200
1965:	46 266
iii) Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel	*165 000*
1966:	187 400
1965:	151 761
iv) Cotisations à l'assurance-maladie	*38 000*
1966:	43 700
1965:	34 544
v) Frais de voyage à l'occasion du recrutement, des mutations et de la cessation de service et indemnités d'installation	*56 500*
1966:	114 300
1965:	55 026
vi) Indemnités versées à la cessation de service	*23 500*
1966:	24 000
1965:	22 655
vii) Frais de voyage pour le congé dans les foyers	*180 000*
1966:	231 000
1965:	171 146

17.7 Si tous les ayants droit actuellement en poste prenaient leur congé dans les foyers, le coût estimatif total (rubrique vii ci-dessus), calculé d'après les tarifs aériens actuels en classe économie, s'élèverait à environ 265 000 dollars. Toutefois, l'expérience montre que, dans le cas particulier du Service mobile, il est possible d'opérer une réduction assez sensible en raison des ajournements de congé dans les foyers et des cessations de service. Il semble donc qu'un crédit de 180 000 dollars devrait suffire.

ARTICLE III

	Dollars
Frais généraux	*21 000*
1966:	24 200
1965:	21 316

17.8 Le crédit demandé doit permettre de couvrir l'achat d'uniformes (16 000 dolars), le coût d'examens médicaux périodiques (3 000 dollars) et le coût des télécommunications [fournitures et services] (2 000 dollars).

17.9 Les dépenses prévues pour le matériel destiné aux postes du réseau de télécommunications de Genève, d'Addis-Abéba et de Bangkok sont inscrites au chapitre 8. Les dépenses de cette catégorie relatives aux autres postes du réseau sont inscrites au chapitre 16.

17.10 La partie du crédit demandé qui correspond aux missions mentionnées aux chapitres 12 et 16 a été ventilée par mission dans lesdits chapitres, mais à titre d'information seulement.

17.11 Les recettes ci-après, prévues pour le Service mobile, sont inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de recettes:

	Dollars
a) Contributions du personnel (chapitre premier des prévisions de recettes)	183 100
b) Remboursement du traitement de 2 opérateurs radio affectés à l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (chapitre 3 des prévisions de recettes)	13 000
	196 100

TITRE VII

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Chapitre 18. — Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

3 280 400 dollars (1966: 3 011 800 dollars; 1965: 2 487 263 dollars[1/])

18.1 Par sa résolution 1783 (XVII) du 7 décembre 1962, l'Assemblée générale a décidé de proroger le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour une autre période de cinq ans à compter du 1er janvier 1964. Les programmes d'assistance du Haut Commissariat sont financés à l'aide de contributions volontaires. Les crédits demandés au présent chapitre sont uniquement destinés à couvrir les dépenses d'administration relatives au fonctionnement du Haut Commissariat en 1967. Ainsi qu'il est expliqué plus loin aux paragraphes 18.30 et 18.31, un montant provisoire de 390 000 dollars est inscrit au chapitre 2 des prévisions de recettes et représente la subvention versée au titre de ces dépenses et prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire.

18.2 Les demandes d'aide faisant appel aux ressources du Haut Commissaire, qui étaient déjà plus nombreuses en 1964 qu'en 1963, ont continué à augmenter en 1965 et pendant les premiers mois de 1966. La fréquence avec laquelle on adresse de nouvelles demandes d'assistance au Haut Commissariat est assez préoccupante et, étant donné le tour pris par les événements dans plusieurs régions, en Afrique en particulier, on ne peut guère compter sur une diminution du nombre des demandes en 1967.

Protection internationale des réfugiés

18.3 La principale activité du Haut Commissariat, qui est d'assurer, sous les auspices des Nations Unies, la protection internationale des réfugiés conformément à la résolution 428 (V) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1950, a continué à se développer. Dans sa résolution 1959 (XVIII) du 12 décembre 1963, l'Assemblée générale a prié le Haut Commissaire de continuer d'accorder la protection internationale aux réfugiés et de poursuivre ses efforts en faveur des réfugiés, en accordant une attention particulière aux nouveaux groupes de réfugiés; en même temps, elle a invité les Etats Membres à traiter les nouveaux problèmes de réfugiés conformément aux principes et à l'esprit de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Dans sa résolution 2039 (XX) du 7 décembre 1965, l'Assemblée, notant le caractère de plus en plus universel des problèmes de réfugiés, a prié de nouveau le Haut Commissaire de poursuivre ses efforts en vue d'assurer aux réfugiés une protection internationale adéquate et d'apporter aux problèmes intéressant les divers groupes de réfugiés qui relèvent de sa compétence des solutions satisfaisantes de caractère permanent.

18.4 Pour donner suite à ces résolutions, le Haut Commissariat s'est efforcé, dans la limite des effectifs dont il dispose, de satisfaire les demandes ayant pour objet l'expansion de la protection internationale, notamment en ce qui concerne les réfugiés en Afrique. Au cours de ces dernières années, les Etats africains ont donné l'exemple en adhérant à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, qui est le principal instrument juridique en matière de protection des réfugiés. A sa Conférence au sommet, qui s'est tenue à Accra en octobre 1965, l'Organisation de l'unité africaine a expressément prié ses membres de ratifier la Convention s'ils ne l'avaient pas encore fait et, en attendant, d'en appliquer les dispositions aux réfugiés en Afrique. Pendant l'année 1965, le nombre des Etats parties à la Convention est passé à quarante-neuf. De plus, huit autres Etats, tous africains, auxquels on avait déjà étendu l'application des dispositions de la Convention, ont déclaré que ces dispositions continuaient à s'appliquer dans leurs pays respectifs.

18.5 En dehors de l'activité qu'il déploie pour encourager les Etats à adhérer à la Convention de 1951, le Haut Commissariat doit également aider les gouvernements à appliquer la Convention, en leur donnant les avis techniques dont ils ont besoin et en les faisant bénéficier de son expérience en la matière. Un grand nombre de nouveaux Etats africains ne possèdent pas les rouages administratifs ou législatifs voulus pour traiter les nouveaux problèmes de réfugiés auxquels ils ont à faire face. La mise au point de nouvelles mesures législatives et administratives et des documents nécessaires aux réfugiés fait donc l'objet de fréquents échanges de vues entre les Etats et le Haut Commissariat. En raison de l'intérêt que la communauté internationale porte depuis longtemps à tout ce qui pourrait faciliter les mouvements de réfugiés, le Haut Commissariat répond également aux nombreuses demandes que lui adressent les Etats qui, conformément à la Convention, se préoccupent d'établir et de délivre aux réfugiés un titre de voyage uniforme.

18.6 Conformément à l'alinéa a du paragraphe 8 de son Statut, le Haut Commissariat a encouragé les Etats à prendre des mesures pour étendre la portée de la Convention, dont les dispositions ne s'appliquent actuellement qu'aux personnes qui sont devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951. La solution recommandée par un colloque de juristes qui a examiné ce problème a été l'adoption d'un protocole indépendant de la Convention, supprimant les restrictions résultant de la date limite de 1951. A sa quatorzième session, en octobre 1965, le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire a estimé qu'une telle mesure constituerait un moyen sûr d'aborder les problèmes que posent les nouveaux

1/ Non compris un montant de 272 000 dollars concernant 39 postes inscrits à ce chapitre à partir du 1er janvier 1966 mais dont le coût, jusqu'au 31 décembre 1965, était imputé sur les fonds provenant de contributions volontaires.

groupes de réfugiés. En plus du gros travail qu'a nécessité la préparation de ce colloque, il faut maintenant prendre des mesures pour donner suite aux recommandations des experts, qui ont été bien accueillies par le Comité exécutif, et notamment se mettre individuellement en rapport avec un grand nombre d'Etats pour obtenir l'approbation officielle d'un texte de protocole.

18.7 Conformément à son Statut, le Haut Commissariat a continué à faciliter le rapatriement des réfugiés. Tout réfugié, se trouvant n'importe où dans le monde et qui désire rentrer dans son pays, reçoit une aide pour obtenir les autorisations et les documents nécessaires, et le HCR doit souvent prendre à sa charge les dépenses entraînées par son rapatriement. En Afrique, on s'est efforcé tout particulièrement d'encourager la conclusion, entre les gouvernements intéressés, d'accords en vue du rapatriement des réfugiés et de faciliter, sur le plan pratique, les opérations de rapatriement pour que celui-ci se fasse de façon ordonnée et en toute sécurité.

18.8 Comme de nouveaux groupes de réfugiés ont fait leur apparition dans le monde, on s'est efforcé tout particulièrement de coopérer avec les organisations régionales pour veiller à ce que les principes énoncés par les Nations Unies au sujet du traitement des réfugiés soient adoptés d'une façon générale et, lorsque c'est possible, incorporés dans des accords régionaux. Une collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et sa Commission des réfugiés a permis d'envisager l'adoption éventuelle d'un instrument africain relatif au statut des réfugiés en Afrique. Des échanges de vues ont également eu lieu avec le Comité juridique consultatif afro-asiatique, qui travaille à la mise au point de principes uniformes relatifs au traitement des étrangers et en particulier des réfugiés. Répondant à l'invitation de l'Organisation des Etats américains, le Haut Commissariat a également participé au débat qui a eu lieu sur la situation des réfugiés dans l'hémisphère occidental, au sujet de laquelle l'OEA a entrepris une étude. Le HCR s'est constamment efforcé de veiller à ce que les réfugiés puissent, lorsque cela est possible, bénéficier des mesures d'intégration prises à l'échelon régional par des organisations comme la Communauté économique européenne, le Conseil de l'Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques, avec lesquelles le HCR reste en liaison constante. Récemment, il s'est également mis en rapport avec la Commission internationale de l'état civil au sujet des questions intéressant la situation de famille des réfugiés.

18.9 Ces diverses activités entraînent, pour le Haut Commissariat, un surcroît de travail considérable qui vient s'ajouter aux tâches quotidiennes dont s'acquittent, dans le domaine de la protection juridique, les services du Siège et les délégations du HCR dans les divers pays, alors que le nombre total des fonctionnaires affectés aux activités dans le domaine de la protection est resté le même depuis 1963. L'insuffisance de personnel se fait particulièrement sentir en Afrique où les représentants du Haut Commissaire doivent s'acquitter eux-mêmes, avec peu ou pas de personnel qualifié, de tous les travaux intéressant aussi bien la protection que l'assistance, ainsi que des activités de caractère général. En même temps, le nombre total des réfugiés en Afrique aux problèmes desquels le Haut Commissariat s'efforce d'apporter une solution est passé de 400 000 l'an dernier à plus de 580 000.

18.10 Le Haut Commissaire avait l'intention, en 1966, de renforcer son personnel en Afrique en créant un bureau de liaison installé à Addis-Abéba, où il existe des services et des moyens de communication qui permettraient au personnel de ce bureau d'aider les délégations en Afrique en leur dispensant les conseils dont elles pourraient avoir besoin et en coordonnant leurs activités dans le domaine de la protection internationale et de l'élaboration des programmes, de leur prêter aide pour les négociations à mener à un échelon élevé et de s'occuper des pays dans lesquels le Haut Commissaire n'est pas représenté. Etant donné la limitation des effectifs du Haut Commissariat pour l'année 1966, on a dû différer l'ouverture du bureau de liaison, de sorte qu'actuellement les représentants du HCR en Afrique ne peuvent compter que sur l'aide qui leur est fournie par le personnel du Siège.

Programme courant d'assistance

18.11 Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a fixé en octobre 1965 à 3 900 000 dollars l'objectif financier du programme d'assistance de 1966. Compte tenu de cet objectif, le Comité a approuvé des projets détaillés, pour un montant de 3 493 200 dollars, ce qui laisse disponible un montant de 406 800 dollars pour des projets qui seront présentés ultérieurement.

18.12 En Europe, l'assistance au titre du programme courant était fournie jusqu'ici par les délégations du HCR à mesure que des cas précis leur étaient soumis. Cette procédure avait l'avantage de donner au HCR la possibilité d'exercer un contrôle rigoureux sur l'utilisation des fonds provenant de sources internationales, mais elle entraînait des dépenses d'administration relativement élevées, dues aux travaux suivants: examen des demandes d'assistance, étude de la solution proposée pour chaque cas et conclusion d'un accord avec l'organisation qui l'avait suggérée, comptabilisation des engagements de dépenses et des dépenses, présentation de rapports par ces organisations et analyse de ces rapports, mesures complémentaires que peuvent parfois nécessiter des cas ayant fait l'objet d'une assistance et vérification des comptes relatifs à chaque projet. Le Haut Commissaire estime que, tout au moins dans les pays européens très développés, ces fonctions devraient être exercées autant que possible par un organisme national auquel serait versée la contribution de source internationale. Celle-ci pourrait alors être gérée en même temps que les fonds de source locale disponibles pour l'assistance aux réfugiés, en vertu d'un accord conclu avec le HCR et en consultation avec la délégation intéressée. Le Haut Commissaire souhaiterait que ces arrangements entrent en vigueur à partir de 1967 et, en proposant l'effectif du personnel pour les délégations dans les pays d'Europe occidentale (tableau 18-4), il a tenu compte de cette intention.

18.13 En Espagne, le taux de la réinstallation s'est accru en 1965 grâce aux efforts déployés conjointement par le gouvernement, les organisations bénévoles et le correspondant du Haut Commissaire, de sorte que le rythme des installations de réfugiés a correspondu à celui des arrivées et qu'à l'automne 1965 la situation

était stabilisée. Toutefois, en décembre 1965, les réinstallations se sont trouvées pratiquement au point mort du fait de la modification apportée à sa législation par le principal pays d'immigration, alors que les arrivées de réfugiés avaient tendance à augmenter. Actuellement, cette situation risque de créer un grave problème. Dans le cadre des ressources limitées dont il dispose pour 1966, le Haut Commissaire recherche tous les moyens possibles de résoudre le problème sans accroître les opérations du Haut Commissariat en Espagne, mais il n'a pas encore trouvé la solution souhaitée et il y a lieu de craindre que les conséquences de cette situation continuent à se faire sentir en 1967.

18.14 En Amérique latine, le problème le plus difficile est celui que posent les réfugiés âgés et en particulier les réfugiés qui sont des cas mentaux; le problème est rendu encore plus difficile par suite du vieillissement des réfugiés. Le Haut Commissariat a retenu la suggestion faite par des organisations travaillant pour les réfugiés en Amérique latine et a demandé à son ancien conseiller en matière de santé mentale d'entreprendre une mission d'une certaine durée en Argentine, au Brésil et au Chili, où se trouvent les principales concentrations de réfugiés, en vue de proposer un plan d'action qui contribuerait à la solution de ce problème dont l'importance va croissant. Le conseiller en matière de santé mentale a déposé son rapport, qui contient des propositions détaillées, mais l'application de ces propositions exigera la nomination d'un fonctionnaire chargé du programme, qui devra entreprendre les pourparlers nécessaires avec les organismes appropriés, conclure les accords requis et suivre de près l'exécution de ces projets. Etant donné les effectifs limités dont il dispose actuellement, le Haut Commissariat ne pourra pas nommer ce fonctionnaire avant la fin de 1966, de sorte que la plus grande partie de cette opération devra être renvoyée à 1967.

18.15 Dans sa résolution 2040 (XX) du 7 décembre 1965, l'Assemblée générale, ayant pris note du fait que d'importants problèmes de réfugiés continuent de se poser dans diverses parties de l'Afrique et ayant félicité le Haut Commissariat et les autres organisations participantes des efforts incessants qu'ils déploient en faveur des réfugiés en Afrique, a invité les Etats Membres à consacrer une attention particulière aux problèmes des réfugiés en Afrique et à collaborer activement avec le Haut Commissaire en mettant à sa disposition les moyens d'action requis. En outre, dans sa résolution 2107 (XX) du 21 décembre 1965, l'Assemblée a prié le Haut Commissaire, les institutions spécialisées intéressées et d'autres organisations internationales de secours d'accroître leur assistance aux réfugiés des territoires administrés par le Portugal.

18.16 Les problèmes qui se posent en Afrique sont de loin les plus pressants. Dans les pays où le Haut Commissariat a déjà contribué à la réinstallation d'un certain nombre de groupes de réfugiés, de nouveaux réfugiés continuent d'affluer des mêmes régions. C'est ainsi que, pendant les douze derniers mois, l'augmentation du nombre des réfugiés a été de l'ordre de 30 000 dans la République démocratique du Congo, de 20 000 au Sénégal, de 3 000 en Tanzanie et de 26 000 en Ouganda. De plus, il semble peu probable que, dans leur grande majorité, les groupes se trouvant actuellement au Burundi, dans la République démocratique du Congo, en Tanzanie et en Ouganda puissent retourner prochainement dans leurs pays d'origine. Il faudra donc élaborer et exécuter de nouveaux plans d'installation locale intéressant à la fois les nouveaux arrivés et les réfugiés plus anciens dont, espérant qu'ils rentreraient chez eux, on n'avait pas tenu compte dans les plans initiaux.

18.17 En même temps, de nouveaux problèmes ne cessent d'être portés à l'attention du Haut Commissaire par les gouvernements intéressés. Ces derniers mois, par exemple, le Haut Commissaire a reçu des demandes d'assistance présentées par le Gouvernement de la République centrafricaine en vue de résoudre le problème que pose l'afflux de quelque 18 000 réfugiés du Soudan, par le Gouvernement de la Zambie, concernant 5 000 réfugiés environ venant du Mozambique et, plus récemment, par le Gouvernement du Rwanda, qui doit s'occuper de quelque 3 700 réfugiés du Burundi. Dans chacun de ces cas, le Haut Commissariat commence par envoyer un fonctionnaire de rang supérieur en mission d'information dans la région intéressée, puis il aide le gouvernement à mettre au point un programme pratique ayant pour but de permettre aux réfugiés de subvenir à leurs propres besoins, de trouver des partenaires opérationnels sûrs pour assurer l'exécution du programme et d'obtenir des contributions de sources extérieures au HCR. En attendant que ces négociations soient menées à bien, le Haut Commissaire s'efforce de fournir aux réfugiés une aide d'urgence sous forme de rations alimentaires de base, de médicaments et de vêtements, soit en s'adressant à d'autres organisations internationales et à des organismes privés, soit en recourant au Fonds extraordinaire. Dans la plupart des cas, il est indispensable d'envoyer dans le pays intéressé une mission chargée de suivre l'évolution de la situation, de coordonner à la fois l'application des mesures d'urgence et la préparation du programme d'installation, et de réunir tous les éléments nécessaires en vue de la présentation du programme au Comité exécutif.

18.18 Par suite des événements qui se sont succédé depuis le mois d'octobre 1964, il est devenu évident que la somme de 406 800 dollars réservée à de nouveaux projets dans le programme pour 1966 ne permettra pas de répondre à tous les besoins. En réalité, il est probable que les projets qui sont en cours de préparation et qui seront soumis au Comité exécutif se traduiront par des dépenses totales de l'ordre de 900 000 dollars qui, si elles sont approuvées, obligeront à porter à 4 400 000 dollars environ l'objectif du programme pour 1966. Si l'on tient compte de tous les éléments actuellement connus du programme pour 1967, le Haut Commissaire estime que ce dernier impliquera lui aussi des dépenses d'un montant supérieur à 4 millions de dollars.

18.19 Outre l'ampleur croissante du programme ordinaire, il est un autre facteur qui, en 1966, tend à augmenter le volume de travail du personnel à la disposition du Haut Commissariat, et dont les effets seront encore plus manifestes en 1967: c'est le contrôle financier des projets exécutés hors d'Europe dans le cadre de programmes antérieurs. Alors que les contributions du Haut Commissariat aux projets exécutés au titre d'un programme ordinaire sont, en général, intégralement versées en un ou deux ans, l'achèvement des projets s'échelonne normalement

sur deux ou trois ans. Les premiers projets d'une certaine importance entrepris hors d'Europe ont commencé à être exécutés en 1963 et un nombre croissant d'entre eux n'en sont qu'au stade où le Haut Commissaire doit encore obtenir des états financiers définitifs, les faire vérifier par les délégations compétentes du HCR et les transmettre aux services de vérification des comptes de l'ONU aux fins de vérification finale. A ce dernier stade, des observations complexes sont souvent présentées; le personnel du Haut Commissariat doit répondre à chacune d'elles après les avoir élucidées, souvent à la suite de discussions détaillées avec les gouvernements ou les agences chargés de l'exécution. Ce travail de vérification est nettement plus difficile et prend beaucoup plus de temps en Afrique, en Asie et en Amérique latine que dans les pays européens où, pendant les années précédentes, le gros des activités du Haut Commissariat se trouvait concentré; hors d'Europe, le personnel actuel de la plupart des délégations du HCR, réduit au strict minimun, n'est pas suffisant pour s'acquitter de cette tâche. L'effectif proposé pour 1967 dans le tableaux 18-4 tient compte de cette nécessité dans une certaine mesure.

Action visant à faciliter l'assistance extérieure

18.20 Dans la plupart des cas de réfugiés qui se sont produits récemment, la plus grande partie de l'aide nécessaire, outre l'assistance fournie par les pays d'asile, provenait de sources autres que le programme ordinaire du Haut Commissaire. C'est ainsi que, d'une part, diverses formes d'assistance indispensables, telles que denrées alimentaires, médicaments, vêtements, services d'enseignement et même contributions en espèces, peuvent parfois être obtenues plus facilement sous forme d'une aide directe que par l'intermédiaire du programme du Haut Commissaire et que, d'autre part, certains gouvernements, surtout en Asie, préfèrent les arrangements qui ne relèvent pas du programme à l'assistance fournie dans le cadre de celui-ci.

18.21 Dès qu'une possibilité existe d'obtenir une aide qui n'implique pas une contribution financière du HCR, le Haut Commissaire encourage les bénéficiaires et les donateurs éventuels à conclure des accords d'assistance directe. Il arrive fréquemment toutefois qu'une des parties, sinon les deux, lui demande de prêter ses bons offices dans ce sens, et son intervention a souvent été décisive en facilitant la conclusion d'accords de ce genre. C'est ainsi que, dans le cas de l'aide en nature, le Haut Commissariat se borne à prendre l'initiative des contacts et à servir d'intermédiaire et de coordonnateur. Cette solution est la plus économique du point de vue administratif, mais elle exige les services d'un personnel hautement qualifié, eu égard aux aspects diplomatiques et techniques à la fois des interventions de cette nature. En revanche, les contributions en espèces sont souvent versées par l'intermédiaire du HCR, car les donateurs préfèrent s'assurer ainsi que l'emploi des fonds sera efficacement contrôlé et qu'il leur en sera dûment rendu compte, tout en évitant de prendre à leur charge les dépenses d'administration correspondantes. Le Haut Commissaire gère alors ces contributions en tant que "Fonds de dépôt spéciaux", en vertu des articles 1.1, c, 3.2 et 7.5 du règlement de gestion. Cette procédure entraîne évidemment pour le Haut Commissariat des dépenses d'administration plus élevées que les arrangements d'assistance directe; en effet, l'utilisation de ces contributions est souvent limitée par des conditions précises, tandis que leur transfert et le contrôle de leur emploi sont sujets à toutes les garanties prévues dans le règlement de gestion.

18.22 Même la méthode des fonds de dépôt spéciaux est généralement moins onéreuse, en ce qui concerne les dépenses d'administration, que l'assistance fournie dans le cadre du programme ordinaire. Toutes les fois qu'un nouveau problème se pose, le Haut Commissaire commence donc par étudier toutes les sources possibles d'assistance autres que le programme ordinaire, et ce n'est jamais qu'en dernier ressort qu'il recourt à des contributions financières au titre de ce programme. C'est ainsi que, dans la plupart des vastes projets de réinstallation entrepris récemment et qui ont été mis au point avec l'assistance du HCR, la contribution du Haut Commissaire ne représente qu'une partie de l'assistance totale accordée à ce titre. Le gros des ressources provient directement des gouvernements, d'autres organes des Nations Unies, d'institutions bénévoles ou de donateurs privés et une assistance complémentaire est parfois fournie par l'intermédiaire du HCR, mais en dehors du programme ordinaire, sous la forme de fonds de dépôt spéciaux gérés par le Haut Commissaire.

18.23 L'éducation et la formation des réfugiés constituent un domaine spécial dans lequel il est de plus en plus fréquemment fait appel au HCR. Dans plusieurs résolutions [2/], l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont invité les organes compétents des Nations Unies à instituer des programmes d'enseignement et de formation professionnelle à l'intention des personnes originaires des territoires administrés par le Portugal, de l'Afrique du Sud, et du Sud-Ouest africain. Mais les besoins qui existent dans ce domaine sont extrêmement urgents, en ce qui concerne non seulement ces groupes particuliers mais tous les nouveaux groupes de réfugiés en Afrique. Comme le programme ordinaire ne permet de répondre qu'aux besoins les plus essentiels en matière d'enseignement, le HCR encourage, soit directement, soit en utilisant les fonds de dépôt spéciaux lorsque les donateurs le préfèrent, la mise au point, en dehors du programme, d'arrangements relatifs aux services d'enseignement et de formation. Cetre action a pris une telle ampleur que le Haut Commissaire a dû nommer au Siège un fonctionnaire de rang supérieur qui est chargé de coordonner et, si besoin est, d'administrer tous les projets d'enseignement et de formation professionnelle à l'intention des réfugiés en Afrique. Le succès de cette entreprise a suscité un grand intérêt parmi les donateurs et parmi les réfugiés qui ont besoin de services d'enseignement et de formation, et le HCR reçoit maintenant des centaines de lettres à ce sujet. Mais c'est surtout sur les délégations du HCR que retombe la plus grande partie du travail qu'implique cette assistance en matière d'enseignement, et on a dû également tenir compte de ce fait en évaluant l'effectif du personnel des délégations en Afrique proposé pour 1967.

18.24 La campagne européenne en faveur des réfugiés, qui sera lancée en octobre 1966 dans un

2/ Assemblée générale: résolutions 1705 (XVI) du 19 décembre 1961, 1808 (XVII) du 14 décembre 1962 et résolutions ultérieures; Conseil de sécurité: résolution 191 (1964) du 18 juin 1964.

certain nombre de pays européens par des groupes importants d'organisations bénévoles et qui est organisée principalement au bénéfice des réfugiés dans des régions autres que l'Europe, amènera le HCR en 1966, et peut-être surtout en 1967, à entreprendre de nombreuses activités nouvelles. Dans sa résolution 2038 (XX) du 7 décembre 1965, l'Assemblée générale a exprimé sa vive satisfaction de la campagne ainsi entreprise, ainsi que de l'attachement aux idéaux et aux objectifs des Nations Unies dont les organisateurs de cette action ont fait preuve en choisissant le 24 octobre comme date de lancement de la campagne, et elle a décidé qu'en 1966 la Journée des Nations Unies serait dédiée à la cause des réfugiés. Avant et pendant la campagne, le HCR sera appelé à fournir des avis et un appui à la plupart des comités nationaux qui l'ont organisée dans chacun des pays participants, ainsi qu'au Groupe de travail de La Haye qui a lancé l'idée de cette campagne et qui a entrepris de coordonner les efforts nationaux. Plusieurs comités ont déjà demandé au HCR des renseignements sur le programme du Haut Commissaire, ainsi que sur les besoins auxquels ce programme ne s'applique pas. Il est probable que le HCR devra également se charger de la gestion d'une partie des fonds réunis qui sera destinée à répondre à des besoins dont le programme ordinaire ne tient pas compte, surtout pour les réfugiés en Asie. Ces sommes atteindront vraisemblablement un total très élevé et, comme un fonds de dépôt spécial devra être créé à chacune des fins spécifiées par les donateurs, il est probable que la gestion de ces fonds en 1967 se traduira par un gros surcroît de travail tant au Siège que dans les délégations situées dans les régions où ces sommes seront dépensées.

Grands programmes d'assistance

18.25 Si de grands progrès ont été réalisés pendant les 12 derniers mois en ce qui concerne l'exécution des grands programmes d'assistance entrepris en faveur des "anciens" réfugiés européens — des engagements s'élevant au total à 3 388 937 dollars ayant été liquidés en 1965 —, il n'avait pas encore été possible, au début de 1966, de surmonter deux obstacles majeurs à leur achèvement. En premier lieu, il manquait encore 490 540 dollars pour que les fonds qui permettraient de réaliser les objectifs globaux de ces programmes aient atteint le montant requis. En second lieu, les difficultés auxquelles le Gouvernement grec s'est heurté pour exécuter les grands projets de construction de logements, et qui s'expliquent surtout par l'augmentation considérable des frais de construction, ont obligé le Haut Commissaire à revoir avec ce gouvernement l'ensemble du programme de construction de logements en Grèce. Le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire sera saisi de ces deux problèmes à sa quinzième session.

18.26 Au début de 1966, l'ensemble des fonds engagés, mais non encore déboursés, se chiffrait à 2 831 068 dollars, pour l'ensemble des grands programmes d'assistance. En outre, une somme de 879 993 dollars devait être engagée et versée dans les années à venir. Ainsi, des fonds d'un montant total de 3 711 061 dollars devront être déboursés pour des projets en cours ou des projets envisagés, avant que tous les projets relevant des grands programmes d'assistance soient menés à bien. Une bonne partie de cette somme sera déboursée en 1966, mais l'exécution de certains projets se poursuivra pendant l'année 1967 en France, en Grèce et en Italie.

18.27 Dans le projet de budget pour 1966, on a exposé en détail les responsabilités complexes qui continueront d'incomber aux délégations compétentes et au siège du HCR après l'achèvement de la phase opérationnelle des grands projets d'assistance, du fait des engagements contractuels que le HCR a conclus en ce qui concerne ces projets. Etant donné l'ampleur de ces responsabilités et des ressources administratives qu'elles continueront d'immobiliser en Europe, on procède actuellement à une étude détaillée par pays, afin de déterminer les fonctions que l'amélioration de la situation dans les pays intéressés permettra soit de supprimer complètement, soit de déléguer aux gouvernements ou à d'autres organismes nationaux, sans que les réfugiés aient à en souffrir. On a déjà achevé l'étude relative à l'Allemagne et les études portant sur les autres pays européens intéressés sont en cours d'élaboration.

18.28 Jusqu'à présent, les résultats sont encourageants. Il semble que quelques-unes de ces fonctions seulement pourront être totalement supprimées, mais qu'un certain nombre d'autres pourront fort bien être déléguées à un autre organisme. Des négociations sont actuellement en cours en Allemagne et seront prochainement étendues à d'autres pays, en vue de trouver un ou des organismes appropriés auxquels déléguer ces fonctions. Lorsque les négociations auront été menées à bien, il faudra modifier les accords relatifs à tous les grands projets d'assistance visés, afin de tenir compte des nouveaux arrangements adoptés. Le Haut Commissaire espère que ce travail sera achevé à la fin de 1966 et que des économies de personnel s'ensuivront dès le début de 1967. C'est sur cette hypothèse, notamment, que l'on s'est fondé pour calculer l'effectif proposé pour les délégations en Europe, tel qu'il est indiqué dans le tableau 18-4.

Structure administrative et subvention

18.29 Dans son vingtième rapport à la vingtième session de l'Assemblée générale (A/6138, par. 23), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'attention du Haut Commissaire cinq observations qui figurent dans un rapport préparé par le Service organisation et méthodes du Service financier (on trouvera un résumé de ces observations dans l'annexe I du document A/6138). Ce rapport, qui était précédé d'une étude administrative des services du Haut Commissariat, avait été présenté par le Secrétaire général au Comité consultatif. Le Haut Commissaire a étudié ce rapport avec beaucoup d'attention. Tout en regrettant que, de par sa nature même, cette étude n'ait permis d'aboutir qu'à un nombre restreint de propositions de portée limitée, il se félicite des suggestions formulées et prend actuellement les mesures ci-après en vue d'y donner suite:

a) La suggestion relative aux attributions et aux fonctions du poste de Directeur principal fait l'objet d'une étude approfondie, mais aucune décision ne sera prise à ce sujet avant la nomination du Haut Commissaire adjoint.

b) Toutes les activités concernant les comptes opérationnels et financiers, et notamment la comptabilité relative aux rentrées, aux engagements, aux

allocations, aux décaissements des fonds versés aux programmes bénévoles, font l'objet d'un examen attentif. Le Haut Commissaire a l'intention de regrouper tous ces comptes dans un bureau central, tandis que les services chargés de la gestion des projets ne s'occuperaient que des comptabilités de travail qui seraient nécessaires pour donner les renseignements que la comptabilité centrale ne pourrait fournir.

c) Après consultation des services administratifs et financiers de l'Office des Nations Unies à Genève, une machine à calculer a été mise à la disposition de la Section de gestion financière des contributions volontaires afin de lui permettre de rationaliser son travail. La Section utilise déjà cette machine.

d) On trouvera, dans les paragraphes 18.47 et 18.48 ci-après, des renseignements sur les sources extra-budgétaires de fonds dont on dispose pour les activités d'information du HCR.

e) A l'avenir, les rapports statistiques ne seront établis que deux fois par an, c'est-à-dire le 1er janvier et le 1er septembre de chaque année.

18.30 Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale a adopté, à sa vingtième session, une nouvelle formule pour la subvention prélevée sur les contributions volontaires. D'après cette formule:

a) Tous les postes demandés pour l'effectif ordinaire sont groupés dans un seul tableau d'effectifs figurant dans le budget ordinaire de l'ONU et qui, pour 1966, comprend les 39 postes (11 postes d'administrateur et 28 postes d'agent des services généraux) dont le coût était imputé sur les contributions volontaires jusqu'à la fin de 1965;

b) La subvention à verser au budget de l'ONU est fixée à 10 p. 100 des engagements réels contractés au titre du programme courant, à l'exclusion des engagements portant sur des dépenses d'administration qui sont directement couvertes dans le cadre du programme;

c) Lorsque interviennent de nouveaux problèmes de réfugiés qui exigent l'engagement de personnel complémentaire en sus des ressources existantes, les dépenses d'administration qui en découlent pour le reste de l'année en cours et pour toute l'année suivante sont incluses, sous une rubrique spéciale, dans les plans opérationnels présentés au Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, en vue de faire face à ces situations.

18.31 Bien que le Haut Commissaire prévoie que les fonds nécessaires à l'exécution de son programme ordinaire pour 1967 dépasseront 4 millions de dollars, l'objectif réel pour 1967 ne sera fixé par le Comité exécutif qu'en octobre 1966. Dans l'intervalle, le montant inscrit provisoirement en tant que subvention pour 1967, au chapitre 2 des recettes, est le même que pour 1966, soit 390 000 dollars.

18.32 Le tableau 18-1 ci-après récapitule, par article, les crédits demandés pour 1967, les crédits ouverts pour 1966 et les dépenses de 1965, ainsi que le montant global net des dépenses imputées sur le budget de l'ONU pour chacun de ces trois exercices.

Tableau 18-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Traitements et salaires	2 356 000	2 157 800	1 784 376
II. — Dépenses communes de personnel	523 400	464 000	408 570
III. — Frais de voyage du personnel	165 000	165 000	126 272
IV. — Information	26 000	26 000	16 025
V. — Dépenses de représentation	5 000	4 000	2 000
VI. — Matériel et installations	19 000	16 000	7 409
VII. — Frais généraux	177 000	169 000	141 679
VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie	9 000	10 000	932
TOTAL BRUT	3 280 400 a/	3 011 800 a/	2 487 263
A déduire:			
Recettes provenant des contributions du personnel	427 000	394 000	325 648
Montant de la subvention prélevée sur les contributions volontaires	390 000 b/	390 000 b/	150 000
	817 000	784 000	475 648
TOTAL NET	2 463 400	2 227 800	2 011 615

a/ Compte tenu de 39 postes dont le coût direct et indirect était imputé sur les contributions volontaires jusqu'à la fin de 1965 (voir plus haut, par. 18.30, a).

b/ Chiffre provisoire.

18.33 Le tableau 18-2 ci-après indique la ventilation des divers postes de dépenses entre le siège (Genève) et les délégations.

Tableau 18-2

	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
Siège (Genève)	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Postes permanents	1 248 000	1 115 000	975 172
Personnel temporaire	24 000	50 000	34 829
Heures supplémentaires	400	400	117
II. — Dépenses communes de personnel	283 400	251 000	222 531
III. — Frais de voyage du personnel	86 000	84 000	70 071
IV. — Information	26 000	26 000	16 025
V. — Dépenses de représentation	1 300	1 000	644
VI. — Matériel et installations	-	-	-
VII. — Frais généraux	42 000	40 000	34 055
VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie	7 600	8 600	248
TOTAL, siège	1 718 700	1 576 000	1 353 692
Délégations			
I. — Postes permanents	1 042 000	949 800	747 625
Personnel temporaire	39 000	40 000	25 111
Heures supplémentaires	2 600	2 600	1 522
II. — Dépenses communes de personnel	240 000	213 000	186 039
III. — Frais de voyage du personnel	79 000	81 000	56 202
IV. — Information	-	-	-
V. — Dépenses de représentation	3 700	3 000	1 356
VI. — Matériel et installations	19 000	16 000	7 409
VII. — Frais généraux	135 000	129 000	107 623
VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie	1 400	1 400	684
TOTAL, délégations	1 561 700	1 435 800	1 133 571
TOTAL GENERAL	3 280 400	3 011 800	2 487 263

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Traitements et salaires	*2 356 000*
1966:	2 157 800
1965:	1 784 376
i) Postes permanents	*2 290 000*
1966:	2 064 800
1965:	1 722 797

18.34 Conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Haut Commissaire s'est efforcé de fournir les services de plus en plus nombreux qui sont requis du Haut Commissariat dans les domaines de la protection internationale et d'assistance aux réfugiés en procédant à une nouvelle répartition de ses ressources en personnel. A la suite des arrangements envisagés en Europe, il espère être en mesure de transférer, dès la fin de 1966, 15 postes (5 postes d'administrateur et 10 postes d'agent des services généraux) des délégations en Europe aux délégations en Afrique et en Amérique latine, ce qui ramènera de 96 à 81 le nombre des fonctionnaires du HCR en Europe. Cela ne suffira cependant pas pour faire face à tous les besoins en Afrique et au siège. Pour que le HCR puisse s'acquitter de toutes les tâches essentielles qui lui incombent aux termes de son statut, il faudrait augmenter de 15 le nombre des postes permanents en créant 2 postes d'administrateur hors classe (P-5), 2 postes d'administrateur de 2ème classe (P-3), 1 poste d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2) et 10 postes d'agent des services généraux.

Nouveaux postes

18.35 Le Haut Commissaire voudrait nommer un assistant spécial ayant rang d'administrateur hors classe (P-5), qui le seconderait pour les négociations et les missions diplomatiques et s'occuperait en particulier des relations du Haut Commissariat avec les gouvernements des pays d'Afrique et d'Asie, avec lesquels le HCR a de plus en plus affaire. L'effectif de la Division juridique, qui est dirigée par un administrateur général (D-1), devrait être renforcé par la création d'un nouveau poste de Directeur adjoint de la Division, dont le titulaire aurait rang d'administrateur hors classe (P-5) et seconderait le Directeur de la Division dans l'exécution des nou-

velles tâches exposées en détail dans les paragraphes d'introduction du présent chapitre. La Section d'Asie et d'Afrique de la Division du programme, qui est chargée de toutes les activités d'assistance intéressant les deux continents, est actuellement composée de 5 administrateurs placés sous les ordres d'un administrateur général (D-1). Elle doit faire face maintenant à un volume de travail considérable et il faudrait renforcer son effectif par la création d'un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) et d'un poste d'administrateur adjoint de 1ère classe (P-2). En attendant la création de ces postes en 1967, on a fait face aux besoins en 1966 grâce aux crédits prévus pour le personnel temporaire.

18.36 Il faudra créer au siège 2 nouveaux postes d'agent des services généraux pour les secrétaires des 2 nouveaux administrateurs hors classe. On aura besoin de 5 autres postes d'agent des services généraux en raison du volume de travail accru du service qui s'occupe des nouveaux problèmes de réfugiés et des services connexes, à savoir un poste de secrétaire et un poste de commis à la Section d'Afrique et d'Asie, un poste de commis à la Section du personnel, un poste d'agent des services généraux pour la supervision du central sténo-dactylographique récemment créé et un poste de commis au Service de l'enregistrement. Etant donné l'urgence des travaux, les cinq postes demandés ont été pourvus en 1966 grâce aux crédits prévus pour le personnel temporaire.

18.37 En Afrique, l'importance des problèmes de protection et de rapatriement dans la République démocratique du Congo, où le nombre des réfugiés dépasse maintenant 230 000, nécessite les services d'un conseiller juridique expérimenté pour seconder le représentant du Haut Commissaire dans ce pays. En conséquence, on a l'intention de prévoir au budget de l'exercice 1967 un poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) pour le conseiller juridique ainsi qu'un poste d'agent des services généraux pour une secrétaire, qui viendraient s'ajouter à l'effectif de la délégation dans ce pays. En Tanzanie, la délégation du HCR doit s'occuper de trois groupes distincts de réfugiés qui se trouvent dans cinq régions différentes très éloignées les unes des autres ainsi que de la capitale du pays. L'effectif de la délégation en Tanzanie sera renforcé par le transfert d'Europe d'un poste d'administrateur et d'un poste d'agent des services généraux, mais il faudra aussi créer 2 nouveaux postes d'agent des services généraux pour un adjoint administratif et un commis.

Reclassements

18.38 Suivant l'avis donné par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, un haut fonctionnaire des Services administratifs et financiers de l'Office des Nations Unies à Genève a récemment terminé une étude approfondie concernant tous les postes des services organiques du siège du HCR à Genève. Le but de cette étude était de comparer le classement des postes du HCR à Genève et celui des postes correspondants des services de l'Office des Nations Unies à Genève. Dans le rapport sur les résultats de cette étude, les reclassements ci-après ont été recommandés:

Nombre de postes à reclasser	Classe actuelle	Classe recommandée
2	Administrateur hors classe (P-5)	Administrateur général (D-1)
2	Administrateur de 1ère classe (P-4)	Administrateur hors classe (P-5)
4	Administrateur de 2ème classe (P-3)	Administrateur de 1ère classe (P-4)
3	Administrateur adjoint de 1ère classe (P-2)	Administrateur de 2ème classe (P-3)
2	G-6	G-7
13		

On a également recommandé un certain nombre de reclassements dans le groupe des administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (de P-1 à P-2) et dans les autres classes des services généraux (de G-5 à G-6).

18.39 Le Haut Commissaire estime ces reclassements indispensables. Le reclassement à D-1 d'un poste d'administrateur hors classe (P-5) et le reclassement à P-5 d'un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) sont inclus dans le tableau d'effectifs approuvé pour 1966. En conséquence, le Haut Commissaire voudrait appliquer dès que possible les autres recommandations afin d'aligner le classement du personnel du siège à Genève sur celui du personnel de l'ONU travaillant dans le même bâtiment. Les 11 autres reclassements de postes ont donc été inclus dans le tableau d'effectifs proposé pour le siège du HCR en 1967.

18.40 Le Haut Commissaire regrette qu'une étude analogue n'ait pu être entreprise pour les bureaux extérieurs où, à son avis, le classement du personnel laisse encore plus à désirer qu'au siège. On a pu procéder au reclassement de quelques postes dans le cadre du tableau d'effectifs approuvé pour 1966, mais il croit qu'il faudrait procéder dès que possible au reclassement de 2 autres postes afin de les aligner tout au moins sur le classement du siège du HCR, sinon sur celui des postes analogues des autres organes des Nations Unies ayant des services dans la même région. Il propose donc de reclasser, en 1967, le poste de représentant du HCR en Tanzanie, en transformant le poste d'administrateur de 2ème classe (P-3) en un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) et de reclasser de P-2 à P-3 le poste du fonctionnaire chargé du programme dans le même pays. Comme le classement comparatif des postes des bureaux extérieurs a des incidences directes sur les moyens à la disposition des représentants et de leurs collaborateurs pour l'exécution de leurs tâches, le Haut Commissaire espère qu'une étude objective des postes des bureaux extérieurs lui permettra, dans un avenir point trop lointain, d'achever l'alignement de ces postes sur le classement en vigueur dans les autres bureaux extérieurs de l'ONU.

18.41 Les tableaux 18-3 et 18-4 ci-après indiquent l'effectif pour 1967 et la répartition géographique des postes.

Tableau 18-3

Nombre de postes permanents 1966	Nombre de postes permanents 1967	Catégories et classes	Maintien de l'effectif de 1966 Dollars	Frais nouveaux à couvrir en 1967 Dollars	Total Dollars
1	1	Haut Commissaire			
		Traitement	30 000	-	30 000
		Indemnité	4 000	-	4 000
1	1	Haut Commissaire adjoint			
		Traitement	26 000	-	26 000
		Indemnité	1 000	-	1 000
2	2	Directeur (D-2)			
		Traitement	50 100	-	50 100
		Indemnité	2 000	-	2 000
4	5	Administrateur général (D-1)	91 100	-	91 100
		Administrateurs			
13	15	Administrateur hors classe (P-5)	269 600	37 300	306 900
18	22	Administrateur de 1ère classe (P-4)	273 700	-	273 700
22	23	Administrateur de 2ème classe (P-3)	271 800	25 100	296 900
36	33	Administrateur adjoint de 1ère classe ou de 2ème classe (P-2/P-1)	381 500	10 300	391 800
97	102		1 400 800	72 700	1 473 500
		A ajouter: Indemnité de poste	57 100	3 800	60 900
			1 457 900	76 500	1 534 400
		Services généraux			
2	4	1ère classe	22 100	-	22 100
172	180	Autres classes	717 400	39 500	756 900
174	184		739 500	39 500	779 000
		A ajouter: Reclassement de postes	-	7 400	7 400
			2 197 400	123 400	2 320 800
		A déduire: Abattement pour mouvements de personnel (2 p. 100 du coût des postes d'administrateur et au-dessus)	(29 200)	(1 600)	(30 800)
271	286	TOTAL	2 168 200	121 800	2 290 000

Tableau 18-4. — Postes permanents, 1967: Répartition par catégorie et par classe

	Siège (Genève)	Afrique - Bureau de liaison	Algérie	Allemagne	Amérique latine	Australie	Autriche	Belgique	Burundi	Canada	Congo	Etats-Unis d'Amérique	France	Grèce	Italie	Macao	Maroc	Moyen-Orient	Népal	Ouganda	Pays-Bas	Royaume-Uni	Sénégal	Tanzanie	Turquie	TOTAL
I. — Haut Commissaire	1																									1
Haut Commissaire adjoint	1																									1
Directeur	1											1														2
Administrateur général	5																									5
TOTAL I	8											1														9
II. — *Administrateurs*																										
Administrateur hors classe	6	1		1			1				1	1	1	1	1							1				15
Administrateur de 1ère classe	8		1		1			1	1						1	1	1	1	1	1			1	1	1	22
Administrateur de 2ème classe	12	1		2	1		1			1	2			1	1									1		23
Administrateur adjoint de 1ère classe ou de 2ème classe	18			1			1	1	1		1		2	2	1			1		1	1		1	1		33
Total II	44	2	1	4	2		3	2	2	1	4	1	3	4	4	1	1	2	1	2	2	1	2	3	1	93

Tableau 18-4. — Postes permanents, 1967: Répartition par catégorie et par classe (suite)

	Siège (Genève)	Afrique - Bureau de liaison	Algérie	Allemagne	Amérique latine	Australie	Autriche	Belgique	Burundi	Canada	Congo	Etats-Unis d'Amérique	France	Grèce	Italie	Macao	Maroc	Moyen-Orient	Népal	Ouganda	Pays-Bas	Royaume-Uni	Sénégal	Tanzanie	Turquie	TOTAL
III. — *Services généraux*																										
1ère classe ou classe la plus élevée .	3											1														4
Autres classes	67	4	2	11	6	1	11	6	6	1	8	2	5	9	9	2	3	5	2	4	1	2	4	6	3	180
Total III	70	4	2	11	6	1	11	6	6	1	8	3	5	9	9	2	3	5	2	4	1	2	4	6	3	184
TOTAL I, II et III	122	6	3	15	8	1	14	8	8	2	12	5	8	13	13	3	4	7	3	6	3	3	6	9	4	286

Dollars

ii) Consultants, correspondants et personnel temporaire 63 000
1966: 90 000
1965: 59 940

18.42 Le crédit demandé doit permettre:

a) De couvrir le montant des honoraires versés aux correspondants représentant le Haut Commissaire dans les pays où il n'existe pas de délégations (12 000 dollars);

b) De couvrir le montant des honoraires versés aux consultants en mission spéciale (21 000 dollars) et de recruter notamment un consultant en matière d'indemnisation qui sera nommé pour répondre au vœu exprimé par le Comité exécutif à sa quatorzième session et selon lequel le Haut Commissaire ne devrait épargner aucun effort pour assurer l'indemnisation des victimes de la persécution qui ne reçoivent pas d'assistance en vertu de la législation et des pratiques existantes;

c) D'engager du personnel temporaire pendant les périodes de pointe, de remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée et de faire exécuter les travaux de traduction dont l'Office des Nations Unies à Genève ne peut se charger (30 000 dollars).

Dollars

iii) Heures supplémentaires 3 000
1966: 3 000
1965: 1 639

ARTICLE II

Dollars

Dépenses communes de personnel 523 400
1966: 464 000
1965: 408 570

18.43 Le crédit demandé a été fixé compte tenu de l'expérience passée et des effectifs supplémentaires de personnel proposés pour 1967 à l'article premier:

Dollars

i) Indemnités pour charges de famille . 74 000
1966: 69 000
1965: 64 405

ii) Indemnités pour frais d'étude; frais de voyage connexes 13 000
1966: 12 000
1965: 9 689

Dollars

iii) Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies 263 400
1966: 225 000
1965: 207 550

iv) Cotisations à l'assurance-maladie et aux autres assurances sociales . . . 26 000
1966: 24 000
1965: 21 719

v) Frais de voyage et de déménagement à l'occasion des nominations, des mutations et de la cessation de service 30 000
1966: 27 000
1965: 24 457

vi) Indemnités d'installation 18 000
1966: 13 000
1965: 12 209

vii) Indemnités d'affectation 29 000
1966: 26 000
1965: 23 220

viii) Indemnités versées à la cessation de service et primes de rapatriement 38 000
1966: 40 000
1965: 32 444

ix) Frais de voyage pour le congé dans les foyers des fonctionnaires et des personnes à leur charge 32 000
1966: 28 000
1965: 12 877

ARTICLE III

Dollars

Frais de voyage du personnel 165 000
1966: 165 000
1965: 126 272

18.44 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des fonctionnaires, des correspondants et des consultants en mission officielle. Bien que, d'après les prévisions, les activités du HCR doivent être plus nombreuses en 1967 qu'en 1966, on espère pouvoir compenser les frais de voyage accrus qui en résulteront

en réduisant le nombre et la durée des missions en Afrique du personnel du siège, grâce au renforcement de la représentation du Haut Commissaire dans les pays de ce continent.

ARTICLE IV

	Dollars
Information	*26 000*
1966:	26 000
1965:	16 025

18.45 Le crédit demandé doit permettre d'exécuter le programme ordinaire d'information du HCR, c'est-à-dire:

a) De maintenir un vaste service de référence à l'intention de la presse et des autres moyens d'information, des gouvernements, des organismes intergouvernementaux et des organisations privées qui s'intéressent aux réfugiés;

b) De préparer et diffuser des rapports officiels sur les projets d'assistance, un bulletin mensuel en français et en anglais, des brochures, des reportages, des photographies, des émissions de radio et de courts programmes de télévision.

En 1965, il a fallu limiter l'importance du programme ordinaire d'information, car la pression des activités opérationnelles du HCR a été telle que deux fonctionnaires de la Section de l'information ont dû être détachés et envoyés en mission. Toutefois, les activités d'information ont été intégralement reprises en 1966.

18.46 Divers programmes spéciaux d'information sont financés à l'aide de deux sources extérieures au présent budget. Il s'agit, en premier lieu, d'un fonds spécial de l'information qui est périodiquement ramené à un plafond de 30 000 dollars par le Comité exécutif du programme du Haut Commissaire et qui est alimenté par des contributions volontaires; ce fonds est utilisé essentiellement pour produire des films ou des programmes importants de télévision. Les recettes produites par la vente de ces programmes sont reversées au fonds. En 1965, le montant des engagements contractés dépassait de 10 599 dollars les recettes perçues à ce titre. En 1967, le HCR envisage de produire, en coopération avec le Service de l'information de l'ONU, un film illustrant l'ensemble des tâches qu'il est appelé à accomplir, et il assumera une part des frais de production, à concurrence de 10 000 dollars environ. Les films déjà produits doivent continuer à être distribués et seront financés par le fonds susmentionné, dans la mesure où les recettes encaissées seront insuffisantes. En second lieu, avec l'approbation du Comité exécutif, le Haut Commissaire gère un fonds de réserve alimenté par les recettes des programmes de vente de disques microsillons du HCR. Ce fonds de réserve est utilisé pour couvrir les engagements du HCR en ce qui concerne les disques déjà parus ainsi que les dépenses d'administration et de publicité qu'entraîne la sortie de nouveaux disques. Au début de 1966, un solde de 130 314 dollars était disponible sous cette rubrique. On prévoit qu'en 1967 le HCR assumera des dépenses qui pourront atteindre 50 000 dollars pour la publication d'un nouveau disque qui sortira au printemps 1968.

ARTICLE V

	Dollars
Dépenses de représentation	*5 000*
1966:	4 000
1965:	2 000

18.47 Le crédit demandé correspond aux besoins du siège du HCR, des 24 délégations et des 10 sous-délégations. Il est supérieur au crédit ouvert les années précédentes, qui avait été fort loin de permettre de rembourser le minimum voulu aux représentants du Haut Commissaire, notamment dans les délégations, qui s'acquittent d'importantes fonctions diplomatiques et de représentation. En 1965, les demandes légitimes de remboursement de dépenses de représentation effectivement faites dans l'intérêt du HCR ont largement dépassé les crédits disponibles, de sorte que les membres intéressés ont dû prélever la différence sur leur propre traitement.

ARTICLE VI

	Dollars
Matériel (bureaux extérieurs)	*19 000*
1966:	16 000
1965:	7 409

18.48 Etant donné que le total des crédits ouverts pour ce chapitre en 1965 était très limité et qu'il fallait compenser les excédents des dépenses faites au titre d'autres articles du même chapitre, on a dû remettre à plus tard le remplacement de la plus grande partie de l'équipement usagé qui aurait normalement dû s'effectuer cette année-là. Les crédits pour 1966 ne permettront également d'effectuer qu'une partie de ces remplacements. C'est pourquoi les crédits demandés pour 1967 comprennent non seulement les sommes nécessaires aux opérations normales de remplacement, dans les délégations et sous-délégations, des véhicules, des machines à écrire, à calculer et à photocopier et du matériel de bureau, mais aussi un montant de 3 000 dollars qui permettra de rattraper le retard accumulé en 1965. Les dépenses de matériel du siège sont comprises dans les prévisions de dépenses concernant l'Office des Nations Unies à Genève.

ARTICLE VII

	Dollars
Frais généraux et fournitures	*177 000*
1966:	169 000
1965:	141 679

18.49 Le crédit demandé se décompose comme suit:

	Dollars
i) Location et entretien des locaux (bureaux extérieurs)	*53 000*
1966:	50 000
1965:	45 306
ii) Eclairage, chauffage, énergie et eau (bureaux extérieurs)	*5 000*
1966:	5 000
1965:	4 148
iii) Location et entretien du matériel, y compris le matériel de transport (bureaux extérieurs)	*22 000*
1966:	21 000
1965:	12 231
iv) Communications, services postaux et transport de marchandises	*80 000*
1966:	78 000
1965:	68 159

Les dépenses prévues ne comprennent pas les communications téléphoniques locales ni le service de la valise diplomatique au siège du HCR, que l'Office des Nations Unies à Genève prend à sa charge.

	Dollars
v) Autres fournitures et services (bureaux extérieurs)	*11 000*
1966:	10 000
1965:	9 211
vi) Papeterie et fournitures de bureau	*6 000*
1966:	5 000
1965:	2 624

ARTICLE VIII

	Dollars
Travaux contractuels d'imprimerie	*9 000*
1966:	10 000
1965:	932

18.50 Le crédit demandé doit permettre de financer le programme de publications suivant:

	Dollars
Siège du HCR	
Rapport sur l'assistance internationale aux réfugiés	4 000
Commentaire sur la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés	3 500
Délégations	
Autriche	
Bulletin d'information	300
Allemagne	
Bulletin juridique et Bulletin relatif au programme	400
Brochures en quatre langues destinées aux nouveaux arrivés	360
Bulletin d'information	300
Italie	
Bulletin d'information	60
Additif au Manuel des réfugiés	80
	9 000

TITRE VIII

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Chapitre 19. — Cour internationale de Justice

1 164 900 dollars (1966: 1 074 100 dollars; 1965: 1 111 053 dollars)

Tableau 19-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
I. — Traitements et indemnités des membres de la Cour	551 800	553 550	574 960
II. — Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	518 550	426 120	438 396
III. — Charges communes	87 050	77 930	75 620
IV. — Matériel	7 500	16 500	22 077
TOTAL du chapitre 19	1 164 900	1 074 100	1 111 053

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Traitements et indemnités des membres de la Cour	*551 800*
1966:	553 550
1965:	574 960

19.1 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir les frais suivants:

	Dollars
i) Traitements et indemnités du Président, du Vice-Président et des juges	*384 750*
1966:	381 750
1965:	373 986

Cette demande de crédit a été établie conformément à la résolution 1738 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1961.

	Dollars
ii) Pensions	*134 850*
1966:	137 600
1965:	134 815

Le crédit demandé doit permettre de couvrir les pensions à verser conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 1562 (XV), en date du 18 décembre 1960, et 1925 (XVIII), en date du 11 décembre 1963.

	Dollars
iii) Frais de voyage des membres de la Cour en mission	*2 000*
1966:	1 000
1965:	1 555
iv) Voyages annuels et voyages à l'occasion des congés	*29 000*
1966:	32 000
1965:	21 953

Le crédit demandé doit permettre de couvrir le coût des voyages auxquels les juges ont droit en vertu de la résolution 85 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946. On prévoit qu'il faudra couvrir les frais de 14 voyages de cette nature en 1967. En 1965, certains juges n'ont pas usé de leur droit.

	Dollars
v) Frais de voyage des membres de la Cour et des personnes à leur charge et frais de déménagement	*1 000*
1966:	1 000
1965:	672
vi) Fournitures et services divers	*200*
1966:	200
1965:	307
vii) Juges ad hoc, assesseurs, témoins et experts	-
1966:	-
1965:	41 672

Comme ces dépenses sont par nature imprévisibles, aucun crédit n'est demandé pour le moment sous cette rubrique. Toutefois, aux termes du projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires pour 1967, le Secrétaire général serait autorisé à engager, le cas échéant, les dépenses nécessaires, jusqu'à concurrence de 37 500 dollars pour les juges ad hoc et de 25 000 dollars pour les assesseurs, les témoins et les experts.

ARTICLE II

	Dollars
Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	*518 550*
1966:	426 120
1965:	438 396

19.2 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir les frais suivants:

	Dollars
i) Postes permanents	*305 000*
1966:	290 470
1965:	249 934

Tableau 19-2

Nombre de postes permanents 1966	1967	Catégories et classes	Traitements bruts
			Dollars
1	1	Greffier	
		Traitement	30 000
		Indemnité	1 000
1	1	Directeur	25 350
		Administrateurs	
4	4	Administrateur hors classe	80 100
2	2	Administrateur de 2ème classe	26 860
7	7	Administrateur adjoint de 1ère classe	66 450
2	2	Administrateur adjoint de 2ème classe	16 640
17	17		246 400
13	13	*Services généraux* (Equivalent en dollars des traitements prévus par le barème local)	58 600
30	30		305 000

Le nombre total de postes permanents reste le même que celui qui a été approuvé pour 1966. L'augmentation du crédit demandé pour 1967 par rapport au crédit ouvert pour 1966 tient aux augmentations périodiques normales de traitements et au relèvement de 10 p. 100 des traitements des agents des services généraux qui a pris effet le 1er février 1966.

	Dollars
ii) Personnel temporaire	*132 000*
1966:	55 000
1965:	120 571

Ces dernières années, les dépenses effectives inscrites sous la présente rubrique ont varié considérablement suivant le volume de travail et les besoins techniques. En 1964, dernière année durant laquelle les audiences publiques de la Cour ont fait l'objet d'une interprétation consécutive, elles se sont élevées à 69 214 dollars. En 1965, des audiences exceptionnellement longues (avec un emploi de l'interprétation simultanée et, par conséquent, d'un plus grand nombre d'interprètes) et la traduction de la volumineuse documentation relative aux affaires en cours du Sud-Ouest africain ont porté ces dépenses à 120 571 dollars. En 1966, on prévoit que les dépenses dépasseront de beaucoup le crédit ouvert de 55 000 dollars, car la longueur et la complexité des affaires relatives au Sud-Ouest africain et le volumineux dossier de l'affaire de la Barcelona Traction ont dépassé à tous égards les prévisions budgétaires. Le crédit de 132 000 dollars demandé pour 1967 doit permettre de couvrir les frais suivants:

a) Traduction des volumineuses plaidoiries écrites de l'affaire de la Barcelona Traction;

b) Emploi d'une équipe complète d'interprètes simultanés anglais et français pendant les trois mois d'audiences publiques et traduction de l'abondante documentation qui en résultera;

c) Dactylographes et personnel de service (plantons, opérateurs de ronéo, etc.) supplémentaires requis pour les travaux indiqués aux alinéas a et b.

	Dollars
iii) Heures supplémentaires	*2 000*
1966:	2 000
1965:	4 146
iv) Frais de voyage des fonctionnaires et des personnes à leur charge et frais de déménagement	*2 000*
1966:	2 000
1965:	44
v) Indemnité d'installation	*900*
1966:	900
1965:	-
vi) Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel	*43 000*
1966:	40 000
1965:	33 462

Le crédit demandé pour 1967 a été calculé compte tenu du relèvement des traitements des agents des services généraux qui a pris effet le 1er février 1966.

	Dollars
vii) Indemnités pour charges de famille.	*12 500*
1966:	12 900
1965:	12 667
viii) Indemnités pour frais d'études; frais de voyage connexes	*5 300*
1966:	5 300
1965:	2 277
ix) Cotisations à l'assurance-maladie et à l'assurance-groupe sur la vie	*3 300*
1966:	3 000
1965:	2 246

Le crédit demandé est plus élevé parce que le montant de la prime d'assurance-maladie est augmenté de 20 p. 100 à compter du 1er juillet 1966; en revanche, il y a diminution du nombre des assurés.

	Dollars
x) Indemnisation	*150*
1966:	150
1965:	-
xi) Frais de voyage pour le congé dans les foyers	*1 200*
1966:	6 200
1965:	249

On prévoit qu'en 1967, seulement 11 fonctionnaires et personnes à charge iront en congé dans les foyers, au lieu de 20 en 1966. En 1967, tous les voyages auront lieu en Europe, alors qu'en 1966 il y a eu cinq passages pour les Etats-Unis.

	Dollars
xii) Bien-être du personnel	*200*
1966:	200
1965:	165
xiii) Frais de voyage du personnel en mission	*10 000*
1966:	7 000
1965:	12 635

Le crédit demandé a été calculé sur la base des dépenses des dernières années.

	Dollars
xiv) Indemnités versées à la cessation de service	*1 000*
1966:	1 000
1965:	-

ARTICLE III

	Dollars
Charges communes	*87 050*
1966:	77 930
1965:	75 620

19.3 Le crédit demandé doit permettre de couvrir les frais suivants:

	Dollars
i) Versement à la Fondation Carnegie pour la jouissance des locaux du Palais de la Paix à La Haye	*27 750*
1966:	27 630
1965:	27 701

Le crédit demandé a été calculé conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale 84 (I), en date du 11 décembre 1946, et 1343 (XIII), en date du 13 décembre 1958, relatives à l'Accord conclu entre l'ONU et la Fondation Carnegie, propriétaire du Palais de la Paix.

	Dollars
ii) Frais de distribution des documents	*1 500*
1966:	2 500
1965:	931
iii) Téléphone	*1 000*
1966:	1 000
1965:	540
iv) Télégraphe	*1 000*
1966:	1 000
1965:	540
v) Services postaux	*4 000*
1966:	3 000
1965:	3 801

L'augmentation s'explique par une série de relèvements, intervenus entre le 1er juin 1965 et le 1er mai 1966, des tarifs postaux pour le courrier à destination des Pays-Bas et de l'étranger. Le crédit ouvert pour 1966 était calculé sur la base de prévisions établies avant que ces augmentations entrent en vigueur.

	Dollars
vi) Fournitures de bureau	*11 000*
1966:	9 000
1965:	16 122
vii) Entretien du matériel	*2 000*
1966:	-
1965:	-

La présente rubrique figure ici pour la première fois, par suite de la mise en service, en 1964-1965, d'un matériel d'interprétation simultanée et de l'achat de machines à dicter ayant pour objet d'améliorer le rendement du central dactylographique.

	Dollars
viii) Travaux contractuels d'imprimerie	*38 000*
1966:	33 000
1965:	25 304
ix) Vérification extérieure des comptes	*500*
1966:	500
1965:	500
x) Fournitures et services divers	*200*
1966:	200
1965:	50
xi) Dépenses accessoires (Archives de Nuremberg)	*100*
1966:	100
1965:	-

En 1949, l'Assemblée générale a autorisé la Cour à assumer les frais résultant du dépôt au Greffe, par les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des archives du Tribunal militaire de Nuremberg.

ARTICLE IV

	Dollars
Matériel et installations	*7 500*
1966:	16 500
1965:	22 077

19.4 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir les frais suivants:

	Dollars
i) Mobilier et aménagements	*4 000*
1966:	13 000
1965:	19 720

Il s'agit, pour 1967, des articles suivants: 2 machines à écrire électriques, une machine à calculer, 3 machines à dicter, 4 magnétophones, articles d'ameublement, notamment rayonnages, etc.

	Dollars
ii) Bibliothèque	*3 500*
1966:	3 500
1965:	2 357

TITRE IX

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Chapitre 20. — Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

9 100 000 dollars (1966: 5 971 500 dollars 1965: 2 592 861 dollars)

20.1 La résolution 1995 (XIX) du 8 janvier 1965, par laquelle l'Assemblée générale a créé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organe de l'Assemblée générale, dispose que la Conférence se réunit à des intervalles de trois ans au plus, qu'entre les sessions de la Conférence ses fonctions sont exercées par le Conseil du commerce et du développement, que le Conseil crée les organes subsidiaires dont il a besoin, qu'un secrétariat de la Conférence est créé dans le cadre du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et que les dépenses de la Conférence, de ses organes subsidiaires et de son secrétariat sont imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, dans lequel un chapitre distinct est ouvert à cet effet.

Tableau 20-1

Articles	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
A. — Sessions de la Conférence des groupes d'experts et des organes consultatifs			
I. — Deuxième session de la Conférence	1 833 000	-	-
II. — Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs	115 000	21 900	17 606
Total pour les sessions	1 948 000	21 900	17 606
B. — Secrétariat de la Conférence			
III. — Traitements et dépenses communes de personnel	3 425 000	2 347 930	984 838
IV. — Consultants	200 000	350 000	148 325
V. — Personnel temporaire et heures supplémentaires	55 000	175 000	55 071
VI. — Frais de voyage du personnel en mission	160 000	179 000	89 718
VII. — Dépenses de représentation	10 000	9 000	6 185
VIII. — Frais généraux	95 000	173 000	116 738
IX. — Matériel et installations	35 000	50 000	127 399
Total, secrétariat	3 980 000	3 283 930	1 528 274
C. — Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU			
X. — Services administratifs généraux	587 000	510 000	231 347
XI. — Services linguistiques	1 922 000	1 589 400	664 462
XII. — Services des documents	663 000	566 270	151 172
Total, services	3 172 000	2 665 670	1 046 981
TOTAL GENERAL, chapitre 20	9 100 000	5 971 500	2 592 861

Analyse de l'augmentation des crédits demandés par rapport à l'exercice précédent

20.2 Pour 1967, les crédits demandés pour la Conférence se chiffrent à 9 100 000 dollars au total, soit une augmentation de 3 128 500 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 1966. Comme il ressort de l'analyse qui en est donnée à l'annexe 20.A du présent chapitre, cette augmentation est attribuable aux quatre principaux facteurs ci-après:

a) La deuxième session de la Conférence, qui se tiendra en 1967 conformément à la résolution 2085 (XX) de l'Assemblée générale, représente 59 p. 100 de l'augmentation (1 833 000 dollars). Il s'agit en l'occurrence d'une dépense périodique qui ne fait pas partie des dépenses annuelles courantes;

b) Le maintien, en 1967, du tableau d'effectifs approuvé pour 1966 représente 13 p. 100 de l'augmentation (413 000 dollars);

c) Le remboursement des frais de voyage des membres des groupes d'experts et des organes consultatifs nouvellement créés et, surtout, le coût des services linguistiques et des services des documents

pour l'ensemble des réunions de tous les organes de la Conférence représentent également 13 p. 100 de l'augmentation (396 430 dollars);

d) Les 15 p. 100 restants (486 000 dollars) représentent le coût des nouveaux postes du secrétariat de la Conférence demandés pour 1967, au sujet desquels on trouvera des explications détaillées à l'article III du présent chapitre.

20.3 Les recettes provenant des contributions du personnel permanent et du personnel temporaire visés au présent chapitre (815 000 dollars) sont comptabilisées au chapitre premier des prévisions de recettes. Les contributions mises en recouvrement auprès d'Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies au titre de leur participation aux activités de la Conférence, recettes qui sont estimées à 788 000 dollars, seront comptabilisées comme recettes accessoires au chapitre 3 des recettes, conformément à l'article 5.9 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

Présentation du chapitre 20

20.4 Les prévisions de dépenses font l'objet des articles I à XII du présent chapitre et sont complétées par des annexes, qui présentent d'une manière différente les renseignements donnés dans ces articles. Les articles sont groupés sous trois rubriques principales: 1) la Conférence; 2) le secrétariat de la Conférence; 3) les services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU. On trouvera à l'annexe 20.E une ventilation, par chef de dépenses, des crédits demandés au présent chapitre. L'annexe 20.D indique comment les ressources demandées pour 1967 (sauf en ce qui concerne les services administratifs) seront affectées à chacun des principaux secteurs d'activité de la Conférence. Les crédits demandés pour les services administratifs et les services généraux sont indiqués séparément dans la même annexe.

Dépenses imputables à la Conférence qui ne figurent pas au chapitre 20

20.5 Aux fins du calcul des crédits demandés au présent chapitre, on a considéré que la Conférence n'avait rien à payer pour les locaux qu'elle occupe, des c dits étant demandés à d'autres chapitres pertine du budget pour couvrir les dépenses de la Confére concernant l'entretien, le chauffage, l'éclairage, nettoyage, les services téléphoniques locaux et l'ac de mobilier de bureau courant.

A. — Sessions de la Conférence, des groupes d'expe et des organes consultatifs

ARTICLE PREMIER

	Dolla
Deuxième session de la Conférence . . .	*1 833*
1966:	.
1965:	.

20.6 Le crédit demandé au présent article doit p mettre de couvrir le coût estimatif de la deuxi session de la Conférence des Nations Unies su commerce et le développement, qui se tiendr Genève, siège permanent de la Conférence.

20.7 Par sa résolution 2085 (XX) du 20 décem 1965, l'Assemblée générale a prié le Conseil du c merce et du développement de fixer la date et le de la deuxième session de la Conférence, de pr rence dans un pays en voie de développement. Con suite à cette demande, le Conseil a adopté une ré lution [résolution 27 (III)] par laquelle il a prié Etats membres de la Conférence d'indiquer, au tard le 1er mai 1966, s'ils seraient disposés à cueillir la Conférence sur leur territoire. Le sec taire général de la Conférence rendra compte Conseil des invitations qu'il aura reçues et le Cons à sa quatrième session, en septembre 1966, propos pour la Conférence une date et un lieu qui se soumis, pour décision, à l'Assemblée générale, de sa vingt et unième session.

20.8 Les dépenses entraînées par la deuxième ses de la Conférence varieront selon le lieu où ell tiendra. Cependant, on peut supposer que si l'Ass blée générale décide, comme suite à une invitat que la Conférence se tiendra ailleurs qu'à Gen il y aura lieu d'appliquer les dispositions de l'alin du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2116 de l'Assemblée générale, et le pays hôte prendra

Tableau 20-2

Etat récapitulatif du coût de la deuxième session de la Conférence (dans l'hypothèse où elle se tiendrait à Genève)

	Dollars	Dollars
a) *Documentation préparatoire*		
i) Consultants	56 000	
ii) Frais de voyage	25 000	
iii) Traduction	76 500	
iv) Reproduction des documents	78 000	235 500
b) *Services de séance*		
i) Personnel des services linguistiques et des services de conférence	963 000	
ii) Frais généraux		
a) Reproduction des documents de session	19 500	
b) Communications	45 000	
c) Location de matériel	10 000	
d) Location de bureaux	100 000	
e) Fournitures et services d'information	25 000	
f) Divers	20 000	
	219 500	1 182 500
c) *Publication des actes de la Conférence*		
i) Imprimerie	245 000	
ii) Edition et préparation de copie	170 000	415 000
TOTAL		1 833 000

charge les dépenses supplémentaires découlant directement ou indirectement du fait que la Conférence se tiendra ailleurs qu'à son siège. Les dépenses inscrites au présent article ont été calculées en partant de l'hypothèse que la deuxième session de la Conférence se tiendrait à Genève.

20.9 La durée de la Conférence et le volume de la documentation à établir à son intention seront fonction de l'ordre du jour adopté par le Conseil du commerce et du développement, mais on peut néanmoins supposer:

a) Que l'ordre du jour nécessitera environ 3 000 pages de documentation préparatoire;

b) Qu'il y aura à assurer le service des séances pendant huit semaines, étant entendu qu'il ne se tiendra pas plus de quatre séances en même temps par jour;

c) Que l'édition des actes de la Conférence ne comprendra pas plus de quatre volumes.

Ces hypothèses se fondent sur les décisions préliminaires que le Conseil a prises à sa troisième session. Toutefois, elles auront peut-être à être revisées en fonction des décisions définitives que le Conseil prendra lorsqu'il adoptera l'ordre du jour de la Conférence.

20.10 Ces demandes de crédits se fondent sur les prévisions de dépenses suivantes:

	Dollars
a) *Documentation préparatoire*	235 500

i) Consultants (56 000 dollars)
Pour aider à établir la documentation qui sera soumise à la Conférence, il faut prévoir, en dehors du secrétariat de la Conférence, l'équivalent de deux années de travail de consultant ainsi que le personnel de secrétariat nécessaire.

ii) Frais de voyage du personnel en mission (25 000 dollars)
Les fonctionnaires du secrétariat devront effectuer de nombreux voyages pour se rendre auprès des gouvernements, des organismes intergouvernementaux, des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales qui participeront aux travaux de la Conférence.

iii) Traduction (76 500 dollars)
On estime à 3 000 pages la documentation à établir en vue de la Conférence; ces documents devront être traduits en trois langues, le coût moyen étant de 8,50 dollars par page pour la traduction et la dactylographie. Il faudra également établir un petit groupe chargé de contrôler la répartition du travail et d'en surveiller l'exécution.

iv) Reproduction des documents (78 000 dollars)
On envisage de reproduire 3 000 pages de documentation préparatoire en 6 500 exemplaires et dans 4 langues, soit au total 19,5 millions de pages à raison de 4 000 dollars par million de pages.

b) *Services de séance*	1 182 500

i) Personnel des services linguistiques et des services de conférence (963 000 dollars)

Tableau 20-3

	Effectif		Traitement	Frais de voyage	Indemnité de subsistance	Total
	Permanent	Temporaire	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Interprètes	19	36	-	2 000	2 500	4 500
			110 900	25 300	30 200	166 400
Reviseurs	9	31	-	-	-	-
			64 400	4 400	26 000	94 800
Traducteurs-rédacteurs de comptes rendus analytiques	34	113	-	-	-	-
			192 100	15 200	94 900	302 200
Sténo-dactylographes	67	148	-	-	-	-
			84 100	17 700	124 300	226 100
Agents des services de reproduction et de distribution	20	70	-	-	-	-
			45 000	-	-	45 000
Services d'information	17	15	-	4 500	8 600	13 100
			8 500	-	-	8 500
Service d'entretien des bâtiments			-	-	-	-
			50 000	-	-	50 000
Personnel des services organiques du Bureau de liaison de New York	15		-	9 700	12 600	22 300
Heures supplémentaires des agents des services généraux			30 100	-	-	30 100
TOTAL	181[a]	413	585 100	78 800	299 100	963 000

[a] La majeure partie de ce personnel se composera de fonctionnaires des services de conférence de New York et Genève. Les fonctionnaires pour lesquels des frais de voyage et une indemnité de subsistance sont prévus sont ceux qui viendront de New York (interprètes de langue chinoise, fonctionnaires de l'information et fonctionnaires des services organiques du Bureau de liaison de la Conférence à New York).

Dollars

ii) Frais généraux (219 500 dollars)

a) Fournitures pour la reproduction des documents de session (19 500 dollars)
On est parti de l'hypothèse que 2 000 pages de documents de session en 4 langues devront être reproduites en 6 500 exemplaires, soit au total 13 millions de pages à raison de 1 500 dollars par million de pages.

b) Communications (45 000 dollars)
Le crédit demandé est destiné à couvrir le coût des communications téléphoniques locales et interurbaines et des télégrammes, les frais de poste, ainsi que le coût de la valise et de l'expédition des documents.

c) Location de matériel (10 000 dollars)
Le crédit demandé est destiné à couvrir la location de machines à écrire, de matériel pour l'enregistrement des débats, de machines à dicter pour les rédacteurs de comptes rendus analytiques et les traducteurs, de machines à copier et de machines de bureau diverses.

d) Location de bureaux (100 000 dollars)
Etant donné le nombre des fonctionnaires des services de conférence, dont l'effectif atteindra environ 500 personnes, il sera nécessaire de louer des bureaux à l'extérieur ainsi que d'établir un service de navette et d'autres services pour les locaux loués, et de déménager du matériel.

e) Fournitures et services d'information (25 000 dollars)
Le crédit demandé est destiné à couvrir la location d'antennes radio, la production de documentaires radiophoniques, les services contractuels d'équipes de techniciens du cinéma et de la télévision, le développement de films, les communications, etc.

f) Frais généraux divers (20 000 dollars)
Le crédit demandé est destiné à couvrir l'achat de fournitures de bureau, les frais d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau, la publication d'un guide de la Conférence, l'impression de cartes d'invitation, la confection d'insignes, etc.

Dollars

c) *Publication des actes de la Conférence* . . . 415 000
Les actes de la Conférence seront imprimés en 4 langues; ils contiendront la documentation préparatoire présentée par les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales, ainsi que la documentation fournie par le secrétariat de la Conférence et par d'autres unités administratives de l'Organisation des Nations Unies. Ils contiendront aussi les comptes rendus analytiques des séances plénières, les rapports des commissions et le rapport de la Conférence. Etant donné que le Conseil, à sa troisième session, a spécifié que la Conférence devrait faire un choix de manière à s'attacher avant tout aux questions d'importance fondamentale, on estime que les actes imprimés n'excéderont pas quatre volumes dans chaque langue, alors qu'il en avait été établi huit dans chaque langue pour la première session de la Conférence.

20.11 Le tableau 20-4 ci-après donne la ventilation des dépenses prévues:

Tableau 20-4

Langues	Pages	Imprimerie	Edition[a]	Préparation de copie[b]	Mise en page[c]	Coût total
		Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Anglais	2 000	80 000	21 500	18 500	2 500	122 500
Français	2 200	60 000	21 500	18 500	2 500	102 500
Espagnol	2 200	65 000	21 500	18 500	2 500	107 500
Russe	2 200	40 000	21 500	18 500	2 500	82 500
COUT TOTAL		245 000	86 000	74 000	10 000	415 000

[a] L'édition des 5 000 pages miméographiées (2 000 pages imprimées) des actes de la Conférence dans chacune des quatre langues représentera au total 48 mois de travail d'éditeur (P-3), 48 mois de travail de dactylographe et 24 mois de travail d'aide-éditeur (agent des services généraux).

[b] La préparation de copie et la correction exigeront l'emploi de 2 correcteurs d'épreuves (classe P-2) et de deux teneurs de copie pour chaque langue pendant 7 mois.

[c] Il faudra employer une équipe composée d'un fonctionnaire P-3 et de deux agents G-5 pendant 5 mois pour la préparation de la mise en page des cartes, des graphiques et des diagrammes, en vue de leur impression dans toutes les langues.

ARTICLE II

Dollars

Organes consultatifs *115 000*
1966: 21 900
1965: 17 606

20.12 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance qui doivent être payés aux membres des organes consultatifs et des groupes d'experts siégeant à titre personnel et non en tant que représentants de leurs gouvernements, conformément au principe énoncé dans la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale. Il doit permettre aussi de couvrir le versement, le cas échéant, d'honoraires aux membres qui, pendant la durée de leur travail pour le compte de la Conférence, ne seront rémunérés ni par un gouvernement ni par une institution gouvernementale.

20.13 On prévoit que le Comité consultatif (composé de 7 membres) du Conseil du commerce et du développement et de la Commission des produits de base, tiendra trois sessions d'une semaine chacune, les dépenses étant de 5 000 dollars par session. En outre, le Conseil et ses principaux comités feront, le cas échéant, appel au concours de groupes d'experts, lesquels comptent généralement de 12 à 15 membres et se réunissent pendant environ deux semaines, le coût moyen de chaque session étant de 20 000 dollars. On estime que cinq organes de cette nature se réuniront en 1967: il pourra s'agir du Groupe d'experts de l'uniformisation des clauses d'assurance maritime, du Groupe d'experts des réassurances, du Groupe d'experts du plan Horowiz, du Groupe d'experts des questions monétaires internationales, du Comité d'experts de l'expansion du commerce entre pays en voie de développement et du développement régional, ou d'autres groupes qui seront créés ultérieurement.

B. — Secrétariat de la Conférence

ARTICLE III

	Dollars
Traitements et dépenses communes de personnel	*3 425 000*
1966:	2 347 930
1965:	984 838

20.14 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir le coût des traitements et les dépenses communes de personnel, y compris les congés dans les foyers, concernant le secrétariat de la Conférence. L'annexe 20.B indique comment ont été calculés le coût des traitements et les dépenses communes de personnel.

Tableau 20-5

		Administrateurs								Agents des services généraux		
		S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens	Total
Cabinet du secrétaire général de la Conférence	1967	1	-	2	1	-	2	-	6	9	-	9
	1966	1	-	1	1	-	1	-	4	7	-	7
Service administratif	1967	-	-	1	-	3	-	-	4	7	-	7
	1966	-	-	1	-	3	-	-	4	7	-	7
Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures	1967	-	1	2	2	1	4	-	10	17	-	17
	1966	-	1	2	2	1	4	-	10	13	-	13
Division de la recherche	1967	-	1	1	2	4	6	2	16	8	11	19
	1966	-	1	1	2	4	4	1	13	7	3	10
Division des politiques commerciales	1967	-	1	1	2	4	2	2	12	7	2	9
	1966	-	1	1	1	3	2	1	9	2	2	4
Division des produits de base	1967	-	1	1	4	7	12	1	26	15	6	21
	1966	-	1	1	3	6	10	1	22	6	3	9
Division des articles manufacturés	1967	-	1	1	2	2	5	1	12	7	2	9
	1966	-	1	1	2	1	4	1	10	3	2	5
Division des invisibles	1967	-	1	1	4	7	6	-	19	12	4	16
	1966	-	1	1	2	2	3	-	9	4	2	6
Division des échanges avec les pays socialistes	1967	-	1	-	2	2	1	1	7	4	1	5
	1966	-	1	-	2	1	-	1	5	2	1	3
Bureau de liaison à New York	1967	-	1	1	3	6	6	3	20	13	15	28
	1966	-	1	1	3	4	5	3	17	14	15	29
TOTAUX	1967	1	8	11	22	36	44	10	132	99	41	140
	1966	1	8	10	18	25	33	8	103	65	28	93

20.15 Le crédit demandé pour 1967 doit permettre de couvrir le coût de 29 postes nouveaux d'administrateur, de 34 postes nouveaux de secrétaire ou de commis et de 13 postes nouveaux de statisticien (agents des services généraux), soit au total 762 000 dollars. Plusieurs de ces postes nouveaux sont actuellement pourvus à titre temporaire, les rémunérations correspondantes étant imputées sur le crédit de 250 000 dollars qui a été ouvert pour 1966 en vue du recrutement de 8 à 10 consultants ou autres administrateurs et de 20 commis ou secrétaires appelés à assurer l'exécution rapide de certains programmes prioritaires arrêtés par le Conseil. En conséquence, les crédits demandés pour 1967 au titre des consultants et du personnel temporaire ont été réduits au total de 270 000 dollars.

20.16 Les postes nouveaux sont nécessaires pour renforcer suffisamment le secrétariat pendant la première année de fonctionnement de l'ensemble de l'appareil administratif mis sur pied pour la Conférence conformément à la résolution 1995 (XIX). En 1967, le mandat et le programme de travail du Conseil et ceux de ses commissions techniques seront pleinement en vigueur, le mandat et le programme de travail de la Commission des produits de base et de la Commission des articles manufacturés ayant été approuvés lors de la deuxième session du Conseil, en septembre 1965, et ceux de la Commission des transports maritimes et de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, lors de la troisième session du Conseil, en février 1966.

20.17 On trouvera ci-après, dans le texte explicatif concernant chacune des divisions du secrétariat de la Conférence, une description de chaque poste d'administrateur dont la création est demandée.

20.18 Les postes d'agent des services généraux n'ont pas été décrits individuellement; ils sont prévus à raison d'une sténo-dactylo par directeur (D-2) ou directeur-adjoint (D-1) d'une division, d'une sténo-dactylo pour deux administrateurs (P-1 à P-5), et d'une sténo-dactylo pour 5 à 10 commis statisticiens. Le nombre des commis statisticiens affectés à chaque division varie selon le travail à exécuter, mais la plupart des nouveaux postes demandés sont destinés à constituer, à l'intérieur de la Section de statistique de la Division de la recherche, un groupe centralisé auquel toutes les autres divisions pourront faire appel. Les postes d'agent des services généraux demandés pour la Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures et pour le Service administratif sont, pour la plupart, des postes de secrétaire ou de commis.

Tableau 20-6. — Cabinet du secrétaire général de la Conférence

	Administrateurs							Agents des services généraux
	S-S	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	
1967	1	-	2	1	-	2	-	6	9
1966	1	-	1	1	-	1	-	4	7

20.19 Le Cabinet aide le secrétaire général de la Conférence à établir les programmes de travail et à coordonner et accélérer le travail de fond du secrétariat de la Conférence. Il seconde aussi le secrétaire général de la Conférence dans ses rapports avec les gouvernements, les délégations, la presse et le public.

20.20 Quatre postes nouveaux (1 D-1, 1 P-3 et 2 postes d'agent des services généraux) sont demandés en vue de la constitution, au Cabinet du secrétaire général de la Conférence, d'un groupe spécial appelé à coordonner toutes les activités d'assistance technique du secrétariat.

Tableau 20-7. — Service administratif

	Administrateurs						Agents des services généraux
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	
1967	1	-	3	-	-	4	7
1966	1	-	3	-	-	4	7

20.21 Ce service, travaillant en collaboration étroite avec les services administratifs centraux de l'Office de Genève, est chargé des questions de personnel, et de la gestion budgétaire et financière, et fournit au secrétariat et aux autres organes de la Conférence les services dont ils ont besoin. Il n'est pas proposé d'apporter de changement à l'effectif de ce service.

Tableau 20-8. — Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures

	Administrateurs							Agents des services généraux
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	
1967	1	2	2	1	4	-	10	17
1966	1	2	2	1	4	-	10	13

20.22 Cette division aide à établir le calendrier des réunions de la Conférence et à élaborer l'ordre du jour de toutes les réunions de la Conférence; elle établit un calendrier pour la préparation, la traduction et la publication des documents de la Conférence, édite et publie tous les documents rédigés par les soins du secrétariat de la Conférence, organise toutes les réunions de la Conférence et informe les services compétents des dispositions matérielles et techniques à prendre à cet effet, assure le secrétariat de la Conférence, du Conseil et de ses commisions et des groupes de travail et aide le président à planifier et à organiser le travail des sessions et à diriger les débats.

20.23 La Division seconde aussi le secrétaire général de la Conférence dans certains rapports avec les gouvernements et les délégations, applique les arrangements qui, en matière de consultation, ont été convenus avec le GATT, les institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales, tient à jour la liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et applique les arrangements qui, en matière de consultation, ont été convenus avec ces organisations. En collaboration avec le Cabinet du secrétaire général de la Conférence, la Division assure la représentation de la Conférence aux réunions et conférences internationales.

20.24 Pour s'acquitter de ces tâches, la Division est dotée d'un personnel de secrétariat, d'un Groupe de la planification des conférences, auquel sont rattachés un Groupe de la correspondance et un Groupe d'approbation des documents, d'un Groupe d'édition et d'un Groupe des relations extérieures.

20.25 Le seul changement d'effectif concerne les quatre postes nouveaux de secrétaire, actuellement

pourvus à titre temporaire, dont on a besoin à titre permanent pour le Groupe de la correspondance, qui a été créé comme suite au transfert à Genève du siège du secrétariat. Ce groupe s'occupe de toute la correspondance officielle avec les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales ou non gouvernementales avec lesquelles la Conférence a établi des relations. Il compte le chef du Groupe et trois dactylographes chargées de la correspondance en anglais, en espagnol et en français.

Tableau 20-9. — Division de la recherche

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
Cabinet du Directeur	1	1	-	-	-	-	2	2	-
Section du commerce	-	-	1	2	4	-	7	3	-
Section du développement	-	-	1	1	1	2	5	2	-
Section de statistique	-	-	-	1	1	-	2	1	11
TOTAUX 1967	1	1	2	4	6	2	16	8	11
TOTAUX 1966	1	1	2	4	4	1	13	7	3

20.26 La Division exécute des travaux d'analyse et de recherche statistique sur les tendances du commerce international, et plus particulièrement sur les problèmes commerciaux des pays en voie de développement et les aspects généraux du processus de développement économique. Elle a notamment pour tâches d'effectuer des études comparatives sur les caractéristiques des divers types de pays en voie de développement et de participer, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, à la préparation et à la réalisation d'enquêtes socio-économiques générales dans les régions déshéritées du monde sous-développé. La Division fournit également au Conseil, à ses organes subsidiaires et à ses groupes d'experts la documentation de base dont la préparation n'est pas prévue par les programmes de travail des autres divisions du secrétariat. Son champ d'activité dans le domaine de la recherche couvre d'une manière générale et détaillée toutes les questions de fond dont la Conférence s'occupe. Toutefois, les doubles emplois seront évités, car dans les secteurs de la recherche à l'égard desquels les autres divisions ont un mandat plus direct, la Division de la recherche ne jouera qu'un rôle d'appoint en intégrant et, dans certains cas, selon la nature du projet, en coordonnant les travaux.

20.27 La Division de la recherche comprend deux sections organiques, une Section du commerce et une Section du développement, ainsi qu'une Section de statistique chargée de coordonner les travaux statistiques de toutes les divisions du secrétariat de la Conférence.

20.28 A l'intérieur de la Division de la recherche, la Section du commerce est chargée de l'analyse des tendances du commerce international et des paiements internationaux. Cette section se subdivise en un Groupe des tendances du commerce et des paiements, chargé d'interpréter les données relatives au volume, à la valeur et aux courants du commerce mondial, et un Groupe des conditions commerciales, chargé de certaines études de fond sur l'évaluation des obstacles au commerce et autres facteurs influant sur les prix relatifs et les courants commerciaux.

20.29 La Section du développement s'occupe des aspects des structures économiques régionales et nationales et des politiques économiques internes qui concernent les objectifs de la Conférence et l'avancement de ses travaux mais qui n'entrent pas directement dans le champ d'activité des autres divisions. Un spécialiste sera chargé de suivre l'évolution de la situation dans chaque région géographique principale.

20.30 La Section de statistique sera essentiellement chargée de suivre de façon continue les travaux statistiques et les besoins du secrétariat de la Conférence dans ce domaine, d'établir des normes techniques pour les statistiques, de surveiller du point du vue technique le travail des commis statisticiens affectés à d'autres divisions, ainsi que de coordonner, de grouper et d'acheminer les demandes d'ordre statistique qui émanent du Bureau de statistique ou d'autres sources.

20.31 Trois postes d'administrateur (2 P-3 et 1 P-2) sont demandés pour la Division, pour 1967, en vue d'ajouter 1 P-3 à l'effectif du Groupe des tendances du commerce et des paiements de la Section du commerce, et d'ajouter à l'effectif de la Section du développement 1 P-3 et 1 P-2, de sorte que la section dispose à plein temps d'un spécialiste pour chacune des régions géographiques principales. Neuf postes nouveaux d'agent des services généraux au total (1 secrétaire et 8 commis statisticiens) sont demandés pour la Division.

Tableau 20-10. — Division des politiques commerciales

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
Cabinet du Directeur	1	1	-	-	-	-	2	2	-
Section des politiques nationales	-	-	1	3	2	1	7	3	1
Section des problèmes de politique commerciale	-	-	1	1	-	1	3	2	1
TOTAUX 1967	1	1	2	4	2	2	12	7	2
TOTAUX 1966	1	1	1	3	2	1	9	2	2

20.32 La Division des politiques commerciales est chargée de coordonner les études sur les politiques commerciales, pour autant qu'elles se distinguent de l'analyse des besoins commerciaux et des tendances du commerce, qui est confiée à la Division de la recherche. Tout en recherchant essentiellement dans quelle mesure les politiques commerciales des pays développés sont de façon générale compatibles avec les objectifs de la Conférence, la Division étudie aussi les aspects généraux des politiques suivies dans des domaines fondamentaux comme ceux des produits de base, des articles manufacturés, des invisibles et du financement lié au commerce, et elle effectue des travaux sur d'autres questions comme celles des principes commerciaux et de l'intégration régionale.

20.33 La Division comprend deux sections: une Section des politiques nationales, qui est organisée sur une base régionale et suit les principales mesures de politique commerciale que prennent les divers gouvernements et les groupements dont ils font partie, et une Section des problèmes de politique commerciale, qui procède à des études générales sur les mesures de politique commerciale d'intérêt plus général et sur l'évolution de ces politiques, sans s'occuper de tel ou tel pays ou de telle ou telle région, et, particulièrement, sur les méthodes de politique commerciale visant à développer les échanges entre pays en voie de développement, les préférences à l'échelle mondiale, les politiques tarifaires et leurs effets sur le commerce des pays en voie de développement, et les groupements économiques régionaux entre pays en voie de développement.

20.34 Trois postes nouveaux d'administrateur sont demandés pour 1967: un poste d'administrateur hors classe (P-5) en vue de l'étude et de l'analyse des aspects généraux de la coopération et de l'intégration commerciales régionales entre pays en voie de développement, un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) en vue de l'étude et de l'analyse des politiques et négociations tarifaires et de leurs effets sur le commerce des pays en voie de développement, et un poste d'administrateur-adjoint de 1ère classe (P-2) en vue de l'évaluation des effets que les modifications apportées aux obstacles tarifaires ou non tarifaires peuvent avoir sur le commerce des pays en voie de développement.

Tableau 20-11. — Division des produits de base

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
Cabinet du Directeur	1	1	-	-	1	-	3	3	-
Section des études et analyses générales	-	-	1	3	4	-	8	4	2
Section des études sur les produits de base	-	-	1	2	3	1	7	4	2
Section des accords relatifs aux produits de base	-	-	1	2	3	-	6	3	2
Section du développement du commerce	-	-	1	-	1	-	2	1	-
TOTAUX 1967	1	1	4	7	12	1	26	15	6
TOTAUX 1966	1	1	3	6	10	1	22	6	3

20.35 La Division effectue des études pour le compte de la Commission des produits de base et de certains comités ou groupes de travail s'occupant de divers produits, comme ceux des produits synthétiques et du tungstène, et fournit un appui technique à ces commissions, comités et groupes, rédige des études annuelles sur les produits de base et établit des rapports annuels sur les consultations et les décisions intergouvernementales relatives aux produits de base, contribue à la négociation et à l'élaboration d'accords relatifs aux produits de base, et rédige des études de fond ou rapports techniques comme ceux qui découlent des recommandations A.II.1 à A.II.9 de la Conférence et qui s'inscrivent dans le cadre du programme de travail que le Conseil du commerce et du développement a adopté à sa deuxième session à l'intention de la Commission des produits de base (TD/B/21). La Division fournit aussi des services, à titre remboursable, aux réunions du Groupe d'étude international du plomb et du zinc.

20.36 La Division exécute ces travaux en collaboration étroite avec les conseils et groupes d'études intergouvernementaux sur les produits de base, le Bureau de statistique de l'ONU, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées.

20.37 En 1967, la Division des produits de base comprendra le Cabinet du Directeur, une Section des études et analyses générales, une Section des études sur les produits de base et une Section des accords relatifs aux produits de base. La Section des études et analyses générales est chargée de rédiger les chapitres généraux de l'étude annuelle, ainsi que des études sur l'organisation internationale du commerce des produits de base, les divers aspects de la politique relative aux produits de base, y compris l'expansion du commerce des produits de base entre les pays en voie de développement, et sur d'autres problèmes particuliers concernant les produits de base, notamment la concurrence entre les produits naturels et les produits synthétiques de remplacement.

20.38 La Section des études sur les produits de base suit la situation du marché de divers produits, particulièrement des matières premières non agricoles et des métaux, effectue des études sur certains produits en vue de l'étude annuelle, examine et analyse les tendances de l'offre et de la demande et établit des projections pour les principaux produits primaires.

20.39 La Section des accords relatifs aux produits de base participe aux consultations intergouvernementales sur des questions intéressant divers produits de base, y compris la mise au point de mesures intergouvernementales efficaces, ainsi qu'à la formulation d'une entente générale sur les accords relatifs aux produits de base, et rédige le rapport annuel sur les activités intergouvernementales dans

le domaine des produits de base et sur la coordination de ces activités.

20.40 La Section du développement du commerce, dont l'effectif sera peu nombreux, sera chargée de proposer des mesures visant à favoriser la croissance continue et rapide des exportations de produits primaires des pays producteurs vers les pays industrialisés et à développer les échanges entre pays en voie de développement, de rédiger le rapport du secrétariat sur les méthodes propres à aider les pays en voie de développement à développer leur commerce, y compris la suppression des obstacles au commerce des produits primaires, et d'effectuer des études sur les mesures d'encouragement dans ce domaine.

20.41 Quatre postes nouveaux d'administrateur sont demandés pour 1967: 1 poste d'administrateur hors classe (P-5) dont le titulaire dirigera la Section du développement du commerce, 1 poste d'économiste P-4 pour la Section des études sur les produits de base, 1 poste d'économiste P-3 pour la Section des accords relatifs aux produits de base et 1 poste d'économiste P-3 pour la Section du développement du commerce. Tous ces administrateurs participeront à l'exécution des parties du programme de travail de la Division qui, jusqu'ici, n'ont guère dépassé le stade préparatoire. Il s'agit notamment d'études sur les produits synthétiques et les produits de remplacement, et sur l'encouragement de la consommation et des exportations de produits primaires, ainsi que d'une analyse plus détaillée des mesures proposées sur le plan international pour assurer le maintien de prix stables et rémunérateurs.

Tableau 20-12. — Division des articles manufacturés

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
1967	1	1	2	2	5	1	12	7	2
1966	1	1	2	1	4	1	10	3	2

20.42 La Division fournit un appui technique à la Commission des articles manufacturés, rassemble des données et rédige des études visant à faciliter l'établissement d'un système de préférences sans réciprocité au profit des pays en voie de développement, et effectue des études en vue de la diversification et de l'expansion des exportations d'articles manufacturés et semi-manufacturés des pays en voie de développement vers les pays développés à économie de marché et les pays socialistes d'Europe orientale. En particulier, la Division procède à une étude exhaustive de l'offre et de la demande mondiales d'articles manufacturés et semi-manufacturés présentant un intérêt particulier pour les pays en voie de développement, et tient à jour la liste de ces articles. Elle a entrepris une étude sur les effets des obstacles aux exportations en provenance des pays en voie de développement ainsi qu'une étude sur les relations entre la Commission des articles manufacturés et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

20.43 Deux postes supplémentaires d'administrateur — 1 P-4 et 1 P-3 — sont demandés pour permettre à la Division de poursuivre les travaux que des consultants ont entrepris en 1966 sur le développement régional, et plus particulièrement sur les problèmes relatifs au commerce entre pays en voie de développement et sur l'encouragement des exportations.

Tableau 20-13. — Division des invisibles

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
Cabinet du Directeur	1	-	-	-	-	-	1	1	-
Service des transports maritimes	-	1	1	6	3	-	11	6	2
Service des assurances	-	-	2	-	2	-	4	3	1
Service du tourisme	-	-	1	1	1	-	3	2	1
TOTAUX 1967	1	1	4	7	6	-	19	12	4
TOTAUX 1966	1	1	2	2	3	-	9	4	2

20.44 La Division fournit à la Commission des transports maritimes et à la Commission des invisibles et du financement lié au commerce les services dont elles ont besoin pour les questions de transports maritimes, d'assurance et de tourisme, et pour d'autres questions concernant les invisibles. Ces deux commissions ont arrêté un programme de travail qui a été approuvé par le Conseil du commerce et du développement.

20.45 Conformément au programme de travail approuvé de la Commission des transports maritimes, la Division réunit et analyse des données sur la façon dont les transporteurs sont organisés et sur l'expérience tirée du mécanisme de consultation existant entre utilisateurs et fournisseurs de services de transports dans différentes régions ou zones commerciales. Ce travail doit servir de base à la mise au point, pour les pays en voie de développement,

de mécanismes types de consultation tenant compte de leur situation sociale et économique particulière. La Division recherche actuellement comment étudier le niveau et la structure des taux de fret, les pratiques suivies par les conférences maritimes et la qualité des services de transports maritimes, et cherche à déterminer les buts qu'une telle étude peut permettre d'atteindre. Elle a également entrepris des études sur les obstacles qui empêchent ou retardent l'amélioration des opérations portuaires et le fonctionnement des installations connexes, ainsi que sur les mesures propres à surmonter ces obstacles. De plus, la Division s'occupe de la création de marines marchandes dans les pays en voie de développement, et, à cette fin, effectue des recherches et des analyses sur les principes et les critères économiques dont doivent s'inspirer les décisions prises dans ce domaine. Elle a également pour tâche de publier périodiquement des études sur les aspects courants et à long terme des transports maritimes, y compris l'évaluation des marchés de fret.

20.46 En ce qui concerne le tourisme, la Division effectue des études portant principalement sur les pays en voie de développement, mais aussi sur certains pays développés qui possèdent une grande expérience dans ce domaine. Ces études ont trait à l'effet du tourisme étranger sur la balance des paiements et à ses rapports avec le reste de l'économie, ainsi que sur d'autres aspects économiques du tourisme et sur les questions institutionnelles liées au tourisme dans les pays en voie de développement. La Division devra également étudier les courants mondiaux du trafic touristique, sa répartition régionale et les perspectives d'accroissement de ce trafic, particulièrement en ce qui concerne le trafic qui, des pays développés, se dirige vers les pays en voie de développement. La Division s'efforcera aussi d'encourager l'amélioration des statistiques des voyages. De plus, elle appuiera sur le plan technique les activités d'assistance technique et de préinvestissement des Nations Unies dans le domaine du tourisme, conformément à la demande de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce qui a été entérinée par le Conseil du commerce et du développement.

20.47 Dans le domaine des assurances, la Division procède à des études sur le rôle économique des assurances et des réassurances à l'égard de la balance des paiements et de leur contribution à la formation de capital, sur la politique d'investissement des compagnies d'assurance et de réassurance, et sur le développement des marchés nationaux d'assurance et de réassurance, études qui se fondent avant tout sur des monographies par pays et sur une comparaison des législations et réglementations nationales concernant les assurances.

20.48 Pour ce qui est de l'ensemble des transactions invisibles, la Division effectue des études visant à améliorer les données statistiques (en particulier dans les domaines dont elle s'occupe spécialement) en mettant principalement l'accent sur les notions et les méthodes statistiques et sur la possibilité de réunir des données plus détaillées et plus aisément comparables concernant certains pays.

20.49 La Division assure le secrétariat des réunions de groupes d'experts sur les réassurances et sur l'uniformisation des clauses d'assurance maritime.

20.50 Pour s'acquitter de ces tâches, la Division comprendra en 1967 le Cabinet du Directeur et trois sections, s'occupant, respectivement, des transports maritimes, des assurances et du tourisme.

20.51 Dix postes nouveaux d'administrateur (2 P-5, 5 P-4 et 3 P-3) et 10 postes nouveaux d'agent des services généraux (y compris 2 commis-statisticiens) sont demandés en vue de l'exécution du programme de travail que le Conseil du commerce et du développement a approuvé pour la Division à sa troisième session. Plusieurs de ces postes devront être pourvus en 1966 à titre temporaire, du fait de la décision que le Conseil a prise à sa troisième session, en février 1966.

Tableau 20-14. — Division des échanges avec les pays socialistes

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
1967	1	-	2	2	1	1	7	4	1
1966	1	-	2	1	-	1	5	2	1

20.52 La Division s'occupe de certains aspects du commerce entre les pays socialistes, d'une part, et le reste du monde et, plus particulièrement, les pays en voie de développement, d'autre part. Se fondant sur les recommandations pertinentes de la Conférence (annexes A.I.1, A.I.3, A.II.1, A.III.7, A.IV.13, A.VI.3, A.VI.4 et A.VI.7 de l'Acte final), la Division rassemblera des données, entreprendra des études et effectuera les analyses nécessaires à l'examen des problèmes que posent l'évolution et les perspectives de développement de ces échanges. Les études pourront porter sur des questions telles que le commerce extérieur et son rôle dans les plans de développement économique. La Division participera également à l'élaboration d'un rapport d'exécution annuel.

20.53 La Division étudiera les politiques commerciales des pays socialistes et des pays en voie de développement, et évaluera les données d'expérience en vue de tirer des conclusions et de suggérer les mesures qui se révéleront nécessaires. Cette évaluation l'obligera à accorder une attention particulière au rôle des organismes commerciaux d'Etat et d'autres institutions jouant un rôle dans ce domaine, ainsi qu'aux accords commerciaux à long terme et à leurs dispositions concernant le crédit et les autres formes d'assistance au développement, aux modalités de remboursement et à la manière dont ces accords contribuent à l'expansion du commerce et au développement en général. La Division étudiera aussi la coordination des accords à long terme avec les plans et programmes de développement, tant dans

les pays socialistes que dans les pays en voie de développement.

20.54 Suivant les directives données par le Conseil à sa troisième session, la Division rédigera, à l'intention du Conseil et de la Conférence, des rapports périodiques sur les problèmes du commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, notamment les problèmes du commerce "est-ouest", en s'attachant plus particulièrement aux intérêts commerciaux des pays en voie de développement et en tenant compte des travaux effectués dans ce domaine par d'autres organes des Nations Unies, notamment les commissions économiques régionales.

20.55 Deux postes nouveaux d'administrateur sont demandés pour 1967 afin de permettre à la Division de s'acquitter des tâches accrues qui lui incombent. Un économiste P-4 devra être recruté pour permettre à la Division de mener à bien ses travaux dans le domaine des accords à long terme. Un administrateur P-3 aidera à rédiger des études spéciales sur les accords industriels et sur les perspectives d'expansion des exportations de certains produits tropicaux des pays en voie de développement.

Tableau 20-15. — Bureau de liaison de New York

	Administrateurs							Agents des services généraux	
	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Secrétaires et commis	Statisticiens
Cabinet du Directeur	1	1	-	-	-	-	2	2	2
Section du financement du commerce	-	-	1	2	2	1	6	3	3
Section des plans commerciaux	-	-	1	2	2	1	6	4	5
Section des projections commerciales	-	-	1	2	2	1	6	4	5
TOTAUX 1967	1	1	3	6	6	3	20	13	15
TOTAUX 1966	1	1	3	4	5	3	17	14	15

20.56 Conformément à la résolution 5 (I) du Conseil du commerce et du développement, le Bureau de liaison de New York comporte les services qui sont chargés de la coordination et de la coopération avec les services compétents du Secrétariat de l'ONU et avec les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres institutions et organismes internationaux intéressés ayant leur siège aux Etats-Unis. Les services du Bureau de liaison s'occupent notamment des travaux concernant les projections et le financement lié au commerce.

20.57 Dans son rapport du 8 décembre 1964 à l'Assemblée générale (A/5829), le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné la nécessité d'une coordination appropriée entre les travaux de la Conférence dans le domaine des projections et les travaux du Centre des projections et de la programmation économiques, établi au Siège de l'ONU. Le Secrétaire général a également signalé la nécessité d'une coopération étroite entre le secrétariat de la Conférence et le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine du financement international du développement. En conséquence, le Bureau de liaison de New York effectue des études s'inscrivant dans le cadre du programme de travail de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, notamment en ce qui concerne les taux de croissance des pays en voie de développement, l'accroissement du courant net de capitaux vers les pays en voie de développement, l'amélioration des conditions de l'assistance et la coordination et l'efficacité de cette dernière, les accords de paiements entre pays en voie de développement, et d'autres questions ayant trait au financement lié au commerce [TD/B/42, annexe I, c]. En outre, le Bureau se tient en rapports étroits avec le Bureau de statistique et particulièrement le Centre international de statistiques du commerce et son service de traitement électronique des données. Il se tient aussi en rapports étroits avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international et d'autres institutions et organismes internationaux compétents, au sujet des travaux que ces derniers effectuent pour le compte du Conseil du commerce et du développement et de ses organes subsidiaires.

20.58 En plus des fonctionnaires nécessaires à l'accomplissement des tâches énumérées ci-dessus, 4 administrateurs et 10 secrétaires, sténo-dactylos et commis-statisticiens ont été détachés du Cabinet du secrétaire général de la Conférence, du Service administratif et de la Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures. Le coût de ces postes est imputé sur le budget des divers services dont les fonctionnaires en question ont été détachés.

20.59 Trois postes nouveaux d'administrateur (2 P-4 et 1 P-3) sont demandés pour permettre au Bureau de liaison de s'acquitter des tâches supplémentaires découlant du programme de travail que le Conseil a adopté, à sa troisième session, dans le domaine du financement lié au commerce. Ces tâches supplémentaires sont effectuées en 1966 par des consultants et du personnel temporaire rémunérés sur les crédits ouverts au titre des consultants.

ARTICLE IV

	Dollars
Consultants	*200 000*
1966:	350 000
1965:	148 325

20.60 Les dépenses inscrites au présent article concernent l'emploi, pour des périodes de courte durée, de consultants et du personnel de secrétariat dont ceux-ci ont besoin.

20.61 Le travail des fonctionnaires permanents doit être appuyé par des consultants qui sont soit des spécialistes capables de fournir des renseignements hautement techniques, soit des personnalités éminentes pouvant donner davantage de rayonnement à certaines études demandées par le Conseil ou par ses commissions, groupes d'experts ou organes consultatifs.

20.62 La diminution de 150 000 dollars que les dépenses prévues font apparaître par rapport à 1966 tient à ce que l'on a transformé en postes permanents un certain nombre de postes dont le coût a été imputé en 1966 sur les crédits ouverts pour les consultants et le personnel temporaire.

ARTICLE V

	Dollars
Personnel temporaire et heures supplémentaires	*55 000*
1966:	175 000
1965:	55 071

20.63 Les crédits demandés au présent article doivent permettre de couvrir l'emploi à titre temporaire d'agents des services généraux et le paiement des heures supplémentaires que les agents des services généraux auront à faire.

20.64 Les réunions des principaux organes de la Conférence entraînent un surcroît de travail représentant, selon les estimations, l'équivalent de quatre années de travail de dactylographe ou commis employés à titre temporaire. Les réunions qui se poursuivent au-delà des heures de travail et celles qui se tiennent les samedis, dimanches et jours fériés obligent à payer aux agents des services généraux des heures supplémentaires dont le total est estimé à peu près au même niveau qu'en 1965 (20 000 dollars).

20.65 Le crédit demandé doit aussi permettre d'assurer le remplacement de ceux des 140 agents des services généraux qui pourront être absents en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, absences représentant au total l'équivalent de trois années de travail.

20.66 La diminution de 120 000 dollars que les dépenses prévues font apparaître par rapport à l'exercice précédent tient à ce que l'on a transformé en postes permanents des postes qui ont été pourvus en 1966 à l'aide du crédit ouvert pour recruter une vingtaine de secrétaires ou commis en vue de hâter l'exécution des tâches découlant des nouveaux programmes établis par le Conseil.

ARTICLE VI

	Dollars
Frais de voyage du personnel en mission.	*160 000*
1966:	179 000
1965:	89 718

20.67 Le crédit demandé au présent article est destiné à couvrir les frais de voyage du personnel du secrétariat de la Conférence envoyé en mission.

20.68 Le secrétaire général de la Conférence considère que le budget voyages est la clef de l'efficacité du secrétariat de la Conférence, car cette action demande des rapports suivis avec les bureaux extérieurs et l'accumulation de connaissances sur les travaux concernant le commerce international exécutés par les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales, ainsi que l'établissement de relations de travail suivies avec ces divers organismes. Il n'est pas possible d'atteindre ce but par des échanges de correspondance, le succès dépendant avant tout de rapports personnels et d'entretiens de vive voix.

ARTICLE VII

	Dollars
Dépenses de représentation	*10 000*
1966:	9 000
1965:	6 185

20.69 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir le paiement, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'annexe I du Statut du personnel, d'une indemnité pour dépenses de représentation au secrétaire général de la Conférence et aux directeurs, et pour rembourser les dépenses de cet ordre qui peuvent être raisonnablement faites dans l'exercice de fonctions assignées par le secrétaire général de la Conférence.

20.70 Un crédit de 2 000 dollars est demandé pour rembourser aux membres du secrétariat les dépenses de représentation faites dans l'intérêt de la Conférence et pour lesquelles ils ne reçoivent pas d'indemnité.

ARTICLE VIII

	Dollars
Frais généraux	*95 000*
1966:	173 000
1965:	116 738

20.71 Le crédit demandé au présent article est destiné à couvrir les frais généraux ci-après, qui sont nettement identifiables:

	Dollars
Télégrammes	10 000
Appels téléphoniques interurbains	8 000
Poste et valise diplomatique	35 000
Papeterie et fournitures de bureau	15 000
Livres et périodiques	17 000
Fournitures et services divers	10 000
	95 000

20.72 Les chiffres indiqués pour 1965 et 1966 englobent des postes de dépenses tels que la location de locaux, l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau, l'entretien du matériel, les frais d'expédition des documents et les communications téléphoniques locales, qui, l'expérience l'a prouvé, ne se prêtent pas à une comptabilisation distincte et qui, en conséquence, font l'objet, pour 1967, d'une demande de crédit globale au chapitre 10 des prévisions de dépenses.

ARTICLE IX

	Dollars
Matériel et installations	*35 000*
1966:	50 000
1965:	127 399

20.73 Le crédit demandé au présent article est destiné à couvrir l'achat de matériel de bureau pour les titulaires des nouveaux postes de secrétaire, de commis et de statisticien dont la création est demandée, pour 1967, au secrétariat de l'UNCTAD et dans les autres unités administratives de l'ONU qui fournissent des services administratifs et linguistiques à la Conférence.

	Dollars
Secrétariat de la Conférence	
30 machines à écrire ordinaires	3 750
10 machines à écrire électriques	2 660
15 calculatrices	13 500
13 machines à additionner	1 950
Personnel des services de conférence	
25 machines à écrire ordinaires	3 125
10 machines à écrire électriques	2 660
10 machines à dicter	3 200
Matériel divers	
Machines à reproduire et à copier, et matériel d'indexage et de classement	4 155
	35 000

20.74 Les chiffres donnés pour 1965 et 1966 englobent le coût du mobilier de bureau, pour lequel, en ce qui concerne 1967, un crédit est demandé au chapitre 8 des prévisions de dépenses, eu égard aux raisons indiquées dans ce chapitre.

C. — Services fournis par d'autres unités administratives de l'Organisation des Nations Unies

ARTICLE X

	Dollars
Services administratifs généraux	*587 000*
1966:	510 000
1965:	231 347

20.75 Le crédit demandé au présent article est destiné à couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel concernant les postes mis à la disposition de diverses unités administratives de l'ONU pour leur permettre de fournir des services administratifs généraux et autres services à la Conférence. Le coût des traitements a été calculé comme il est indiqué à l'annexe 20.B.

Tableau 20-16

Postes mis par la Conférence à la disposition d'autres unités administratives de l'ONU en ce qui concerne les services ci-après:	Postes d'administrateur						Postes d'agent des services généraux	
	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/P-1	Total	Genève	New York
Finances et personnel								
Finances	-	-	1	-	1	2	5	2
Budget	-	-	-	-	1	1	2	1
Vérification des comptes	-	-	-	-	-	-	2	-
Personnel	-	-	-	1	-	1	3	1
Services juridiques	-	1	-	-	-	1	1	-
Services de conférence et services généraux								
Contrôle des documents	-	-	1	1	-	2	5	-
Service des salles de conférence	-	-	-	-	-	-	a/	-
Communications et archives	-	-	-	-	-	-	5	2
Achats et transports	-	-	-	-	-	-	3	-
Bibliothèque								
Grande bibliothèque	-	-	-	-	1	1	3	-
Groupe des références de la Conférence	-	-	-	-	1	1	4	-
Information								
Presse, radio et information visuelle	1	1	-	1	-	3	4	-
Statistique								
Centre international des statistiques du commerce (New York)	1	-	1	-	-	2	-	7
TOTAUX 1967	2	2	3	3	4	14	37	13
TOTAUX 1966	2	2	5	4	3	16	31	13

a/ Les préposés aux salles de conférence comprennent des techniciens du son, des plantons et des gardes engagés à titre temporaire; un crédit global de 25 000 dollars est demandé à cette fin.

20.76 Du fait que toutes les divisions de la Conférence, sauf une, ont été transférées à Genève, la majorité des postes des services administratifs et des autres services centraux se trouvent désormais dans cette ville. Toutefois, en ce qui concerne les travaux du Bureau de liaison de la Conférence à New York et les tâches des services centraux relatives à la comptabilité et au personnel, il faudra maintenir au Siège 6 postes d'agent des services généraux pour la comptabilité, le personnel, le budget, les communications et les archives. Les 9 postes concernant les services statistiques se trouvent également à New York, au Centre international des statistiques du commerce.

20.77 Le tableau d'effectifs proposé pour le Bureau de Genève fait apparaître une augmentation nette de 6 postes d'agent des services généraux, dont 2 pour un Groupe de l'enregistrement et 4 pour un Groupe des références commun UNCTAD/CEE. Ces groupes dont l'emplacement est plus commode pour le secrétariat de la Conférence que celui des services dont ils relèvent, sont destinés à répondre aux besoins spéciaux de la Conférence.

ARTICLE XI

	Dollars
Services linguistiques	*1 922 000*
1966:	1 589 400
1965:	664 462

20.78 Le crédit demandé au présent article doit permettre de couvrir le coût du personnel linguistique chargé d'assurer le service des réunions des organes de la Conférence, à l'exception de la deuxième session de la Conférence, pour laquelle un crédit est demandé séparément à l'article premier. Le service des réunions est assuré par un petit groupe de fonctionnaires permanents, qui assurent le service normal des séances, et par du personnel temporaire engagé pour les périodes de pointe.

Tableau 20-17

Personnel des services linguistiques

Effectif total demandé (voir tableau 20-19)	Journées de travail	Postes permanents[a] 959 000 dollars					Personnel temporaire 963 000 dollars		
		P-5	P-4	P-3	Agents des services généraux	Journées de travail[b]	Journées de travail	Coût moyen par journée de travail[c]	Coût total
								Dollars	Dollars
Traducteurs	10 056	-	-	18	-	3 924	6 132	56,00	343 392
Reviseurs	3 352	-	10	-	-	2 180	1 172	78,00	91 416
Rédacteurs de comptes rendus analytiques	2 172	-	-	-	-	-	2 172	59,00	128 148
Sténographes	15 285	-	-	-	31	6 758	8 527	21,00	179 067
Interprètes	4 568	-	4	4	-	1 592[d]	2 976	70,00	208 320
Editeurs	3 924	1	-	4	13	3 924	-	-	-
Heures supplémentaires		-	-	-	-	11 000	-	-	13 000
TOTAUX 1967		1	14	26	44	-	-	-	963 343
TOTAUX 1966		1	14	26	44				

[a] L'annexe 20.B indique comment a été calculé le coût des postes permanents. Au total indiqué dans cette annexe, il convient d'ajouter 11 000 dollars pour les heures supplémentaires.

[b] Il a été calculé qu'un fonctionnaire permanent travaille en moyenne 218 jours par an, les samedis et dimanches représentant 104 jours, le congé annuel, 30 jours, les jours fériés, 8 jours, et le congé de maladie, 5 jours.

[c] Le coût moyen par journée de travail correspond au taux publié des traitements du personnel temporaire, calculé par jour ouvrable, y compris, pour le personnel non recruté sur le plan local, les frais de voyage et l'indemnité de subsistance.

[d] Le tableau 20.18 indique que pendant 199 jours il y aura deux séances ou plus par jour, dont le service sera assuré jusqu'à concurrence de deux séances par jour par l'équipe permanente de 8 interprètes (199 x 8 = 1 592 journées de travail d'interprète).

20.79 Le nombre de journées de travail qui figure dans le tableau 20-17 ci-dessus a été calculé sur la base du volume de travail correspondant au calendrier provisoire des réunions, indiqué dans le tableau 20-18 ci-après. Les réunions se tiendront à Genève autant que faire se pourra et seront échelonnées de manière à équilibrer le mieux possible les tâches des services organiques et celles des services administratifs. Ce calendrier provisoire doit être soumis, pour examen et approbation, au Conseil du commerce et du développement à sa quatrième session, qui se tiendra en août-septembre 1966. Il faut noter que le calendrier ne prévoit que deux conférences sur les produits de base; si une troisième conférence se révélait nécessaire, les crédits correspondants seraient demandés, conformément à la pratique établie, dans le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires pour 1967 qui sera soumis à l'Assemblée générale.

Tableau 20-18. — Calendrier provisoire des réunions pour 1967 et volume de travail correspondant

	Lieu de réunion	Dates de réunion[a]	Séances par jour	Nombre total des séances[b]	Séances pour lesquelles des comptes rendus analytiques seront établis	Nombre de journées de travail d'interprètes supplémentaires		Pages de documentation préparatoire
						2ème équipe	3ème équipe	
Groupe permanent des produits synthétiques et des produits de remplacement	Genève	3-13 janv.	2	20	20	10	-	200
Conseil, cinquième session	New York ou Genève	16 janv.-8 fév.	4	80	80	20	20	200
Conférence sur les produits de base	Genève	14 fév.-22 mars	4	116	116	29	29	70
Groupe des préférences	Genève	14 fév.-3 mars	2	30	30	15	15	150
Sous-Comité permanent des produits de base	Genève	16-22 mars	2	12	12	6	-	300
Conférence sur les produits de base	New York	3 avr.-12 mai	4	128	128	32	32	100
Conseil, sixième session	Genève	[c]	4	68	68	17	17	400
Commission des articles manufacturés	Genève	26 sept.-13 oct.	4	60	60	15	15	200
Sous-Comité permanent des produits de base	Genève	10-20 oct.	2	20	20	10	-	600
Commission des invisibles et du financement lié au commerce	Genève	17 oct.-3 nov.	4	60	60	15	15	500
Commission des produits de base	Genève	7-24 nov.	4	60	60	15	15	200

Tableau 20-18 (suite)

	Lieu de réunion	Dates de réunion[a]	Séances par jour	Nombre total des séances[b]	Séances pour lesquelles codes comptes rendus analytiques seront établis	Nombre de journées de travail d'interprètes supplémentaires		Pages de documentation préparatoire
						2ème équipe	3ème équipe	
Commission des transports maritimes	Genève	28 nov.-15 déc.	4	60	60	15	15	850
Comité du tungstène	Genève	une semaine	2	10	10	-	-	50
Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base	Genève	deux semaines	2	20	-	-	-	100
Huit groupes d'experts	Genève-New York	16 semaines	2	176	-	-	-	1 000
		TOTAUX		920	724	199	173	4 920

[a] Les dates indiquées le sont à seule fin de planification budgétaire et d'établissement du calendrier des conférences; elles pourront être modifiées par le Conseil du commerce et du développement.

[b] On a supposé que les grandes commissions se réuniraient un samedi par session, et le Conseil et les conférences sur les produits de base, deux samedis par session.

[c] Seront fixées en fonction des dates de la deuxième session de la Conférence.

20.80 Le tableau ci-après indique les normes en fonction desquelles on a exprimé le volume de travail des services linguistiques (tableau 20-18) en journées de travail dont le coût est imputé sur le présent article (tableau 20-17).

Tableau 20-19

Normes de conversion des données concernant le volume de travail (voir tableau 20-18)		Nombre de journées de travail (voir tableau 20-17)
	Pages	
a) *Traducteurs*		
i) 724 séances avec comptes rendus analytiques de 15 pages en moyenne par séance, à traduire en 2 langues	21 720	
ii) 920 séances avec documents de session de 5 pages en moyenne par séance, à traduire en 3 langues	13 800	
iii) 4 920 pages de documents préparatoires, à traduire en 3 langues	14 760	
Nombre total de pages à traduire, à raison de 5 pages par jour et par traducteur en moyenne	50 280	10 056
b) *Reviseurs*		
Un reviseur pour 3 traducteurs		3 352
c) *Rédacteurs de comptes rendus analytiques*		
724 séances avec comptes rendus analytiques, à raison d'une équipe de 3 rédacteurs par séance		2 172
d) *Sténographes*		
1,25 sténodactylographe par traducteur et par rédacteur de comptes rendus analytiques		15 285
e) *Interprètes*		
199 jours pour la deuxième équipe (8) = 1 592		
173 jours pour la troisième équipe (8) = 1 384		2 976[a]

[a] Ne comprend que les journées de travail du personnel temporaire. L'équipe permanente de 8 interprètes assurera le service pendant 199 jours à raison de 2 séances par jour; elle sera renforcée par une équipe d'interprètes temporaires qui assurera le service des réunions d'information. Il faudra une troisième équipe pour les 177 jours pendant lesquels il se tiendra plus de 2 séances par jour.

ARTICLE XII

	Dollars
Services des documents	*663 000*
1966:	566 270
1965:	151 172

20.81 Le crédit demandé au présent article est destiné à couvrir le coût de la reproduction des documents de la Conférence, soit chez des imprimeurs de l'extérieur, soit dans les ateliers du Secrétariat de l'ONU.

Travaux contractuels d'imprimerie (219 000 dollars)

20.82 Le coût de l'impression des documents des cinquième et sixième sessions du Conseil et de six études spéciales est estimé comme suit:

	Dollars
a) *Postes permanents* . . . . . Le tableau d'effectifs de 1966 demeure inchangé; il compte 4 correcteurs d'épreuves et 4 teneurs de copie formant 4 équipes de 2 fonctionnaires chacune pour les quatre langues dans lesquelles les documents du Conseil sont imprimés	72 000
b) *Frais d'impression*	147 000
i) 250 pages imprimées de comptes rendus analytiques par session, reproduites en 3 langues et publiées d'abord en fascicules puis sous couverture (25 000 dollars);	
ii) 6 suppléments de 70 pages chacun imprimés en 5 langues et publiés sous couverture (33 000 dollars);	
iii) 30 annexes imprimées en 5 langues et publiées en fascicules (23 000 dollars)	
iv) 6 études sur des problèmes importants, imprimées en 4 langues et publiées sous forme de brochures d'environ 120 pages chacune (66 000 dollars).	

Travaux de reproduction effectués dans les ateliers du Secrétariat (444 000 dollars)

20.83 On envisage de faire reproduire la documentation de la Conférence autre que les comptes rendus du Conseil dans les ateliers du Secrétariat de l'ONU, la reproduction et la distribution revenant à 4 000 dollars par million de pages, dont 2 500 dollars pour la main-d'œuvre et 1 500 dollars pour le papier, les stencils, l'encre et les autres fournitures. Le tableau 20-20 ci-après indique le coût estimatif de la reproduction — dans le nombre d'exemplaires voulus — du total des pages de documents indiqué plus haut, dans le tableau 20-19.

Tableau 20-20

Documentation qui sera reproduite dans les ateliers du Secrétariat de l'ONU	Nombre de pages miméographiées (voir tableau 20-19)	Nombre d'exemplaires dans toutes les langues	Nombre total de pages
Documentation préparatoire:			
Conseil	600	5 200	3 120 000
Autres organes	4 320	4 800	20 736 000
Documents de session:			
Rapports finals	1 840	5 200	9 568 000
Divers	2 760	4 800	13 248 000
Comptes rendus analytiques provisoires:			
Conseil	2 220	2 500	5 550 000
Autres organes	8 640	2 000	17 280 000
Comptes rendus analytiques définitifs	8 640 a/	4 800	41 472 000
		Nombre total de pages	110 974 000
		A raison de 4 000 dollars par million =	444 000 dollars

a/ On envisage de faire imprimer les comptes rendus analytiques définitifs des séances du Conseil.

20.84 Le crédit de 444 000 dollars demandé pour les travaux de reproduction effectués dans les ateliers du Secrétariat comprend 65 000 dollars pour les traitements et dépenses communes de personnel concernant un groupe de 12 agents des services généraux engagés à titre permanent en 1965 pour diriger le travail d'un nombre plus élevé d'agents temporaires engagés périodiquement, en périodes de pointe, aux fins de la reproduction et de la distribution des documents.

ANNEXES AU CHAPITRE 20

20.A Ventilation de l'augmentation que les crédits demandés pour 1967 font apparaître par rapport aux crédits ouverts pour 1966

20.B Nombre et coût des postes permanents

20.C Dépenses supplémentaires imputables au maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966

20.D Ventilation, par objet, des crédits demandés pour 1967

20.E Ventilation, par chef de dépense des crédits demandés pour 1967

Annexe 20-A. — Ventilation de l'augmentation que les crédits demandés pour 1967 font apparaître par rapport aux crédits ouverts pour 1966

Articles	Coût net des postes nouveaux pour 1967 a/	Dépenses supplémentaires imputables au maintien en 1967 de l'effectif pour 1966 b/	Augmentations non renouvelables	Autres augmentations (ou diminutions)	Augmentation totale	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	%
A. — *Session de la Conférence, des groupes d'experts et des organes consultatifs*						
I. — Deuxième session de la Conférence	-	-	1 833 000	-	1 833 000	
II. — Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs	-	-	-	93 100	93 100	
					1 926 100	62
B. — *Secrétariat de la Conférence*						
III. — Traitements des fonctionnaires du secrétariat	762 000	315 070	-	-	1 077 070	
IV. — Consultants	(150 000)	-	-	-	(150 000)	
V. — Personnel temporaire .	(120 000)	-	-	-	(120 000)	
VI. — Frais de voyage	-	-	-	(19 000)	(19 000)	
VII. — Dépenses de représentation	-	-	-	1 000	1 000	
VIII. — Frais généraux.	-	-	-	(78 000)	(78 000)	
IX. — Matériel et installations	-	-	-	(15 000)	(15 000)	
					696 070	22
C. — *Services fournis par d'autres unités administratives de l'ONU*						
X. — Services administratifs généraux	(6 000)	83 000	-	-	77 000	
XI. — Services linguistiques .	-	11 000	-	321 600	332 600	
XII. — Services des documents	-	4 000	-	92 730	96 730	
					506 330	16
TOTAL	486 000	413 070	1 833 000	396 430	3 128 500	
Augmentation en pourcentage	15%	13%	59%	13%		100

a/ Chiffres de l'annexe 20.B ajustés pour montrer l'effet de la conversion en postes permanents, pour l'exercice 1967, de postes dont le coût était imputé sur les crédits additionnels demandés pour 1966 au titre des consultants et du personnel temporaire.

b/ Voir aussi l'annexe 20.C.

Annexe 20-B. — Nombre et coût des postes permanents visés au chapitre 20 [a]

	1967 Postes permanents		1967 Postes nouveaux demandés		1967 Total des postes demandés	
	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux	Administrateurs	Agents des services généraux
Secrétariat de la Conférence (article III)	103	93	29	47	132	140
Services administratifs généraux (article X)	16	44	(2)	6	14	50
Services linguistiques (article XI)	41	44	-	-	41	44
Services des documents (article XII)	4	16	-	-	4	16
Nombre total de postes	164	197	27	53	191	250

Base d'estimation du coût des postes permanents	Pourcentage du traitement	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Secrétariat de la Conférence						
Traitement correspondant à l'échelon 3 de la classe		1 692 000	506 000	426 000	249 000	
Abattement pour postes non pourvus	5	(85 000)	-	-	-	
	20	-	-	(85 000)	-	
	10	-	-	-	(25 000)	
Dépenses communes de personnel	26	418 000	132 000	-	-	
	35	-	-	119 000	78 000	
		2 025 000	638 000	460 000	302 000	3 425 000
Services administratifs généraux						
Traitement correspondant à l'échelon 3 de la classe		244 000	239 000	(37 000)	30 000	
Abattement pour postes non pourvus	5	(12 000)	-	2 000	-	
Dépenses communes de personnel	26	60 000	62 000	(9 000)	8 000	
		292 000	301 000	(44 000)	38 000	587 000
Services linguistiques						
Traitement correspondant à l'échelon 3 de la classe		554 000	226 000	-	-	
Abattement pour postes non pourvus	5	(28 000)	-	-	-	
Dépenses communes de personnel	26	137 000	59 000	-	-	
		663 000	285 000	-	-	948 000
Services de documentation						
Traitement correspondant à l'échelon 3 de la classe		40 000	71 000	-	-	
Abattement pour postes non pourvus	5	(2 000)	-	-	-	
Dépenses communes de personnel	26	10 000	18 000	-	-	
		48 000	89 000	-	-	137 000
TOTAUX		3 028 000	1 313 000	416 000	340 000	5 097 000
		4 341 000		756 000		5 097 000

[a] On a incorporé dans les chiffres des traitements un relèvement de 4,6 p. 100 qui sera peut-être appliqué dans le courant de 1966 aux agents des services généraux en poste à Genève.

Annexe 20.C. — Dépenses supplémentaires imputables au maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966

	Côut du maintien en 1967 du tableau d'effectifs approuvé pour 1966 [a]	1966 Crédits ouverts au titre du tableau d'effectifs approuvé pour 1966	Dépenses supplémentaires imputables au maintien en 1967 de l'effectif approuvé pour 1966
	Dollars	Dollars	Dollars
Secrétariat de la Conférence (article III)	2 663 000	2 347 930	315 070
Services administratifs généraux (article X)	593 000	510 000	83 000
Services linguistiques (article XI)	948 000	937 000	11 000 [b]
Services des documents (article XII)	137 000	133 000	4 000
TOTAL	4 341 000	3 927 930	413 070

[a] Voir l'annexe 20.B.

[b] Lorsque les postes des services linguistiques ont été inscrits dans les demandes de crédits revisées pour 1966, il n'a pas été opéré d'abattement pour les postes non pourvus.

Annexe 20.D. — Analyse, par objet, des crédits demandés au chapitre 20 pour 1967

Activités	Crédits demandés pour 1967: Traitements et dépenses communes de personnel	Consultants, personnel temporaire, frais de voyage, frais généraux, matériel	Services linguistiques et services des documents	Total partiel	Totaux	Pourcentages: Avec la Conférence	Sans la Conférence
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	%	%
Organes directeurs							
Deuxième session de la Conférence		374 900	1 458 100		1 833 000	20,1	-
Cinquième et sixième sessions du Conseil			509 500		509 500	5,6	7,0
Comité consultatif du Conseil et de la Commission des produits de base			20 400		20 400	0,2	0,3
		374 900	1 988 000		2 362 900	25,9	7,3
Services du secrétariat et commissions aux travaux desquelles ils sont affectés							
Cabinet du secrétaire général de la Conférence	197 300	90 100			287 400	3,2	3,9
Service administratif	129 800	6 900			136 700	1,5	1,9
Division des affaires de la Conférence et des relations extérieures	317 900	19 600			337 500	3,7	4,6
Division de la recherche	414 600	41 300			455 900	5,0	6,3
Division des politiques commerciales	282 600	30 100			312 700	3,4	4,3
Division des produits de base	593 900	110 900		704 800			
Groupe permanent des produits synthétiques et des produits de remplacement			72 700	72 700			
Conférence sur les produits de base			293 200	293 200			
Sous-Comité permanent des produits de base			61 800	61 800			
Conférence sur les produits de base			325 800	325 800			
Sous-Comité permanent des produits de base			113 400	113 400			
Commission des produits de base			168 400	168 400			
Comité du tungstène			25 300	25 300			
					1 765 400	19,4	24,3
Division des articles manufacturés	279 800	41 800		321 600			
Groupe des préférences			102 700	102 700			
Commission des articles manufacturés			168 300	168 300			
					592 600	6,5	8,2

Annexe 20.D (suite)

Activités	Crédits demandés pour 1967: Traitements et dépenses communes de personnel	Consultants, personnel temporaire, frais de voyage, frais généraux, matériel	Services linguistiques et services des documents	Total partiel	Totaux	Pourcentages: Avec la Conférence		Sans la Conférence	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	%		%	
Division des invisibles	449 900	89 900		539 800					
Commission des invisibles et du financement lié au commerce (50 p. 100)			99 400	99 400					
Commission des transports maritimes			234 500	234 500					
					873 700	9,6		12,0	
Division des échanges avec les pays socialistes	170 400	28 600			199 000	2,2		2,7	
Bureau de liaison de New York	588 800	68 000		656 800					
Commission des invisibles et du financement lié au commerce (50 p. 100)			99 400	99 400					
					756 200	8,3		10,4	
Sessions des groupes d'experts et des organes consultatifs		115 000	290 200		405 200	4,5		5,6	
	3 425 000	642 200	2 055 100		6 122 300		67,3		84,2
Services administratifs généraux et autres services									
Finances et personnel	194 300	3 600			197 900	2,2		2,7	
Services de conférence et services généraux	132 600	2 400			135 000	1,5		1,9	
Bibliothèque	69 400	18 300			87 700	1,0		1,2	
Information	89 700	1 600			91 300	1,0		1,3	
Statistique	101 000	1 900			102 900	1,1		1,4	
	587 000	27 800			614 800		6,8		8,5
TOTAUX	4 012 000	1 044 900	4 043 100		9 100 000		100		100

Annexe 20.E. — Ventilation, par chef de dépenses, des crédits demandés pour 1967

	Crédits demandés pour 1967: Dollars	%	%
Traitements:			
Personnel permanent	4 005 000	44,0	
Dépenses communes de personnel	1 092 000	12,0	
Heures supplémentaires	31 000	0,3	
Personnel temporaire	2 450 100	27,0	
Heures supplémentaires	43 100	0,5	
Consultants	256 000	2,8	
Total, traitements et salaires	7 877 200		86,6
Frais de voyage:			
Secrétariat	185 000	2,0	
Membres des groupes d'experts et des organes consultatifs	115 000	1,3	
Total, frais de voyage	300 000		3,3
Frais généraux:			
Travaux contractuels d'imprimerie	392 000	4,3	
Fournitures pour les travaux de reproduction effectués dans les ateliers du Secrétariat	190 800	2,0	
Location de bureaux et de matériel à l'extérieur	110 000	1,2	
Communications	98 000	1,1	
Matériel et installations	35 000	0,4	
Fournitures et services divers	30 000	0,3	
Fournitures et services d'information	25 000	0,3	
Livres et périodiques pour la bibliothèque	17 000	0,2	
Fournitures de bureau et papeterie	15 000	0,2	
Total, frais généraux	912 800		10,0
Dépenses de représentation	10 000	0,1	0,1
TOTAL GENERAL	9 100 000	100,0	100,0

Annexes aux prévisions de dépenses

ANNEXE I

Prévisions budgétaires pour l'exercice 1967

Grandes activités et programmes, par objet de dépense

TABLE DES MATIERES

Pages

Introduction 172

Tableau A. — Prévisions de dépenses (montant brut) pour l'exercice 1967 par grandes activités et programmes, par objet de dépense 174

Etats

I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités 176

II. — Direction exécutive 176

III. — Politique et Conseil de sécurité 176

IV. — Tutelle et questions liées à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux 178

V. — Economique, social et droits de l'homme

1. New York
   i) Economique et social 178
   ii) Droits de l'homme 180
2. Office de Genève 180
3. Commission économique pour l'Afrique 182
4. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient 182
5. Commission économique pour l'Europe 184
6. Commission économique pour l'Amérique latine 186
7. Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth 186
8. Programme d'assistance technique de l'ONU (chapitres 13, 14 et 15 du budget) 186
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement 188
10. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés 188

VI. — Juridique

1. Cour internationale de Justice, La Haye 188
2. Service juridique, New York (à l'exclusion du secrétariat du Tribunal administratif) 190
3. Commission du droit international 190

VII. — Information 190

VIII. — Administration et charges communes

1. Services administratifs et financiers 190
2. Services généraux 192
3. Bibliothèque 192
4. Divers 192

IX. — Services de conférence (New York et Genève) 192

X. — Divers 194

Tableau B. — Etat récapitulatif - Grandes activités et programmes dans les domaines économique, social et des droits de l'homme 196

Notes explicatives 198

Appendice. — Participation de l'Organisation des Nations Unies aux programmes de coopération technique: appui administratif et fonctionnel 201

INTRODUCTION

Dans la présente annexe, qui est établie pour la première fois, la totalité des crédits demandés à tous les chapitres des prévisions de dépenses pour l'exercice 1967 est ventilée par grandes activités et programmes ainsi que par objet de dépense. Le pourcentage du montant brut du budget que représente chaque grande activité est aussi indiqué. L'annexe donne également, dans chaque cas, des renseignements sur les effectifs permanents d'administrateurs et d'agents des services généraux qui sont affectés à chacun des programmes principaux. La présente annexe peut être considérée comme un prototype qui pourrait être développé et mis au point à l'avenir. Elle comprend notamment deux colonnes qui n'ont pas été remplies parce qu'il faudra arrêter au moyen d'une étude plus approfondie un moyen rationnel de répartir entre les principales activités et programmes les dépenses relatives aux services de conférence ainsi qu'aux services administratifs et aux charges communes.

L'annexe est destinée à répondre, dans la mesure où la chose est actuellement possible, aux vœux de ceux, de plus en plus nombreux, qui ont demandé une présentation intégrée du programme et du budget, notamment en ce qui concerne les activités économiques, sociales et relatives aux droits de l'homme.

Le Conseil économique et social s'est préoccupé pendant un certain nombre d'années du problème que posait l'attribution d'un ordre de priorité aux divers projets et programmes, sans que soient dépassées les limites des ressources disponibles dans les domaines de sa compétence. Le Conseil a pris un certain nombre d'initiatives, dont les plus récentes ont été les demandes qu'il a présentées dans ses résolutions 1046 (XXXVII) du 15 août 1964 et 1093 (XXXIX) du 31 juillet 1965 et qui tendaient à ce qu'il soit procédé chaque année à une étude détaillée des programmes de travail de l'ONU du point de vue de leurs incidences budgétaires. Des documents sur ce sujet ont été présentés au Conseil à sa trente-neuvième session (E/4070 et Add.1) et, sous une forme beaucoup plus détaillée, à sa quarante et unième session (E/4179/Rev.1 et additifs).

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingtième session)[a/], a fait observer qu'une présentation intégrée des programmes et des dépenses pour l'ensemble du budget permettrait au Conseil et à l'Assemblée générale d'établir plus facilement un ordre de priorité.

Les renseignements fournis dans la présente annexe sous la rubrique des activités économiques, sociales et relatives aux droits de l'homme sont classés selon la même présentation fonctionnelle que celle qui a été utilisée dans le document E/4179/Rev.1. Cette présentation a l'avantage de replacer le coût de ces activités dans le contexte de la totalité des ressources demandées pour l'ensemble des activités de l'Organisation en 1967.

L'annexe porte sur les prévisions de dépenses inscrites au budget ordinaire pour l'exercice 1967. Il s'agit du montant brut des dépenses, c'est-à-dire que les recettes provenant des contributions du personnel ne sont pas déduites du coût des traitements et salaires. Pour calculer les quotes-parts à mettre en recouvrement parmi les Etats Membres, cependant, la totalité des recettes de l'Organisation est déduite du montant brut des dépenses. Les recettes provenant des contributions du personnel et les recettes accessoires pour l'exercice 1967 sont estimées à un montant supérieur à 21,6 millions de dollars, ce qui représente 20,19 p. 100 du montant brut du budget pour cet exercice.

Le Secrétaire général a bon espoir que l'Assemblée générale considérera que la présente annexe constitue un instrument utile pour établir, dans les limites de ce qui est possible, un lien plus étroit entre les prévisions budgétaires de l'Organisation, d'une part, et les grandes activités et les programmes de travail, d'autre part.

L'annexe comprend les parties ci-après:

Le tableau A, dans lequel les crédits demandés sont groupés en 10 grandes catégories d'activité:

I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités;
II. — Direction exécutive;
III. — Politique et Conseil de sécurité;
IV. — Tutelle et questions liées à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux;
V. — Economique, social et droits de l'homme;
VI. — Juridique;
VII. — Information;
VIII. — Administration et charges communes;
IX. — Services de conférence;
X. — Divers.

Ces grandes catégories sont à leur tour subdivisées. La catégorie "Economique, social et droits de l'homme" compte 10 subdivisions; la catégorie "Juridique" en compte deux et la catégorie "Administration et charges communes" en compte quatre. A la suite de ce tableau figurent des états distincts où sont énumérés en détail les éléments compris dans chaque catégorie et dans chacune de ses subdivisions;

Le tableau B, qui présente un état intégré des activités et programmes dans les domaines économique, social et des droits de l'homme;

Des notes explicatives sur les éléments constitutifs de chaque activité;

Un appendice, indiquant l'importance et le coût de tous les services administratifs et d'appui fonctionnel que l'on peut identifier comme ayant été fournis par l'ONU en 1966 au titre de sa participation aux programmes de coopération technique.

[a/] Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 7 (A/6007), par. 68 à 79.

Tableau A. — Prévisions de dépenses (montant brut) pour l'exercice 1967 par grandes activités et programmes, par objet de dépense

(Voir tableau aux pages suivantes)

TABLEAU A. — PREVISIONS DE DEPENSES (MONTANT BRUT) POUR L'EXERCICE

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5) Voyages	
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Représentants	Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
I. — L'Assemblée générale, ses commissions et comités	-	-	-	540 000	-	720 100	28 500
II. — Direction exécutive	40	48	1 201 170	82 620	304 210	19 300	49 900
III. — Politique et Conseil de sécurité	67	259[a]	2 622 330	2 027 800	1 194 790	17 600	18 950
IV. — Tutelle et questions liées à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux	32	20	697 660	22 900	177 710	39 000	5 000
V. — Economique, social et droits de l'homme	1 320	1 684	28 020 570	4 411 270	7 625 230	185 800	1 198 250
1. New York							
i) Economique et social	467	423	10 395 790	841 570	2 661 160	81 800	213 400
ii) Droits de l'homme	35	21	682 000	40 700	174 650	56 450	10 000
2. Office de Genève (à l'exclusion de la CEE)							
i) Division des affaires sociales	5	8	137 300	1 000	35 840	-	2 000
ii) Division des stupéfiants	17	14	334 800	28 800	87 250	14 500	2 000
iii) Secrétariat commun du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants	7	6	135 300	3 000	35 300	33 050	2 500
3. Commission économique pour l'Afrique (CEA)	136	235	2 731 100	247 800	960 000	-	173 700
4. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO)	123	199	2 372 500	79 000	715 500	-	133 400
5. Commission économique pour l'Europe (CEE)	95	102	2 041 580	56 000	532 130	-	30 000
6. Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)	130	228	2 661 700	288 200	745 500	-	160 250
7. Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	12	14	212 500	-	62 500	-	6 000
8. Programmes d'assistance technique de l'ONU	-	-	-	-	-	-	-
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)	191	250	4 026 000	2 759 200	1 092 000	-	300 000
10. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	102	184	2 290 000	66 000	523 400	-	165 000
VI. — Juridique	51	41	1 102 480	585 570	437 950	90 000	21 250
1. Cour internationale de Justice	17	13	305 000	518 750	234 600	-	12 000
2. Juridique, à l'exclusion de la Cour internationale de Justice	34	28	797 480	66 820	203 350	90 000	9 250
VII. — Information	174	337	4 179 850	63 000	1 140 300	-	39 500
VIII. — Administration et charges communes — New York et Genève	284	1 217	12 498 450	834 270	3 573 180	27 800	57 000
1. Services administratifs et financiers	149	216	4 015 640	160 810	1 410 060	27 800	49 200
2. Services généraux et charges communes	62	827[b]	6 330 110	449 160	1 609 890	-	6 000
3. Bibliothèque	54	81[c]	1 239 800	26 400	318 850	-	500
4. Divers	19	93	912 900	197 900	234 380	-	1 300
IX. — Services de conférence — New York et Genève	588	742[d]	13 347 690	474 020	3 432 730	-	5 000
X. — Divers	-	-	-	4 200	-	-	5 200
TOTAL	2 556	4 348	63 670 200	9 045 650	17 886 100	1 099 600	1 428 550

[a] Y compris agents du Service mobile (217).

[b] Y compris travailleurs manuels à New York (175) et à l'Office de Genève (75).

[c] Y compris 9 travailleurs manuels.

[d] Y compris 19 travailleurs manuels.

1967 PAR GRANDES ACTIVITES ET PROGRAMMES, PAR OBJET DE DEPENSE

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
						Total		Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	Montant	Pourcentage	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(%)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
430 300	-	-	-	-	9 000	1 727 900	1,35			
8 000	-	-	-	-	6 800	1 672 000	1,30			
120 550	906 000	184 200	-	661 900	200	7 754 320	6,05			
7 600	-	-	-	-	100 000	1 049 870	0,82			
1 401 490	880 250	190 700	303 000	1 158 700	6 467 350	51 842 610	40,43			
663 000	673 700	-	-	-	700	15 531 120	12,11			
17 800	138 950	-	-	-	-	1 120 550	0,87			
-	-	-	-	-	-	176 140	0,14			
18 500	-	-	-	-	-	485 850	0,38			
19 000	-	-	-	-	-	228 150	0,18			
57 250	5 100	51 200	65 000	287 400	6 000	4 584 550	3,58			
59 820	62 500	23 100	39 000	111 900	3 000	3 599 720	2,81			
89 850	-	-	-	-	-	2 749 560	2,14			
75 270	-	56 200	72 500	197 200	16 650	4 273 470	3,33			
-	-	6 200	16 500	9 400	-	313 100	0,24			
-	-	-	-	-	6 400 000	6 400 000	4,99			
392 000	-	35 000	110 000	375 800	10 000	9 100 000	7,10			
9 000	-	19 000	-	177 000	31 000	3 280 400	2,56			
207 500	-	7 500	-	21 300	27 750	2 501 300	1,95			
38 000	-	7 500	-	21 300	27 750	1 164 900	0,91			
169 500	-	-	-	-	-	1 336 400	1,04			
113 000	-	124 000	90 000	1 663 000	61 250	7 473 900	5,83			
55 560	-	410 200	3 733 500	2 433 000	10 700	23 633 660	18,43			
26 200	-	-	-	-	2 650	5 692 360	4,44			
5 850	-	410 200	3 733 500	2 294 000	150	14 838 860	11,57			
23 510	-	-	-	139 000	-	1 748 060	1,36			
-	-	-	-	-	7 900	1 354 380	1,06			
3 000	-	-	-	535 000	100	17 797 540	13,88			
-	-	6 400	77 000	3 700	12 678 200	12 774 700	9,96			
2 347 000	1 786 250	923 000	4 203 500	6 476 600	19 361 350	128 227 800	100,00			

ETATS RELATIFS

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat I							
L'ASSEMBLEE GENERALE, SES COMMISSIONS ET COMITES							
L'Assemblée générale et ses Grandes Commissions	-	-	-	540 000	-	520 000	28 500
Organes subsidiaires de l'Assemblée générale							
a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	-	-	-	-	-	49 700	-
b) Comité des contributions	-	-	-	-	-	10 000	-
c) Comité des commissaires aux comptes	-	-	-	-	-	138 200	-
d) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'ONU (frais de voyage uniquement)	-	-	-	-	-	2 200	-
TOTAL	-	-	-	540 000	-	720 100	28 500
Etat II							
DIRECTION EXECUTIVE							
Cabinet du Secrétaire général	22	25	646 750	19 080	163 700	-	40 000
Cabinets des Sous-Secrétaires aux affaires politiques spéciales	7	8	223 180	4 690	55 290	-	5 000
Cabinet du Directeur général, Genève	8	11	236 190	9 500	60 860	-	-
Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes	3	4	95 050	49 350	24 360	13 300	4 200
Comité consultatif scientifique	-	-	-	-	-	6 000	700
TOTAL	40	48	1 201 170	82 620	304 210	19 300	49 900
Etat III							
POLITIQUE ET CONSEIL DE SECURITE							
Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités	-	-	-	-	-	-	-
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	59	29	1 254 820	49 560	320 300	-	12 250
Organes subsidiaires de l'Assemblée générale							
a) Commission du désarmement	-	-	-	-	-	-	-
b) Comité des dix-huit puissances sur le désarmement	-	-	-	-	-	-	-
c) Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine	-	-	-	-	-	-	-
d) Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et Sous-Comités juridique et scientifique	-	-	-	-	-	-	-
Missions spéciales	-	217	1 159 200	1 975 500[a]	821 100	17 600	6 700
Sections administratives missions spéciales	8	13	208 310	2 740	53 390	-	-
TOTAL	67	259	2 622 330	2 027 800	1 194 790	17 600	18 950

[a] Y compris traitements et salaires de tout le personnel travaillant pour les Missions spéciales et du personnel du Service mobile, ainsi qu'indemnités, frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires.

AU TABLEAU A

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
430 300	-	-	-	-	9 000	1 527 800			
-	-	-	-	-	-	49 700			
-	-	-	-	-	-	10 000			
-	-	-	-	-	-	138 200			
-	-	-	-	-	-	2 200			
430 300	-	-	-	-	9 000	1 727 900			
8 000	-	-	-	-	6 800	884 330			
-	-	-	-	-	-	288 160			
-	-	-	-	-	-	306 550			
-	-	-	-	-	-	186 260			
-	-	-	-	-	-	6 700			
8 000	-	-	-	-	6 800	1 672 000			
120 550	-	-	-	-	-	120 550			
-	-	-	-	-	200	1 637 130			
-	-	-	-	-	-	-			
-	906 000	-	-	-	-	906 000			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-		-	-			
-	-	184 200	-	661 900	-	4 826 200			
-	-	-	-	-	-	264 440			
120 550	906 000	184 200	-	661 900	200	7 754 320			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat IV							
TUTELLE ET QUESTIONS LIEES A L'INDEPENDANCE DES PAYS ET DES PEUPLES COLONIAUX							
Conseil de tutelle	-	-	-	-	-	-	-
Département de la tutelle et des territoires non autonomes	32	20	697 660	22 900	177 710	-	5 000
Mission de visite dans les territoires sous tutelle	-	-	-	-	-	39 000	-
Organes subsidiaires de l'Assemblée générale							
a) Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	-	-	-	-	-	-	-
b) Divers	-	-	-	-	-	-	-
Programmes de formation spéciaux							
a) Programmes spéciaux d'instruction et de formation pour les habitants du Sud-Ouest africain	-	-	-	-	-	-	-
b) Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal	-	-	-	-	-	-	-
c) Programme de formation à l'intention de fonctionnaires des ministères des affaires étrangères des pays nouvellement indépendants	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	32	20	697 660	22 900	177 710	39 000	5 000
Etat V							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME							
1. New York							
i) Economique et social							
A. — Organes directeurs — Conseil économique et social	11	8	247 710	80 000	63 500	-	51 000
B. — Direction exécutive et administration							
a) Cabinet du Sous-Secrétaire, Cabinet du Sous-Secrétaire adjoint, service administratif, Groupe des projets spéciaux, Groupe de l'édition, Section des commissions régionales	18	25	526 730	2 000	133 700	-	26 000
b) Direction des opérations d'assistance technique	49	58	1 143 160	43 000 b/	292 100	-	13 600
c) Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial	2	3	71 230	-	18 100	-	3 000
C. — Programme d'activité							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement	42	36	973 700	32 000	249 400	-	7 000
b) Commerce international	-	-	-	-	-	-	-
c) Développement industriel	108	75	2 201 290	349 000	563 200	-	50 000
d) Mise en valeur des ressources naturelles	32	19	631 410	74 500	161 700	-	2 500
e) Transports et communications	5	3	93 620	10 000	24 000	-	1 000
f) Fiscal et financier	10	6	207 860	14 000	53 300	-	2 000
g) Agriculture et forêts	-	-	-	-	-	-	-

b/ Y compris 40 000 dollars pour le personnel temporaire requis pour les réunions du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.
c/ Colloque international sur le développement industriel.

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	-	-	-	-	-	-			
7 600	-	-	-	-	-	910 870			
-	-	-	-	-	-	39 000			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	30 000	30 000			
-	-	-	-	-	70 000	70 000			
-	-	-	-	-	-	-			
7 600	-	-	-	-	100 000	1 049 870			
54 700	-	-	-	-	-	496 910			
-	-	-	-	-	700	689 130			
-	-	-	-	-	-	1 491 860			
-	-	-	-	-	-	92 330			
26 400	-	-	-	-	-	1 288 500			
7 100	-	-	-	-	-	7 100			
43 100	419 700[d/]	-	-	-	-	3 626 290			
43 300	-	-	-	-	-	913 410			
8 900	254 000[d/]	-	-	-	-	391 520			
24 700	-	-	-	-	-	301 860			
-	-	-	-	-	-	-			

d/ Conférence internationale sur la revision de la Convention sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière (211 000 dollars); conférence sur la normalisation des noms géographiques (43 000 dollars).

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat V (suite)							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME (suite)							
1. New York (suite)							
h) Développement social	44	27	903 840	42 000	231 500	14 000	12 800
i) Population	21	12	421 830	32 900 e/	108 100	10 800	8 500
j) Habitation, construction et planification	21	13	437 410	38 900 f/	112 100	-	4 000
k) Statistiques	61	68	1 313 530	93 000	336 500	-	8 000
l) Administration publique	12	12	301 200	1 000	77 200	-	-
m) Science et technique	5	3	112 020	23 000	28 700	57 000	6 000
n) Droits de l'homme	-	-	-	-	-	-	-
o) Stupéfiants	-	-	-	-	-	-	-
D. — Services et soutien							
a) Pourcentage du coût des postes permanents de New York	-	-	-	-	-	-	-
b) Dépenses d'administration concernant les opérations d'assistance technique							
Service du personnel — Service de recrutement pour l'assistance technique							
New York	13	20	363 780	2 260	93 230	-	18 000
Genève	6	6	141 270	250	36 870	-	-
Bureau des services généraux, New York — Section administrative opérations d'assistance technique	7	29	304 200	3 760	77 960	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
E. — Coût des services de conférence	-	-	-	-	-	-	-
F. — Divers	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	467	423	10 395 790	841 570	2 661 160	81 800	213 400
ii) Droits de l'homme							
A. — Organes directeurs — Commission des droits de l'homme	-	-	-	24 000	-	13 000	-
Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	-	-	-	-	-	29 000	-
Commission de la condition de la femme	-	-	-	-	-	14 450	-
Conférence internationale des droits de l'homme	-	-	-	-	-	-	-
B. — Programme d'activité							
Division des droits de l'homme	35	21	682 000	16 300	174 650	-	10 000
TOTAL	35	21	682 000	40 700	174 650	56 450	10 000
2. Office de Genève							
i) Division des affaires sociales	5	8	137 300	1 000	35 840	-	2 000
ii) Division des stupéfiants — Secrétariat	17	14	334 800	11 500	87 250	-	2 000
Commission des stupéfiants	-	-	-	17 300	-	14 500	-
iii) Secrétariat commun du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants	7	6	135 300	3 000	35 300	33 050 g/	2 500
TOTAL	29	28	607 400	32 800	158 390	47 550	6 500

e/ Y compris 12 900 dollars pour du personnel temporaire requis pour les réunions de la Commission de la population.

f/ Y compris 12 900 dollars pour le personnel temporaire requis pour les réunions du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

g/ Sessions du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants.

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
27 200	-	-	-	-	-	1 231 340			
81 000	-	-	-	-	-	663 130			
27 100	-	-	-	-	-	619 510			
313 800	-	-	-	-	-	2 064 830			
5 700	-	-	-	-	-	385 100			
-	-	-	-	-	-	226 720			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	477 270			
-	-	-	-	-	-	178 390			
-	-	-	-	-	-	385 920			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
663 000	673 700	-	-	-	700	15 531 120			
-	-	-	-	-	-	37 400			
-	-	-	-	-	-	29 000			
-	-	-	-	-	-	14 450			
-	138 950	-	-	-	-	138 950			
17 800	-	-	-	-	-	900 750			
17 800	138 950	-	-	-	-	1 120 550			
-	-	-	-	-	-	176 140			
18 500	-	-	-	-	-	454 050			
-	-	-	-	-	-	31 800			
19 000	-	-	-	-	-	228 150			
37 500	-	-	-	-	-	890 140			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat V (suite)							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME (suite)							
3. Commission économique pour l'Afrique							
A. — Organes directeurs							
Réunions de la Commission	-	-	-	17 300	-	-	64 700
B. — Direction exécutive et administration							
a) Cabinet du Secrétaire exécutif	7	11	196 350	1 400	68 200	-	17 800
b) Administration des opérations d'assistance technique h/	10	5	153 050	21 400	53 850	-	10 250
C. — Programmes d'activité							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement.	27	23	467 230	32 000	164 380	-	17 850
b) Commerce international	8	4	123 580	15 500	43 480	-	6 100
c) Développement industriel	11	7	203 800	15 300	71 700	-	12 200
d) Mise en valeur des ressources naturelles	9	6	151 090	19 200	53 160	-	6 000
e) Transports et communications	7	3	97 920	18 300	34 450	-	6 900
f) Fiscal et financier	4	2	62 580	7 000	22 020	-	4 800
g) Agriculture et forêts	8	4	135 570	10 100	47 700	-	7 400
h) Développement social	4	2	70 790	-	24 910	-	5 700
i) Population	3	1	41 620	8 200	14 640	-	-
j) Habitation, construction et planification	4	2	58 400	16 600	20 550	-	5 700
k) Statistiques	13	27	274 180	16 500	96 460	-	4 800
l) Administration publique	-	-	-	-	-	-	-
m) Science et technique	-	-	-	-	-	-	-
n) Droits de l'homme	-	-	-	-	-	-	-
o) Stupéfiants	-	-	-	-	-	-	-
D. — Administration et charges communes							
a) Services administratifs et financiers	10	54	342 850	13 900	120 620	-	900
b) Bibliothèque	3	17	85 400	800	30 050	-	-
c) Charges communes et matériel et installations	-	15	21 090	8 700	7 420	-	-
E. — Coût des services de conférence	8	52	245 600	25 600	86 410	-	2 600
F. — Divers	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	136	235	2 731 100	247 800	960 000	-	173 700
4. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient							
A. — Organes directeurs							
Réunions de la Commission	-	-	-	-	-	-	35 400
B. — Direction exécutive et administration							
a) Cabinet du Secrétaire exécutif	9	7	183 010	-	54 360	-	17 000
b) Administration des opérations d'assistance technique	3	2	55 400	5 000	16 730	-	1 000
C. — Programmes d'activité							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement.	19	10	316 800	8 600	95 660	-	12 200
b) Commerce international	10	4	148 860	15 400	44 960	-	8 100
c) Développement industriel	12	10	203 620	14 400	61 480	-	12 600
d) Mise en valeur des ressources naturelles	18	15	338 100	11 000	102 090	-	11 200
e) Transports et communications	10	10	189 420	5 400	57 200	-	7 100

h/ Cabinet du Chef de la coopération économique (40 p. 100), Section de la formation (35 p. 100) et Groupe de coordination de l'assistance technique (25 p. 100).

i/ Coût de la première Conférence cartographique régionale pour l'Afrique.

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	-	-	-	-	5 000	87 000			
-	-	-	-	-	-	283 750			
-	-	-	-	-	-	238 550			
20 670	-	-	-	-	-	702 130			
630	-	-	-	-	-	189 290			
7 200	-	-	-	-	-	310 200			
-	5 100 1/	-	-	-	-	234 550			
500	-	-	-	-	-	158 070			
-	-	-	-	-	-	96 400			
1 210	-	-	-	-	-	201 980			
16 480	-	-	-	-	-	117 880			
-	-	-	-	-	-	64 460			
-	-	-	-	-	-	101 250			
10 560	-	-	-	-	-	402 500			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	1 000	479 270			
-	-	-	-	16 000	-	132 250			
-	-	51 200	65 000	231 400	-	384 810			
-	-	-	-	40 000	-	400 210			
-	-	-	-	-	-	-			
57 250	5 100	51 200	65 000	287 400	6 000	4 584 550			
-	-	-	-	-	2 000	37 400			
-	-	-	-	-	-	254 370			
-	-	-	-	-	-	78 130			
20 510	-	-	-	-	-	453 770			
1 450	-	-	-	-	-	218 770			
10 030	-	-	-	-	-	302 130			
18 350	62 500 1/	-	-	-	-	543 240			
1 500	-	-	-	-	-	260 620			

1/ Coût de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (54 000 dollars) et frais d'impression relatifs à la quatrième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient (8 500 dollars).

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat V (suite)							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME (suite)							
4. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (suite)							
f) Fiscal et financier	–	–	–	–	–	–	–
g) Agriculture et forêts	2	3	42 550	2 000	12 850	–	3 100
h) Développement social	7	3	110 310	2 000	33 310	–	4 600
i) Population	1	1	18 330	–	5 530	–	1 500
j) Habitation, construction et planification	3	1	43 790	–	13 220	–	–
k) Statistiques	8	19	166 190	6 200	50 180	–	6 100
l) Administration publique	–	–	–	–	–	–	–
m) Science et technique	–	–	–	–	–	–	–
n) Droits de l'homme	–	–	–	–	–	–	–
o) Stupéfiants	–	–	–	–	–	–	–
D. — Administration et charges communes							
a) Services administratifs et financiers	7	55	258 750	4 000	78 130	–	7 100
b) Bibliothèque	1	5	24 960	–	7 540	–	–
c) Charges communes et matériel et installations	3	23	69 030	2 000	20 850	–	800
E. — Coût des services de conférence	10	31	203 380	3 000	61 410	–	5 600
F. — Divers	–	–	–	–	–	–	–
TOTAL	123	199	2 372 500	79 000	715 500	–	133 400
5. Commission économique pour l'Europe							
A. — Organes directeurs							
Réunions de la Commission	–	–	–	–	–	–	–
B. — Direction exécutive et administration							
a) Cabinet du Secrétaire exécutif	7	9	179 000	9 600	46 000	–	3 700
b) Administration des opérations d'assistance technique	4	12	128 100	1 200	33 400	–	1 500
C. — Programmes d'activité							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement.	22	16	406 100	5 700	106 000	–	4 300
b) Commerce international	8	7	163 500	6 800	42 700	–	1 500
c) Développement industriel	11	8	201 300	9 700	52 500	–	1 800
d) Mise en valeur des ressources naturelles	13	14	278 300	3 600	72 600	–	4 900
e) Transports et communications	9	12	223 200	3 700	58 300	–	3 300
f) Fiscal et financier	–	–	–	–	–	–	–
g) Agriculture et forêts	3	10	98 800	5 400	25 800	–	2 300
h) Développement social	–	–	–	–	–	–	–
i) Population	–	–	–	–	–	–	–
j) Habitation, construction et planification	6	5	113 380	5 300	29 630	–	4 000
k) Statistiques	12	9	249 900	5 000	65 200	–	2 700
l) Administration publique	–	–	–	–	–	–	–
m) Science et technique	–	–	–	–	–	–	–
n) Droits de l'homme	–	–	–	–	–	–	–
o) Stupéfiants	–	–	–	–	–	–	–
D. — Administration et charges communes							
Pourcentage du coût de l'ensemble de l'Office de Genève	–	–	–	–	–	–	–
E. — Coût des services de conférence	–	–	–	–	–	–	–
F. — Divers	–	–	–	–	–	–	–
TOTAL	95	102	2 041 580	56 000	532 130	–	30 00

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
–	–	–	–	–	–	–			
1 130	–	–	–	–	–	61 630			
–	–	–	–	–	–	150 220			
550	–	–	–	–	–	25 910			
–	–	–	–	–	–	57 010			
6 300	–	–	–	–	–	234 970			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	1 000	348 980			
–	–	–	–	10 000	–	42 500			
–	–	23 100	39 000	86 900	–	241 680			
–	–	–	–	15 000	–	288 390			
–	–	–	–	–	–	–			
59 820	62 500	23 100	39 000	111 900	3 000	3 599 720			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	238 300			
–	–	–	–	–	–	164 200			
40 910	–	–	–	–	–	563 010			
–	–	–	–	–	–	214 500			
–	–	–	–	–	–	265 300			
–	–	–	–	–	–	359 400			
–	–	–	–	–	–	288 500			
–	–	–	–	–	–	–			
4 980	–	–	–	–	–	137 280			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
43 960	–	–	–	–	–	196 270			
–	–	–	–	–	–	322 800			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
89 850	–	–		–	–	2 749 560			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat V (suite)							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME (suite)							
6. Commission économique pour l'Amérique latine							
A. — Organes directeurs							
Réunions de la Commission	-	-	-	16 200	-	-	72 250
B. — Direction exécutive et administration							
a) Cabinet du Secrétaire exécutif	12	11	271 070	2 000	75 420	-	22 000
b) Administration des opérations d'assistance technique	3	3	54 080		15 160	-	2 000
C. — Programme d'activité							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement.	30	8	422 250	20 400	118 360	-	11 000
b) Commerce international	16	10	276 780	26 200	77 580	-	12 600
c) Développement industriel	13	13	237 970	9 300	66 700	-	8 000
d) Mise en valeur des ressources naturelles	4	4	82 430	17 700	23 100	-	5 600
e) Transports et communications	4	3	74 430	1 600	20 860	-	3 200
f) Fiscal et financier	-	-	-	-	-	-	-
g) Agriculture et forêts	6	2	96 930	600	27 170	-	5 000
h) Développement social	10	5	163 380	5 300	45 800	-	4 300
i) Population	-	-	-	-	-	-	-
j) Habitation, construction et planification	-	-	-	-	-	-	-
k) Statistiques	10	26	253 350	31 900	71 010	-	8 600
l) Administration publique	-	-	-	-	-	-	-
m) Science et technique	-	-	-	-	-	-	-
n) Droits de l'homme	-	-	-	-	-	-	-
o) Stupéfiants	-	-	-	-	-	-	-
D. — Administration et charges communes							
a) Services administratifs et financiers	11	37	268 090	6 000	75 150	-	5 200
b) Bibliothèque	1	10	51 660	3 000	14 480	-	-
c) Charges communes et matériel et installations	1	39	90 350	127 000	25 320	-	-
E. — Coût des services de conférence	9	57	318 930	21 000	89 390	-	500
F. — Divers	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	130	228	2 661 700	288 200	745 500	-	160 250
7. Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth							
A. — Direction exécutive et administration	3	3	54 880	-	16 100	-	6 000
B. — Programmes d'activité							
a) Activités économiques	5	6	84 960	-	25 000	-	-
b) Développement social	4	5	72 660	-	21 400	-	-
C. — Charges communes	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	12	14	212 500	-	62 500	-	6 000
8. Programme d'assistance technique de l'ONU (chapitres 13, 14 et 15 du budget)							
Programmes d'activité k/							
a) Planification, projections et politiques relatives au développement	-	-	-	-	-	-	-
b) Commerce international	-	-	-	-	-	-	-

k/ En ce qui concerne les subdivisions a à g de la présente rubrique, les chiffres indiqués comprennent 5 554 000 dollars pour frais d'experts, 831 800 dollars pour bourses et cycles d'études et 14 200 dollars pour matériel.

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	-	-	-	-	15 400	103 850			
-	-	-	-	-	-	370 490			
-	-	-	-	-	-	71 240			
62 600	-	-	-	-	-	634 610			
-	-	-	-	-	-	393 160			
4 600	-	-	-	-	-	326 570			
-	-	-	-	-	-	128 830			
-	-	-	-	-	-	100 090			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	129 700			
3 500	-	-	-	-	-	222 280			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
4 570	-	-	-	-	-	369 430			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	1 250	355 690			
-	-	-	-	10 000	-	79 140			
-	-	56 200	72 500	167 200	-	538 570			
-	-	-	-	20 000	-	449 820			
-	-	-	-	-	-	-			
75 270	-	56 200	72 500	197 200	16 650	4 273 470			
-	-	-	-	-	-	76 980			
-	-	-	-	-	-	109 960			
-	-	-	-	-	-	94 060			
-	-	6 200	16 500	9 400	-	32 100			
-	-	6 200	16 500	9 400	-	313 100			
-	-	-	-	-	559 700	559 700			
-	-	-	-	-	83 200	83 200			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat V (suite)							
ECONOMIQUE, SOCIAL ET DROITS DE L'HOMME (suite)							
8. Programme d'assistance technique de l'ONU (chapitres 13, 14 et 15 du budget) [suite]							
c) Développement industriel	-	-	-	-	-	-	-
d) Mise en valeur des ressources naturelles	-	-	-	-	-	-	-
e) Transports et communications	-	-	-	-	-	-	-
f) Fiscal et financier	-	-	-	-	-	-	-
g) Agriculture et forêts	-	-	-	-	-	-	-
h) Développement social	-	-	-	-	-	-	-
i) Population	-	-	-	-	-	-	-
j) Habitation, construction et planification	-	-	-	-	-	-	-
k) Statistiques	-	-	-	-	-	-	-
l) Administration publique	-	-	-	-	-	-	-
m) Science et technique	-	-	-	-	-	-	-
n) Droits de l'homme	-	-	-	-	-	-	-
o) Stupéfiants	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement							
A. — Organes directeurs							
a) Réunions de la Conférence	-	-	-	1 314 300	-	-	25 000
b) Réunions du Conseil et de ses commissions et comités	-	-	-	-	-	-	115 000
B. — Direction exécutive et administration							
Cabinet du Secrétaire général de la Conférence	6	9	154 000	-	43 300	-	-
C. — Programme d'activité							
Secrétariat de l'UNCTAD	126	131	2 545 000	245 000	703 700	-	160 000
D. — Administration et charges communes							
a) Services administratifs et financiers	5	17	156 900	-	40 700	-	-
b) Bibliothèque	2	7	54 500	-	14 200	-	-
c) Charges communes et matériel et installations	7	26	254 600	-	66 100	-	-
E. — Coût des services de conférence	45	60	861 000	1 199 900	224 000	-	-
F. — Divers	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	191	250	4 026 000	2 759 200	1 092 000	-	300 000
10. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés							
Assistance matérielle et protection accordées aux réfugiés — (les données disponibles ne permettent pas d'établir une ventilation plus poussée par activité)	102	184	2 290 000	66 000	523 400	-	165 000
TOTAL	102	184	2 290 000	66 000	523 400	-	165 000
Etat VI							
JURIDIQUE							
1. — Cour internationale de Justice, La Haye							
i) Traitements et indemnités des membres de la Cour	-	-	-	384 750	165 050	-	2 000
ii) Traitements, salaires et indemnités du personnel du Greffe	17	13	305 000	134 000	69 550	-	10 000

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	-	-	-	-	1 051 900	1 051 900			
-	-	-	-	-	590 900	590 900			
-	-	-	-	-	277 100	277 100			
-	-	-	-	-	233 500	233 500			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	1 141 100	1 141 100			
-	-	-	-	-	128 400	128 400			
-	-	-	-	-	569 000	569 000			
-	-	-	-	-	611 600	611 600			
-	-	-	-	-	858 600	858 600			
-	-	-	-	-	-	-			
-	-	-	-	-	220 000	220 000			
-	-	-	-	-	75 000	75 000			
-	-	-	-	-	6 400 000	6 400 000			
245 000	-	-	110 000	138 700	-	1 833 000			
-	-	-	-	-	-	115 000			
-	-	-	-	-	-	197 300			
147 000	-	-	-	-	-	3 800 700			
-	-	-	-	-	-	197 600			
-	-	-	-	-	-	68 700			
-	-	35 000	-	95 000	10 000	460 700			
-	-	-	-	142 100	-	2 427 000			
-	-	-	-	-	-	-			
392 000	-	35 000	110 000	375 800	10 000	9 100 000			
9 000	-	19 000	-	177 000	31 000	3 280 400			
9 000	-	19 000	-	177 000	31 000	3 280 400			
-	-	-	-	-	-	551 800			
38 000	-	7 500	-	21 300	27 750	613 100			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyag Repré- sentants
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat VI (suite)						
JURIDIQUE (suite)						
2. — Service juridique, New York (à l'exclusion du secrétariat du Tribunal administratif) .	34	28	797 480	14 820	203 350	-
3. — Commission du droit international.	-	-	-	52 000	-	90 000
TOTAL	51	41	1 102 480	585 570	437 950	90 000
Etat VII						
INFORMATION						
New York.	103	98	2 339 450	35 000	621 450	-
Genève	11	9	244 700	8 000	63 850	-
Centres d'information	60	230	1 595 700	20 000	455 000	-
Programmes spéciaux						
i) Table ronde de rédacteurs en chef.						
ii) Programme triangulaire de bourses de perfectionnement	-	-	-	-	-	-
iii) Programme de formation d'adjoints à l'information	-	-	-	-	-	-
Dépenses opérationnelles						
Article III du chapitre 10 du budget	-	-	-	-	-	-
TOTAL	174	337	4 179 850	63 000	1 140 300	-
Etat VIII						
ADMINISTRATION ET CHARGES COMMUNES						
1. Services administratifs et financiers						
Service financier, New York.	70	78	1 776 480	61 920	448 870	-
Service du personnel (à l'exclusion du Service de recrutement pour l'assistance technique).	33	61	1 013 040	16 340	258 540	-
Service de vérification intérieure des comptes, New York et Genève	20	15	410 430	12 070	105 580	-
Service médical.	3	11	132 020	14 780	33 840	-
Services administratifs et financiers, Genève.	22	50	652 720	33 000	170 300	-
Administrateurs subalternes	-	-	-	-	275 000	-
Formation de traducteurs et d'interprètes de langue russe, Moscou.	-	-	-	-	110 000	-
Organes consultatifs administratifs et groupes d'étude connexes						
Comité des placements.	-	-	-	-	-	4 500
Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) et groupes d'étude connexes	-	-	-	10 700	-	-
Comité consultatif de la fonction publique internationale (CCFPI).	-	-	-	12 000	-	3 500
Comité d'experts pour les ajustements (indemnités de poste ou déductions) . . .	-	-	-	-	-	1 500
Comité d'actuaires.	-	-	-	-	-	2 000
Tribunal administratif	1	1	30 950	-	7 930	16 300
TOTAL	149	216	4 015 640	160 810	1 410 060	27 800

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
169 500	-	-	-	-	-	1 185 650			
-	-	-	-	-	-	150 750			
207 500	-	7 500	-	21 300	27 750	2 501 300			
113 000	-	86 000	-	112 000	500	3 322 900			
-	-	-	-	-	-	318 550			
-	-	38 000	90 000	227 000	14 750	2 462 450			
-	-	-	-	-	18 500	18 500			
-	-	-	-	-	19 500	19 500			
-	-	-	-	-	8 000	8 000			
-	-	-	-	1 324 000	-	1 324 000			
113 000	-	124 000	90 000	1 663 000	61 250	7 473 900			
17 700	-	-	-	-	-	2 314 970			
-	-	-	-	-	-	1 299 920			
-	-	-	-	-	-	541 080			
-	-	-	-	-	-	181 140			
8 500	-	-	-	-	2 650	879 170			
-	-	-	-	-	-	275 000			
-	-	-	-	-	-	110 000			
-	-	-	-	-	-	4 500			
-	-	-	-	-	-	10 700			
-	-	-	-	-	-	15 500			
-	-	-	-	-	-	1 500			
-	-	-	-	-	-	2 000			
-	-	-	-	-	-	56 880			
26 200	-	-	-	-	2 650	5 692 360			

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat VIII (suite)							
ADMINISTRATION ET CHARGES COMMUNES (suite)							
2. Services généraux							
Bureau des services généraux (à l'exclusion des sections administratives missions), New York	51	629 l/	5 104 930	415 160	1 290 120	-	5 000
Division des services généraux, Genève	11	198 m/	1 225 180	34 000	319 770	-	1 000
Charges communes et matériel et installations							
New York	-	-	-	-	-	-	-
Genève	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	62	827	6 330 110	449 160	1 609 890	-	6 000
3. Bibliothèque							
New York	41	64 n/	977 130	23 400	250 290	-	500
Genève	13	17	262 670	3 000	68 560	-	-
TOTAL	54	81	1 239 800	26 400	318 850	-	500
4. Divers							
Secrétariat du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Comité des pensions du personnel de l'ONU (à l'exclusion des frais de voyage des membres, voir I — Assemblée générale)	5	15	181 500	197 900	46 500	-	1 300
Activités productrices de recettes (postes permanents et dépenses communes de personnel connexes)							
Service des visites, New York et Genève	5	29	261 000	-	67 020	-	-
Administration postale de l'ONU, New York et Genève	4	36	315 500	-	80 990	-	-
Vente des publications, New York et Genève	5	13	154 900	-	39 870	-	-
Divers (indemnités de représentation non réparties)	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	19	93	912 900	197 900	234 380	-	1 300
Etat IX							
SERVICES DE CONFERENCE (NEW YORK ET GENEVE)							
Service des conférences, New York	468	521 o/	10 534 400	377 020	2 698 460	-	5 000
Service des conférences, Genève	120	221	2 813 290	97 000	734 270	-	-
Fournitures pour la reproduction de documents par les soins du Secrétariat							
New York	-	-	-	-	-	-	-
Genève	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	588	742	13 347 690	474 020	3 432 730	-	5 000

l/ Y compris 175 travailleurs manuels.
m/ Y compris 75 travailleurs manuels.
n/ Y compris 9 travailleurs manuels.
o/ Y compris 19 travailleurs manuels.

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
5 850	-	-	-	-	150	6 821 210			
-	-	-	-	-	-	1 579 950			
-	-	299 800	3 345 500	1 877 500	-	5 522 800			
-	-	110 400	388 000	416 500	-	914 900			
5 850	-	410 200	3 733 500	2 294 000	150	14 838 860			
8 500	-	-	-	113 000	-	1 372 820			
15 010	-	-	-	26 000	-	375 240			
23 510	-	-	-	139 000	-	1 748 060			
-	-	-	-	-	-	427 200			
-	-	-	-	-	-	328 020			
-	-	-	-	-	-	396 490			
-	-	-	-	-	-	194 770			
-	-	-	-	-	7 900	7 900			
-	-	-	-	-	7 900	1 354 380			
3 000	-	-	-	-	100	13 617 980			
-	-	-	-	-	-	3 644 560			
-	-	-	-	390 000	-	390 000			
-	-	-	-	145 000	-	145 000			
3 000	-	-	-	535 000	100	17 797 540			

ETATS RELATIFS

	(1) Postes permanents		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Adm.	Services généraux	Traitements et salaires, postes permanents	Traitements et salaires, à l'exclusion des postes permanents	Dépenses communes de personnel	Voyages: Représentants	Voyages: Personnel
	(Nombre)		(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Etat X							
DIVERS							
Emissions d'obligations de l'ONU	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement de l'emprunt relatif à la construction du Siège	-	-	-	-	-	-	-
Gros travaux d'amélioration des locaux							
New York	-	-	-	-	-	-	-
Genève	-	-	-	-	-	-	-
Autres bureaux de l'ONU	-	-	-	-	-	-	-
Immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	-	-	-	-	-	-	-
Subvention au Fonds de l'Ecole internationale, Genève	-	-	-	-	-	-	-
Entretien du cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée	-	-	-	4 200	-	-	5 200
TOTAL	-	-	-	4 200	-	-	5 200

AU TABLEAU A (suite)

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
Imprimerie	Réunions et conférences spéciales	Matériel et installations	Entretien, utilisation et location des locaux	Frais généraux	Divers	TOTAL colonnes (2) à (12)	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
–	–	–	–	–	8 717 500	8 717 500			
–	–	–	–	–	2 500 000	2 500 000			
–	–	–	–	–	818 700	818 700			
–	–	–	–	–	612 000	612 000			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	–	–			
–	–	–	–	–	30 000	30 000			
–	–	6 400	77 000	3 700	–	96 500			
–	–	6 400	77 000	3 700	12 678 200	12 774 700			

TABLEAU B. — ETAT RECAPITULATIF — GRANDES ACTIVITES ET PROG

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	New York		Genève		
	Dép. éco. et soc.	Droits de l'homme	Division des affaires sociales	Division des stupéfiants CCPS et OCS	CEA
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
1. Organes directeurs					
Conseil économique et social et réunions des commissions régionales principales	496 910	-	-	-	87 000
2. Direction exécutive et administration					
a) Direction exécutive et administration, à l'exclusion des opérations d'assistance technique	689 130	-	-	-	283 750
b) Administration des opérations d'assistance technique					
i) Assistance technique de l'ONU [b]	2 533 440	-	-	-	238 550
ii) Fonds spécial	92 330	-	-	-	-
3. Programmes d'activité					
a) Planification, projections et politiques relatives au développement	1 288 500	-	-	-	702 130
b) Commerce international	7 100	-	-	-	189 290
c) Développement industriel	3 626 290	-	-	-	310 200
d) Mise en valeur des ressources naturelles	913 410	-	-	-	234 550
e) Transports et communications	391 520	-	-	-	158 070
f) Fiscal et financier	301 860	-	-	-	96 400
g) Agriculture et forêts	-	-	-	-	201 980
h) Développement social	1 231 340	-	176 140	-	117 880
i) Population	663 130	-	-	-	64 460
j) Habitation, construction et planification	619 510	-	-	-	101 250
k) Statistiques	2 064 830	-	-	-	402 500
l) Administration publique	385 100	-	-	-	-
m) Science et technique	226 720	-	-	-	-
n) Droits de l'homme	-	1 120 550	-	-	-
o) Stupéfiants	-	-	-	714 000	-
p) Assistance matérielle et protection accordées aux réfugiés	-	-	-	-	-
4. Administration et charges communes					
a) Services administratifs et financiers	-	-	-	-	479 270
b) Services de bibliothèque	-	-	-	-	132 250
c) Charges communes et matériel et installations	-	-	-	-	384 810
5. Services de conférence	-	-	-	-	400 210
6. Divers	-	-	-	-	-
TOTAL	15 531 120	1 120 550	176 140	714 000	4 584 550

[a] Le total des crédits demandés pour le Haut Commissariat pour les réfugiés est présenté comme un chiffre global.

[b] Y compris, outre la Direction des opérations d'assistance technique au Département des affaires économiques et sociales, le Service de recrutement p sistance technique à New York et à Genève et la Section administrative chargée des opérations d'assistance technique au Bureau des services généraux à New

DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE, SOCIAL ET DES DROITS DE L'HOMME

(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
							Ventilation		
CEE	CEPAL	Bureau de Beyrouth	UNCTAD	Programmes de l'ATONU	Haut Commissariat réfugiés a/	Total Dépenses directes	Services de conférence	Administration et charges communes	Total général
(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
-	103 850	-	1 948 000	-	-	2 673 160			
238 300	370 490	76 980	197 300	-	-	2 110 320			
164 200	71 240	-	-	-	-	3 085 560			
-	-	-	-	-	-	92 330			
563 010	634 610	109 960	-	559 700	-	4 311 680			
214 500	393 160	-	3 800 700	83 200	-	4 906 720			
265 300	326 570	-	-	1 051 900	-	5 882 390			
359 400	128 830	-	-	590 900	-	2 770 330			
288 500	100 090	-	-	277 100	-	1 475 900			
-	-	-	-	233 500	-	631 760			
137 280	129 700	-	-	-	-	530 590			
-	222 280	94 060	-	1 141 100	-	3 133 020			
-	-	-	-	128 400	-	881 900			
196 270	-	-	-	569 000	-	1 543 040			
322 800	369 430	-	-	611 600	-	4 006 130			
-	-	-	-	858 600	-	1 243 700			
-	-	-	-	-	-	226 720			
-	-	-	-	220 000	-	1 340 550			
-	-	-	-	75 000	-	789 000			
-	-	-	-	-	3 280 400	3 280 400			
-	355 690	-	197 600	-	-	1 381 540			
-	79 140	-	68 700	-	-	322 590			
-	538 570	32 100	460 700	-	-	1 657.860			
-	449 820	-	2 427 000	-	-	3 565 420			
-	-	-	-	-	-	-			
2 749 560	4 273 470	313 100	9 100 000	6 400 000	3 280 400	51 842 610			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DES ACTIVITES ET PROGRAMMES

Catégories de programme et d'activité	Eléments constitutifs
I. — Assemblée générale, commissions et comités	Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants, le cas échéant; traitements du personnel temporaire, y compris frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel des cadres envoyé à des sessions; dépenses de représentation; impression des documents.
II. — Direction exécutive	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel, y compris coût des congés dans les foyers (calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de représentation; voyages autorisés du personnel; impression des documents.
III. — Politique et Conseil de sécurité. . .	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: frais de voyage et indemnité de subsistance des membres des commissions et comités, le cas échéant; traitements, dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers (calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de représentation; frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel envoyé à des sessions; coût des réunions ou conférences spéciales; impression des documents. En ce qui concerne le coût des missions spéciales: aussi frais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires; location et entretien des locaux et du matériel; communications; coût du mobilier, des véhicules, du matériel de bureau et autre matériel.
IV. — Tutelle et questions relatives à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux	Traitements, dépenses communes de personnel, y compris coût des congés dans les foyers calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de représentation; frais de voyage et indemnité de subsistance des membres des comités, le cas échéant; frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel envoyé à des sessions; dépenses nettement imputables à cette catégorie d'activités et relatives aux programmes de formation spéciaux; impression des documents.
V. — Economique, social et droits de l'homme	
1. New York	
i) Affaires économiques et sociales	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers (calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de représentation; frais de voyage du personnel envoyé à des sessions; impression des documents. En ce qui concerne le Conseil économique et social, frais de voyage et indemnité de subsistance des membres des organes subsidiaires, le cas échéant; traitements du personnel temporaire, y compris frais de voyage et indemnité de subsistance; frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel des cadres envoyé à des sessions; impression des documents. Le versement que l'élément assistance technique de Programme des Nations Unies pour le développement effectue au titre des dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante est inscrit au budget dans les prévisions de recettes (1 418 932 dollars).
ii) Droits de l'homme	Frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants et membres qui assistent aux réunions des commissions et comités s'occupant des droits de

Catégories de programme et d'activité	Eléments constitutifs
	l'homme; coût des traitements, dépenses communes de personnel; coût des congés dans les foyers; dépenses de représentation; voyages autorisés; impression des documents.
2. Genève (non compris la CEE)	
i) Division des affaires sociales	Traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers; voyages autorisés; impression des documents.
ii) Division des stupéfiants . . .	Mêmes éléments qu'au paragraphe précédent; en outre, frais de voyage et indemnité de subsistance des représentants qui assistent aux réunions de la Commission des stupéfiants.
iii) Secrétariat commun du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants.	Frais de voyage, indemnité de subsistance et honoraires des membres qui assistent aux sessions du Comité central et de l'Organe de contrôle, le cas échéant; traitements (postes permanents, personnel temporaire, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers; voyages autorisés.
3. Commission économique pour l'Afrique	Dépenses nettement imputables aux réunions de la Commission. Dépenses relatives au secrétariat de la Commission (ou du Bureau), y compris traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers; dépenses de représentation; frais de voyage du personnel envoyé à des sessions; location et entretien des locaux; achats du matériel et des fournitures et location des services nécessaires au fonctionnement de la Commission (ou du Bureau); impression des documents.
4. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient . . .	
5. Commission économique pour l'Europe	
6. Commission économique pour l'Amérique latine	
7. Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth	
8. Programmes d'assistance de l'ONU	Coût des programmes et projets, notamment dépenses relatives aux conseillers, experts, bourses d'études, ateliers, cycles d'études et autres activités de formation; coût du matériel. Le chiffre indiqué pour le développement économique et social et l'administration publique (6 105 000 dollars) a été calculé en fonction des montants estimatifs suivants: 5 554 000 dollars pour les experts, 536 800 dollars pour les bourses d'études et 14 200 dollars pour le matériel.
9. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Ensemble des dépenses relatives à la Conférence, qui sont prévues au chapitre pertinent du budget.
10. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Ensemble des dépenses du Haut Commissariat, qui sont prévues au chapitre pertinent du budget. La subvention prélevée sur le Fonds des contributions volontaires géré par le Haut Commissaire pour les réfugiés est inscrite au budget dans les prévisions de recettes (390 000 dollars).
VI. — Juridique	
1. Cour internationale de Justice, La Haye	Ensemble des dépenses de la Cour, qui sont prévues au chapitre pertinent du budget.
2. Juridique (à l'exception de la Cour internationale de Justice).	Traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers (calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de repré-

Catégories de programme et d'activité	Eléments constitutifs
	sentation; frais de voyage du personnel en mission; frais de voyage et indemnité de subsistance des membres de la Commission du droit international; traitements du personnel temporaire, y compris frais de voyage et indemnité de subsistance; frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel des cadres envoyé aux réunions de la Commission du droit international; impression des documents et publications, notamment du Recueil des traités.
VII. — Information	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: coût des traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers; dépenses de représentation; voyages autorisés; location et entretien des locaux; achat et entretien du matériel de bureau et autre matériel; coût des fournitures et des services (photographies et films); services de radio, de télévision et de télécommunications; impression de périodiques, livres et documentation d'information. Compte tenu des dépenses brutes de télévision, mais compte non tenu des recettes provenant de la production télévisée et de la distribution des films, lesquelles sont inscrites au budget dans les prévisions de recettes (353 500 dollars).
VIII. — Administration et charges communes — New York et Genève	
1. Services administratifs et financiers.	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: coût des traitements (postes permanents, personnel temporaire, consultants, groupes spéciaux d'experts, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers (calculé uniquement au prorata des traitements afférents aux postes permanents); dépenses de représentation; voyages autorisés; frais d'impression; frais de voyage et indemnité de subsistance des membres des organes administratifs et des groupes d'étude et coût des secrétariats des organes administratifs (dans le cas des projets communs à l'ONU et aux institutions spécialisées, uniquement quote-part des dépenses à la charge de l'ONU).
2. Services généraux et charges communes	Coût des mêmes éléments que ceux qui sont énumérés au paragraphe précédent en ce qui concerne les dépenses de personnel, les frais de voyage et les frais d'impression.
3. Bibliothèque	Dépenses de personnel telles que celles qui sont énumérées au paragraphe précédent; coût des livres, périodiques, fournitures et services.
4. Autres programmes et activités	Pour chacune des activités englobées sous cette rubrique: dépenses de personnel (postes permanents, personnel temporaire, consultants, heures supplémentaires); dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers; voyages autorisés du personnel; autres dépenses nettement identifiables; impression de documents. En ce qui concerne les activités productrices de recettes incluses sous cette rubrique, il n'est tenu compte que du coût des postes permanents et de l'ensemble des dépenses communes de personnel qui s'y rapportent, y compris coût des congés dans les foyers. (Les dépenses relatives au personnel temporaire et autres dépenses des services d'exécution relatives à ces activités sont imputées sur les recettes dans la partie pertinente des prévisions de recettes.)
IX. — Services de conférence	Dépenses relatives au personnel (postes permanents, personnel temporaire, heures supplémentaires, dépenses communes de personnel et coût des congés dans les foyers) qui, à New York et à Genève, fournit les services nécessaires à tous les organes et départements de l'ONU en ce qui concerne l'interprétation, la traduction,

Catégories de programme et d'activité	Eléments constitutifs
	l'édition, la préparation des documents officiels, la reproduction et la distribution des documents; coût des travaux contractuels de traduction; coût des fournitures nécessaires pour la reproduction de documents par les soins du Secrétariat.
X. — Divers	Dépenses relatives à chacun des éléments de la présente rubrique telles qu'elles apparaissent dans le budget.

Appendice

PARTICIPATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AUX PROGRAMMES DE COOPERATION TECHNIQUE: APPUI ADMINISTRATIF ET FONCTIONNEL

L'Organisation des Nations Unies participe à l'heure actuelle à des activités de coopération technique de quatre types principaux:

I. — Programmes normaux d'assistance technique et de préinvestissement qui sont exécutés de manière continue;

II. — Entreprises spéciales d'assistance technique dont le financement est assuré intégralement par des sources extra-budgétaires (gouvernementales et non gouvernementales) et qui complètent les programmes ordinaires ou ont une portée différente;

III. — Programme alimentaire mondial, institué en commun par l'ONU et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

IV. — Projets du FISE.

Le tableau qui figure à la fin du présent appendice indique le nombre des services fonctionnels nettement identifiables qui sont fournis pour les programmes ci-dessus ainsi que les dépenses y relatives.

I. — Programmes normaux d'assistance technique

A. — Etendue de la participation de l'ONU

Les programmes permanents auxquels l'ONU participe sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui est financé au moyen de contributions volontaires des gouvernements, et le programme d'assistance technique de l'ONU qui est financé au moyen de crédits inscrits au titre V du budget ordinaire de l'Organisation.

Le Programme des Nations Unies pour le développement a été créé le 1er janvier 1966 en application de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale. Le nouveau programme prévoit une direction unifiée pour la politique à suivre, la gestion du programme par le Siège et l'envoi de représentants sur les lieux pour tous les travaux qui relevaient précédemment du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial. Comme ses prédécesseurs, le Programme combiné confie l'exécution des projets mis en œuvre dans le secteur assistance technique et le secteur Fonds spécial à l'ONU et aux organismes qui lui sont reliés.

En sa qualité d'organisation participant au secteur assistance technique de PNUD, l'ONU a été responsable, entre 1950 et la fin de 1965, de projets entraînant des dépenses d'un montant total de 105,75 millions de dollars. Ce chiffre représente plus de 21 p. 100 des 507,49 millions de dollars dépensés pour l'assistance technique au titre du Programme élargi depuis que ce dernier a été créé jusqu'à la fin de la première année de la période biennale 1965-1966[a/].

En sa qualité d'agent chargé de l'exécution de projets du secteur Fonds spécial du PNUD, l'ONU a été désignée pour exécuter 123 projets[b/] dont le coût total est de 224 millions de dollars. Ce chiffre représente 16 p. 100 du montant de 1 406 millions de dollars fourni pour 604 projets qui bénéficient de l'assistance du Fonds spécial; sur ce montant, 823 millions de dollars sont versés par les gouvernements bénéficiaires eux-mêmes et 583 millions de dollars par le Fonds spécial [c/].

Le programme d'assistance technique de l'ONU, désigné sous le nom de programme ordinaire d'assistance technique, a, depuis 1947, fourni 55,15 millions de dollars prélevés sur le budget ordinaire de l'Organisation, dont 6,4 millions de dollars représentent le crédit ouvert à ce titre pour 1966. Les crédits demandés pour 1967 sont indiqués au titre V du budget.

B. — Services identifiables fournis par l'ONU

L'ONU joue un double rôle en ce qui concerne les programmes normaux d'assistance technique et de préinvestissement. D'une part, les bureaux du Siège fournissent tous les services d'appui administratif nécessaires au secrétariat du PNUD et au programme ordinaire de l'ONU. D'autre part, l'Organisation assume la responsabilité de l'exécution des programmes et projets approuvés.

En outre, le secrétariat du PNUD a recours aux services administratifs centraux du Service financier dans les domaines de la comptabilité, de la vérification des comptes, du budget et de la trésorerie ainsi qu'à ceux du Bureau des services généraux, du Service juridique et du Service du personnel[d/].

En 1966, les titulaires de 48 postes, dont le coût représentait un montant de 358 600 dollars, fournissaient au secrétariat du PNUD des services de cet ordre. Le coût de 22 de ces postes (qui sont énumérés dans la partie A, colonne 1, du tableau), soit environ 168 100 dollars, est imputé directement sur la subvention de 174 000 dollars que le secteur Fonds spécial du PNUD verse à l'ONU. Les 26 autres postes (énumérés dans la partie A, colonne 2, du tableau) sont prélevés sur ceux des effectifs permanents autorisés au chapitre 3, et leur coût, inscrit au budget ordinaire, est de 190 500 dollars environ, montant qui est partiellement compensé par une subvention de 45 000 dollars versée par le secteur assistance technique du PNUD, subvention qui est portée en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes du budget.

En outre, le Service des conférences fournit au PNUD des services d'interprétation simultanée pour les séances, de traduction et de reproduction des documents. Ces dépenses supplémentaires, qui s'élèvent à 242 800 dollars, sont aussi imputées sur le budget ordinaire de l'ONU.

En sa qualité d'Agent chargé de l'exécution de projets du secteur Fonds spécial du PNUD, l'ONU assume la responsabilité d'ensemble de l'exécution des projets qui relèvent de sa compétence. Cela signifie qu'au sein du Département

[a/] E/TAC/153/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente: 61.I.18) et DP/L.15.

[b/] Y compris les projets approuvés en janvier 1966, mais non compris les projets annulés.

[c/] DP/SF/Reports, série B.No 1.

[d/] Depuis le 1er janvier 1966, le secrétariat du PNUD assume la plupart des fonctions dont l'ONU s'acquittait précédemment dans le domaine de l'administration du personnel en ce qui concerne les secrétariats centraux du Programme élargi et du Fonds spécial.

des affaires économiques et sociales le Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial assume des fonctions de supervision en ce qui concerne ces projets et que les services organiques intéressés donnent les directives techniques nécessaires. Cela signifie aussi que d'autres services de l'ONU fournissent des services administratifs: recrutement d'experts par le Service du personnel (Service de recrutement pour l'assistance technique), établissement et vérification des comptes relatifs aux projets par le Service financier, autres services divers (services généraux d'administration, achats, transports et communications). Comme il est indiqué dans le tableau (partie B, colonne 1), ces services ont été assurés en 1966 par les titulaires de 152 postes, dont le coût (1 850 100 dollars) a été imputé sur les ressources que le Fonds spécial prévoit dans les affectations de crédits relatives aux projets pour faire face aux frais généraux. Il y a, en outre, 5 postes du Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial dont le coût est imputé sur le chapitre 3 du budget de l'ONU, comme il est indiqué dans la partie B, colonne 2, du tableau.

C'est la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale qui est à l'origine du versement d'une subvention pour frais généraux aux Agents chargés de l'exécution qui mettent en œuvre des projets bénéficiant de l'assistance du Fonds spécial. Il est prévu dans cette résolution que le Fonds spécial fera appel autant que possible aux services existants de l'ONU et des institutions spécialisées qu'il devrait pouvoir utiliser gratuitement, sauf au cas où cela entraînerait des dépenses supplémentaires qui pourraient être nettement déterminées. A l'origine, le montant de la subvention pour frais généraux était calculé sur la base de l'évaluation de données communiquées au Fonds spécial par les Agents chargés de l'exécution. Par la suite, une formule a été mise au point qui prévoyait initialement que le Fonds spécial rembourserait aux Agents chargés de l'exécution 2 p. 100 du coût du matériel et des fournitures utilisés pour les projets et 10 p. 100 de toutes les autres dépenses relatives aux projets, à l'exception des dépenses des sous-traitants pour lesquelles des taux de remboursement spéciaux devaient être négociés dans chaque cas. Dernièrement, ces pourcentages ont été portés à 3 et 11 p. 100 respectivement pour les nouveaux projets et appliqués ensuite rétroactivement aux projets précédents. En juin 1965, le Conseil d'administration du Fonds spécial a décidé d'adopter un taux uniforme représentant 11 p. 100 de toutes les dépenses relatives aux projets comme taux de remboursement des frais généraux dans le cas des projets approuvés en juin 1965 et des projets approuvés précédemment mais dont les plans d'opérations n'avaient pas été signés au 1er juin 1965.

En application de ces formules, l'ONU, en sa qualité d'Agent chargé de l'exécution, a droit au titre des frais généraux à un montant cumulatif de 10,3 millions de dollars provenant des projets approuvés entre 1959 et janvier 1966. En outre, parmi les projets recommandés à l'approbation du Conseil d'administration du PNUD à sa session de juin 1966, il y en a 14 qui doivent être exécutés par l'ONU, ce qui portera le total des sommes auxquelles l'ONU aura droit au titre des frais généraux à la fin de 1966 à 11,4 millions de dollars, montant sur lequel sont imputables des dépenses et engagements de dépenses de quelque 5,1 millions de dollars.

Pour calculer le montant des ressources dont l'ONU peut disposer chaque année au titre de ces frais généraux, le total des sommes auxquelles elle a droit à ce titre a été échelonné entre 1959 et 1972, compte tenu de la durée des divers projets et des activités qu'il faut entreprendre avant et après les opérations. Les montants estimatifs ainsi obtenus en ce qui concerne les disponibilités annuelles au titre des frais généraux sont revus périodiquement pour tenir compte des sommes auxquelles l'ONU a droit au titre des nouveaux projets, des revisions des affectations de crédits, de l'annulation de projets existants et de la durée effective des projets une fois qu'on en a connaissance.

En appliquant cette méthode, on a estimé à 2 millions de dollars au maximum le montant des disponibilités au titre des frais généraux pour 1966, montant qui a été alloué pour couvrir les dépenses relatives aux traitements, les dépenses communes de personnel, les frais de voyage du personnel en mission et le coût des fournitures et services divers. Dans le cas des services organiques, le nombre des fonctionnaires qui s'occupent d'assistance technique est déterminé à raison d'un administrateur pour cinq projets et d'un agent des services généraux pour dix projets. On tient compte aussi, le cas échéant, de l'importance des travaux préparatoires qu'exige la mise au point des demandes relatives à de nouveaux projets. Dans le cas des services qui assument des fonctions de direction sur le plan administratif ou fournissent un appui administratif aux programmes, des postes leur sont affectés sur la base des statistiques relatives au volume du travail.

Le nombre des postes indiqué pour 1966 dans la partie B du tableau correspond au volume de travail qui découle du nombre croissant de projets dont l'exécution est confiée à l'ONU, ainsi qu'à l'accélération de la mise en œuvre des projets en cours d'exécution, comme le prouve le fait qu'on prévoit l'achèvement des travaux dans le cas de 14 projets en 1966, alors que 15 projets seulement ont été terminés pendant toute la période allant de 1959 à 1965.

Divers services sont, en outre, responsables du programme exécuté par l'ONU dans le cadre du secteur assistance technique (PEAT) du PNUD ainsi que de la mise en œuvre du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU. Depuis la création du PNUD en janvier 1966, c'est le Conseil d'administration du PNUD qui définit et dirige la politique générale des deux programmes, tandis que la responsabilité d'exécuter les programmes incombe, au sein de l'ONU, au Commissaire à la coopération technique et à divers services du Département des affaires économiques et sociales. En outre, le Service de recrutement pour l'assistance technique (Service du personnel) recrute des experts, des conseillers et des consultants pour l'exécution des programmes sur les lieux; le Service financier fournit des services en matière de comptabilité, de budget, de trésorerie et de vérification des comptes, tandis que le Bureau des services généraux fournit l'appui nécessaire dans les domaines de l'administration générale, des achats et des transports, des communications et des archives.

A l'heure actuelle, il y a 243 postes dont les titulaires s'occupent de ces travaux et le coût de ces postes pour l'Organisation est de 2 971 600 dollars (partie C du tableau). En compensation, le secteur assistance technique du PNUD verse à l'ONU, à titre de remboursement des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution qu'elle assume, un montant qui représente 14 p. 100 du coût des programmes exécutés par l'Organisation. Le montant ainsi remboursé, qui s'élève à 1 355 100 dollars environ[a/] pour 1966, est porté en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes. Il n'est pas prévu de crédit distinct au budget ordinaire pour les dépenses d'administration et autres frais généraux qu'entraîne l'exécution du programme ordinaire d'assistance technique inscrit au titre V du budget.

II. — Assistance Technique spéciale

L'assistance technique accordée à des fins spéciales et qui n'entre pas dans le cadre des programmes normaux est financée au moyen de contributions provenant de sources gouvernementales et non gouvernementales qui sont versées expressément à ces fins. L'assistance technique spéciale peut être rangée dans les trois catégories ci-après:

[a/] E/TAC/157, annexe I.

a) Assistance technique à titre onéreux. — Le gouvernement qui demande cette assistance prend normalement à sa charge tous les frais qu'elle entraîne, y compris les dépenses d'administration de l'ONU, dont le montant est fixé à une somme représentant 14 p. 100 du coût des experts et des pourcentages variables du coût des bourses et du matériel;

b) Experts associés. — Le gouvernement donateur prend à sa charge la totalité des frais opérationnels lorsqu'il offre à un gouvernement bénéficiaire les services d'experts qui sont des assistants et il rembourse à l'ONU une partie de ses dépenses d'administration, à raison de 12 p. 100;

c) Autre assistance spéciale dont le financement est assuré par des sources extrabudgétaires et pour laquelle il n'est pas prévu de formule pour le remboursement des dépenses d'administration. — La façon dont les dépenses d'administration sont assumées est déterminée dans chaque cas au moment où sont fixées les conditions dans lesquelles sera accordée la contribution bénévole ou la subvention expressément versée à telle ou telle fin[f/].

On trouvera à la partie D du tableau l'indication des 15 postes du Siège dont le coût est actuellement imputé sur les fonds ci-dessus mentionnés qui sont versés au titre des frais généraux d'administration.

III. — Programme alimentaire mondial

Institué conjointement par l'ONU et la FAO, le Programme alimentaire mondial fournit une assistance alimentaire multilatérale pour faire face à des cas d'urgence et pour aider à exécuter des projets de développement. Les ressources du Programme, qui proviennent de contributions que les gouvernements versent en espèces ou sous la forme de biens ou de services, se sont élevées à 93 256 000 dollars pendant la période d'essai initiale de 1963 à 1965 et l'on estime à 208 277 000 dollars le montant des contributions annoncées pour 1966-1968.

Le budget d'administration approuvé par le Comité intergouvernemental du Programme prévoit les crédits nécessaires pour couvrir le coût de 6 postes à New York ainsi que les frais des voyages autorisés du personnel, comme il est indiqué dans la partie E du tableau.

IV. — Projets du FISE

Depuis les années qui ont précédé 1960, le FISE, la Direction des affaires sociales à New York (désignée désormais sous le nom de Division du développement social) et les Divisions des affaires sociales des bureaux régionaux collaborent avec les gouvernements désireux de renforcer ou de développer leurs services de protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance. En octobre 1965, 70 projets avaient été mis en train dans 59 pays et le Conseil d'administration du FISE avait fait pour ces projets, en se fondant sur des recommandations techniques formulées par la Direction des affaires sociales, des allocations dont le montant dépassait 5,3 millions de dollars. On estime que des allocations supplémentaires dont le montant dépassera 1 million de dollars seront demandées en 1966 et 1967.

Le personnel chargé des affaires sociales à New York et dans les diverses régions procède à l'évaluation technique de ces projets d'aide matérielle du FISE et fournit l'appui fonctionnel nécessaire à leur exécution; lesdits projets sont associés, à l'échelon du pays, aux services consultatifs fournis par l'ONU qui sont inscrits au titre V du budget. Pour pouvoir fournir au FISE ces services dont le coût n'est pas remboursé, il faut affecter à plein temps à New York 2 administrateurs dont les postes sont inscrits au tableau d'effectifs prévu au budget ordinaire et fournir à temps partiel les services de plusieurs administrateurs à New York et dans les régions, ce qui équivaut à un poste supplémentaire, comme il est indiqué dans la partie F du tableau.

f/ A cet égard, on peut signaler d'autres trust funds qui ont été récemment constitués: 1) un trust fund pour la planification et les projections relatives au développement, constitué grâce à une subvention du Gouvernement néerlandais équivalant à 1 400 000 dollars et qui doit être utilisée par le Centre de la planification, de la programmation et des projections relatives au développement, à New York, par les Instituts régionaux de planification en Afrique, en Asie et en Amérique latine et par l'Institut de planification de l'enseignement de l'UNESCO; 2) un trust fund pour le développement industriel, constitué par des contributions spéciales d'un montant total de 4 170 000 dollars qui ont été versées ou dont on compte qu'elles seront versées par les Gouvernements des Etats-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède. Ce dernier trust fund, qui est géré provisoirement par le Directeur du PNUD et par le Commissaire au développement industriel, doit permettre de financer des activités supplémentaires dans le domaine du développement industriel. Les effectifs dont on pourrait avoir besoin et les dépenses d'administration auxquelles on pourrait avoir à faire face, le cas échéant, à New York, pour mener à bien les activités prévues au titre des deux trust funds susmentionnés restent à déterminer; 3) des trust funds distincts, constitués à la demande de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social pour accorder une assistance à des fins particulières et pour la constitution desquels deux ou plusieurs gouvernements ont déjà versé ou annoncé des contributions, à savoir: Programme d'éducation et de formation pour les Sud-Africains; trust fund pour la défense sociale; trust fund pour l'assistance et les échanges dans le domaine du droit international; trust fund pour le développement économique du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland. Dans ces derniers cas, les sommes nécessaires pour couvrir les dépenses d'administration supplémentaires auxquelles on peut avoir à faire face sont prélevées sur le montant du trust fund.

	A. — Services administratifs centraux fournis au secrétariat du PNUD						B. — Services fournis à titre d'Agent chargé de l'exécution de projets du secteur Fonds spécial du PNUD					
	1. Postes imputés sur la subvention			2. Postes imputés sur le budget ordinaire			1. Postes imputés sur les frais généraux			2. Postes imputés sur le budget ordinaire		
	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût
	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)
Appui administratif												
Département des affaires économiques et sociales												
Direction des opérations d'assistance technique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial	-	-	-	-	-	-	27	33	707 700	2	3	92 000
Service du personnel												
Service de recrutement pour l'assistance technique	-	-	-	-	-	-	5	10	159 500	-	-	-
Service de recrutement pour le Secrétariat	-	1	8 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Service financier												
Division du budget	-	1	5 800	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Division de la comptabilité	2	7	64 300	-	3	17 500	-	9	67 700	-	-	-
Trésorerie	1	2	25 000	-	2	40 400	-	-	-	-	-	-
Service de vérification intérieure des comptes	2	1	31 000	1	-	17 600	4	3	88 600	-	-	-
Bureau des services généraux												
Section administrative chargée des opérations d'assistance technique	-	-	-	-	-	-	4	8	106 200	-	-	-
Service des achats et des transports	-	-	-	-	-	-	5	7	132 400	-	-	-
Service des communications, des archives et des dossiers	-	3	15 300	-	9	53 700	-	3	20 700	-	-	-
Service des bâtiments	-	1	3 700	-	7	41 800	-	-	-	-	-	-
Service juridique	1	-	13 500	1	1	19 500	-	-	-	-	-	-
Commission économique pour l'Amérique latine	-	-	-	-	-	-	-	1	7 200	-	-	-
Appui fonctionnel												
Département des affaires économiques et sociales												
Division du développement social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration publique	-	-	-	-	-	-	1	-	21 900	-	-	-
Division des ressources et des transports	-	-	-	-	-	-	16	8	401 700	-	-	-
Centre de développement industriel	-	-	-	-	-	-	2	1	54 400	-	-	-
Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement	-	-	-	-	-	-	1	-	17 900	-	-	-
Centre de l'habitation, de la construction et de la planification	-	-	-	-	-	-	3	1	64 200	-	-	-
TOTAUX:	6	16	168 100	4	22	190 500	68	84	1 850 100	2	3	92 000
Frais de voyage et dépenses diverses			5 900						149 900			-
Fonds extra-budgétaires			174 000			-			2 000 000			-
TOTAUX: Budget ordinaire						190 500[a]						92 000
Subventions du PNUD portées en recettes au chapitre 2 des prévisions de recettes			-			45 000			-			-

[a] En outre, le Service des conférences fournit au PNUD des services pour les réunions (interprétation, traduction et reproduction des documents), services dont le coût (242 800 dollars) est imputé sur le budget ordinaire.

ECHNIQUE: NOMBRE ET COUT DES POSTES—1966

C. — Services fournis à titre d'organisation participant au secteur assistance technique du PNUD et pour le programme ordinaire			D. — Entreprises spéciales d'assistance technique			E. — Programme alimentaire mondial ONU/FAO			F. — Projets du FISE			Total pour tous les programmes de coopération technique					
Postes imputés sur le budget ordinaire			Postes imputés sur les subventions			Postes imputés sur les subventions			Postes imputés sur le budget ordinaire			Postes imputés sur des fonds extra-budgétaires			Postes imputés sur le budget ordinaire		
Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût	Nombre Serv.		Coût
Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)	Adm.	gén.	(dollars)
49	58	1 441 000	–	3	21 600	3	3	75 000	–	–	–	3	6	96 600	49	58	1 441 000
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	27	33	707 700	2	3	92 000
19	26	654 700	2	5	63 300	–	–	–	–	–	–	7	15	222 800	19	26	654 700
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	8 900	–	–	–
2	–	41 200	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	5 800	2	–	41 200
3	13	133 200	–	5	35 900	–	–	–	–	–	–	2	21	167 900	3	16	150 700
–	2	13 900	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	2	25 000	2	4	54 300
2	–	39 900	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6	4	120 200	3	–	57 500
7	29	391 900	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4	8	106 200	7	29	391 900
2	10	105 300	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5	7	132 400	2	10	105 300
–	21	150 500	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6	36 000	–	–	204 200
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	3 700	–	7	41 800
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	13 500	1	1	19 500
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	7 200	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	–	64 100	–	–	–	3	–	64 100
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	21 900	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	16	8	401 700	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2	1	54 400	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	17 900	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3	1	64 200	–	–	–
84	159	2 971 600	2	13	120 800	3	3	75 000	3	–	64 100	79	116	2 214 000	93	184	3 318 200
		–			5 000			20 000			–			180 800			–
		–			125 800			95 000			–			2 394 800			–
		2 971 600									64 100						3 318 200
		1 355 100			–			–			–			–			1 400 100

ANNEXE II

Programmes d'information et dépenses y relatives

On trouvera dans la présente annexe des précisions sur les programmes, les activités et les effectifs du Service de l'information, ainsi que des tableaux montrant la répartition, par grands services administratifs et opérationnels, des crédits demandés pour 1967, avec indication des montants ouverts pour 1966 et des dépenses effectives de 1965.

Les renseignements sont présentés sous les grandes rubriques suivantes:

a) Etat récapitulatif des dépenses d'information: 1965-1967
b) Programmes, activités et effectifs du Service de l'information: 1967
c) Etat récapitulatif de la situation des effectifs: 1965-1967
d) Répartition des postes permanents entre les centres et services d'information: 1965-1967

Le montant des dépenses prévues pour 1967 est de 7 009 700 dollars, soit une augmentation de 195 400 dollars par rapport à 1966. Cet accroissement est avant tout imputable aux facteurs suivants:

	Dollars
Relèvement des traitements et augmentation des dépenses communes de personnel	
Relèvement des traitements des agents des services généraux à New York, à Genève et dans les centres d'information	25 900
Augmentation des cotisations à la Caisse commune des pensions	18 600
Reclassement des centres d'information aux fins des indemnités de poste	14 000
Relèvement des traitements des ingénieurs des télécommunications	20 950
Frais de voyage pour le congé dans les foyers	5 600
	85 050
Autres augmentations	
Personnel temporaire et heures supplémentaires	1 500
Frais de voyage du personnel en mission	1 200
Matériel et installations	56 000
Communications	10 000
Centres d'information	3 000
Fournitures et services d'information	18 050
Fournitures et services pour les publications et travaux d'imprimerie	20 600
	110 350
TOTAL	195 400

Les dépenses prévues pour 1967 font apparaître des augmentations inévitables dans certains secteurs. Il a, par exemple, fallu acheter une caméra de télévision en couleur (60 000 dollars) pour remplacer un équipement vétuste de télévision en noir et blanc, acheté en 1952. Il convient de noter, à ce propos, que c'est là la première, et la seule, caméra du Service de l'information qui puisse transmettre des images en couleur et en noir et blanc. Le reste du matériel cinématographique, photographique et de télévision indispensable à la bonne marche des services intéressés coûtera 26 000 dollars. L'augmentation de 10 000 dollars prévue pour les communications a été calculée sur la base de l'expérience passée et s'explique par la multiplication des réunions et le développement des activités de l'Organisation, qui obligent à envoyer davantage de télégrammes, de documentation et de matériel d'information aux centres d'information.

Les crédits demandés pour les fournitures et services d'information accusent une augmentation de 39 000 dollars, dont 20 950 dollars doivent permettre de financer les augmentations de traitement des ingénieurs contractuels de télécommunications, et le reste, soit 18 050 dollars, de faire face à une légère augmentation du coût des travaux cinématographiques, photographiques et de télévision. Sur ce dernier point, on prévoit une augmentation correspondante des recettes qui compensera l'accroissement de dépenses. Quant à l'augmentation de 20 600 dollars des dépenses relatives aux fournitures et services pour les publications et aux travaux d'imprimerie, elle se décompose comme suit: accroissement du coût des brochures et dépliants: 7 000 dollars; hausse des frais d'impression du périodique ONU — Chronique mensuelle en anglais, français et espagnol: 13 600 dollars.

Les crédits demandés pour 1967 doivent permettre de faire fonctionner 51 centres et services d'information, dont 48 étaient en fonctionnement à la fin de mai 1966. Le nombre des postes d'agent local dans les centres et services d'information reste le même qu'en 1966 et 1965, soit 230.

En raison de la politique de restriction budgétaire qui continue de s'appliquer aux activités d'information, le Service de l'information a de plus en plus de mal, au Siège et dans les centres et services d'information locaux, à faire face, avec le personnel et les moyens dont il dispose, à des demandes de plus en plus nombreuses. Comme par le passé, il mettra tout en œuvre pour s'acquitter de son mieux et aux moindres frais de la tâche qui lui incombe, et de faire connaître les buts et l'œuvre de l'Organisation.

A. — ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES D'INFORMATION: 1965-1967

Chapitres	Articles	1965 Dépenses	1966 Crédits ouverts	1967 Crédits demandés
		Dollars	Dollars	Dollars
	I. — *DEPENSES DE PERSONNEL ET DEPENSES CONNEXES*			
	New York et Genève			
3	I Postes permanents	2 597 996	2 574 200	2 582 200
3	III, IV Personnel temporaire et heures supplémentaires	59 147	42 500	43 000
4	- Dépenses communes de personnel	612 782	598 300	597 900
5	III Frais de voyage pour le congé dans les foyers	88 907	88 800	87 400
5	II Frais de voyage du personnel en mission	17 378	16 300	17 500
	Total partiel	3 376 210	3 320 100	3 328 000

A. — ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES D'INFORMATION: 1965-1967 (suite)

Chapitres	Articles	1965 Dépenses	1966 Crédits ouverts	1967 Crédits demandés
		Dollars	Dollars	Dollars
	Centres d'information			
3 I	Postes permanents	1 184 557	1 563 800	1 595 700
3 III, IV	Personnel temporaire et heures supplémentaires	18 678	19 000	20 000
4 -	Dépenses communes de personnel	336 333	401 000	420 000
5 III	Frais de voyage pour le congé dans les foyers	19 732	28 000	35 000
5 II	Frais de voyage du personnel en mission	21 110	22 000	22 000
	Total partiel	1 580 410	2 033 800	2 092 700
	TOTAL, I	4 956 620	5 353 900	5 420 700
	II. — *MATERIEL, COMMUNICATIONS ET AUTRES DEPENSES*			
	New York et Genève			
8 IV	Matériel et installations	33 627	30 000	86 000
10 I	Communications	117 942	100 000	110 000
10 II	Location et entretien du matériel	2 040	2 000	2 000
	Total partiel	153 609	132 000	198 000
	Centres d'information			
8 -	Matériel et installation	32 756	38 000	38 000
9 -	Location et entretien des locaux	91 552	88 000	90 000
10 I	Communications	94 062	101 000	101 000
10 II	Location et entretien du matériel	29 898	33 000	33 000
10 IV	Autres fournitures et services	26 691	33 000	32 000
10 V	Papeterie et fournitures de bureau	40 466	47 500	46 000
10 VI	Livres et fournitures de bibliothèque	10 288	12 500	15 000
	Total partiel	325 713	353 000	355 000
	TOTAL, II	479 322	485 000	553 000
	III. — *DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET RECETTES CORRESPONDANTES*			
10 III	Fournitures et services d'information	1 116 717	1 121 000	1 200 000
	A déduire: recettes — télévision, cinéma et radio	(381 111)	(310 000)	(350 000)
	Total partiel	735 606	811 000	850 000
10 III	Fournitures et services pour les publications	133 673	117 000	124 000
11 IV	Travaux contractuels d'imprimerie	109 770	98 400	113 000
		243 443	215 400	237 000
	A déduire: recettes	(93 400)	(95 000)	(96 000)
	Total partiel	150 043	120 400	141 000
	TOTAL, III	885 649	931 400	991 000
	TOTAL, I, II et III	6 321 591	6 770 300	6 964 700
	IV. — *PROGRAMMES SPECIAUX*			
3 III	Table ronde de rédacteurs en chefs	13 632	19 000	18 500
4 VI	Programme de formation d'adjoints à l'information	4 003	7 000	8 000
12 VIII	Programme "triangulaire" de bourses de perfectionnement	18 033	20 000	19 500
	TOTAL, IV	35 668	46 000	46 000
	TOTAL, I, II, III et IV	6 357 259	6 816 300	7 010 700

B. — PROGRAMMES, ACTIVITES ET EFFECTIFS DU SERVICE DE L'INFORMATION POUR 1967

I. — *Cabinet du Sous-Secrétaire*

a) *Sous-Secrétaire*

b) *Service administratif*

Le Service administratif est chargé de toutes les questions administratives et financières concernant le Service de l'information.

c) *Groupe de l'information économique sociale*

Ce groupe joue le rôle d'organe central chargé de la préparation, de la coordination et de la diffusion de la documentation relative aux travaux de l'Organisation dans le domaine économique et social et dans celui de l'assistance technique. Il est en outre spécialement chargé de fournir des renseignements sur les activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et sur ceux du Programme des Nations Unies pour le développement. De plus, il prend part au programme de publications en contribuant à la préparation de la documentation concernant les activités économiques et sociales et les conférences spéciales connexes.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL ET FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS — CABINET DU SOUS-SECRETAIRE

	Postes permanents				
	1966		1967		1967
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Crédits demandés
					Dollars
a) Sous-Secrétaire	2	3	2	3	96 480
b) Service administratif	3	5	3	5	106 330
c) Groupe de l'information — économique et sociale	4	4	5	4	148 920
TOTAL	10	12	10	12	351 730

II. — *Division de la presse, des publications et des services à l'intention du public*

a) *Cabinet du Directeur*

b) *Service de la presse*

Ce service rend compte de tous les débats des divers organes, comités, commissions et conférences de l'ONU. Il publie plus de 3 600 communiqués de presse par an, y compris des reportages, articles de fond et communiqués spéciaux. Il publie, également à l'intention de tous les organes d'information ainsi que des centres d'information des Nations Unies, une Lettre hebdomadaire des Nations Unies, en anglais, espagnol et français. Les délégations ainsi que les bureaux et missions des Nations Unies dans le monde entier reçoivent également toute cette documentation.

En outre, le Service de la presse est chargé de faire accréditer les correspondants de presse, de mettre à leur disposition les moyens, les installations et la documentation nécessaires et d'organiser des réunions d'information quotidiennes et de fréquentes conférences de presse données par les membres des délégations et des fonctionnaires des secrétariats de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées. Les correspondants de presse accrédités de manière permanente au Siège de l'ONU sont au nombre d'environ 300; il s'y ajoute environ 1 000 correspondants en cours d'année.

c) *Service des publications*

Ce service est chargé de rédiger, d'éditer et de faire paraître toutes les publications du Service de l'information au Siège. Il doit également approuver et contrôler les plaquettes, dépliants, brochures, etc., produits par les centres d'information et distribués par eux dans la région de leur ressort. Il aide aussi, au besoin, des auteurs ou éditeurs de l'extérieur à vérifier l'exactitude de textes ou autres documents concernant l'ONU.

i) Travaux contractuels d'imprimerie

Le Service publie également tous les mois, en anglais, en espagnol et en français, un périodique intitulé ONU — Chronique mensuelle.

Cette publication contient un compte rendu objectif détaillé et documenté des activités de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées.

Le Service des publications fait également paraître le Yearbook of the United Nations, principal ouvrage de référence sur l'ONU et les institutions spécialisées, et L'ONU pour tous, ouvrage de références à l'intention du grand public.

On trouvera à l'article IV du chapitre 11 des renseignements détaillés sur le programme de travaux contractuels d'imprimerie.

ii) Fournitures et services pour les publications

Les dépenses prévues pour la préparation de plaquettes, brochures, dépliants et matériel d'information visuelle sur les activités de l'ONU s'élèvent, pour 1967, à approximativement 124 000 dollars, à savoir environ 75 000 dollars pour les centres d'information et 49 000 dollars pour New York.

On trouvera ci-après un état récapitulatif des dépenses prévues pour les travaux contractuels d'imprimerie (chapitre 11, article IV) et la préparation des plaquettes, dépliants, brochures et matériel d'information visuelle (chapitre 10, article III).

	Dollars
i) Travaux contractuels d'imprimerie	113 000
ii) Plaquettes, dépliants, brochures et matériel d'information visuelle	124 000
	237 000
A déduire: montant estimatif des recettes provenant de la vente de la Chronique mensuelle de l'ONU et d'autres publications	96 000
Coût net de la production	141 000

d) *Services à l'intention du public*

Les services guidés et services connexes sont organisés, à New York, par le Service des visites, qui relève du Service de l'information. Un état des recettes et des dépenses de ces services figure au chapitre 6 des recettes.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL, FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS ET DEPENSES NETTES DE FONCTIONNEMENT — DIVISION DE LA PRESSE, DES PUBLICATIONS ET DES SERVICES A L'INTENTION DU PUBLIC

	1966		1967		1967 Crédits demandés	
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Traitements et salaires, dépenses communes de personnel et frais de voyage pour le congé dans les foyers	Dépenses nettes de fonctionnement
					Dollars	Dollars
a) Cabinet du Directeur	3	3	3	3	119 880	
b) Service de la presse	15	17	15	17	452 390	
c) Service des publications	11	7	11	7	274 530	141 000
TOTAL	29	27	29	27	846 800	141 000

III. — *Division de la radio et des moyens visuels*

a) *Cabinet du Directeur*

En raison du développement de la télévision dans le monde entier et de l'emploi de plus en plus généralisé des moyens de transmission par satellites, les services des Nations Unies se trouvent davantage mis à contribution et la demande de nouveaux programmes s'accroît. Pour établir ses demandes de crédit, la Division réévalue constamment ses priorités eu égard à l'efficacité et au coût relatifs des divers moyens d'information. Mais on est arrivé à un point tel que les ajustements nécessaires seront bientôt trop importants pour pouvoir être opérés dans le cadre de la politique actuelle de stabilisation.

b) *Bureau d'information radiophonique et visuelle*

Ce service central fournit la base des bulletins d'information des Nations Unies diffusés dans toutes les langues. Il diffuse, tout l'année, des bulletins d'information. Pendant l'Assemblée générale et lorsque les nouvelles concernant les Nations Unies sont particulièrement importantes, le temps d'émission est prolongé. Le Bureau présente également un compte rendu suivi de tous les principaux événements. Ces émissions, complétées par des bulletins périodiques, durent d'une minute et demie à quinze minutes suivant les horaires et besoins des services en diverses langues. Le Bureau offre également, pendant toute l'année, un résumé hebdomadaire des nouvelles d'une durée de quinze minutes qui sert de base pour tous les bulletins hebdomadaires d'information de la Division et qui est distribué aux centres d'information des Nations Unies, aux organisations nationales de radiodiffusion et aux utilisateurs indépendants. Il diffuse, en outre, à l'intention des chaînes nationales qui ne désirent insérer qu'un bref programme dans leur journal parlé ordinaire, un bulletin hebdomadaire de deux minutes.

c) *Service d'exploitation*

Ce service s'occupe de toutes les activités opérationnelles — générales et autres — de la Division, et notamment des problèmes techniques concernant la production de programmes sur les activités de l'ONU. Il coopère étroitement avec les organisations nationales et commerciales, et met à leur disposition des programmes radiophoniques et visuels et des facilités techniques; il prend en outre tous arrangements contractuels pour assurer la diffusion des programmes de la Division dans le monde entier.

i) Groupe d'exploitation technique

Ce groupe accrédite environ 250 à 300 correspondants de presse, du cinéma, de la radio et de la télévision, et, dans la limite des possibilités, met à leur disposition les facilités nécessaires pour leurs programmes et leurs dépêches.

Il s'occupe également des problèmes techniques de diffusion, sur ondes courtes ou par câbles, vers tous les pays du monde, des débats des séances des principaux organes de l'ONU et des événements spéciaux; il prépare et réalise des émissions radiophoniques et télévisées qui sont transmises par satellite.

ii) Section de la distribution et des archives radiophoniques et filmées

Les producteurs nationaux et commerciaux continuent d'adresser des demandes de plus en plus nombreuses à la Section et utilisent les films et les enregistrements sur bande pour leurs propres programmes. En 1965, la cinémathèque a fourni une longueur totale de film de 370 000 pieds en réponse à 275 demandes de producteurs nationaux; elle a également pourvu aux besoins de l'Organisation elle-même.

Quatre-vingt-dix-huit cinémathèques ont été créées pour répondre aux demandes émanant notamment des organisations non gouvernementales et des établissements d'enseignement. Le nombre des projections organisées par les centres d'information et les bureaux extérieurs s'est nettement accru.

d) *Service des moyens visuels*

Avec la multiplication des réseaux et stations de télévision de création récente, notamment en Asie, en Afrique et au Proche-Orient, il est de plus en plus fait appel aux installations et programmes des Nations Unies. On assure l'adaptation et le doublage des programmes en vue de leur utilisation dans les régions susmentionnées dans la mesure où le permettent les restrictions financières résultant de la politique de stabilisation budgétaire appliquée aux programmes.

Le Service des moyens visuels aide les producteurs nationaux et commerciaux pour leurs propres programmes et continue de réaliser des programmes sur les buts et l'œuvre de l'Organisation à partir de comptes rendus des réunions et événements spéciaux, et notamment des activités économiques et sociales des Nations Unies dans le ressort des commissions économiques régionales.

i) Section de la télévision

On s'efforce, autant que possible, de permettre aux organismes internationaux et commerciaux de télévision de réaliser leurs propres bulletins d'information et programmes spéciaux sur les Nations Unies. La Division leur fournit à cette fin, moyennant remboursement des frais, des installations et des services. Cependant que les activités de ces organismes se développent rapidement, les nouvelles techniques et le progrès des communications par satellite permettent de réaliser un plus grand nombre de programmes sur les Nations Unies. Il faut donc faire face à une demande croissante en un temps où, du fait d'une politique de stabilisation qui ne permet pas de suivre le progrès technique, il devient de plus en plus difficile de fournir les facilités nécessaires aux organismes nationaux de télévision qui désirent faire des reportages sur l'action et les débats de l'ONU. Le besoin d'installations pour la télévision en couleur va croissant. C'est là un facteur nouveau dont il faudra bientôt tenir compte.

Dans le cadre de la politique établie consistant à demander aux organismes nationaux de télévision de participer aux frais de production compte tenu du nombre de postes de télévision dans leurs zones d'activité respectives et de leur faculté de paiement, la Section s'emploie spécialement à satisfaire les besoins des stations de création récente, notamment dans les régions en voie de développement.

La télévision des Nations Unies continuera à assurer en 1967 les services suivants:

a) Couverture des séances et programmes d'informations

Les débats et les manifestations spéciales qui se déroulent au Siège de l'ONU sont transmis aux réseaux locaux de télévision sur demande; des extraits filmés des débats sont distribués dans le monde entier, soit directement, soit par l'intermédiaire d'agences de presse internationales (moyennant une participation aux frais).

b) Installations mises à la disposition des correspondants accrédités

Les représentants accrédités des organismes de télévision peuvent disposer de studios pour leurs interviews et leurs dépêches sur les Nations Unies, moyennant une participation aux frais.

c) Programmes documentaires

Des programmes documentaires sur les activités de l'Organisation et notamment sur les projets de développement économique et social continueront à être réalisés sur demande et dans les conditions habituelles de participation aux frais.

COUT DE LA PRODUCTION TELEVISEE

	Dollars
Fournitures (pellicules vierges, produits chimiques, bobines et boîtes) et frais de laboratoire	106 000
Contrats spéciaux: rédacteurs, chercheurs, monteurs, réalisateurs, etc.	100 000
Programmes sur les activités et projets de l'ONU réalisés par équipes de cinéastes et frais de production régionaux	50 000
Traitements des ingénieurs contractuels et fournitures	348 000
	604 000
A déduire: recettes	350 000
Coût net de la production télévisée	254 000

ii) Section du cinéma

La Section du cinéma continuera, en coopération avec les institutions spécialisées, à réaliser des films documentaires de base sur les organismes des Nations Unies. Elle fait, chaque fois qu'il y a lieu, des reportages sur les événements importants et les principales activités. Les équipes du cinéastes des Nations Unies continuent à fournir à la cinémathèque la documentation filmée qui est utilisée pour les producteurs nationaux, par les actualités cinématographiques et par l'ONU elle-même.

Les films de l'ONU continuent à susciter un intérêt très vif, notamment dans certains pays en voie de développement où les cinémas commerciaux ou communaux sont tenus de projeter des films documentaires ou éducatifs. Chaque fois que possible, la Section prend avec les organismes gouvernementaux et commerciaux des arrangements aux termes desquels l'ONU fournit les éléments de base tandis que les distributeurs prennent à leur charge les frais d'adaptation et de tirage.

a) *Coût de la production cinématographique*	Dollars
Trois films documentaires de base sur la structure et les organismes du système des Nations Unies, réalisés en partie à partir de films existants et en partie avec de la matière inédite	20 000
Reportages filmés pouvant être utilisés à diverses fins dans les productions visuelles traitant du développement économique et des principales activités de l'ONU en général	25 000
Pellicules vierges, montage, enregistrement et dépenses diverses de production	15 000
	60 000

b) *Coût de la distribution des films*	
Distribution, y compris adaptation, doublage, développement et tirage	27 000
Reportages cinématographiques sur les réunions, pellicules vierges et travaux de laboratoire	15 000
Frais d'entretien d'une cinémathèque; fourniture de documentation filmée de base aux producteurs de l'extérieur	18 000
	60 000

iii) Section de la photographie et des expositions

Cette section aide les photographes chargés de couvrir les activités de l'ONU en mettant des facilités et services à leur disposition. Environ 150 photographes en moyenne sont accrédités en permanence. Pendant les sessions de l'Assemblée générale, il faut compter 85 photographes supplémentaires. La Section veille également à ce qu'il soit rendu compte des activités des organismes des Nations Unies, notamment dans le domaine économique et social et, à cet effet, prend, lorsqu'il y a lieu, des arrangements en commun avec les institutions spécialisées et le Programme des Nations Unies pour le développement.

La photothèque du Siège possède une vaste collection de négatifs catalogués et rangés dans un classement à entrées multiples, de manière à être immédiatement accessibles. La photothèque du Siège et les photothèques des centres d'information fournissent aux journaux et aux périodiques ainsi qu'aux éditeurs et parfois aux producteurs de télévision, de cinéma et de bandes pour projections fixes, des documents photographiques selon leurs besoins. Plus des deux tiers de la documentation établie par la Section sont envoyés aux pays en voie de développement.

La Section est également chargée de produire et de distribuer du matériel d'exposition, des bandes pour projections fixes et des panneaux imprimés; elle prépare aussi la partie illustrée de la Chronique mensuelle de l'ONU.

On trouvera énumérées ci-dessous quelques-unes des principales productions prévues pour 1967:

a) Une "série de photographies sur l'ONU" (16 photos murales), avec légendes en une quarantaine de langues: 16 500 exemplaires;

b) Un panneau mural concernant la Déclaration universelle des droits de l'homme, en six langues: 30 000 exemplaires;

c) Trois panneaux muraux (à réaliser dans le cadre d'un programme suivi d'information visuelle sur les principaux organes de l'ONU et leurs activités) avec texte en anglais, en espagnol, en français, ou imprimés avec des vides pour surimpression dans la langue vernaculaire: 10 000 exemplaires pour chaque panneau.

PHOTOGRAPHIES ET EXPOSITIONS: COUT DE LA PRODUCTION

	Dollars
Matériel technique et services de laboratoire (pellicules, papier, produits chimiques, etc.) pour les reportages photographiques sur les conférences et sur les activités opérationnelles; distribution aux services d'information nationaux officiels, aux journaux et aux périodiques	28 000
Photographies réalisées sur le terrain, concernant les activités et les conférences de l'ONU hors du Siège et approvisionnement des photothèques régionales	22 000
Matériel d'exposition et montage	9 000
	59 000

e) Service de la radio

Quatre-vingt-seize Etats Membres et plus de 20 autres Etats et territoires utilisent régulièrement les services radiophoniques de l'ONU. D'autres pays ont périodiquement recours aux services de la radio des Nations Unies, principalement à l'occasion d'événements particuliers ou de manifestations spéciales: Année de la coopération internationale, Journée des Nations Unies, Journée des droits de l'homme, etc.

Certains organismes nationaux demandent au Service de mettre à la disposition de leurs correspondants les moyens dont ils ont besoin tandis que d'autres préfèrent obtenir des programmes radiophoniques complets prêts à être diffusés. Pour faire face aux divers types de demandes, on fournit les services suivants:

a) Mise à la disposition des correspondants nationaux dûment accrédités de la documentation et des moyens dont ils ont besoin pour couvrir les séances ainsi que d'autres moyens nécessaires à leur travail (locaux et accès aux studios et aux circuits internationaux). Accès à la bibliothèque du Service et, sur leur demande, aide technique pour la préparation des communiqués suivant les possibilités du Service;

b) Transmission, sur ondes courtes, des débats de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, aux fins d'enregistrement ou de retransmission;

c) Mise à la disposition des organismes nationaux de radiodiffusion d'éléments sonores pour leurs programmes sur les Nations Unies;

d) Réalisation de programmes complets sur des activités de l'ONU pour diffusion sur les chaînes nationales et par la radio des Nations Unies sur ondes courtes. Ces programmes comprennent en principe des actualités, des reportages courants et des documentaires spéciaux:

i) Actualités. — Bulletins et chroniques d'information (comportant des extraits d'enregistrement de séances) diffusés quotidiennement pendant l'Assemblée générale et hebdomadairement pendant le reste de l'année.

ii) Reportages. — "Perspectives internationales", analyse hebdomadaire d'une question précise, généralement de nature politique, dont s'occupe l'ONU avec extraits de déclarations faites devant l'organe compétent des Nations Unies; Scope, magazine radiophonique entièrement consacré aux problèmes relatifs aux droits de l'homme et aux questions économiques et sociales et donnant un aperçu des activités des organismes des Nations Unies dans ces domaines grâce à des entretiens enregistrés avec des personnes directement en cause de tous les pays du monde.

iii) Documentaires. — Pendant l'Année de la coopération internationale, les quatre émissions annuelles de trente minutes ont été remplacées par dix émissions de quinze minutes chacune. Les organismes nationaux se sont montrés si favorables à cette nouvelle formule qu'elle a été retenue. Des programmes spéciaux continuent d'être réalisés pour la Journée des Nations Unies et la Journée des droits de l'homme.

Les titres sont donnés en anglais. Même si le titre diffère dans les autres langues, le programme est, dans les grandes lignes, identique.

La radio des Nations Unies réalise des programmes en 27 langues. De plus, certains organismes de radiodiffusion adaptent eux-mêmes les programmes dans d'autres langues nationales.

COUT DE LA PRODUCTION RADIOPHONIQUE

	Dollars	Dollars
Emission vers les pays arabes du Moyen-Orient	12 100	
Emissions vers l'Afrique	22 500	
Emissions vers l'Amérique latine, l'Espagne et le Portugal	34 200	
Emissions vers l'Europe	59 000	
Emissions en langue anglaise	20 700[a]	
Emissions vers l'Asie	36 000	
Reportages	30 500[b]	
	215 000	
Traitements des techniciens contractuels	202 000	417 000

[a] Le montant indiqué dans cette colonne est le montant total pour les émissions en langue anglaise. Ce chiffre est à rapprocher des montants indiqués pour l'Afrique et l'Asie, où les demandes de programmes en anglais sont nombreuses.

[b] La section centrale des reportages couvre les activités opérationnelles des Nations Unies et réalise des programmes pour toutes les régions géographiques énumérées ci-dessus. Le crédit demandé pour cette section comprend 15 000 dollars destinés à couvrir le coût des concerts annuels.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL, FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS, ET DEPENSES NETTES DE FONCTIONNEMENT — DIVISION DE LA RADIO ET DES MOYENS VISUELS

	1966		1967		Crédits demandés pour 1967	
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Traitements et salaires, dépenses communes de personnel et frais de voyage pour le congé dans les foyers	Dépenses nettes de fonctionnement
					Dollars	Dollars
a) Cabinet du Directeur	2	2	2	2	81 060	
b) Bureau d'information radiophonique et visuelle	3	3	3	3	78 700	
c) Service d'exploitation	10	13	10	13	294 230	
d) Service des moyens visuels	16	15	16	15	402 160	433 000
e) Service de la radio	23	16	23	16	567 590	417 000
TOTAL	54	49	54	49	1 423 740	850 000

IV. — *Division des relations extérieures*

a) *Cabinet du Directeur*

b) *Service des centres d'information*

Le crédit demandé permettra de faire fonctionner au total 51 centres et services d'information des Nations Unies, y compris les services d'information de Genève et ceux des commissions économiques régionales. Conformément à la politique suivie jusqu'ici, des négociations sont en cours avec les gouvernements hôtes en vue d'obtenir pour ces centres des locaux et facilités sans frais de loyer.

Le Service est chargé de coordonner l'exploitation des centres et services et d'établir une planification d'ensemble de leurs programmes de fond. Il s'occupe des questions générales intéressant leurs activités et joue le rôle d'organe de liaison entre les centres et les services du Siège. C'est également à lui qu'il incombe de prendre des arrangements pour la création de nouveaux centres. Dans tous ces domaines, il est responsable de la correspondance et des consultations nécessaires entre les Etats Membres et le Secrétaire général ainsi que de la liaison entre le Service de l'information, le Cabinet du Secrétaire général et le Service des missions.

Il est également chargé, pour ce qui est des besoins des centres, d'assurer la coordination avec les divisions des moyens d'information du Service et avec les services organiques du Secrétariat.

c) *Section de documentation pour les centres d'information*

Cette Section est chargée de transmettre aux centres et services d'information aux fins de diffusion dans les régions de leur ressort tous renseignements concernant les Nations Unies et les activités de l'Organisation. Pour que l'information soit complète et porte sur les grandes questions politiques comme sur les faits d'intérêt essentiel-

lement régional ou local, la Section conseille les centres sur l'utilisation de la documentation établie par le Service de l'information en collaborant étroitement avec les divisions du Service de l'information et les principaux services du Secrétariat. Pour répondre à certains besoins qu'il est impossible de satisfaire autrement, de la documentation est établie spécialement à l'intention des centres en anglais, en espagnol et en français.

La Section distribue chaque jour les informations et documents des Nations Unies à une cinquantaine de centres et services en tenant compte de leurs besoins qui varient quant à la nature et à la quantité de la documentation requise et aussi quant à la matière et aux langues, et les achemine par la voie la plus rapide et la plus économique possible.

Elle reçoit également les rapports que lui adressent régulièrement les centres sur les commentaires de la presse locale et des milieux officiels concernant les Nations Unies. Les rapports sont transmis aux services intéressés du Secrétariat. En cas d'urgence, les échanges d'information se font par télégramme.

d) *Section des organisations non gouvernementales*

Cette section est chargée de se tenir en rapport avec les organisations non gouvernementales accréditées auprès du Service de l'information, et de stimuler leurs programmes d'information sur les activités de l'ONU et des institutions spécialisées. Elle est chargée de donner des avis pour la mise au point de la politique du Service de l'information à l'égard des organisations non gouvernementales et de se tenir en rapport avec les centres en ce qui concerne les activités et les programmes de ces organisations dans les régions de leur ressort. La Section organise aussi, tous les ans, la Conférence des organisations non gouvernementales qui se tient au Siège de l'ONU ou ailleurs, et, aux fins d'information et de consultation, des visites au Siège des dirigeants de ces organisations.

e) *Section de la liaison et des programmes spéciaux*

Cette section organise et supervise les tables rondes de rédacteurs en chef ainsi que le programme triangulaire de bourses de perfectionnement du Service de l'information. Elle a aussi pour tâche de superviser l'organisation de la célébration de la Journée des Nations Unies, de la Journée des droits de l'homme ainsi que d'autres manifestations, comme celles qui se dérouleront dans le cadre de l'Année internationale des droits de l'homme.

Elle se tient régulièrement en rapport avec les institutions spécialisées en ce qui concerne des programmes d'information d'intérêt commun. En étroite collaboration avec l'UNESCO, elle se tient également en rapport, soit directement soit par l'intermédiaire des centres d'information, avec les ministères de l'éducation, les services d'enseignement et les écoles, collèges universitaires et universités, pour encourager l'enseignement relatif aux Nations Unies et la publication, à des fins éducatives, de manuels, d'auxiliaires audio-visuels, etc.

Les programmes proposés pour 1967 sont les suivants:

i) Table ronde de rédacteurs en chef

La première table ronde de rédacteurs en chef, organisée en 1962, visait à informer les directeurs d'organes d'information des buts de la Décennie des Nations Unies pour le développement, et à étudier avec eux les problèmes administratifs et techniques posés par la diffusion d'informations sur les activités économiques et sociales des organismes des Nations Unies. Ces tables rondes ont un caractère régional. La première a eu lieu en Asie en 1966. On envisage de tenir en Amérique latine celle de 1967. Les participants examineront en particulier les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les projets du Programme des Nations Unies pour le développement dans cette région.

ii) Programme triangulaire de bourses de perfectionnement

Ce programme, institué en 1961, vise à permettre à de jeunes journalistes et écrivains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine d'assister à des réunions d'information et d'étudier sur place les activités économiques et sociales des organismes des Nations Unies, et à les aider ainsi à faire mieux connaître et comprendre l'œuvre des Nations Unies dans ces domaines. Tous les ans, une douzaine de bourses sont accordées à des jeunes gens des pays en voie de développement.

En 1965, il est apparu qu'on rendrait le programme plus utile encore en lui donnant une orientation nouvelle, étant donné que les gouvernements et les responsables de l'enseignement ont besoin d'une aide pour mettre au point des manuels et autres textes destinés à l'enseignement sur les Nations Unies organisé dans les Etats Membres. C'est dans cet esprit qu'un cycle d'études de quatre semaines a été organisé en 1965 au Siège de l'Organisation à l'intention d'auteurs de manuels venant de pays anglophones d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Un cycle d'études analogue a réuni en 1966 des participants de pays de langue espagnole. On propose de maintenir le programme triangulaire de bourses de perfectionnement au même niveau en 1967 et d'attribuer les bourses à des ressortissants des pays francophones situés dans le ressort de la CEAEO, de la CEPAL et de la CEA.

iii) Programmes de stages à l'intention d'étudiants de collèges universitaires et d'universités

Ces programmes, qui se déroulent dans des conditions analogues au Siège de l'ONU et à l'Office des Nations Unies à Genève, ont pour objet d'offrir à des étudiants de collèges universitaires ou d'universités qui ont eu plusieurs années d'études et qui s'intéressent aux affaires internationales, l'occasion de mieux comprendre les buts, principes et travaux de l'ONU. Les stages ont lieu pendant les vacances d'été. Les frais de voyage et de subsistance sont à la charge soit des collèges universitaires et universités où sont inscrits les bénéficiaires, soit des gouvernements.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL ET FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS — DIVISION DES RELATIONS EXTERIEURES

	1966		1967		1967
	Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Crédits demandés
					Dollars
a) Cabinet du Directeur	2	2	2	2	81 050
b) Service des centres d'information	2	2	2	2	62 150
c) Section de documentation pour les centres d'information	3	2	3	2	88 040
d) Section des organisations non gouvernementales	1	3	1	3	48 410
e) Section de la liaison et des programmes spéciaux	2	1	2	1	57 480
TOTAL	10	10	10	10	337 130

V. — *Service d'information de Genève*

Le Service d'information de Genève rend compte, par la voie de la presse et de la radio et par les moyens d'information visuels, des conférences et réunions tenues au Palais des Nations. Il joue également le rôle de centre régional d'information pour l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Suisse.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL ET FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS—SERVICE D'INFORMATION DE GENEVE

1966		1967		1967
Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Crédits demandés
				Dollars
10	9	11	9	308 100

VI. — *Centres et services d'information*

Au 31 mars 1966, il existait au total 48 centres et services d'information. On prévoit que ce nombre sera porté à 51 à la fin de 1966.

Les centres d'information se tiennent en rapport étroit avec les organes d'information nationaux et locaux, les établissements d'enseignement, les services d'information des gouvernements et les organisations non gouvernementales, en ce qui concerne la diffusion de renseignements sur l'ONU et les institutions spécialisées.

Chaque centre possède une bibliothèque de référence où professeurs, étudiants, représentants des organes d'information et grand public peuvent trouver de la documentation et des renseignements généraux sur l'ONU et les institutions spécialisées.

Il incombe également aux centres de faire traduire et adapter dans les langues locales de la documentation qu'ils distribuent aux organes d'information et au grand public. En outre, ils encouragent la production locale de documentation sur l'ONU et les institutions spécialisées et prêtent leur concours à cette fin.

TRAITEMENTS ET SALAIRES, DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL ET FRAIS DE VOYAGE POUR LE CONGE DANS LES FOYERS—CENTRES ET SERVICES D'INFORMATION

1966		1967		1967
Administrateurs	Services généraux	Administrateurs	Services généraux	Crédits demandés
				Dollars
61	230	60	230	2 050 700

C. — ETAT RECAPITULATIF DES EFFECTIFS: 1965-1967

	1965	1966	1967
I. — Administrateurs:			
Cabinet du Sous-Secrétaire	10	10	10
Division de la presse, des publications et des services à l'intention du public	29	29	29
Division de la radio et des moyens visuels	54	54	54
Division des relations extérieures	10	10	10
Centres et services d'information (y compris Genève)	71	71	71
TOTAL	174	174	174
II. — Agents des services généraux en poste au Siège et à Genève	107	107	107
III. — Agents locaux des centres d'information	230	230	230

D. — REPARTITION DES POSTES PERMANENTS ENTRE LES CENTRES ET SERVICES D'INFORMATION

Aucune création de poste n'est prévue en 1967 pour les centres et services d'information.

Le tableau ci-après indique la répartition des 71 postes d'administrateur et des 38 postes d'adjoint à l'information entre les 51 centres et services d'information que permettra de faire fonctionner le crédit demandé pour 1967. Le projet de budget prévoit également 192 postes de secrétaire, commis, chauffeur, planton ou garde.

	Administrateurs		Adjoints à l'information
	1967	1966	1967
Abidjan (Côte-d'Ivoire)[a]	3	3	-
Accra (Ghana)	1	1	1
Addis-Abéba (Ethiopie)[b]	1	1	-
Alger (Algérie)	1	1	1
Asuncion (Paraguay)	1	1	1
Athènes (Grèce)	1	1	1
Bagdad (Irak)	1	1	1
Bangkok (Thailande)[b]	1	2	-
Belgrade (Yougoslavie)	1	1	-
Beyrouth (Liban)	1	1	1
Bogota (Colombie)	1	1	-
Buenos Aires (Argentine)	1	1	1
Bujumbura (Burundi)	1	1	-
Colombo (Ceylan)[b]	1	1	1
Copenhague (Danemark)	1	1	1
Dakar (Sénégal)	1	1	-
Dar es-Salam (Tanzanie)	1	1	1
Genève (Suisse)[a] [b]	11	10	-
Kaboul (Afghanistan)	1	1	1
Karachi (Pakistan)	1	1	1
Katmandou (Népal)	-	-	1
Khartoum (Soudan)	1	1	1
Lagos (Nigéria)[a]	3	3	-
La Paz (Bolivie)	-	-	1

	Administrateurs 1967	Administrateurs 1966	Adjoints à l'information 1967
Le Caire (République arabe unie)	1	1	1
Kinshasa (République démocratique du Congo)	2	2	2
Lima (Pérou)	1	1	1
Lomé (Togo)	-	-	1
Londres (Royaume-Uni)	3	3	1
Manille (Philippines)	1	1	1
Mexico (Mexique)[a]	3	3	-
Monrovia (Libéria)	1	1	-
Moscou (URSS)	2	2	1
New Delhi (Inde)[a] [b]	3	3	2
Paris (France)[a]	3	3	1
Port-Moresby (Papua, Nouvelle-Guinée)	1	1	1
Port of Spain (Trinité et Tobago)	1	1	1
Prague (Tchécoslovaquie)	1	1	-
Rabat (Maroc)	1	1	-
Rangoon (Birmanie)[b]	1	1	1
Rio de Janeiro (Brésil)	1	1	1
Rome (Italie)	1	1	1
San Salvador (El Salvador)	1	1	-
Santiago (Chili)[b]	1	1	-
Sydney (Australie)[b]	1	1	1
Tananarive (Madagascar)	-	-	1
Téhéran (Iran)[b]	1	1	1
Tokyo (Japon)	1	1	1
Tunis (Tunisie)	1	1	1
Washington (Etats-Unis)	2	2	1
Yaoundé (Cameroun)	-	-	1
TOTAL	71	71	38

[a] Centres de la radio et des moyens visuels.

[b] Services d'information.

ANNEXE III

Postes permanents: répartition par catégorie et par classe

	Chapitre 3[a]	Chapitre 17 Service mobile de l'ONU	Chapitre 18 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Chapitre 19 Cour internationale de Justice	Chapitre 20 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Total
I. — *Administrateurs et catégories supérieures*						
Sous-Secrétaire[b] (S-S)	20	-	1	1	1	23
Directeur (D-2)	49	-	3	1	8	61
Administrateur général (D-1).	113	-	5	-	13	131
Administrateur hors classe (P-5)	292	-	15	4	25	336
Administrateur de 1ère classe (P-4)	572	-	22	-	53	647
Administrateur de 2ème classe (P-3)	740	-	23	2	73	838
Administrateur adjoint de 1ère ou de 2ème classe (P-2/P-1)	459	-	33	9	18	519
Total I	2 245	-	102	17	191	2 555
II. — *Agents des services généraux*						
1ère classe	262	13	4	-	14	293
Autres classes	2 238	204	180	13	236	2 871
Total II	2 500	217	184	13	250	3 164
TOTAL I ET II	4 745[c]	217	286	30	441	5 719

[a] New York, Genève, Beyrouth, centres d'information et commissions économiques régionales; pour plus de précisions, voir tableaux 3-4 à 3-27

[b] Y compris le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Greffier de la Cour internationale de Justice.

[c] Non compris le poste de Secrétaire général.

ANNEXE IV

Prévisions de dépenses pour 1967

A. — Comité central permanent des stupéfiants et organe de contrôle des stupéfiants
B. — Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'ONU

Les prévisions de dépenses pour 1967 relatives au Comité central permanent des stupéfiants et à l'organe de contrôle des stupéfiants, ainsi qu'au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et au Comité des pensions du personnel de l'ONU sont groupées, sous les chapitres pertinents, avec les autres prévisions de dépenses de l'ONU. Le projet de résolution annuel portant ouverture de crédits énonce les conditions spéciales suivantes:

a) Les crédits ouverts aux chapitres ler, 3, 5 et 11 pour le Comité central permanent des stupéfiants et l'organe de contrôle des stupéfiants seront gérés comme un tout;

b) Les crédits ouverts aux chapitres ler, 3, 4, 5, 6 et 10 pour le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Comité des pensions du personnel de l'ONU seront gérés conformément à l'article XXVII des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

En vue de faciliter la tâche de l'Assemblée générale, la présente annexe donne un état desdites dépenses pour 1967, avec les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, ainsi que d'autres renseignements pertinents.

A. — *Comité central permanent des stupéfiants et organe de contrôle des stupéfiants*

Conformément au Protocole signé à New York le 11 décembre 1946, c'est l'ONU qui assure la marche administrative de ces organismes et qui leur fournit les crédits nécessaires. Les dépenses prévues sont établies conformément à la procédure dont le Comité et le Secrétaire général sont convenus et qui a été approuvée par le Conseil économique et social.

Chapitres du budget	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts[a]	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
1. — Frais de voyage et indemnité de subsistance des membres	33 050	38 000	19 598
3. — Traitements et salaires	138 320	138 000	121 267
i) Postes permanents	135 320	135 000	107 153
ii) Personnel temporaire	3 000	3 000	14 114
5. — Frais de voyage du personnel en mission ..	2 500	2 500	2 069
11. — Travaux contractuels d'imprimerie	19 010	18 860	16 634
TOTAL GENERAL	192 880	197 460	159 568

[a] Voir paragraphe 4 de la résolution 2125 (XX) adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1965.

B. — *Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et Comité des pensions du personnel de l'ONU*

L'article XXVII des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dispose ce qui suit:

"1. Les dépenses d'administration engagées par le Comité mixte pour l'application des présents Statuts sont à la charge de la Caisse.

"2. Un état estimatif des dépenses d'administration visées au paragraphe 1 est soumis chaque année pour approbation à l'Assemblée générale de l'Organization des Nations Unies.

"3. Les dépenses d'administration engagées par le Comité des pensions du personnel d'une organisation affiliée pour l'application des présents Statuts sont imputées sur le budget général de ladite organisation."

La Caisse commune rembourse à l'ONU le montant à sa charge, calculé d'après une formule établie d'un commun accord. Dans le tableau ci-après, les dépenses entièrement à la charge de la Caisse sont marquées d'un astérisque (*); celles qui le sont à raison de deux tiers sont marquées de deux astérisques (**); les frais de voyage des membres sont entièrement à la charge de l'ONU.

Chapitres du budget	1967 Crédits demandés	1966 Crédits ouverts[a]	1965 Dépenses
	Dollars	Dollars	Dollars
1. — Frais de voyage des membres	2 240	6 960	100
3. — Traitements et salaires	379 400	329 650	287 961
i) Postes permanents**	181 500	174 800	151 177
ii) Heures supplémentaires*	2 200	2 200	5 051
iii) Personnel temporaire*	29 700	6 600	19 765
iv) Consultants*	166 000	146 050	111 968
4. — Dépenses communes de personnel**	48 720	40 940	37 900
5. — Frais de voyage du personnel	9 800	8 100	8 640
i) Frais de voyage du personnel en mission*	2 100	5 900	1 351
ii) Frais de voyage pour le congé dans les foyers**	7 700	2 200	7 289
Total partiel	440 160	385 650	334 601
*Autres dépenses**			
1. — Vérification extérieure des comptes	6 000	3 000	3 000
1. — Comité des placements	7 000	7 000	7 000
1. — Comité d'actuaires	2 000	2 000	2 000
3 et 4. — Services fournis par le personnel de l'ONU[b]	35 000	25 000	25 000
6. — Dépenses de représentation	400	200	140
10. — Communications	4 000	4 000	4 000
Total partiel	54 400	41 200	41 140
TOTAL GENERAL	494 560	426 860	375 741
Montant à la charge de la Caisse commune des pensions[c]	387 344	324 426	288 494

[a] Voir paragraphe 5 de la résolution 2125 (XX) adoptée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1965.

[b] La somme indiquée couvre, outre le traitement d'un fonctionnaire chargé des placements et les dépenses connexes, le coût des services fournis par le Centre international de calcul électronique à New York.

[c] Déduction faite des sommes ci-après représentant la part correspondante des contributions du personnel perçues sur les traitements et salaires. 1967: 27 760 dollars; 1966: 22 810 dollars; 1965: 21 693 dollars.

B. — PREVISIONS DE RECETTES

TABLEAU RECAPITULATIF DES PREVISIONS DE RECETTES POUR 1967, DU MONTANT APPROUVE POUR 1966 ET DES RECETTES EFFECTIVES DE 1965

(Dollars des Etats-Unis)

Chapitres des recettes	1967 Montants estimatifs	1966	1965 Montants effectifs	Augmentations (ou diminutions) en 1967 par rapport à 1966	Différences entre 1967 et 1966 Principales causes de variations et remarques diverses
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	
1. — Contributions du personnel.	13 350 000	13 114 900	10 327 836	235 100	L'augmentation prévue pour 1967 est imputable à l'accroissement des dépenses relatives aux traitements et salaires et aux nouveaux crédits demandés pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
2. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires	2 196 276	1 916 200	1 741 793	280 076	L'augmentation prévue s'explique par les facteurs ci-après: a) augmentation du montant estimatif de la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions du personnel, qui est due aux dépenses plus élevées de la Caisse commune qui sont inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de dépenses; b) augmentation du montant estimatif de la somme à recevoir de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement et qui est destinée à couvrir en partie les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution engagées par l'ONU en tant qu'organisation participante. Cette augmentation est annulée du fait de la suppression du versement effectué au titre des dépenses des services centraux faites pour la gestion du PNUD: lors des exercices précédents, il s'agissait de 45 000 dollars, mais ce montant sera à l'avenir directement prélevé sur le budget d'administration du PNUD.
3. — Recettes générales	2 673 400	1 566 200	1 878 701	1 107 200	L'augmentation prévue est due principalement aux trois facteurs ci-après: a) augmentation de 194 600 dollars pour le remboursement du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à à d'autres organismes; b) augmentation de 737 000 dollars du montant des contributions versées par des Etats non membres au titre des dépenses entraînées par certaines activités de l'ONU auxquelles ces Etats participent. Cette augmentation est imputable en particulier à l'accroissement du montant estimatif des dépenses relatives à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; c) inscription d'un nouveau crédit correspondant au remboursement d'un montant estimatif de 120 000 dollars par le Gouvernement chilien, qui est destiné à couvrir une partie des dépenses engagées pour la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago.
4. — Vente des timbres-poste de l'ONU. .	1 785 000	1 670 000	2 071 165	115 000	L'augmentation prévue tient à ce que l'on compte sur des recettes plus élevées, eu égard à la tendance des ventes en 1965.
5. — Vente des publications.	827 650	718 000	675 628	109 650	On prévoit une augmentation des recettes, compte tenu de ce qu'ont été les ventes effectuées sur le plan international en 1965.
6. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes	791 300	805 400	700 286	(14 100)	La diminution prévue tient à ce que l'on s'attend à une réduction des recettes du Service des visiteurs au Siège par suite d'une légère augmentation des coûts d'exploitation et à une baisse des recettes brutes du Service des visiteurs de l'Office des Nations Unies à Genève.
TOTAL des recettes autres que les contributions du personnel	8 273 626	6 675 800	7 067 573	1 597 826	

TITRE PREMIER

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

Chapitre premier des recettes. — Contributions du personnel

13 350 000 dollars (1966: 13 114 900 dollars 1965: 10 327 836 dollars)

1.1 Les traitements et émoluments des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies sont assujettis à une contribution aux taux fixés par les résolutions de l'Assemblée générale et dans les conditions énoncées à l'article 3.3 du Statut du personnel. Toutes les recettes qui proviennent des retenues opérées sur les traitements des fonctionnaires en application du barème des contributions du personnel et qui ne sont pas utilisées à d'autres fins aux termes d'une décision expresse de l'Assemblée générale sont créditées au Fonds de péréquation des impôts, que l'Assemblée générale a constitué par sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955. Les comptes des Etats Membres à ce fonds sont crédités proportionnellement à leur contribution au budget de l'exercice considéré. Comme aucun texte ne prévoit actuellement d'autre utilisation des recettes provenant des contributions du personnel, le montant total prévu pour 1967 est à créditer au Fonds de péréquation des impôts.

1.2 Le chiffre probable des recettes provenant des contributions du personnel a été calculé en fonction du taux d'imposition moyen de l'exercice précédent, qui a été appliqué au montant estimatif de la masse imposable des traitements et salaires faisant l'objet de demandes de crédits aux chapitres pertinents des prévisions de dépenses.

1.3 Sur les recettes prévues, 66 000 dollars correspondent aux contributions du personnel de la Cour internationale de Justice, 427 000 dollars à celles du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et 815 000 dollars à celles du personnel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

TITRE II

AUTRES RECETTES

Chapitre 2 des recettes. — Recettes provenant de fonds extra-budgétaires

2 196 276 dollars (1966: 1 916 200 dollars 1965: 1 741 793 dollars)

2.1 Le chiffre prévu comprend les versements que l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies doivent effectuer au titre des dépenses d'administration concernant ces programmes ou organismes et inscrites dans les prévisions de dépenses.

2.2 Le tableau ci-après donne le détail des prévisions pour 1967, avec les chiffres correspondants pour 1966 et 1965:

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs approuvés	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Elément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement — Versement au titre des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante	1 418 932	1 161 500 [a]	1 258 299
Programme des Nations Unies pour le développement — Versement au titre des dépenses des services centraux faites pour la gestion du Programme	-	45 000	45 000
Fonds des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	390 000	390 000	150 000
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	387 344	319 700 [b]	288 494
TOTAL	2 196 276	1 916 200	1 741 793

[a] Conformément aux dispositions de la résolution 1060 (XXXIX) du Conseil économique et social, le versement pour 1966 de l'élément assistance technique du PNUD au titre des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution s'élèvera à 1 355 092 dollars. L'augmentation de 193 592 dollars par rapport au montant approuvé sera inscrite au budget additionnel de 1966 qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

[b] Ce chiffre est conforme au montant estimatif approuvé pour 1966 figurant au chapitre 2 des recettes. Cependant, les recettes prévues pour 1966 sont actuellement estimées à 324 426 dollars (voir annexe IV des prévisions de dépenses); l'augmentation en question apparaîtra dans le budget additionnel de 1966 qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

2.3 La somme à recevoir de l'élément assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement s'élève à 1 418 932 dollars, chiffre qui représente un versement forfaitaire au titre des dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution faites par l'ONU en tant qu'organisation participante, ce versement étant calculé sur la base de 14 p. 100 du total provisoire du coût du Programme pour la période biennale 1965-1966. Le montant de cette contribution est fixé conformément aux termes de la résolution 1060 (XXXIX) du Conseil économique et social, qui stipule que, pour 1966 et les exercices ultérieurs, l'allocation annuelle faite par prélèvement sur le Fonds des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour couvrir les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution des organisations participantes prend la forme d'une somme forfaitaire qui représente 14 p. 100 de la moitié du programme d'opérations approuvé pour la période biennale précédente.

2.4 Aucun prélèvement sur l'élément assistance technique du PNUD n'est prévu pour 1967 au titre des dépenses des services centraux faites pour la gestion de l'élément assistance technique. A dater du 1er janvier 1967, ces dépenses seront imputées directement sur le budget d'administration du PNUD.

2.5. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale a adopté, à sa vingtième session, une nouvelle formule pour la subvention prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. D'après cette formule:

a) Tous les postes demandés pour l'effectif ordinaire sont groupés dans un seul tableau d'effectifs figurant dans le budget ordinaire de l'ONU et qui, pour 1966, comprend les 39 postes (11 postes d'administrateur et 28 postes d'agent des services généraux) dont le coût était imputé sur les contributions volontaires jusqu'à la fin de 1965;

b) La subvention à verser au budget de l'ONU est fixée à 10 p. 100 des engagements réels contractés au titre du Programme courant, à l'exclusion des engagements portant sur des dépenses d'administration qui sont directement couvertes dans le cadre du Programme;

c) Lorsque interviennent de nouveaux problèmes de réfugiés qui exigent l'engagement de personnel complémentaire en sus des ressources existantes, les dépenses d'administration qui en découlent pour le reste de l'année en cours et pour toute l'année suivante sont incluses, sous une rubrique spéciale, dans les plans opérationnels présentés au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire, en vue de faire face aux situations de ce genre.

2.6 Bien que le Haut Commissaire prévoit que les fonds nécessaires à l'exécution de son programme ordinaire pour 1967 dépasseront 4 millions de dollars, l'objectif réel pour 1967 ne sera fixé par le Comité exécutif qu'en octobre 1966. Dans l'intervalle, le montant de la subvention pour 1967 prélevée sur les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés est le même que pour 1966, soit 390 000 dollars.

2.7 Le montant estimatif de la somme à recevoir de la Caisse commune des pensions du personnel a été calculé en fonction de la formule dont l'ONU et la Caisse sont convenues quant à la répartition des dépenses de la Caisse. Ces dépenses sont initialement imputées sur le budget ordinaire de l'ONU, la Caisse commune remboursant ensuite à l'ONU, selon la formule convenue, la part des dépenses qui est à sa charge. Les dépenses (nettes) relatives aux traitements et salaires des fonctionnaires permanents, aux dépenses communes de personnel et aux frais de voyage pour le congé dans les foyers sont partagées entre la Caisse et l'ONU, la Caisse en prenant à sa charge les deux tiers. Les autres dépenses sont remboursées par la Caisse en proportion de la part qui est effectivement à sa charge. L'augmentation prévue de 98 850 dollars par rapport au montant effectif de 1965 correspond en partie aux crédits plus élevés qui sont demandés pour faire face aux frais des placements, à l'accroissement des dépenses de personnel et à un taux supérieur de remboursement à l'ONU de divers services fournis — coût de l'utilisation de l'ordinateur et de services annexes de traitement d'informations, coût de la vérification extérieure des comptes, dépenses concernant l'administrateur chargé de gérer les placements de la Caisse, etc.

Chapitre 3 des recettes. — Recettes générales

2 673 400 dollars (1966: 1 566 200 dollars 1965: 1 878 701 dollars)

3.1 Le détail des prévisions de recettes inscrites au présent chapitre et les chiffres correspondants pour 1966 et 1965 sont les suivants:

	1967	1966	1965
	Dollars	Dollars	Dollars
i) Loyers	256 500	251 000	373 578
ii) Remboursement au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes	559 600	365 000	426 663
iii) Intérêts bancaires	30 000	20 000	30 584
iv) Vente de matériel usagé (matériel de bureau, de transport, etc.)	88 800	72 200	45 797
v) Remboursement de dépenses d'exercices précédents	125 000	170 000	160 220
vi) Contributions d'Etats non membres	1 065 000	328 000	286 579
vii) Services de télévision et services analogues	353 500	310 000	381 111
viii) Recettes accessoires	75 000	50 000	56 139
ix) Remboursement d'une partie des coûts de construction du bâtiment des Nations Unies à Santiago du Chili	120 000	-	118 030
TOTAL	2 673 400	1 566 200	1 878 701

3.2 Sur le chiffre de 2 673 400 dollars prévu pour 1967, 187 800 dollars représentent les recettes de Genève, contre 222 100 dollars (montant estimatif approuvé) pour 1966.

	Dollars
i) Loyers	*256 500*

3.3. Pour New York, les recettes prévues se chiffrent à 191 500 dollars, dont 139 000 dollars pour la location de places dans le garage et 52 500 dollars pour la location de bureaux par des institutions spécialisées et d'autres organisations. Comme les années précédentes, les recettes du garage sont des recettes brutes; les dépenses correspondantes sont inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de dépenses et se décomposent approximativement comme suit:

	Dollars
a) Traitements et salaires des caissiers et commis et des gardes chargés de diriger la circulation des automobiles et d'assurer la protection contre l'incendie (chapitre 3)	44 000
b) Eclairage, chauffage, etc. (chapitre 9)	54 000
c) Nettoyage (chapitre 9)	14 000
d) Uniformes, insignes, matériel servant à diriger la circulation des automobiles (chapitre 10)	2 400
	114 400

3.4 Pour Genève, les recettes provenant des loyers sont estimées à 65 000 dollars, contre 80 000 dollars (montant estimatif approuvé) pour 1966 et 198 157 dollars (montant effectif) en 1965. La baisse des recettes des deux dernières années provient du transfert de l'Organisation mondiale de la santé du Palais des Nations dans ses propres locaux en 1966 et de la réduction des loyers payés par certaines délégations qui occupaient auparavant des bureaux dans les deux villas La Pelouse et La Fenêtre.

	Dollars
ii) Remboursement au titre du personnel et des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes	*559 600*

3.5 Les recettes prévues pour New York, qui se chiffrent au total à 366 000 dollars, se décomposent comme suit: 125 000 dollars à recevoir d'institutions et d'organismes gouvernementaux et autres et 50 000 dollars à recevoir du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, pour des services fournis par le Centre international de calcul électronique; 141 500 dollars pour les communications et le trafic télégraphique dont l'ONU se charge pour le compte des institutions spécialisées et d'autres organismes; 14 500 dollars pour le remboursement par le Gouvernement australien des coûts supplémentaires entraînés par la réunion à Canberra, en 1967, de la Cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient; 35 000 dollars, chiffre calculé en fonction des résultats des exercices précédents, au titre de divers autres prêts de personnel et de services.

3.6 Les recettes prévues pour Genève sont de 80 000 dollars, contre 100 000 dollars (montant estimatif approuvé) pour 1966 et 230 510 dollars (montant effectif) en 1965. Toutefois, ce dernier chiffre comprenait le remboursement par l'Organisation mondiale de la santé de services tels que la reproduction, la distribution et l'expédition du courrier et d'autres documents de même qu'un montant d'environ 52 000 dollars relatif aux frais supplémentaires à la charge de l'Office de Genève et remboursés par les gouvernements au titre de l'organisation de réunions spéciales. S'il y a lieu de fournir encore des services de cette nature à l'Organisation mondiale de la santé en 1967, les recettes augmenteront.

3.7 Les recettes prévues pour 1967 comprennent également 113 600 dollars pour le remboursement par l'Institut latino-américain de planification économique et sociale du coût des services et des locaux fournis à l'Institut dans le nouvel immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. Conformément à l'accord conclu entre l'ONU et l'Institut, le coût des services et des locaux est partagé proportionnellement à la surface totale des locaux occupés. Cette formule de ventilation des frais porte sur les traitements du personnel de surveillance, les services contractuels, l'éclairage, le chauffage et les autres dépenses d'entretien des locaux, les communications téléphoniques, la location et l'entretien du matériel de bureau et l'assurance générale. Les dépenses correspondantes sont inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de dépenses.

	Dollars
iii) Intérêts bancaires	*30 000*

3.8 Ce chiffre est à peu près identique au montant effectif de 1965.

	Dollars
iv) Vente de matériel usagé (matériel de bureau, de transport, etc.)	*88 800*

3.9 Ce chiffre correspond au programme proposé de remplacement et de vente du mobilier et du matériel usagés en 1967. Les recettes prévues comprennent 16 500 dollars pour New York, 36 100 dollars pour les missions spéciales, 9 700 dollars pour les centres d'information, 24 000 dollars pour les commissions économiques régionales et 2 500 dollars pour Genève.

	Dollars
v) Remboursement de dépenses d'exercices précédents	*125 000*

3.10 Ce chiffre tient compte des dispositions approuvées au paragraphe 3 de la résolution 2125 (XX) du 21 décembre 1965, par laquelle l'Assemblée générale a décidé que les crédits ouverts au titre V du budget pour les programmes d'assistance technique sont gérés conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, si ce n'est que pour la définition des engagements et leur période de validité il y a lieu d'appliquer les procédures et pratiques que le Comité de l'assistance technique a approuvées pour le Programme élargi d'assistance technique. Dans ces conditions, le chiffre prévu est inférieur de 35 000 dollars au montant estimatif approuvé pour 1966. Il comprend 10 000 dollars pour Genève.

	Dollars
vi) Contributions d'Etats non membres.	*1 065 000*

3.11 Conformément à l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 5.9 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation mais participent à certaines de ses activités versent, selon un barème arrêté par l'Assemblée générale, des contributions représentant leur part des dépenses entraînées par ces activités. Ainsi, les recettes prévues à la présente rubrique correspondent aux contributions qui seront versées par des Etats non membres au titre de leur participation à la Cour internationale de Justice, au contrôle international des stupéfiants, au Bureau international des déclarations de décès de personnes disparues, à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, à la Commission économique pour l'Europe et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les Etats non membres, dont les contributions seront fixées en fonction des dépenses effectives, seront informés dans le courant de l'année 1967 de la somme qu'ils devront verser au titre de leur quote-part des dépenses de cet ordre faites pendant l'exercice précédent. Les recettes prévues actuellement ont été calculées en fonction des dépenses prévues en 1966 pour ces objets.

	Dollars
vii) Services de télévision et services analogues	*353 500*

3.12 Ce chiffre traduit l'intérêt persistant que présentent les programmes de télévision de l'ONU pour le monde entier.

	Dollars
viii) Recettes accessoires	*75 000*

3.13 Ce chiffre repose sur l'accroissement prévu de 20 000 dollars par rapport aux deux derniers exercices terminés et comprend 20 000 dollars pour l'Office de Genève.

	Dollars
ix) Remboursement d'une partie des coûts de construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili	*120 000*

3.14 Ce chiffre repose sur la décision de l'Assemblée générale, prise à sa vingtième session, de prévoir au chapitre 7 du budget ordinaire un montant de 200 000 dollars en 1965 et d'un million de dollars en 1966 au titre des travaux d'achèvement de la construction de l'immeuble des Nations Unies à Santiago du Chili. Ces dispositions ont été prises conformément à un accord conclu entre l'ONU et le Gouvernement chilien, aux termes duquel ce dernier remboursera en dix ans ce montant total de 1 200 000 dollars en monnaie chilienne. Le premier versement du Gouvernement chilien à cet effet a été effectué en septembre 1965. La somme à recevoir en 1966 sera inscrite au budget additionnel de cet exercice.

Chapitre 4 des recettes. — Vente de timbres-poste de l'ONU (Administration postale de l'ONU)

1 785 000 dollars (1966: 1 670 000 dollars 1965: 2 071 165 dollars)

4.1 Les prévisions de recettes inscrites au présent chapitre se décomposent comme suit:

	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut		2 550 000
A déduire:		
Versements aux Postes des Etats-Unis pour acheminement et oblitération du courrier; remboursements, ajustements et commissions	400 000	
Dépenses imputées sur les recettes	365 000	765 000
Recettes nettes		1 785 000

4.2 Le calcul des recettes nettes indiquées ci-dessus ne tient pas compte des dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses pertinentes, tant pour New York que pour Genève, qui sont imputables à l'Administration postale et correspondent aux traitements des fonctionnaires permanents et aux dépenses communes de personnel y relatives. Ces dépenses additionnelles sont estimées à 398 800 dollars. En conséquence, le montant net des recettes provenant de la vente de timbres-poste de l'ONU, déduction faite de toutes les dépenses, s'élèverait à 1 386 200 dollars, contre 1 283 900 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 1 734 121 dollars (montant effectif) en 1965.

4.3 On trouvera au tableau A-1 de l'annexe A des prévisions de recettes un état détaillé des recettes prévues au présent chapitre pour 1967, avec les chiffres correspondants pour 1966 et 1965.

Recettes

4.4 Le chiffre d'affaires brut pour 1967 est estimé à 2 550 000 dollars, se décomposant comme suit: 2 150 000 dollars pour les ventes à New York, 310 000 dollars pour les ventes à Genève et 90 000 dollars pour les ventes effectuées par l'intermédiaire d'autres bureaux de l'ONU ou des agences philatéliques des Etats Membres. Ce chiffre est légèrement supérieur au montant des ventes estimées pour 1966 (2 350 000 dollars), mais il est inférieur au montant des ventes effectives de 1965 (2 892 165 dollars). En 1965, les ventes de timbres-poste de l'ONU ont bénéficié du vingtième anniversaire de l'Organisation, de l'émission d'une plaquette commémorative à l'occasion de l'Année de la coopération internationale, d'une exposition-vente à l'Exposition internationale de New York et de l'oblitération spéciale de San Francisco pour la date anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies.

4.5 Pour 1967, l'Administration postale envisage de mettre en vente 5 timbres commémoratifs et de remplacer un ou deux des timbres restants de la série ordinaire qui sont utilisés depuis la création de l'Administration postale de l'ONU.

4.6 En vue de stimuler et de soutenir l'intérêt des philatélistes pour les timbres de l'ONU, en Amérique du Nord aussi bien que dans le reste du monde, on continuera à mettre l'accent sur la promotion des ventes. En 1965, l'Administration postale de l'ONU a organisé la projection, à maintes reprises, de films et de bandes fixes, elle a envoyé de New York à San Francisco une unité mobile de promotion des ventes et elle a participé à 107 expositions dans le monde entier. Parmi les mesures de publicité, il y a lieu de citer la distribution gratuite de prospectus philatéliques, la publication de communiqués de presse fréquents et d'articles dans des journaux spécialisés, l'organisation d'expositions à des foires et à l'occasion de manifestations publiques et l'envoi de conférenciers dans des écoles et des clubs de philatélistes. Des mesures publicitaires comparables sont prévues pour 1967, notamment l'envoi de fonctionnaires de l'Administration postale de l'ONU chargés de prendre contact avec les agences philatéliques et gouvernementales afin de développer de nouveaux marchés.

Dépenses

4.7 Les dépenses imputées sur les recettes correspondent au coût de l'impression des timbres-poste, du personnel temporaire, des heures supplémentaires, de la publicité et de fournitures et services divers. Elles sont estimées à 365 000 dollars au total, contre 400 340 dollars (montant effectif) en 1965. Cette baisse concerne essentiellement le poste personnel temporaire qui était relativement important en 1965 en raison du grand nombre de commandes d'enveloppes premier jour d'émission à l'occasion de l'émission à San Francisco et à New York du timbre de l'Année de la coopération internationale et du timbre commémorant le vingtième anniversaire de l'Organisation.

Gestion

4.8 L'émission des timbres-poste de l'ONU et leur vente aux philatélistes sont assurées par l'Administration postale, gérée comme un service ordinaire du Secrétariat et relevant administrativement du Bureau des services généraux, conformément aux résolutions 454 (V) et 657 (VII) de l'Assemblée générale, en date, respectivement, des 16 novembre 1950 et 6 novembre 1952.

Chapitre 5 des recettes. — Vente des publications

827 650 dollars (1966: 718 000 dollars 1965: 675 628 dollars)

5.1 Au présent chapitre sont inscrites les recettes provenant de la vente des publications et des brochures et autres imprimés d'information de l'ONU, ainsi que des publications de la Cour internationale de Justice, des institutions spécialisées et d'autres organismes dont l'ONU est dépositaire ou dont la vente a lieu dans des conditions analogues. Les publications de l'ONU sont vendues par le Siège et par l'Office de Genève, qui utilisent à cet effet les voies normales: distributeurs nationaux, librairies et organisations non gouvernementales; elles sont aussi vendues au Siège par la librairie de l'ONU.

5.2 Les prévisions inscrites au présent chapitre se décomposent comme suit:

	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut		1 510 000
A déduire:		
Achats	237 500	
Dépenses imputées sur les recettes	444 850	682 350
Recettes nettes		827 650

5.3 Il convient de noter qu'aux fins du calcul des recettes nettes indiquées ci-dessus, il n'a pas été tenu compte des dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses pertinentes et concernant les postes permanents des sections de vente de New York et de Genève (traitements et dépenses communes de personnel), le coût marginal des publications destinées à la vente (coût du papier, de l'impression et de la reliure) et une somme forfaitaire pour l'éclairage, le chauffage, l'entretien, etc., de la librairie du Siège. Ces dépenses, dont le détail est donné dans le tableau B-2 de l'annexe B des prévisions de recettes, sont estimées à 533 000 dollars pour 1967. Le montant net des recettes provenant de la vente des publications, déduction faite de toutes les dépenses imputables à cette opération, est donc estimé à 294 650 dollars, contre 220 100 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 230 817 dollars (montant effectif) en 1965.

5.4 On trouvera le détail des prévisions, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans le tableau B-1 de l'annexe B.

Prévisions de recettes et de dépenses

5.5 Le montant estimatif du chiffre d'affaires brut et des dépenses a été calculé en fonction des chiffres des exercices précédents et compte tenu des circonstances spéciales que l'on peut prévoir pour 1967. Le chiffre d'affaires brut est estimé à 1 510 000 dollars au total, contre 1 393 000 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 1 223 509 dollars (montant effectif) en 1965. L'augmentation prévue du chiffre d'affaires brut tient à l'accroissement sensible et régulier des ventes hors des Etats-Unis, tendance qui avait déjà été mentionnée dans le projet de budget pour 1966. L'accroissement des ventes ces dernières années est attribuable essentiellement à une action publicitaire dynamique. Pour l'essentiel, cette action est conçue de façon à informer les clients réguliers de la parution de publications courantes et à attirer sur celles-ci l'attention de lecteurs éventuels. A cette fin, le Service des publications a publié des catalogues, des brochures et des annonces publicitaires, monté des expositions et participé à des foires internationales du livre dans le monde entier.

5.6 Bien qu'on ait surtout cherché, ces dernières années, à accroître les ventes en Amérique du Nord, où il existait un vaste marché potentiel, les opérations de vente sont maintenant orientées surtout vers d'autres régions, notamment vers les pays en voie de développement. Dans une certaine mesure, l'augmentation des dépenses publicitaires prévues résulte des frais de voyage plus élevés entraînés par la recherche de nouveaux marchés.

Dépenses

5.7 Les dépenses imputées sur les recettes sont estimées à 444 850 dollars au total, contre 398 000 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 347 837 dollars (montant effectif) en 1965. Au fur et à mesure que le volume des ventes augmente, il est nécessaire d'engager du personnel temporaire et les frais de transport et de services postaux et les achats de fournitures diverses s'élèvent en proportion. Comme il est dit au paragraphe précédent, les efforts déployés en vue de l'ouverture de débouchés dans les pays en voie de développement se traduisent par une augmentation des dépenses publicitaires. On prévoit pour 1967 une somme de 20 000 dollars pour achever la modernisation de la librairie, qui doit être entreprise pendant le troisième trimestre de 1966. On prévoit en outre 5 000 dollars pour l'achat d'une machine à facturer électronique destinée à l'Office de Genève. Le nombre d'articles qui ont été vendus à Genève est passé de 141 763 en 1961 à 285 355 en 1965. Cette machine permettra d'améliorer les opérations de facturation et de réduire les frais de personnel temporaire.

Gestion

5.8 La vente des publications est une activité ordinaire du Secrétariat, dont l'objet est de diffuser dans le public, par l'intermédiaire d'un service financièrement autonome, les publications de l'ONU ainsi que les brochures et autres imprimés d'information concernant l'Organisation. Le Service des publications — qui relève du Service des conférences — est chargé de toutes les questions de gestion et de direction tant à New York qu'à Genève. Ses attributions s'étendent également à la librairie de l'ONU, que l'United Nations Co-operative exploite sous contrat. Dans l'exercice de ses fonctions, le Service des publications suit les directives du Comité des publications. La Section des ventes (Service des publications) dirige la vente des publications.

Chapitre 6 des recettes. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes

791 300 dollars (1966: 805 400 dollars 1965: 700 286 dollars)

6.1 On a subdivisé les prévisions du présent chapitre en deux articles, selon qu'il s'agit des services destinés au public ou des services qui intéressent essentiellement les délégations et le personnel.

6.2 Les prévisions se décomposent comme suit:

	Visites guidées à New York et à Genève	Comptoir d'articles pour cadeaux New York	Magasin de souvenirs	Total services destinés aux visiteurs (article Ier)	Restaurants et services annexes (article II)	Total général
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut et autres recettes	901 800	532 000	600 000	2 033 800	2 430 000	4 463 800
A déduire:						
Coût des marchandises et articles vendus; ristournes	15 000	236 000	268 000	519 000	1 103 000	1 622 000
Dépenses imputées sur les recettes	454 800	163 700	105 000	723 500	1 327 000	2 050 500
Recettes nettes	432 000	132 300	227 000	791 300	-	791 300

ARTICLE PREMIER

	Dollars
Services destinés aux visiteurs	*791 300*
1966:	805 400
1965:	700 286

6.3 Sont inscrites au présent chapitre les recettes provenant des visites guidées, du comptoir d'articles pour cadeaux et du magasin de souvenirs de New York, ainsi que des visites guidées de Genève.

6.4 Il y a lieu de noter qu'aux fins du calcul des recettes nettes, on n'a pas tenu compte des dépenses supplémentaires, inscrites dans les prévisions de dépenses pertinentes, qui concernent les traitements et salaires des fonctionnaires permanents et les dépenses communes de personnel, pour le Service des visites de New York et le Service des visites de Genève, ainsi que les frais supplémentaires d'éclairage, chauffage, entretien, etc., imputables à ces deux services. Déduction faite de ces dépenses supplémentaires, qui se chiffrent à 534 800 dollars, l'excédent des recettes sur les dépenses totales correspondantes est estimé à 256 500 dollars, contre 281 700 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 194 353 dollars (montant effectif) en 1965.

6.5 Les prévisions concernant toutes les opérations visées au présent article sont dans une large mesure fonction du nombre de visiteurs. Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous, il y a eu une affluence record de visiteurs en 1964 et 1965, en raison de l'exposition internationale de New York. On prévoit pour 1967 une augmentation de 10 000 visiteurs par rapport à 1966.

6.6 Le tableau ci-dessous donne le nombre de visiteurs au Siège, de 1963 à 1967:

1963	1 023 012
1964	1 187 639
1965	1 076 511
1966	1 005 000
1967	1 015 000

6.7 On trouvera le détail des prévisions relatives au présent article, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans les tableaux pertinents de l'annexe C des prévisions de recettes.

Recettes et dépenses prévues	Dollars
Visites guidées à New York	
Recettes nettes	*410 500*
1966:	438 800
1965:	302 763

6.8 L'accroissement du montant des recettes nettes prévues pour 1966 et 1967 par rapport au montant effectif de 1965 peut être attribué à l'augmentation des droits d'admission des visiteurs, entrée en vigueur en janvier 1966.

6.9 Les recettes brutes provenant des visites guidées sont estimées à 850 000 dollars pour 1967, contre 864 300 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 768 375 dollars (montant effectif) en 1965, lorsque les anciens tarifs étaient encore pratiqués.

6.10 Les dépenses imputées sur les recettes sont estimées à 424 500 dollars. Le montant estimatif pour 1966 est de 410 500 dollars, et le montant effectif des dépenses de 1965 s'est élevé à 454 234 dollars. L'augmentation prévue en 1967 par rapport à 1966 est due essentiellement au fait qu'il faudra recruter des guides supplémentaires plus tôt que d'habitude. En effet, Pâques, qui annonce le début de l'afflux des visiteurs au printemps, tombe quinze jours plus tôt en 1967.

Comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU	Dollars
Recettes nettes	*132 300*
1966:	127 000
1965:	133 016

6.11 Le chiffre d'affaires brut, estimé à 530 000 dollars, est inférieur, de quelque 20 000 dollars, au chiffre d'affaires effectif de 1965, ce que l'on peut attribuer à la réduction prévue du nombre de visiteurs à New York en raison de la fermeture de l'exposition

internationale. Les dépenses — traitements du personnel, commission du concessionnaire et autres frais d'exploitation — sont estimées à 163 700 dollars (compte tenu d'une augmentation de traitements de 4 p. 100 à compter du 1er janvier 1966), contre 164 869 dollars en 1965. Les recettes nettes provenant de cette opération sont par conséquent estimées à 132 300 dollars pour 1967, contre 133 016 dollars en 1965.

6.12 On trouvera le détail des prévisions, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans le tableau C-2 de l'annexe C des prévisions de recettes.

	Dollars
Magasin de souvenirs	
Recettes nettes	*227 000*
1966:	216 000
1965:	239 743

6.13 Le chiffre d'affaires brut est estimé à 600 000 dollars pour 1967, contre 580 000 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 616 095 dollars (montant effectif) en 1965. Le niveau supérieur du chiffre d'affaires de 1965 est attribué au plus grand afflux de visiteurs occasionné par l'exposition internationale. Les dépenses imputées sur les recettes sont estimées à 105 000 dollars pour 1967, contre 97 700 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 99 538 dollars (montant effectif) en 1965.

6.14 On trouvera de plus amples détails, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans le tableau C-3 de l'annexe C des prévisions de recettes.

	Dollars
Visites guidées de Genève	
Recettes nettes	*21 500*
1966:	23 600
1965:	24 764

6.15 Les recettes brutes sont estimées à 51 800 dollars pour 1967, dont 10 800 dollars provenant de la vente de cartes postales et de souvenirs. Les droits d'admission versés à l'occasion des visites guidées sont estimés à 41 000 dollars, contre 45 000 dollars (montant estimatif) pour 1966 et 41 797 dollars (montant effectif) en 1965. Les dépenses imputées sur les recettes sont estimées a 30 300 dollars et comprennent 26 800 dollars pour le personnel temporaire.

6.16 On trouvera le détail des prévisions, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans le tableau C-4 de l'annexe C des prévisions de recettes.

Gestion

6.17 Les visites guidées, à New York, sont assurées sept jours par semaine pendant toute l'année par le Service des visites, qui relève du Service de l'information. Les visites ont pour but de faire connaître les objectifs et les travaux de l'ONU. Le Service des visites est également chargé de répondre aux demandes de renseignements, de fournir, sur demande, des brochures et imprimés d'information et d'organiser des conférences, des projections cinématographiques et des exposés spéciaux à l'intention de groupes.

6.18 Le comptoir d'articles pour cadeaux de l'ONU est exploité sous contrat par l'United Nations Cooperative, Inc. C'est au Bureau des services généraux qu'il incombe de veiller, sur le plan administratif, à l'exécution des clauses du contrat. Toutes les dépenses directes sont réglées par le concessionnaire, qui les impute sur les recettes. Les recettes nettes, après paiement de la commission du concessionnaire, reviennent à l'ONU. Tout le personnel nécessaire à l'exécution du contrat est employé par le concessionnaire.

6.19 La gestion et l'exploitation des restaurants et services annexes et celles du magasin de souvenirs font l'objet d'un même contrat, les directives étant données directement par le Service de gestion commerciale du Bureau des services généraux.

6.20 Au Palais des Nations, c'est la Division des bâtiments et services techniques de l'Office de Genève qui administre le service des visites guidées.

	Dollars
Restaurants et services annexes	-
1966:	-
1965:	6 779

6.21 Les prévisions relatives aux restaurants et services annexes, qui font l'objet du présent article, portent sur:

a) La cafeteria, les buffets installés aux divers étages, le restaurant du personnel, la cantine de la presse et le buffet du salon nord;
b) Le restaurant des délégués;
c) Les ventes de boissons;
d) Le comptoir de vente de journaux et d'articles divers du quatrième étage;
e) Le buffet du bâtiment de l'Assemblée générale;
f) Les distributeurs automatiques.

6.22 Les prévisions se décomposent comme suit:

	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut et autres recettes		2 430 000
A déduire:		
Coût des marchandises vendues	1 103 000	
Dépenses imputées sur les recettes	1 327 000	2 430 000
Recettes nettes des restaurants et services annexes		-

6.23 On trouvera le détail des prévisions, ainsi que les chiffres correspondants pour 1966 et 1965, dans le tableau C-7 de l'annexe C des prévisions de recettes.

6.24 Comme en 1966, les prévisions pour 1967 ne font apparaître aucun solde, contre un bénéfice de 6 779 dollars en 1965. En plus des dépenses imputées sur les recettes, on a inscrit pour 1967 dans les chapitres pertinents des prévisions de dépenses une somme de 68 000 dollars pour les dépenses de chauffage, d'éclairage, d'entretien, etc. imputables à cette opération; la somme correspondante était de 56 000 dollars pour chacun des deux exercices précédents.

6.25 Le principe régissant la gestion des restaurants et services annexes est que les prix doivent être fixés, et ajustés de temps en temps, de façon que, dans l'ensemble, les recettes et les dépenses de cette opération s'équilibrent. Cela signifie que si les prix des boissons des buffets, ainsi que ceux des articles du magasin de souvenirs et du comptoir

de vente de journaux sont fixés à peu près au même niveau qu'à l'extérieur, les prix de la cafeteria et du restaurant des délégués sont maintenus à un niveau aussi bas que possible, pour autant que l'équilibre d'ensemble des recettes et des dépenses n'est pas compromis.

6.26 Il y a lieu de noter que le coût d'exploitation des restaurants et services annexes est influencé dans une large mesure par le fait que certains services, en particulier la cafeteria et le buffet du salon nord, sont fréquemment appelés à fonctionner au-delà des heures normales, ou à ouvrir en fin de semaine, ce qui entraîne d'importantes dépenses au titre des heures supplémentaires. Le coût de ces heures supplémentaires, à en juger d'après les données des exercices précédents, semble devoir être de l'ordre de 30 000 à 40 000 dollars en 1967.

6.27 Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné[1] l'étude, faite par le Service organisation et méthodes, (Service financier), de l'exploitation des restaurants et services annexes. D'une manière générale, le Comité a approuvé les recommandations relatives à des augmentations sélectives de prix à la cafeteria, étant entendu que les prix appliqués à l'extérieur pour des articles analogues seront constamment suivis et que les plus grands efforts seront faits pour maintenir les prix au-dessous du niveau pratiqué dans les établissements situés à l'extérieur.

6.28 En ce qui concerne la fixation des prix au restaurant des délégués, le Comité a donné son accord de principe à la politique actuelle suivant laquelle les membres des délégations et les fonctionnaires du Secrétariat bénéficient de tickets à prix réduit. En même temps, le Comité a estimé que ces tarifs particuliers devraient être revus périodiquement afin d'éviter tout déficit éventuel à l'avenir.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 7, (A/6007), par. 390 à 392.

Recettes et dépenses

6.29 Le montant estimatif des recettes brutes pour 1967 dépasse d'environ 34 400 dollars le montant effectif des recettes brutes de 1965, ce qui peut être attribué dans une large mesure à l'augmentation du nombre des membres des délégations et des fonctionnaires du Secrétariat qui utilisent les services des restaurants. On a tablé sur un programme de réunions normal.

6.30 Les prévisions concernant les dépenses qui seront imputées sur les recettes se fondent sur les chiffres de 1965 et tiennent compte de l'augmentation des tarifs syndicaux des traitements et salaires et des impôts sur les salaires. Les dépenses d'entretien et de remplacement du matériel sont estimées à 30 000 dollars, soit environ 13 800 dollars de moins que le montant effectif de 1965.

Gestion

6.31 Ainsi qu'il est indiqué plus haut, au paragraphe 6.19, la gestion et l'exploitation des restaurants et services annexes sont confiées à un concessionnaire, les directives étant directement données par le Service de gestion commerciale du Bureau des services généraux. Le personnel est employé par le concessionnaire, qui règle toutes les dépenses directes en les imputant sur les recettes. Les recettes nettes, une fois payée la commission du concessionnaire, reviennent à l'ONU. L'Organisation fournit les locaux, les services d'entretien et le matériel.

Annexes aux prévisions de recettes

ANNEXE A. — Vente de timbres-poste de l'ONU

TABLEAU A-1. — VENTE DE TIMBRES-POSTE DE L'ONU

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut	2 550 000	2 350 000	2 892 165
A déduire:			
Versements aux Postes des Etats-Unis pour acheminement et oblitération du courrier;	370 000	330 000	404 625
Remboursements, ajustements et commissions	30 000	20 000	16 035
Recettes brutes	2 150 000	2 000 000	2 471 505
Dépenses imputées sur les recettes			
Personnel temporaire	160 000	144 000	188 068
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	25 000	22 000	31 263
Impression de timbres-poste	85 000	80 000	85 156
Fournitures et services divers	20 000	20 000	20 720
Transport de marchandises et services postaux	15 000	15 000	17 994
Matériel divers	5 000	5 000	7 377
Publicité	50 000	44 000	48 912
Frais de voyage du personnel en mission	5 000	-	850
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes	365 000	330 000	400 340
RECETTES NETTES	1 785 000	1 670 000	2 071 165
Dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses			
Traitements et salaires, postes permanents [a]	315 500 [b]	305 300	274 344
Dépenses communes de personnel	82 500	80 000	61 900
Heures supplémentaires effectuées par les gardes les premiers jours d'émission	800	800	800
TOTAL, dépenses additionnelles	398 800	386 100	337 044

a/ Il s'agit du personnel de New York et de Genève. Pour un état détaillé, voir le chapitre 3 des prévisions de dépenses (tableau 3-27).

b/ Le chiffre de 1966 tient compte du relèvement des traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs [résolution 2050 (XX) de l'Assemblée générale].

ANNEXE B. — Vente des publications

TABLEAU B-1. — ETAT RECAPITULATIF DES PREVISIONS DE RECETTES ET DES PREVISIONS DE DEPENSES POUR 1967, ET CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR 1966 ET 1965

	Recettes provenant des ventes effectuées par les dépositaires et autres recettes	Librairie de l'ONU	1967 Montants estimatifs totaux	1966 Montants estimatifs[a]	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut					
Recettes provenant des publications de l'ONU et autres recettes	993 000	43 000	1 036 000	935 300	823 433
Imprimés d'information	62 000	181 000	243 000	208 600	208 057
Imprimés en dépôt	45 000	195 000	240 000	257 000	200 598
A déduire:					
Ristournes	-	9 000	9 000	7 900	8 579
Total des ventes [b]	1 100 000	410 000	1 510 000	1 393 000	1 223 509
Achats					
Imprimés d'information	30 000	85 000	115 000	145 000	91 683
Imprimés en dépot	22 500	100 000	122 500	132 000	108 361
	52 500	185 000	237 500	277 000	200 044
Recettes brutes	1 047 500	225 000	1 272 500	1 116 000	1 023 465
Dépenses imputées sur les recettes					
Traitements	93 750	77 000	170 750	170 500	144 850
Heures supplémentaires	3 600	-	3 600	5 000	2 769
Transport de marchandises et services postaux	120 000	-	120 000	93 000	110 375
Publicité	100 000	-	100 000	90 000	64 606
Fournitures et services divers	7 000	3 000	10 000	8 500	6 708
Matériel divers	10 000	20 000	30 000	23 500	294
Autres dépenses	7 500	3 000	10 500	7 500	18 235
	341 850	103 000	444 850	398 000	347 837
RECETTES NETTES	705 650	122 000	827 650	718 000	675 628
Dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses [c]	520 100	12 900	533 000	497 900	444 811

[a] Les prévisions qui s'élevaient à 698 000 dollars (A/6005) ont été augmentées de 20 000 dollars sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/6007).

[b] Après déduction des ristournes et de la commission des dépositaires.

[c] Voir la ventilation du tableau B-2.

TABLEAU B-2. — ETAT ESTIMATIF DES DEPENSES INSCRITES AUX CHAPITRES PERTINENTS DES PREVISIONS DE DEPENSES

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs[a]	1965 Montants effectifs[b]
	Dollars	Dollars	Dollars
Traitements et salaires, postes permanents, New York[c]	157 000	146 500	144 336
Dépenses communes de personnel, New York	44 500	42 600	38 800
Traitements et salaires, postes permanents, Genève[d]	35 700	34 700	31 175
Dépenses communes de personnel, Genève	5 800	5 900	6 500
Coût marginal des publications de l'ONU destinées à la vente[e]	286 000	264 200	220 000
Eclairage, chauffage, etc., et entretien de la librairie	4 000	4 000	4 000
TOTAL	533 000	497 900	444 811

[a] Montants inscrits dans le projet de budget pour 1966 (A/6005).

[b] Montants estimatifs, sauf pour les traitements et salaires, postes permanents, New York et Genève, rubriques pour lesquelles il s'agit des dépenses effectives.

[c] L'effectif de 1967 comprend le personnel de la Section des ventes, au Service des conférences (voir l'état détaillé dans le tableau 3-27 du chapitre 3 des prévisions de dépenses) et le personnel supplémentaire affecté à la Division de la comptabilité du Service financier (1 administrateur adjoint de 1ère classe et 4 agents des services généraux).

[d] Voir l'état détaillé au tableau 3-27 du chapitre 3 des prévisions de dépenses.

[e] Coût estimatif du papier, de l'impression et de la reliure des exemplaires destinés à la vente; y compris le coût des publications destinées à la vente qui sont vendues par la librairie de l'ONU (1967: 8 000 dollars; 1966: 7 500 dollars; 1965: 7 300 dollars).

ANNEXE C. — Services destinés aux visiteurs; restaurants et services annexes

TABLEAU C-1. — SERVICE DES VISITES (NEW YORK)

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs[a]	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Montant brut des droits d'admission perçus	850 000	864 300	768 375
A déduire:			
Ristournes, remboursements et ajustements	15 000	15 000	11 378
Recettes brutes	835 000	849 300	756 997
Dépenses imputées sur les recettes			
Personnel temporaire	3 000	5 500	2 969
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	500	1 000	1 801
Traitements et salaires des guides et agents régulateurs	401 000	384 000	426 355
Travaux contractuels d'imprimerie	5 000	3 000	5 079
Achat et entretien d'uniformes	8 000	10 000	7 818
Fournitures et services divers	5 000	5 000	5 516
Matériel divers	2 000	2 000	4 696
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes	424 500	410 500	454 234
RECETTES NETTES	410 500	438 800	302 763
Dépenses additionnelles imputées sur les crédits du budget ordinaire, à l'exclusion des frais d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien [b]			
Traitements et salaires, postes permanents[c]	234 300	228 800[d]	214 537
Dépenses communes de personnel	65 500	64 500	63 000
TOTAL, dépenses additionnelles	299 800	293 300	277 537

[a] Montants inscrits dans le projet de budget pour 1966 (A/6005).

[b] Les frais d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien figurent en détail dans l'état récapitulatif C-5 et sont portés au débit de l'ensemble des services (visites guidées, comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs) qui bénéficient de la présence de visiteurs au Siège.

[c] Voir l'état détaillé au tableau 3-27 du chapitre 3 des prévisions de dépenses.

[d] Le chiffre de 1966 tient compte du relèvement des traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs [résolution 2050 (XX) de l'Assemblée générale].

TABLEAU C-2. — COMPTOIR D'ARTICLES POUR CADEAUX DE L'ONU

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut	530 000	520 000	550 135
A déduire:			
Cout des articles vendus	223 000	225 000	239 574
Ristournes et remboursements	13 000	12 000	13 046
A ajouter:			
Autres recettes	2 000	2 300	370
Recettes brutes	296 000	285 300	297 885
Dépenses imputées sur les recettes			
Traitements et salaires	115 200	109 000	113 368
Autres dépenses d'exploitation	35 500	35 000	36 819
Commission du concessionnaire	13 000	14 300	14 682
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes [a]	163 700	158 300	164 869
RECETTES NETTES	132 300	127 000	133 016

[a] Les dépenses additionnelles d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien, qui sont attribuables au Comptoir d'articles pour cadeaux et sont imputées sur les crédits du budget ordinaire, sont comprises dans la somme globale portée au débit de tous les services qui bénéficient de la présence de visiteurs au Siège (voir tableau C-5).

TABLEAU C-3. — MAGASIN DE SOUVENIRS (NEW YORK)

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut	600 000	580 000	616 095
A déduire:			
Coût des articles vendus	268 000	266 300	276 814
Recettes brutes	332 000	313 700	339 281
Dépenses imputées sur les recettes			
Traitements et salaires	87 000	85 000	84 758
Autres dépenses d'exploitation	16 000	10 700	12 780
Commission du concessionnaire	2 000	2 000	2 000
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes [a]	105 000	97 700	99 538
RECETTES NETTES	227 000	216 000	239 743

[a] Les dépenses additionnelles d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien, qui sont attribuables au magasin de souvenirs et sont imputées sur les crédits du budget ordinaire, sont comprises dans la somme globale portée au débit de tous les services qui bénéficient de la présence de visiteurs au Siège (voir tableau C-5).

TABLEAU C-4. — SERVICE DES VISITES (GENEVE)

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs [a]	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Montant brut des droits d'admission perçus	41 000	45 000	41 797
Vente de cartes postales et de souvenirs	10 800	9 000	9 240
Recettes brutes	51 800	54 000	51 037
Dépenses imputées sur les recettes			
Personnel temporaire	26 800	28 400	24 485
Heures supplémentaires	1 500	-	-
Fournitures et services divers	1 000	1 000	712
Matériel divers	1 000	1 000	1 076
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes	30 300	30 400	26 273
RECETTES NETTES	21 500	23 600	24 764
Dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses			
Traitements et salaires, postes permanents	26 700 [b]	25 300	27 028
Dépenses communes de personnel	6 100	6 100	5 868
Eclairage, chauffage, etc., et entretien	1 000	1 000	1 000
TOTAL, dépenses additionnelles	33 800	32 400	33 896

[a] Montants inscrits dans le projet de budget pour 1966 (A/6005).

[b] Voir l'état détaillé au tableau 3-27 du chapitre 3 des prévisions de dépenses.

TABLEAU C-5. — SERVICES DESTINES AUX VISITEURS

Etat récapitulatif des prévisions de recettes et des prévisions de dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	Visites guidées New York	Comptoir d'articles pour cadeaux	Magasin de souvenirs	Total, New York	Visites guidées Genève	1967 Total, services destinés aux visiteurs Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut et autres recettes	850 000	532 000	600 000	1 982 000	51 800	2 033 800	2 020 600	1 986 012
A déduire:								
Coût des marchandises et articles vendus	–	223 000	268 000	491 000	–	491 000	491 300	516 388
Ristournes et remboursements	15 000	13 000	–	28 000	–	28 000	27 000	24 424
Recettes brutes	835 000	296 000	332 000	1 463 000	51 800	1 514 800	1 502 300	1 445 200
Dépenses imputées sur les recettes	424 500	163 700	105 000	693 200	30 300	723 500	696 900	744 914
RECETTES NETTES	410 500	132 300	227 000	769 800	21 500	791 300	805 400	700 286
Dépenses additionnelles imputées sur les crédits du budget ordinaire								
Traitements et salaires, postes permanents, et dépenses communes de personnel	299 800	–	–	299 800	32 800	332 600	324 700	310 433
Eclairage, chauffage, etc., et entretien [a]	–	–	–	201 200	1 000	202 200	199 000	195 500
TOTAL, dépenses additionnelles [b]	299 800	–	–	501 000	33 800	534 800	523 700	505 933

[a] Les frais d'éclairage, de chauffage, etc., et d'entretien font l'objet d'une imputation globale sur l'article premier du chapitre 6 des recettes, où sont groupés tous les services (visites guidées, comptoir d'articles pour cadeaux, magasin de souvenirs) qui bénéficient de la présence de visiteurs au Siège.

[b] Voir la ventilation au tableau C-6.

TABLEAU C-6. — SERVICES DESTINES AUX VISITEURS

Etat estimatif des dépenses inscrites aux chapitres pertinents des prévisions de dépenses

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs[a/]
	Dollars	Dollars	Dollars
Traitements et salaires, postes permanents, visites guidées, New York	234 300	228 800	214 537
Dépenses communes de personnel, New York	65 500	64 500	63 000
Traitements et salaires, postes permanents, visites guidées, Genève	26 700	25 300	27 028
Dépenses communes de personnel, Genève	6 100	6 100	5 868
Eclairage, chauffage, etc., et entretien	141 200	138 000	136 000
Usure supplémentaire du matériel imputable aux services destinés aux visiteurs	8 000	8 000	8 000
Gardes et réceptionnistes (heures supplémentaires)	53 000	53 000	51 500
TOTAL	534 800	523 700	631 933

a/ Montants estimatifs, sauf pour traitements et salaires, postes permanents, New York et Genève, rubriques pour lesquelles il s'agit des dépenses effectives.

TABLEAU C-7. — RESTAURANTS ET SERVICES ANNEXES (NEW YORK)

Etat estimatif des recettes et des dépenses pour 1967, et chiffres correspondants pour 1966 et 1965

	1967 Montants estimatifs	1966 Montants estimatifs	1965 Montants effectifs
	Dollars	Dollars	Dollars
Chiffre d'affaires brut	2 400 000	2 183 000	2 317 756
A déduire: Coût des marchandises et articles vendus	1 103 000	1 030 000	1 063 289
A ajouter: Autres recettes	30 000	29 000	38 074
Recettes brutes	1 327 000	1 182 000	1 292 541
Dépenses imputées sur les recettes			
Traitements et salaires	917 400	824 500	885 254
Autres dépenses d'exploitation	361 600	314 500	338 705
Entretien et remplacement du matériel	30 000	25 000	43 803
Commission du concessionnaire	18 000	18 000	18 000
TOTAL, dépenses imputées sur les recettes	1 327 000	1 182 000	1 285 762
RECETTES NETTES	-	-	6 779
Dépenses additionnelles inscrites dans les prévisions de dépenses			
Eclairage, chauffage, etc., et entretien	68 000	56 000	56 000